



BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



RAPPORT ANNUEL 2018

CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEAN BADEN DUBOIS

Gouverneur

GEORGES HENRY

Gouverneur-Adjoint

GEORGETTE JEAN-LOUIS

Directeur Général

RONALD GABRIEL

Membre

FRITZ DUROSEAU

Membre

Conseil d'Administration



ORGANIGRAMME

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR.....	13
---------------------------------	----

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2018

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	16
I.1	Environnement économique international	16
I.2	Environnement économique national	17
I.2.1	Secteur réel en 2018	17
I.2.1.1	Valeur ajoutée par secteur d'activité	18
I.2.1.2	Évolution des prix à la consommation en 2018	18
I.2.1.3	Situation de l'emploi et des salaires en Haïti en 2018.....	20

II.	MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2018	21
-----	--	----

II.1	Politique monétaire en 2018	22
II.1.1	Instruments de la politique monétaire	22
II.1.1.1	Bons BRH	22
II.1.1.2	Taux de réserves obligatoires	23
II.1.1.3	Interventions de la BRH sur le marché des changes	25
II.1.2	Résultats	25
II.1.2.1	Résultats intermédiaires	25
II.1.2.2	Résultats finals	26
II.1.2.2.1	Rénumération des dépôts et des prêts sur les opérations en gourdes	26
II.1.2.2.2	Rénumération des dépôts et des prêts sur les opérations en devises	27
II.1.3	Évolution des agrégats monétaires en 2018	27
II.2.3.1	Contreparties de M3 et financement de l'économie	28

III.	FINANCES PUBLIQUES	29
------	--------------------------	----

III.1	Recettes	30
III.1.1	Recettes Internes	30
III.1.2	Recettes Douanières	31
III.1.3	Autres Recettes	31
III.1.4	Performance Institutionnelle	31
III.2	Dépenses	32
III.2.1	Dépenses Courantes	32
III.2.2	Dépenses d'investissement.....	33
III.3	Financement de l'Administration Centrale en 2018	34
III.4	Évaluation du programme financier	34

IV.	BALANCE DES PAIEMENTS.....	35
-----	----------------------------	----

IV.1	Compte courant	35
IV.2	Solde des biens et services	36

IV.2.1	Solde des biens	36
IV.2.1.1	Exportations de biens	36
IV.2.1.2	Importations de biens	37
IV.2.2	Solde des services	37
IV.2.3	Solde des revenus	38
IV.2.4	Solde des transferts courants	38
IV.3	Compte capital	38
IV.4	Compte des Opérations financières	38
IV.5	Financement de la balance des paiements	39
V.	DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2018	39
V.1.1	Créances bilatérales.	40
V.1.2	Créances multilatérales	40
V.1.3	Structure de l'encours de la dette publique externe par types de devises.	40
V.1.4	Répartition de l'encours de la dette par secteur économique.	40
V.2	Décaissements, Service de la Dette et Arriérés de Paiement	41
V.3	Allègement de dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2017-2018	42
VI.	ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL EN 2018	42
VI.1	Facteurs explicatifs de la progression du taux de change en 2018	43
VI.2	Évolution des spreads bancaire et informel.....	44

B. LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2018 : VUE D'ENSEMBLE

VII.	ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2018	45
VII.1	Système bancaire : établissements, environnement concurrentiel et taux de bancarisation	46
VII.2	Structure du système bancaire	47
VII.3	Distribution du crédit.....	50
VII.4	Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien	53
VII.5	Activités et résultats du système bancaire en 2018	55
VII.5.1	Activités bancaires	55
VII.5.2	Opérations avec la clientèle	57
VII.5.3	Emplois du système et Évolution des actifs productifs	58
VII.5.4	Structure financière et Qualité de l'Actif	60
VII.5.5	Résultats des activités bancaires	62
VII.6	Activités de Surveillance	67
VII.6.1	Surveillance des banques	67
VII.6.2	Autres	68
VII.7	Faits marquants du système bancaire au cours de l'exercice 2018	69
VIII.	COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CREDIT EN 2018: VUE D'ENSEMBLE	70
VIII.1	Évolution du secteur en 2018	70
VIII.2	Structure du secteur	71

C. LA BRH EN 2018

IX.	GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH.	77
IX.1	Composition des avoirs extérieurs	78
IX.2	Rendement du portefeuille	78
X.	MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE	79
X.1	Billets et monnaie divisionnaire.	79
X.1.1	Émission, destruction et remplacement de la monnaie.	79
X.1.2	Circulation fiduciaire au sens large	79
X.1.3	Circulation fiduciaire au sens strict	79
X.1.4	Composition de l'encours	79
X.1.5	Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH.....	80
X.2.1	Opérations de la chambre de Compensation	81
X.2.2	Évolution des activités du Service de la Compensation	83
X.2.3	Dépôts et tirages des banques commerciales	84

X.3	Services à l'État.....	84
X.3.1	Caissier de l'État	84
X.3.2	Chèques émis sur comptes courants traités en compensation	85
X.4	Impressions de chèques	87
X.5	Certification des chèques	88
X.6	Chèques tirés sur les comptes courants payés aux guichets de la BRH	89
X.7	Système de paiement interbancaire haïtien (SPIH)	89

D- ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS.	93
LISTE DES CIRCULAIRES	141
ANNEXE JURIDIQUE	143

E- ANNEXE STATISTIQUE

I.1	Produit intérieur brut par branche d'activité économique	154
I.1a	Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)	155
I.1b	Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)	156
I.2	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)	157
I.2a	Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)	157
I.3	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986-1987)	158
I.3a	Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986-1987)	158
I.3b	Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)	159
I.3c	Structure de la croissance du PIB réel (en pourcentage).....	159
I.3d	Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)	160
I.4	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004=100)	160
I.4a	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays. (Base Août 2004=100)	161
I.5	Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)	161
I.5	(suite).Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)	162
I.5a	Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage)	162
I.6	Taux de change à Port-au-Prince (Gourdes/Dollar ÉU)	163
I.7	Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes)	164
I.8	Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)	165
I.9	Bilan de la BRH (en millions de gourdes)	166
I.10	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	167
I.11	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	168
I.12	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale	169
I.13	Résumé des opérations financières des administrations publiques	170
I.14	Résumé de la Balance des Paiements d'Haït (en millions de dollars ÉU)	171
I.15	Position extérieure globale d'Haïti (en millions de dollars ÉU)	172
I.16	Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars ÉU)	173
I.17	Exportations aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières locales (en milliers de dollars ÉU)	174
I.18	Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières importées	175
I.19	Importations totales d'Haïti par catégories de produits (en millions de dollars ÉU)	176
I.20	Importations de produits pétroliers (en milliers de baril et en milliers de dollars ÉU)	177
I.21	Dettes externes totales du secteur public (en millions de dollars ÉU)	178
I.22	Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars ÉU)	179
I.23	Paieement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)	180
II.1	Chiffres clés du bilan par banque (en milliers de gourdes)	181
II.2	Chiffres clés des résultats par banque (en milliers de gourdes)	182
II.3	Ratios financiers par banque	183
II.4.	Ratios financiers par banque – ratios de rentabilité	184
II.5.	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes)	185
II.6.	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque	186
LISTE DES SIGLES.....		189

TABLEAUX

1	Emplois dans la sous-traitance	20
2	Salaire minimum réel en 2018	21
3	Évolution des recettes internes par institutions	32
4	Réalisations budgétaires en 2018 (en millions de gourdes)	35
5	Évolution des flux nets du solde des comptes de l'administration centrale (en MG)	35
6	Allègement reçu en 2018 (en millions de dollars ÉU)	42
7	Indicateurs financiers-clés au 30 septembre	46
8	Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2018)	46
9	Nombre de succursales et agences autorisées.....	47
10	Établissement financiers non bancaires ayant reçu l'agrément de fonctionnement de la BRH	47
11	Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)	47
12	Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)	49
13	Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre	50
14	Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité (en MG et en%)	50
15	Répartition de l'encours des prêts par tranche	52
16	Répartition du nombre de prêts par emprunteur au 30 septembre	53
17	Parts de marché et rang actif total et portefeuille de prêts bruts.....	54
18	Parts de marché et rang selon les dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU.....	54
19	Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)	56
20	Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre	57
21	Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total au 30 septembre	57
22	Variation des dépôts du système bancaire	57
23	Composition des dépôts du système bancaire	58
24	Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG au 30 septembre	58
25	Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre	61
26	Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses (en MG)	61
27	Respect des normes de suffisance de fonds propres au 30 septembre	61
28	Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre	61
29	Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)	62
30	Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre	62
31	Revenus nets d'intérêt pour les cinq derniers exercices fiscaux (en MG).....	63
32	Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre	64
33	Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre	65
34	Rémunération moyenne des dépôts (en MG et en %)	65
35	Rendement moyen des prêts (en MG et en %)	66
36	Productivité par employé (en milliers de gourdes et en %)	66
37	Indicateurs financiers clés pour le secteur des coopératives (en millions de gourdes)	70
38	Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) fonctionnant an Haïti	71
39	Poids des 20 plus grandes coopératives d'épargne et de crédit du secteur sur les deux derniers exercices	72
40	Les 20 plus grandes CEC du secteur au 30 septembre 2018	72
41	Poids des différents départements du pays dans le secteur des CEC	74
42	Indicateur financiers du secteur des CEC dans différents départements du pays	75
43	Bilan du secteur des CEC au 30 septembre 2018	76
44	Variation des principaux postes du bilan du secteur (en %)	76
45	Part des postes du bilan du secteur	77
46	Destruction et émission de monnaie	79
47	Faux billets dollars ÉU retenus aux guichets de la BRH en 2018	80
48	Faux billets en gourdes retenus aux guichets de la BRH en 2018	81
49	Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire	81
50	Nombre de chèques en dollars ÉU présentés et reçus par le système bancaire	82
51	Résultats de la compensation consolidée par banque en gourdes en 2018	82
52	Résultats de la compensation consolidée par mois en gourdes en 2018	82
53	Résultats de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars en 2018	83
54	Résultats de la compensation manuelle et électronique par mois en dollars en 2018	83
55	Activités de la compensation sur les opérations en gourdes et en dollars	83
56	Dépôts en gourdes et en dollars ÉU des banques commenrciales	84
57	Tirage banques en HTG et en USD en 2017-2018	84
58	Recettes du Trésor Public enregistrées aux guichets de la BRH en 2018	74
59	Chèques du Trésor Public encaissées aux guichets de la BRH en 2018	85
60	Nombre de chèques traités en compensation à la BRH en 2018	86
61	Chèques reçus aux guichets de la BRH pour l'exercice 2018.....	86

62	Chèques retournés pour l'exercice 2018	87
63	Chèques imprimés pour l'exercice 2017-2018	87
64	Chèques certifiés pour l'exercice 2018	88
65	Quantité de dépôts par chèque reçus au guichets de la BRH en 2018	89
66	Nombre de transactions effectuées via le SPIH par participant pour l'exercice 2018	89
67	Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2018	90

GRAPHIQUES

1	Évolution des prix des produits de base en 2018	17
2	Évolution du produit intérieur brut réel (en MG) et de son taux de croissance (en %)	17
3	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation alimentaire.....	19
4	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en %).....	20
5	Composition de l'encours des bons BRH en 2018.....	22
6	Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités	23
7	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)	24
8	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %)	24
9	Position moyenne de réserves en MG	25
10	Évolutions des composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes)	26
11	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)	27
12	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars ÉU)	27
13	Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)	28
14	Contreparties de M3 (en milliards de gourdes)	29
15	Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG	30
16	Évolution de la pression fiscale en pourcentage	30
17	Évolution des composantes des recettes courantes en MG	31
18	Parts que représentent les projets et les programmes dans chacun des secteurs	34
19	Évolution du solde courant de la balance des paiements (en millions de dollars ÉU)	35
20	Évolution du solde courant de la balance commerciale (en millions de dollars ÉU)	36
21	Parts relatives des principales exportations en %	36
22	Parts relatives des principales exportations en %	37
23	Évolution du solde des opérations financières (en millions de dollars ÉU)	38
24	Évolution des réserves brutes en mois d'importations de biens et de services	39
25	Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollar ÉU)	39
26	Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2018 (en %)	40
27	Répartition de la dette par secteur économique (2017-2018)	41
28	Répartition de la dette par organisme (en millions de dollars ÉU)	41
29	Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets	42
30	Évolution du rythme de croissance du taux moyen d'acquisition (TMA)	43
31	Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période) et TMA	43
32	Évolution des spreads bancaire et informel	44
33	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus	53
34	Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)	56
35	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)	59
36	Volume des achats et des ventes de dollars ÉU (en millions de dollars ÉU)	60
37	Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre (en MG)	60
38	Évolution du bénéfice net du système en excluant les profits opérationnels et gains réalisés à la vente de la Dinasa	62
39	Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé au 30 septembre (en %)	63
40	Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)	64
41	Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre	65
42	Évolution du nombre d'employés du système bancaire	66
43	Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)	69
44	Évolution de l'actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit	71
45	Répartition de l'Actif du secteur par département	73
46	Ratio de l'Épargne collecté par département	73
47	Ratio du crédit total décaissé par département	74
48	Présentation des indicateurs clé du secteur par département	75
49	Évolution des réserves brutes de change (en millions de \$ ÉU)	77
50	Constitution du portefeuille	78
51	Constitution de l'encours au 30 septembre 2018	80
52	Impression des chèques imprimés pour les exercices des années 2017-2018	88

MESSAGE DU GOUVERNEUR

En accord avec les textes légaux régissant le fonctionnement de la Banque de la République d'Haïti (BRH), le Conseil d'Administration se fait le devoir de soumettre à l'intention du grand public et plus spécialement aux parties prenantes, le Rapport Annuel de la Banque Centrale au titre de l'exercice fiscal 2018. Ce Rapport présente un aperçu de l'environnement économique international, l'analyse de l'évolution du cadre macroéconomique d'Haïti, la conduite de la politique monétaire par la Banque Centrale, la situation du système bancaire, les développements enregistrés au niveau du système des paiements ainsi que les efforts visant à promouvoir l'inclusion financière.

En 2018, l'environnement économique international a été marqué par le dynamisme soutenu de l'économie américaine, le renchérissement des produits pétroliers et la baisse des prix des principaux produits alimentaires de base. En effet, la croissance économique des États-Unis a augmenté de 70 points de base à 2,9 % en 2018, tirée principalement par les dépenses de consommation des ménages, lesquelles ont été dopées par la vigueur du marché du travail et les baisses d'impôts. Par ailleurs, l'Indice FAO a révélé un recul de 7,4 % des prix des principaux produits alimentaires à la faveur d'une offre relativement abondante dans les principaux pays producteurs. Par contre, les prix des produits pétroliers ont augmenté sur les marchés internationaux : le cours du WTI a crû de 42 % à 75,36 dollars ÉU, alors que celui du Brent a augmenté de 42,97 %, passant de 55,16 dollars ÉU en septembre 2017 à 78,86 dollars ÉU en septembre 2018.

Sur le plan interne, le taux de croissance économique est ressorti à 1,5 % en 2018, légèrement supérieur à celui de 2017 (1,2 %), mais similaire au taux de croissance démographique, ce qui implique une stagnation du revenu per capita. D'un autre côté, l'inflation en glissement annuel qui s'est toujours maintenue à deux chiffres pour la quatrième année consécutive a décéléré de 80 points de base à 14,6 % en 2018. Le manque de dynamisme de l'activité économique et la dégradation de l'environnement des affaires provoquée par les troubles socio-politiques ont hypothéqué la situation de l'emploi en 2018. En effet, l'indice de l'emploi publié par l'IHSI en a confirmé la dégradation dans presque tous les secteurs d'activité économique au cours de l'exercice sous étude.

Au niveau du secteur externe, le déficit commercial s'est creusé d'environ 30 % sous l'effet d'une hausse plus prononcée des importations de biens (+24 %) par rapport aux exportations (+8,7 %). En effet, le redressement des exportations des industries textiles, favorisé par le dynamisme de l'économie américaine, n'a pas pu contrebalancer l'expansion de la facture énergétique induite par le renchérissement des cours du pétrole sur le marché international. De même, malgré la hausse significative des transferts privés sans contrepartie (+18 % en glissement annuel), le déficit du solde courant s'est accentué, et s'est établi à 3,7 % du produit intérieur brut en 2018 contre 1,04 % en 2017. Subséquemment, le taux de change a maintenu une tendance haussière, clôturant l'exercice à 71,0940 gourdes pour un dollar contre 63,6767 gourdes au 30 septembre 2017, soit une dépréciation annuelle de 11,65 %.

En ce qui concerne les finances publiques, la conjonction d'une série d'événements dont l'atonie de l'activité économique, la grève des douaniers, les troubles socio-politiques et les difficultés à réviser les prix des produits pétroliers à la hausse ont entravé les efforts de mobilisation et de perception des recettes fiscales en 2018. La contreperformance des recettes fiscales, conjuguée

à une hausse des dépenses publiques de 29 %, ont contribué à la détérioration de la situation financière de l'État qui s'est traduite par un déficit de 35,4 milliards de gourdes, en hausse de 180,5 % par rapport à l'exercice précédent. Ce déficit a été financé, entre autres, par la Banque Centrale à hauteur de 24,3 milliards de gourdes.

S'agissant du secteur monétaire, la masse monétaire au sens large s'est accrue de 14,36 % sur un an, soit un rythme de croissance presque similaire à celui de l'exercice précédent. Cette tendance a reflété un ralentissement de la progression des dépôts en dollars ÉU convertis en gourdes (7,25 % contre 15,10 % en 2017), en raison de la contraction du volume de ces derniers (-3,87 % contre +20,33 % en 2017). Pour sa part, la base monétaire au sens large a progressé de 16,46 % et celle au sens restreint de 25,83 % contre 11,69 % et 23,39 % respectivement en 2017. La source de la progression de la base monétaire en 2018 a été principalement le crédit net au gouvernement central, suite à la hausse considérable du financement monétaire.

En ce qui a trait au système bancaire, le rythme de croissance de l'actif total est passé en dessous de 10 %, soit la plus faible évolution enregistrée depuis septembre 2013, dans un contexte marqué par l'atonie de l'activité économique. Néanmoins, les institutions bancaires ont réalisé une gestion prudente de leur portefeuille de prêts : le coefficient d'arrérage demeurant faible (2,55 %), en baisse de 38 points de base par rapport à l'exercice précédent. Quant aux indicateurs de rentabilité, soit le rendement de l'actif (ROA) et le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE), ils se sont chiffrés respectivement à 1,66 % et 18,56 %, soit leur plus bas niveau au cours des cinq dernières années.

Sur le plan des efforts visant la promotion de l'inclusion financière, au cours de l'exercice 2017-2018, d'importantes avancées ont été réalisées à la suite de la mise en place de l'Unité désignée à cette fin à la Banque centrale. En effet, une enquête nationale a été effectuée, permettant d'identifier les besoins réels de la population en termes de produits financiers. Cette étude « Finscope » a révélé que près de 54 % de la population de 15 ans et plus ont accès aux services financiers, 44 % des adultes de 15 ans et plus sont servis formellement par le système financier tandis que 46 % en sont exclus.

En matière de politique monétaire, la BRH a maintenu une posture monétaire globalement restrictive compte tenu de la détérioration de la situation financière de l'État, de l'intensification des pressions inflationnistes et des tensions persistantes sur le marché des changes. C'est ainsi que les taux de réserves obligatoires ont été gardés à leur niveau de 2015, sauf une modification du mode de composition avec un relèvement de la couverture en gourdes des réserves sur les dépôts en dollars de 5 % à 7,5 % en fin d'exercice. L'encours des bons BRH a sensiblement augmenté, passant de 12,214 MG en septembre 2017 à 13,856 MG à la fin de l'exercice alors que les taux d'intérêt nominaux sur ces titres ont été maintenus à 6 %, 8 % et 12 %, respectivement pour les maturités de 7, 28 et 91 jours. Par ailleurs, la BRH est intervenue sur le marché des changes pour un montant net de 90,14 millions de dollars ÉU. Parallèlement à cette posture restrictive, la Banque Centrale a continué de travailler à l'aménagement de conditions plus propices pour les secteurs porteurs liés à l'agriculture, la construction de logements, le tourisme et les exportations. C'est ainsi qu'à la fin de l'exercice, elle a émis la circulaire No 113 sur le financement du secteur agricole, laquelle permet l'octroi de prêt à des taux d'intérêt bonifiés aussi faibles que 6 % l'an.

En dépit d'un environnement économique et socio-politique difficile, la BRH s'est attelée à poursuivre ses efforts en vue de préserver la valeur interne et externe de la monnaie nationale tout en recherchant une harmonisation renforcée de ses actions avec les autorités budgétaires et fiscales. Parallèlement, elle a poursuivi avec les initiatives déjà entamées en vue d'amplifier sa communication auprès du public et de moderniser le système de paiements tout en s'assurant de la stabilité du système financier.



Jean-Baptiste Dubois
Gouverneur

A. ACTIVITE ÉCONOMIQUE EN 2018
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE EN 2018
I.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

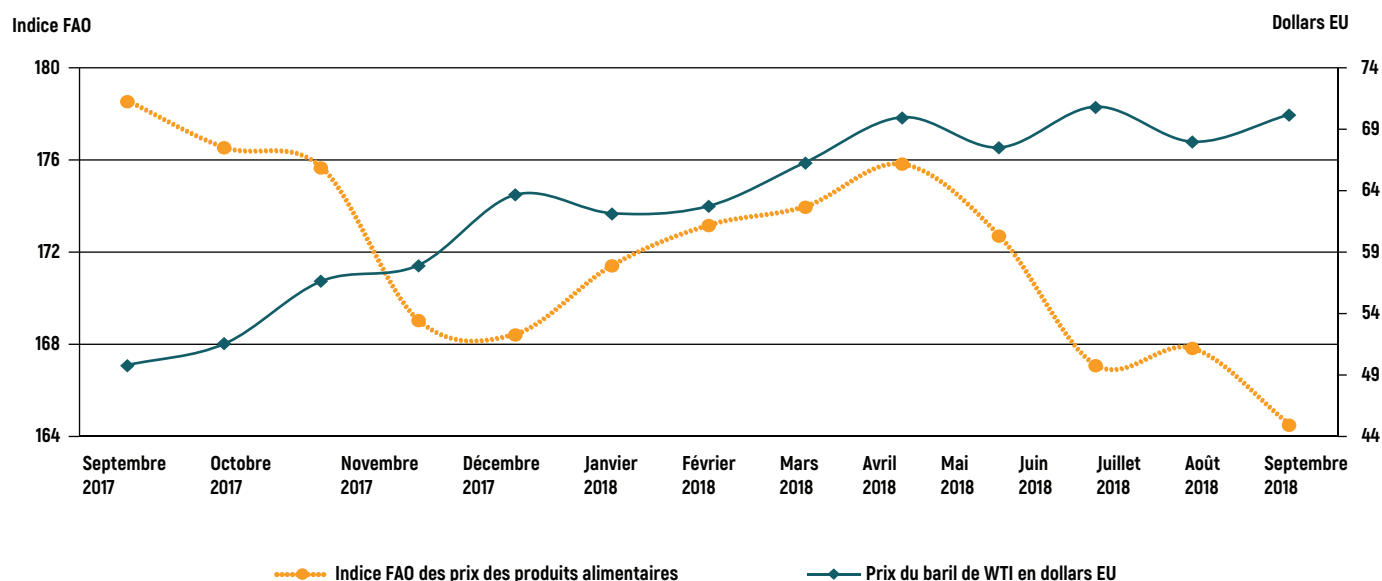
En 2018, l'activité économique mondiale a été marquée par la croissance de 3 % du PIB réel américain en hausse de 70 points de base par rapport à l'année précédente. Cette bonne performance de l'économie américaine s'est expliquée notamment par la réforme fiscale adoptée depuis la fin de l'année 2017. Dans le cadre de cette politique de relance budgétaire, les dépenses publiques ont connu une hausse annuelle de 110 milliards de dollars, ce qui a stimulé la demande intérieure et contribué à la croissance. De plus, les grandes entreprises américaines ont pu bénéficier d'une baisse d'impôts, passant de 35 % à 21 %, laquelle a favorisé la vigueur du marché de travail caractérisée par un faible taux de chômage. Parallèlement, le niveau général des prix aux États-Unis, après avoir enregistré une hausse au cours du premier semestre, est reparti à la baisse au cours du second semestre. En effet, établi à 2,4 % en mars 2018, le taux d'inflation a atteint 2,3 % en septembre 2018. Toutefois, la Réserve Fédérale (Fed) américaine a procédé au relèvement de ses taux directeurs quatre fois durant l'année écoulée, passant de 1,75 % en mars 2018 à 2,25 % en septembre 2018.

Dans la Zone Euro, le rythme de croissance de l'activité économique a ralenti en 2018 avec un taux de croissance régionale passant de 2,3 % en 2017 à 1,9 % en 2018. Ce fléchissement, attribuable notamment aux tensions commerciales entre les États-Unis et ses principaux partenaires (Chine, Union Européenne), est lié aux incertitudes autour des négociations du Brexit. Malgré le ralentissement de l'activité économique, la situation du marché du travail s'est améliorée dans la zone. En effet, le taux de chômage a atteint 8,1 % en septembre 2018, soit une baisse de 80 points de base par rapport à septembre 2017. En Allemagne, le taux de chômage s'est établi à 3,4 % en septembre 2018 en baisse de 20 points de base par rapport à l'année précédente. En France et en Espagne, après avoir atteint 9,7 % et 16,7 % en septembre 2017, le taux de chômage a atteint respectivement 9,3 % et 14,9 %. Par ailleurs, avec un taux d'inflation situé dans la cible des 2 %, la Banque Centrale Européenne a maintenu, en 2018, son principal taux de refinancement à zéro.

Quant aux économies émergentes, elles ont enregistré, pour l'année 2018, une croissance économique de 4,5 %, en hausse de 50 points de base par rapport à l'année précédente. En Inde, la croissance économique, due principalement au renforcement des investissements et l'augmentation de la consommation privée, a atteint 7,3 % en 2018 contre 6,7 % en 2017. Par ailleurs, la croissance du PIB chinois s'est établie à 6,6 % en 2018 contre 6,8 % l'année précédente. La dette contractée par la Chine et la guerre commerciale avec les États-Unis sont les causes principales de ce ralentissement. Avec un endettement record, se situant entre 250 et 300 % de son PIB, la Chine a entrepris des changements structurels, s'attaquant à la finance parallèle et limitant le développement du crédit. Ces derniers ont freiné le financement des entreprises et entraîné l'annulation de plusieurs projets d'infrastructures, ralentissant ainsi la croissance économique chinoise. De plus, les tensions commerciales avec les États-Unis, suite à l'augmentation des droits de douanes sur certains produits chinois, ont également eu un impact négatif sur la croissance du pays.

En ce qui concerne les prix des produits alimentaires, au cours de l'année 2018, ils ont affiché une tendance à la baisse. En effet, après une hausse en glissement annuel de 8 % en 2017, l'indice FAO des produits alimentaires a affiché une baisse de 3,55 % en 2018. Pour ce qui est des produits pétroliers, les prix des deux produits de référence (le West Texas Intermediate et le Brent) ont évolué à la hausse. Le cours du West Texas Intermediate (WTI), après s'être établi à 51,56 dollars ÉU le baril en octobre 2017, a d'abord connu une hausse pour se fixer à 63,67 dollars ÉU en janvier 2018 avant de subir un léger repli 2 mois après pour finalement terminer l'exercice en hausse, à 70,21 dollars ÉU le baril en septembre 2018. Par ailleurs, après avoir évolué dans une fourchette de 57 dollars ÉU à 75 dollars ÉU entre octobre 2017 et juin 2018, le cours du baril de Brent a connu une hausse en affichant 78,86 dollars ÉU en septembre 2018.

Graphique 1. // Evolution des prix des produits de base en 2018

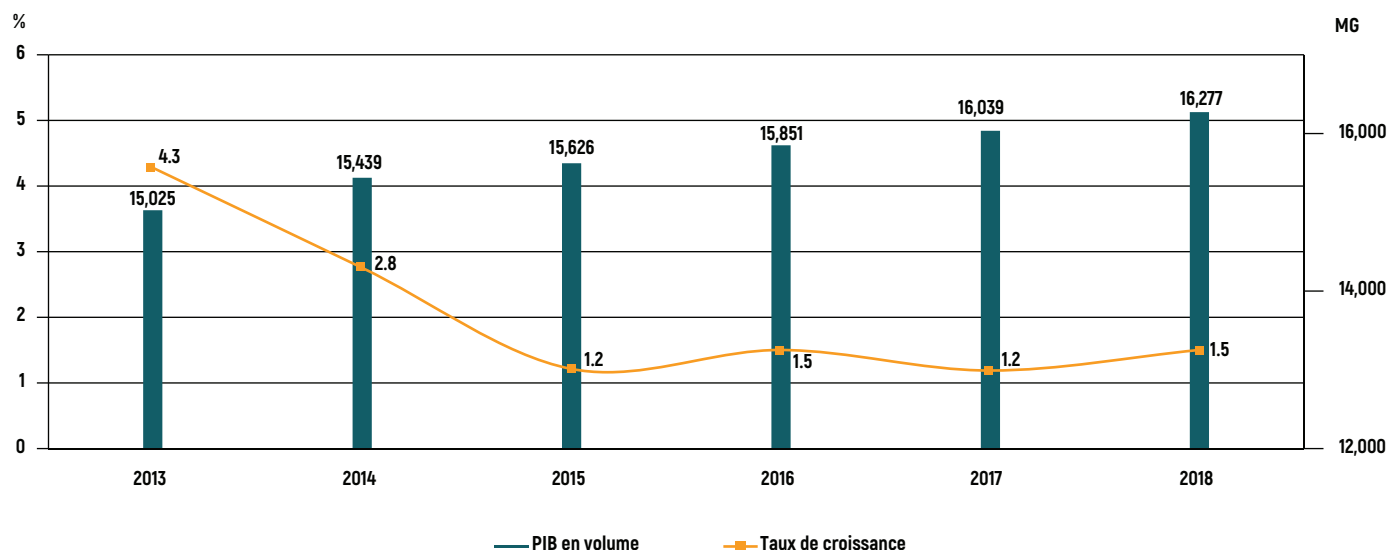


I.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

I.2.1 SECTEUR RÉEL EN 2018

Pour la quatrième année consécutive depuis 2014, l'économie haïtienne a crû à un rythme inférieur à la croissance démographique. En effet, le PIB réel a enregistré une croissance de 1,5 % pour atteindre 16 277 MG. La structure de l'économie reste dominée par le secteur tertiaire dont la principale composante reste la branche « commerce, restaurants et hôtels ». Cette faible croissance est expliquée en partie par les impacts négatifs des troubles socio-économiques enregistrés lors du dernier trimestre de l'exercice. De plus, la situation globale de l'économie a continué de refléter les tendances lourdes apparues depuis l'exercice 2015. Il s'agit notamment : d'une croissance plus faible que la moyenne observée durant la décennie 2004-2014, d'un taux d'inflation annuel à deux chiffres, de pressions accrues sur le marché des changes et d'un renforcement de la dépendance envers les envois de fonds des travailleurs émigrés.

Graphique 2. // Évolution du Produit Intérieur Brut en termes réels (en MG) et de son taux de croissance (en %)



I.2.1.1 VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ SECTEUR PRIMAIRE

Bien que le pays n'ait pas enregistré de catastrophes naturelles majeures au cours de l'exercice, le secteur primaire n'a crû que de 1,01 %, soit le taux de croissance le plus faible comparativement aux deux autres secteurs. La valeur ajoutée de ce secteur s'est ainsi chiffrée à 3 308 MG, soit environ 20 % du PIB total. Quoique la saison pluvieuse de printemps ait été plus courte que d'habitude, cette relative faiblesse dans la performance du secteur primaire est liée aussi à de nombreuses contraintes auxquelles font face la branche agricole (baisse de la qualité des sols, carences dans la disponibilité d'intrants agricoles, manque d'encadrement technique, absence de programme d'assurance, ...). Pour ce qui est des industries extractives, seconde branche en importance du secteur primaire, leur valeur ajoutée s'est maintenue à 21 MG, soit un niveau similaire à celui observé depuis 2015. En termes de contribution à la croissance du PIB, l'apport du secteur primaire a été de 13,87 %.

SECTEUR SECONDAIRE

La valeur ajoutée du secteur secondaire a progressé de 1,66 % pour se chiffrer à 3 055 MG. Le secteur a bénéficié notamment du dynamisme de la branche « Bâtiments et travaux publics », laquelle a affiché la plus forte progression (2,14 %) depuis 2015, à la faveur des travaux d'infrastructure dans les zones rurales (amélioration de routes secondaires, curage de canaux d'irrigation, ...), réalisés par le gouvernement. La croissance du secteur secondaire, quoique modérée, lui a permis d'augmenter sa contribution à la croissance du PIB, laquelle est passée à 21,01 %, contre 15,05 % un an auparavant. Cette croissance n'a toutefois pas été suffisante pour modifier la part du secteur secondaire dans la valeur ajoutée totale, celle-ci s'est chiffrée à 18,77 %, un niveau quasi similaire à celui de l'exercice précédent (18,74 %).

Deuxième branche en importance du secteur secondaire, les industries manufacturières ont affiché un faible taux de croissance, lequel s'est chiffré à 1,16 %. Cette progression a reflété une hausse de 1,4 % de la valeur ajoutée de l'industrie textile principalement tournée vers l'exportation, alors que la fabrication de produits alimentaires et de boissons, desservant principalement le marché domestique, a augmenté de 1 %.

SECTEUR TERTIAIRE

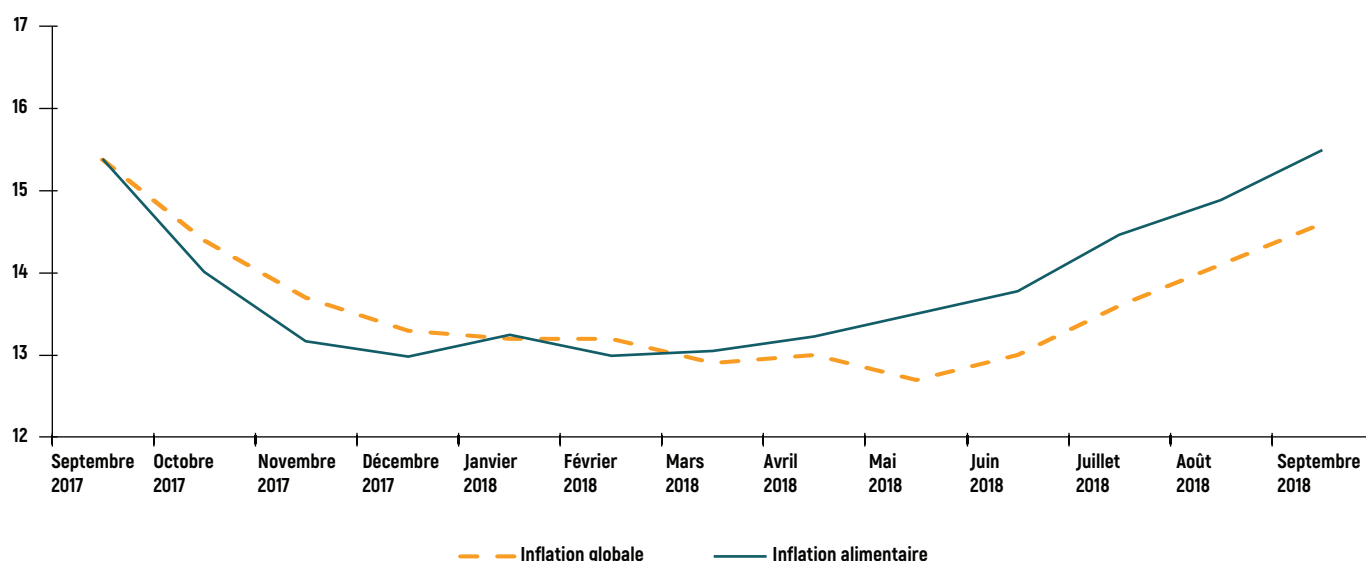
Avec une croissance de 1,54 % portant sa valeur ajoutée à 8 562 MG, le secteur tertiaire a maintenu sa prédominance en représentant 52,60 % du PIB tout en contribuant à 54,62 % à la croissance de ce dernier. Si les troubles socio-politiques à partir de juillet ont atténué le dynamisme affiché par ce secteur, il convient toutefois de reconnaître que la branche « Commerce, restaurants et hôtels » ainsi que celle « Transports et communication » ont affiché une tendance au ralentissement depuis 2015. La première a ainsi crû de 0,88 %, alors que la seconde a progressé de 1 %, contre 1,12 % et 1,01 % respectivement un an plutôt. Les autres branches du secteur : « Autres Services Marchands » et « Services non marchands » ont toutefois fait montre d'un dynamisme relativement plus important, avec des taux de croissance respectifs de 2,38 % et 2,16 % contre 1,55 % et 0,84 % durant l'exercice fiscal 2017.

I.2.1.2 ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION EN 2018

Durant l'exercice 2018, les pressions inflationnistes se sont relativement maintenues dans l'économie quoiqu'un certain ralentissement ait été observé au niveau du rythme de progression de l'indice général des prix à la consommation (IPC) en glissement annuel. En effet, après avoir atteint 15,4 % en septembre 2017, l'inflation s'est chiffrée à 14,6 % en septembre 2018, marquant ainsi une décélération de 80 points de base sur l'exercice. Les fonctions « Alimentation, Boissons et Tabac », « Loyer, Énergie, Eau » et « Habillement, tissus, Chaussures » ont contribué à hauteur de 76,2 % à cette évolution de l'inflation annuelle en 2018. La même tendance a été observée au niveau de l'évolution de l'inflation mensuelle cumulée, laquelle a décéléré de 70 points par rapport à septembre 2017 pour s'établir à 13,7 % sur l'exercice sous étude.

Le ralentissement du rythme de progression de l'inflation annuelle est lié principalement à la progression de l'indice des prix de la fonction « Alimentation, Boissons et Tabac », combinée à la baisse du rythme de croissance de celui des fonctions « Loyer, Énergie, Eau » et « Habillement, tissus, Chaussures ». En effet, l'indice de la fonction « Alimentation, Boissons et Tabac » s'est accru de 15,5 % en septembre 2018 contre 15,4 % un an plus tôt. Parallèlement, le taux de croissance de l'indice des prix des postes « Loyer, Énergie, Eau » et « Habillement, tissus, Chaussures » s'est établi à 14,9 % et 17,1 % respectivement, marquant une décélération de 7 points et 3,6 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2016-2017.

Graphique 3. // Inflation globale et inflation alimentaire (en glissement annuel et en %)



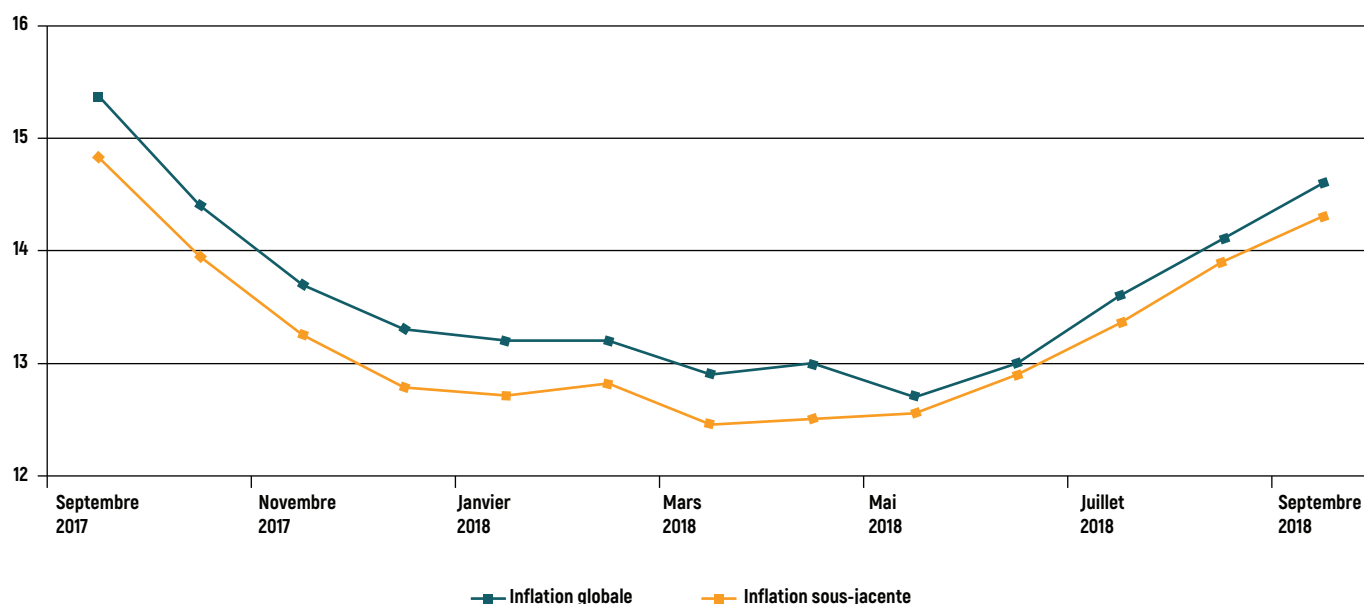
En 2018, l'inflation sur base mensuelle a évolué en dents de scie. En effet, l'inflation mensuelle est passée de 0,9 % en octobre 2017 à 0,8 % en décembre 2017. Sur le deuxième trimestre 2018, le taux d'inflation mensuel a ralenti pour s'établir en moyenne à 0,9 % avant de repartir à la hausse à partir d'avril 2018 (1,2 %) et terminer l'exercice fiscal avec un niveau de 1,6 %. Cumulée, l'inflation mensuelle s'est chiffrée à 13,7 % sur l'exercice 2018, soit une décélération de 70 points de base par rapport à l'année fiscale précédente.

Le comportement des prix, en glissement annuel, s'est également reflété dans l'évolution de l'inflation sur le plan géographique. Au cours de l'exercice 2017-2018, une décélération du rythme de croissance annuelle de l'IPC a été enregistrée pour la plupart des régions considérées : Aire Métropolitaine (-10 points de base à 15,4 %), Reste Ouest (-20 points de base à 13,9 %), Nord (-10 points de base à 13,7 %), Sud (-3,7 points de pourcentage à 14,9 %). La Région Transversale a été la seule dont la progression de l'IPC s'est accélérée (+0,5 point de pourcentage à 14,4 %).

L'évolution du rythme de progression de l'inflation annuelle sur les trois premiers trimestres de l'exercice est liée, sur le plan interne, aux effets rémanents de l'appréciation de la gourde par rapport à la devise américaine à partir de la deuxième moitié de l'exercice 2018. Au mois de mai 2017, la gourde s'est appréciée de 8 % par rapport au dollar ÉU. Combiné à la stabilité des prix des produits pétroliers à la pompe et aux mesures de politique monétaire, le ralentissement du rythme de croissance de l'inflation annuelle a commencé à partir du mois de juillet 2017 et s'est poursuivi jusqu'en mai 2018. Avec la dépréciation de la gourde notamment vers le dernier trimestre de 2018 découlant d'une augmentation du niveau de financement monétaire, une tendance à la hausse des prix a été enregistrée, portant l'inflation à 14,6 % à la fin de l'exercice. Sur le plan externe, ce comportement du taux d'inflation annuel a été attribuable à l'évolution à la baisse de l'indice FAO des principaux produits alimentaires. En effet, l'indice FAO a décru de 3,55 % pour s'établir à 168,5 en 2018.

Durant tout l'exercice 2017-2018, l'inflation sous-jacente a évolué dans le même sens que l'inflation globale en glissement annuel, tout en restant en-dessous de celle-ci. L'analyse des mouvements de l'inflation fondamentale a fait ressortir que les principaux facteurs responsables de l'évolution de l'inflation en 2018, ont été les fonctions volatiles de l'indice des prix à la consommation (Alimentation et Énergie).

Graphique 4. // Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée par la méthode d'exclusion (en glissement annuel et en %)



I.2.1.3 SITUATION DE L'EMPLOI ET DES SALAIRES EN HAÏTI EN 2018

La croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2018, quoique légèrement supérieure à celle enregistrée au cours de l'exercice 2017, ne s'est pas traduite en une amélioration de l'offre d'emplois dans la plupart des secteurs de l'économie. Parallèlement, le maintien du salaire minimum à son niveau de 2017, combiné à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, a entraîné une baisse du pouvoir d'achat des salariés au cours de l'exercice sous revue.

L'indice d'emploi (IE) publié par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) pour l'exercice 2017-2018, s'est établi à 99,9 contre 103,1 au cours de l'exercice précédent, soit une baisse de 2,5 %. Cette évolution baissière de l'indice s'est reflétée notamment dans les branches « Bâtiments et travaux publics » (-7,7 %), « Industries » (-5 %), et « Organisations non-gouvernementales et/ou Organisations Internationales » (-1,1 %). L'emploi au niveau de ces secteurs a pâti du climat des affaires défavorable, de la baisse des investissements publics et du désengagement de certaines ONG et organisations internationales fonctionnant en Haïti. Elle est aussi liée au ralentissement de la croissance des emplois dans les secteurs comme la sous-traitance, la fonction publique et le système bancaire.

Dans le secteur de la sous-traitance, en dépit d'un taux de progression des emplois légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent (12,24 % en 2018 contre 13,07 % en 2017), les nouveaux emplois créés ont atteint 5 635. Il s'agit du plus grand nombre d'ouvriers recrutés en un an sur les dix (10) dernières années, portant le nombre d'ouvriers à 51 669.

Tableau 1. // Emplois dans la sous-traitance

	Emplois sous-traitance	Taux de croissance (%)	Nouveaux emplois créés
2011	27,858	-0.45	-125
2012	28,726	3.12	868
2013	31,424	9.39	2,698
2014	36,340	15.64	4,916
2015	41,188	13.34	4,848
2016	40,713	-1.2	-475
2017	46,034	13.07	5321
2018	51,669	12.24	5,635

Source : Association des Industries d'Haïti (ADIH)

Après une progression de 5,4 % en 2017, l'effectif de l'Administration publique a augmenté de 4 % au cours de l'exercice sous étude, soit un ralentissement du rythme de croissance de 140 points de base par rapport à l'année fiscale précédente. En effet, le nombre de fonctionnaires publics est passé de 87 510 à 91 007, attribuable principalement à l'augmentation de

l'effectif de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Au cours de cet exercice, deux promotions de la PNH, totalisant 1 714 policiers, ont intégré la fonction publique.

En 2018, le ralentissement de la progression du personnel du secteur bancaire, entamé depuis l'exercice 2016-2017, a été maintenu. Le nombre de cadres qui travaillent dans le secteur bancaire, a crû de 1,1 %, soit un effectif de 5 791. Cette croissance de l'effectif des banques a marqué une décélération de 190 et 390 points de base respectivement par rapport à celle enregistrée aux deux exercices précédents.

De manière globale, l'évolution de la situation de l'emploi dans l'économie haïtienne au cours de l'exercice 2017-2018 a reflété la morosité du climat des affaires et la faiblesse des investissements. La dégradation du climat des affaires a contraint de nombreuses ONG et Organisations Internationales à réduire leur effectif en Haïti et n'a pas été favorable au renforcement en capital au niveau des entreprises domestiques.

ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM

En 2018, le salaire minimum a été gardé inchangé en raison du retard accusé dans la préparation et la transmission du rapport du Conseil Supérieur des Salaires (CSS). En effet, le salaire minimum pour les ouvriers des établissements industriels tournés vers la réexportation, a été maintenu à 350 gourdes pour une journée de travail de huit (8) heures. En termes réels, le salaire minimum est passé de 109,8 en 2017 à 95,76 en 2018 sous l'influence conjointe de la non-révision et de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC). La baisse du salaire minimum réel a entraîné une réduction du pouvoir d'achat des ménages de 12,75 % alors qu'en 2017, une augmentation, quoique faible, a été enregistrée¹.

Tableau 2. // Salaire minimum réel en 2018

	Indice des prix à la consommation	Taux d'inflation (en%)	Salaire nominal (Gourdes)	Salaire réel (Gourdes d'août 2004)	Taux de croissance salaire réel (%)
2003	84.15	38.4	70	83.18	40.49
2004	102.4	21.7	70	68.36	-17.82
2005	117.6	14.8	70	59.52	-12.93
2006	132.2	12.4	70	52.95	-11.04
2007	142.6	7.9	70	49.09	-7.29
2008	170.9	19.9	70	40.96	-16.56
2009	162.9	-4.7	70	42.97	4.91
2010	170.5	4.7	200	117.3	172.98
2011	188.2	10.4	200	106.27	-9.4
2012	200.5	6.5	200	99.75	-6.13
2013	209.6	4.5	200	95.42	-4.34
2014	220.8	5.3	225	101.9	6.79
2015	245.7	11.3	240	97.68	-4.14
2016	276.4	12.5	300	108.54	11.12
2017	318.9	15.4	350	109.75	1.12
2018	365.5	14.3	350	95.76	-12.75

Sources: IHSI, calculs de la Direction Monnaie et Analyse Economique (MAE/BRH).
N.B: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal / IPC)*100

II. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2018

La détérioration substantielle de la situation des finances publiques n'a pas été sans conséquence sur le secteur monétaire en général et sur l'orientation de la politique monétaire en particulier. En effet, cet état de fait a accentué la dominance budgétaire caractérisant l'économie haïtienne, dans le contexte de la rareté du financement externe en appui au budget du gouvernement. Ainsi, la Banque Centrale est intervenue régulièrement, en utilisant les instruments à sa disposition, notamment les bons BRH, en vue de pallier les incidences négatives du financement monétaire sur l'inflation et le change. En dépit des mesures adoptées, la monnaie nationale n'a pas pu conserver les acquis du deuxième semestre de l'exercice fiscal précédent dans un environnement suscitant la formation d'anticipations négatives. Le taux de dépréciation de la gourde s'est inscrit à 11,65 % sur un an à la fin de septembre 2018 comparativement à une appréciation de 3,80 % pour la même période en 2017. Toutefois, la croissance de la masse monétaire au sens large demeure contenue à un rythme proche de celui de l'exercice passé, soit un taux de 14,30 % contre 13,09 % un an plus tôt.

¹ Le salaire réel est un indicateur qui exprime le pouvoir d'achat effectif en termes de biens et services que le salaire nominal permet d'acquérir. Obtenu en divisant le salaire nominal par l'indice des prix à la consommation, le salaire réel évolue en fonction de la variation du salaire nominal et de celle de l'indice des prix à la consommation.

II.1. POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2018

En 2018, la BRH s'est retrouvée entre, d'une part, la nécessité de supporter la croissance de l'économie haïtienne², et d'autre part, sa mission de maintenir la stabilité de la valeur interne et externe de la monnaie nationale. Aussi, a-t-elle orienté la politique monétaire dans le sens d'une relative compatibilité entre ces deux objectifs finals. Pendant tout l'exercice, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été maintenus inchangés à leur niveau de décembre 2016, soit 6 %, 8 % et 12 % respectivement pour les maturités de 7, 28 et 91 jours. Compte tenu du fait que les taux d'intérêt sont déjà à un niveau assez élevé dans l'économie, la BRH a surtout agi sur le volume des bons BRH, pour une gestion du niveau de liquidité compatible aux objectifs de sa mission de banque centrale. Cet encours est donc passé de 13,2 milliards de gourdes fin septembre 2017 à 16,6 milliards en février 2018 et a évolué en fonction du rythme des pressions inflationnistes et surtout des perturbations observées sur le marché des changes pour terminer l'exercice à 13,9 milliards de gourdes.

En plus des instruments classiques, la BRH a recouru à des interventions sur le marché des changes dont le montant cumulé à la vente a atteint plus de 90 millions de dollars ÉU pour l'exercice fiscal 2018.

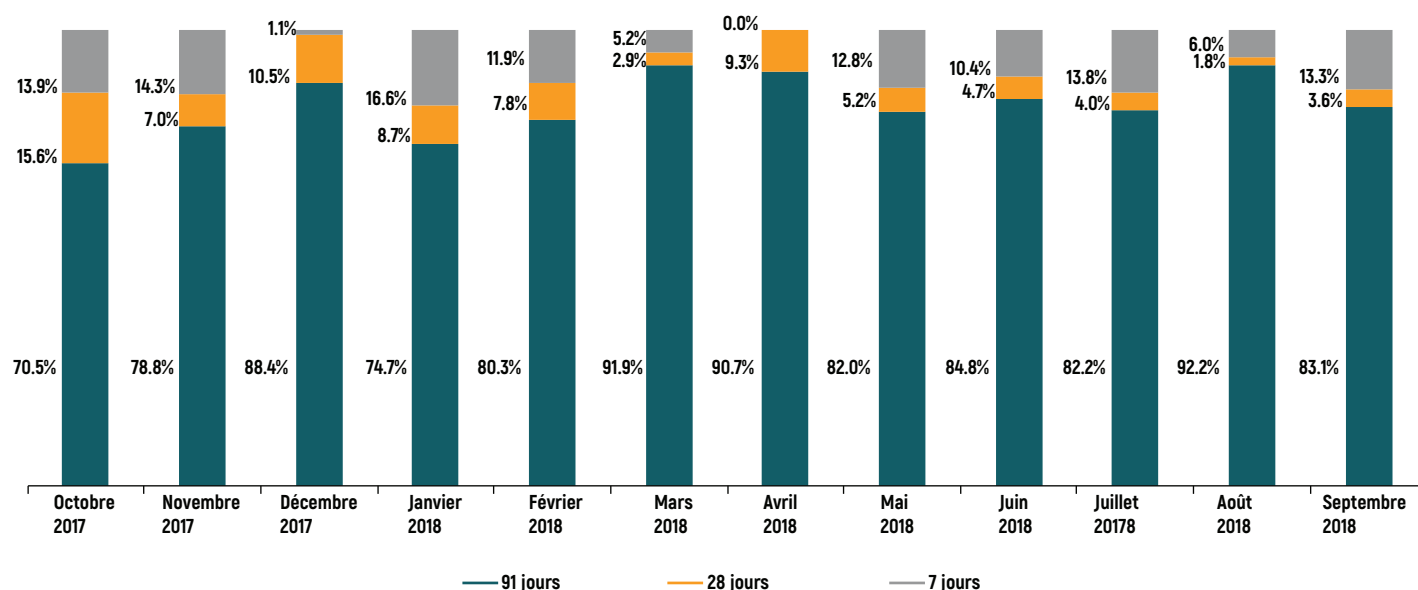
II.1.1- INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2018

En 2018, la BRH a poursuivi les actions visant à minimiser les fluctuations excessives du change et leur transmission à l'inflation en utilisant l'ensemble des outils dont elle dispose dans le cadre de la conduite de la politique monétaire. La combinaison des outils conventionnels de régulation de la liquidité bancaire et d'autres mesures spécifiques a permis, dans une certaine mesure, de limiter les incidences négatives d'un contexte difficile marqué par l'accentuation des déséquilibres tant internes qu'externes.

II.1.1.1- BONS BRH

Au cours de l'exercice fiscal 2018, la Banque centrale a maintenu une posture caractérisée par la reprise systématique des excédents de liquidité du système bancaire à travers les bons BRH. L'encours de ces titres est passé de 13,2 milliards de gourdes au 30 septembre 2017 pour évoluer en moyenne autour de 16 milliards de gourdes sur la période allant de janvier à juillet 2018, l'objectif étant de mitiger l'impact de la hausse significative du financement monétaire. Toutefois, vers la fin de l'exercice, le recours du gouvernement à un mécanisme alternatif de financement (par émission de billets de trésorerie) a évincé les souscriptions des banques commerciales aux bons BRH, ramenant l'encours total à 13 856 MG au 30 septembre 2018.

Graphique 5. // Composition de l'encours des bons BRH en 2018

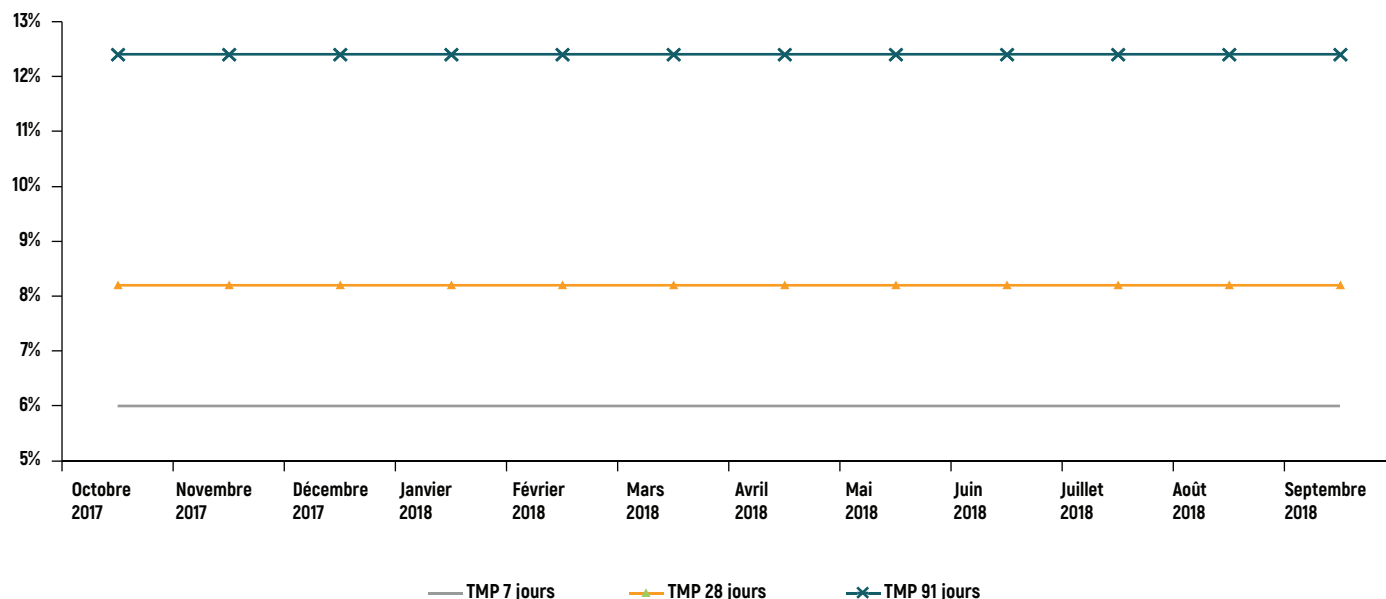


Quant aux taux d'intérêt sur ces bons, ils ont été maintenus à leur niveau de décembre 2016 tout au long de l'année fiscale sous étude. En effet, les taux nominaux pour les maturités de 91, 28 et 7 jours sont restés inchangés à 12 %, 8 % et 6 % respectivement.

² / En proie à des contraintes structurelles multidimensionnelles.

De même, le taux de mise en pension, établi à 20 %, n'a pas été modifié. Ce statu quo a également été observé au niveau des taux moyens pondérés tandis que les taux d'intérêt réels ont affiché des tendances divergentes durant l'exercice en fonction de l'évolution du taux d'inflation en glissement annuel. Aussi, le taux d'intérêt réel sur les bons de 91 jours a, dans un premier temps, évolué à la hausse, passant de -3,4 % en septembre 2017 à -0,7 % en mai 2018, suite à une décélération de l'inflation annuelle. La tendance s'est inversée au quatrième trimestre, avec l'intensification des tensions inflationnistes, ramenant le taux d'intérêt réel à -2,3 % au 30 septembre 2018.

Graphique 6. // Taux moyens pondérés sur les bons BRH des différentes maturités (en %)

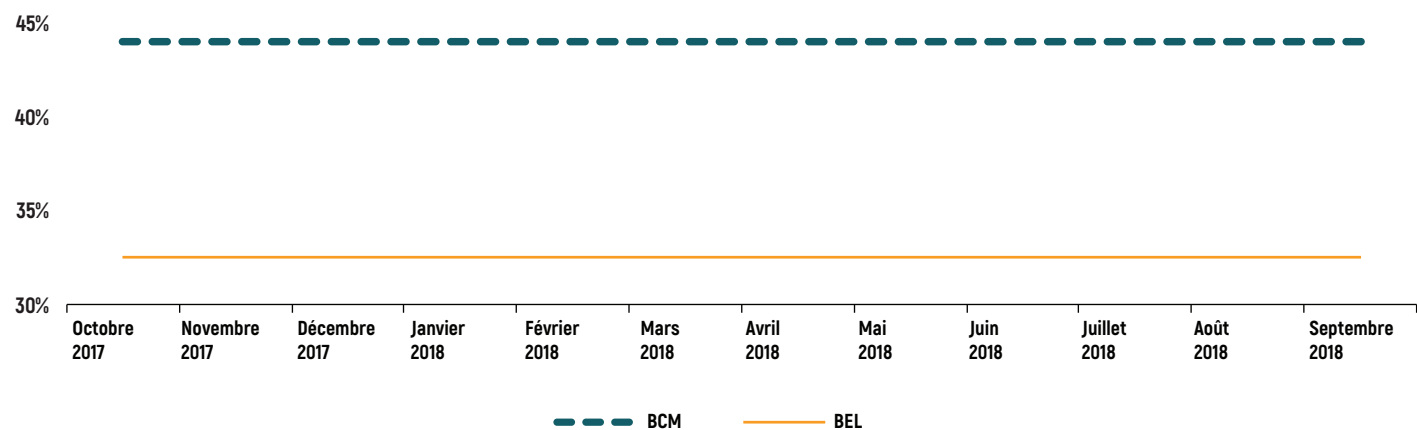


En ce qui a trait à la structure de l'encours, elle est restée dominée par les bons de 91 jours dont le poids moyen sur l'exercice a été de 83,3 % (contre 82 % en 2017), avec un pic de 92,2 % en août et clôturant l'exercice à 83,1 %. La prépondérance des maturités de 91 jours a permis à la BRH de stériliser les liquidités oisives du système bancaire sur une plus longue période et s'est inscrite dans le cadre d'une stratégie visant à contrecarrer les tendances spéculatives et conséquemment les pressions sur le change et les prix à la consommation.

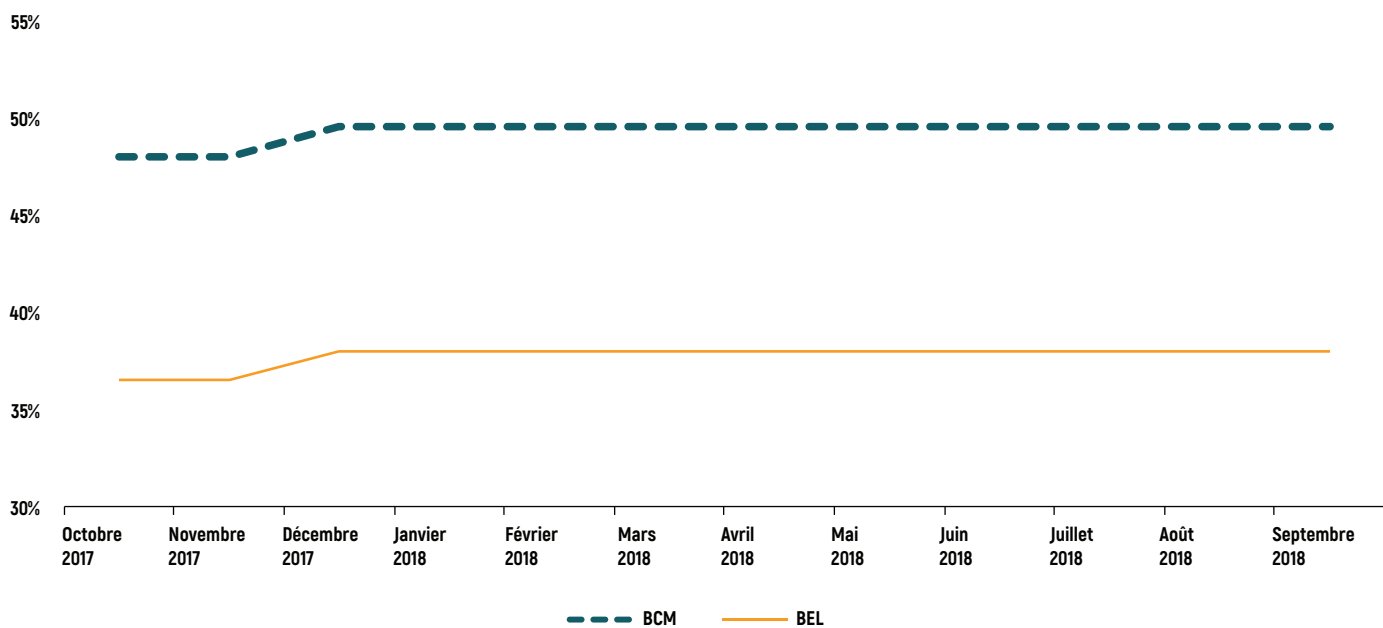
II.1.2- TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

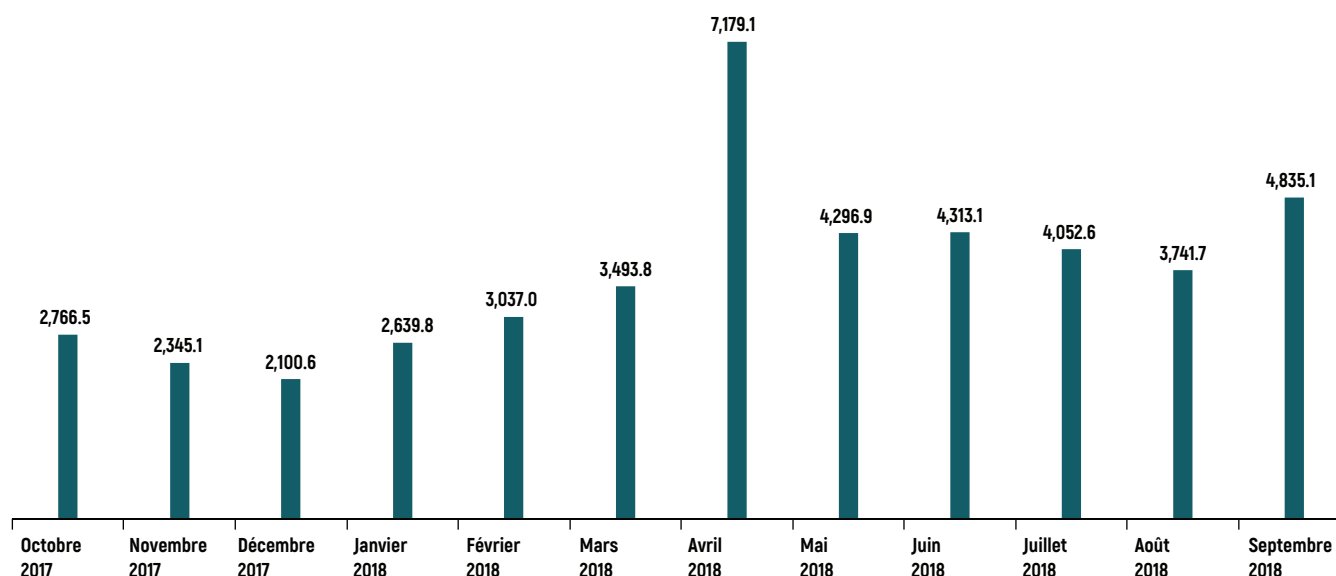
Au cours de l'exercice fiscal 2018, les autorités monétaires ont décidé de laisser inchangé le taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et de relever celui sur les passifs en monnaie étrangère. Cette stratégie a été adoptée en vue de réduire l'expansion du crédit en dollars dans un contexte de dépréciation accélérée de la gourde. Elle s'est alignée sur la décision d'interdire les prêts à la consommation en dollars ainsi que celle concernant la facturation en gourdes de toutes les transactions effectuées par carte de crédit tant au niveau national qu'international. Ainsi, le coefficient de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie locale a été maintenu à son niveau de juillet 2015, soit 44% alors que celui sur les passifs en devises étrangères est passé de 48 % à 49,5 % durant cette même période. En outre, le mode de constitution des réserves obligatoires sur ces derniers a été modifié face à l'intensification des tensions sur le marché des changes. En effet, en août 2018, la BRH a procédé à l'augmentation de 5 % à 7,5% de la couverture en gourdes des réserves sur les passifs en devise, libérant ainsi des liquidités en dollars afin d'augmenter l'offre de devises sur le marché des changes.

Graphique 7. // Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)



Graphique 8. // Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaies étrangères (en %)





II.1.1.3- INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES ET AUTRES MESURES SPÉCIFIQUES

Après une période de stabilité du taux de change en 2017, la dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU a repris en 2018, dans un contexte d'expansion monétaire et d'instabilité politique. Conséquemment, la Banque Centrale a été très active sur le marché des changes en modulant ses interventions en fonction de l'évolution de la valeur externe de la gourde par rapport au dollar ÉU. Celles-ci se sont traduites par des ventes nettes de 90,14 millions de dollars ÉU sur l'exercice, permettant d'éponger plus de 6 milliards de gourdes d'excédent de liquidité. Dans le cadre de ces interventions, des dispositions ont été prises pour approvisionner directement les acteurs les plus actifs sur le marché des changes notamment les compagnies pétrolières. De plus, la BRH a effectué des opérations de swaps de devises en vue d'un renforcement de l'offre de dollars ÉU sur le marché. Ces opérations se sont déroulées en conformité avec le coussin de réserves officielles compatible aux ajustements nécessaires au niveau de la balance des paiements. Les cessions de la Banque Centrale aux banques commerciales ont totalisé 68,3 millions dollars ÉU, avec une balance à rétrocéder de 49,89 millions de dollars ÉU au terme de l'exercice.

Par ailleurs, la Banque centrale a poursuivi les ventes des obligations BRH, un instrument de couverture contre le risque de change, mais aussi de stimulation de l'épargne en monnaie locale. Vu l'intérêt croissant autour de ce produit, l'encours a continuellement augmenté depuis son introduction en juillet 2015. Parallèlement, les autorités monétaires ont décidé en mai 2018 d'offrir des opportunités de placements à plus long terme en allongeant les maturités et les taux d'intérêt équivalents. Depuis cette période, les obligations BRH sont émises sur des périodes de 91, 182 et 364 jours et rémunérées à des taux respectifs de 7 % ; 7,25 % et 7,5 %, augmentés de la variation du taux moyen d'acquisition enregistré sur la période de détention. Chiffré à 606,81 MG au 30 septembre 2017, l'encours de ces titres a atteint 2 112,64 MG au 30 septembre 2018, soit une hausse de 248 %.

II.1.2 – RÉSULTATS

La posture monétaire en 2018 a entraîné une relative stabilité des taux d'intérêt du système. En effet, l'évolution des taux d'intérêt sur les instruments tant en gourdes qu'en dollars ÉU a reflété celle des taux directeurs, lesquels sont maintenus inchangés depuis décembre 2016.

II.1.2.1 – RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

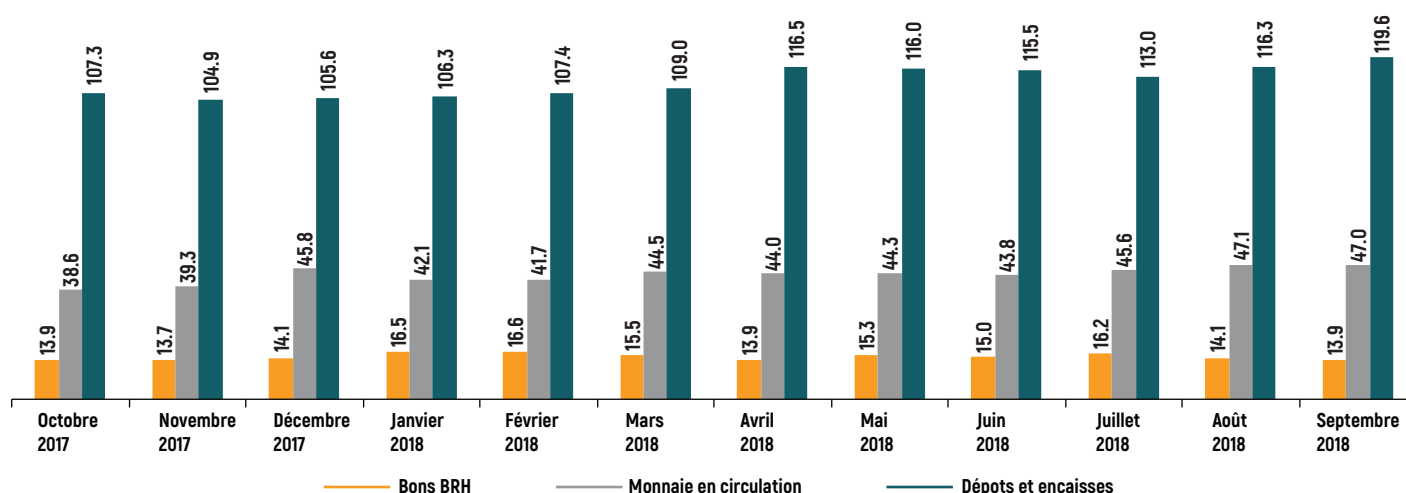
Sous l'influence de l'expansion du crédit au secteur public, la base monétaire au sens restreint s'est accrue de 25,83 % par rapport à 2017. En effet, le pic historique de 24 milliards de gourdes de financement monétaire enregistré au 30 septembre 2018 a contribué à gonfler les deux principales composantes en gourdes de la monnaie centrale. Ainsi, les dépôts en gourdes des banques créatrices de monnaie (BCM) à la BRH et la monnaie en circulation ont crû de 32,03 % et 22,23 % respectivement. De plus, en août 2018, les autorités monétaires, dans le but d'assécher les excédents de liquidité en gourdes du système bancaire, ont modifié le mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs en monnaies étrangères. De ce fait, les banques commerciales ont été tenues de constituer en gourdes 7,5 % de leurs réserves obligatoires sur les passifs en monnaies étrangères contre 5 % initialement, ce qui a également contribué à la

hausse substantielle des dépôts en gourdes des BCM à la BRH.

Pour sa part, la base monétaire au sens large a augmenté de 16,46 % en 2018 à 185,47 milliards de gourdes. Cette évolution reflète celle des composantes en gourdes, tenant compte de la progression de 8,83 % des dépôts en dollars des BCM à la banque centrale.

Du côté de l'actif, les créances sur le gouvernement ont connu une progression de 64,68 % en 2018 contre 22,04 % l'exercice passé. Les avoirs extérieurs nets (AEN) ont enregistré une faible croissance de 0,67 %, après une contraction de 0,45 % en 2017. Toutefois, cette légère hausse des AEN a reflété essentiellement un effet de change, puisque sur la même période, la gourde s'est dépréciée de 10,67 %. Évalué en dollars EU, cet agrégat s'est contracté de 9,76%.

Graphique 10. // Évolution des composantes de la base monétaire en 2018 (milliards de gourdes)



II.1.2.2- RÉSULTATS FINAUX

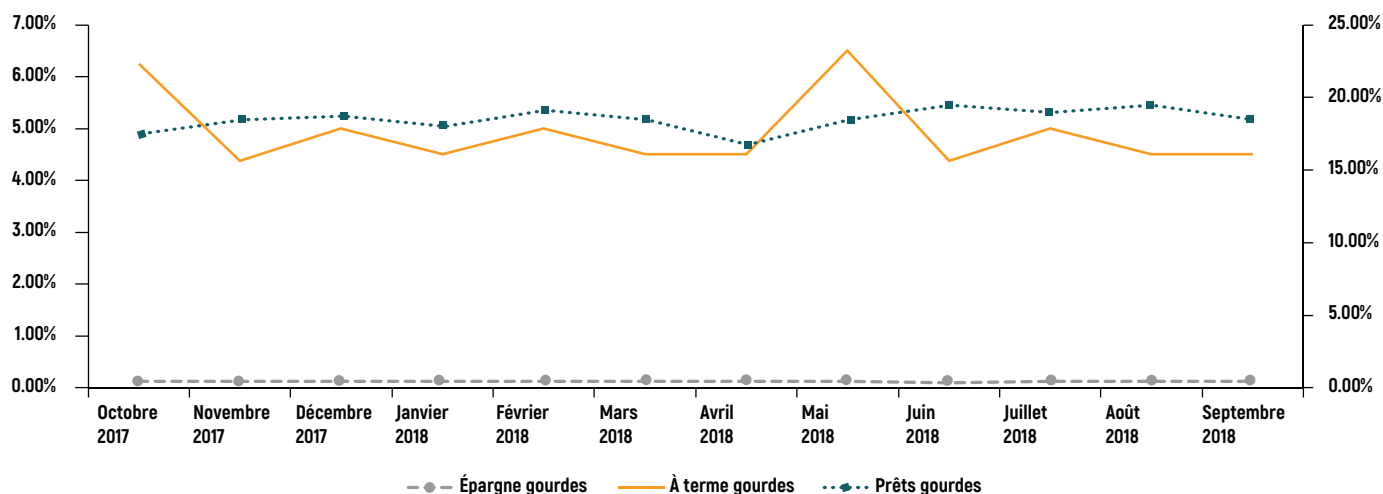
L'exercice fiscal 2018 a été marqué par la reprise de la volatilité du taux de change après une période d'appréciation de la gourde de 4,54 % en 2017. En effet, le taux de change de la gourde par rapport au dollar EU a augmenté de 10,67 % en 2018 avec une accentuation des fluctuations au cours du dernier trimestre, soit de 1,51 % en moyenne mensuelle. Toutefois, cette dépréciation aurait pu être plus forte sans une politique monétaire axée sur l'assèchement des excédents de liquidité du système bancaire.

II.1.2.2.1 RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS ET DES PRÊTS SUR LES OPÉRATIONS EN GOURDES

Les taux d'intérêt sur les dépôts et les prêts en gourdes ont pratiquement stagné par rapport à l'exercice précédent. Leur évolution reflète la posture adoptée par les autorités monétaires qui ont gardé inchangés les taux sur les bons BRH. En moyenne annuelle, les taux d'intérêts sur les dépôts d'épargne et à terme en gourdes se sont inscrits respectivement à 0,12 % et 4,83 % en 2018 contre 0,17 % et 4,73 % en 2017.

Les taux d'intérêt sur les prêts en gourdes ont affiché une légère baisse en moyenne annuelle, passant de 18,17 % en 2017 à 18 % en 2018. Les spreads de taux d'intérêt sont restés très élevés au niveau du système bancaire haïtien, reflétant ainsi le problème d'asymétrie d'information dans le système financier haïtien et la structure oligopolistique du système bancaire. Cette situation a porté les banques à exiger une prime de risque substantielle, avec comme résultat un rationnement du crédit bancaire.

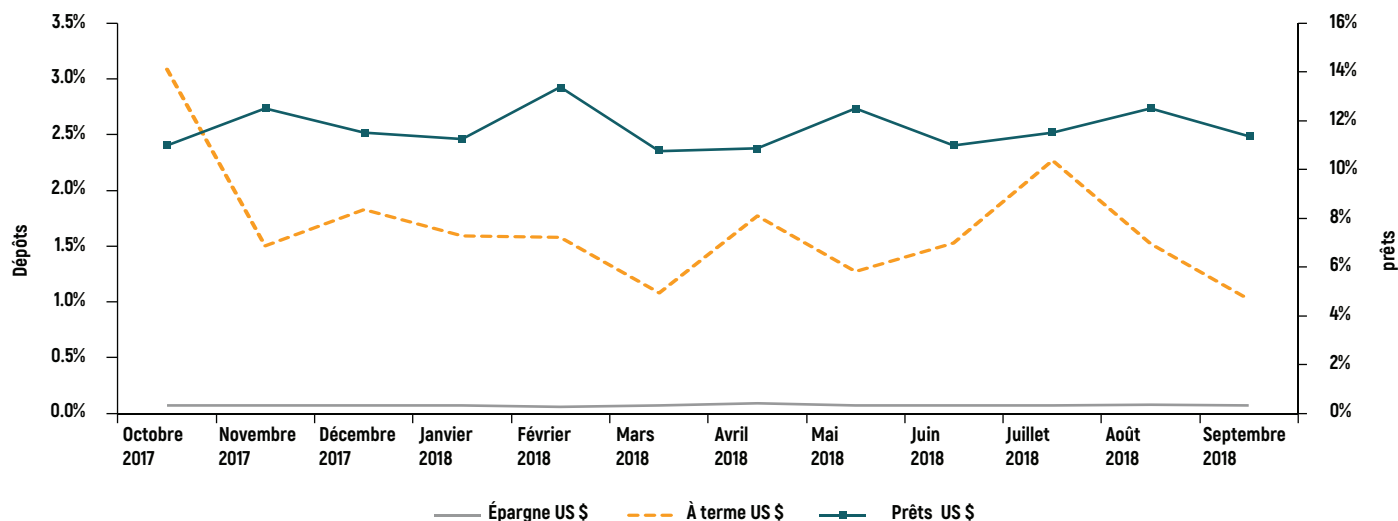
Graphique 11. // Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)



III.2.2.2. - RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS ET DES PRÊTS SUR LES OPÉRATIONS EN DEVISES

Le comportement des taux d'intérêt sur les actifs en dollars a été quasi-similaire à celui des instruments libellés en gourdes. De 11,25 % en 2017, les taux d'intérêt moyens sur les prêts en dollars ÉU ont quasiment stagné, s'inscrivant à 11,28 % en 2018. Les taux d'intérêt moyens sur les dépôts d'épargne en dollars ÉU se sont stabilisés à 0,07 % en 2018, tandis que ceux des dépôts à terme ont régressé de 2 points de base à 1,65 % en 2018.

Graphique 12. // Taux d'intérêts moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollar ÉU)



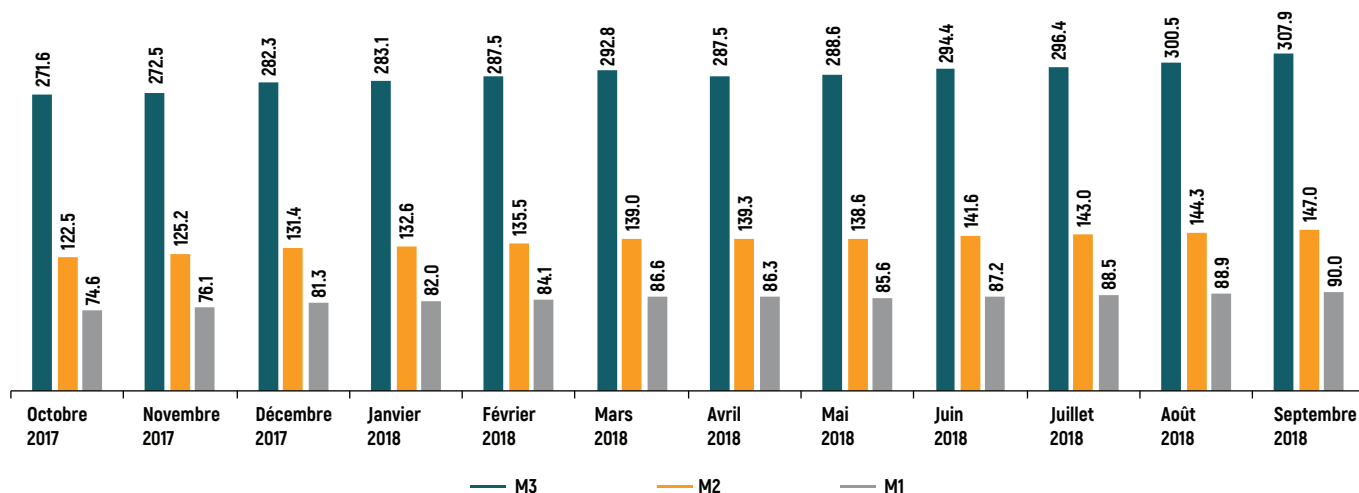
II.1.3.- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2018

En 2018, la masse monétaire au sens large a connu un taux de croissance annuel légèrement supérieur à celui observé en 2017. En effet, l'offre de monnaie, évaluée à 307,88 milliards de gourdes a progressé de 14,30 % au 30 septembre 2018 contre une hausse de 13,09% un an plus tôt. Elle a quasiment évolué au même rythme que l'indice des prix à la consommation, lequel s'est inscrit à 14,6 %. Si M3 a connu un rythme de progression proche de celui de 2017, les agrégats M2 et M1 ont accusé des taux de croissance nettement plus élevés comparativement à l'exercice précédent, soit respectivement 23,16 % et 25,66 % en 2018 contre 10,66 % et 14,16 % en 2017.

Cet écart entre le rythme d'accroissement de M3 et ceux de M2 et M1 s'explique par le fait que, contrairement aux anticipations, les dépôts en dollars ont très peu évolué sur un an alors que la composante lourde de l'offre de monnaie s'est accrue significativement. Ainsi, les dépôts en gourdes ont enregistré une croissance annuelle de 23,6 %, soutenue principalement par la progression des dépôts à vue (+ 29,6 %) et celle des dépôts à terme (+42 %) dont le dynamisme a traduit l'effet des incitations accordées par la BRH en faveur des placements en monnaie locale. Parallèlement, les dépôts en dollars convertis en gourdes ont augmenté de 7,25 %, marquant une décélération de 7,85 points de pourcentage par rapport à 2017. Cette croissance tient essentiellement à la dépréciation de la gourde car, en volume, ces dépôts ont affiché une contraction de 3,87 % comparativement à une hausse de 20,33 % en 2017.

L'évolution à la baisse du flux des dépôts en dollars a surtout été enregistrée au niveau des dépôts à vue (-11,25 %) et pourrait être associée à la hausse significative des importations. Parallèlement, il convient de noter une relative stagnation du volume des dépôts d'épargne en dollars (0,61 %) et la faible augmentation de celui des dépôts à terme (+5,5 %) en dépit de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar. Ceci est lié, en partie, à la mise en place de certaines mesures prises par la Banque centrale pour l'incitation des agents économiques à reprendre confiance dans les titres libellés en gourdes comme instruments de conservation de la valeur de leurs patrimoines financiers, notamment les obligations BRH.

Graphique 13. // Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)

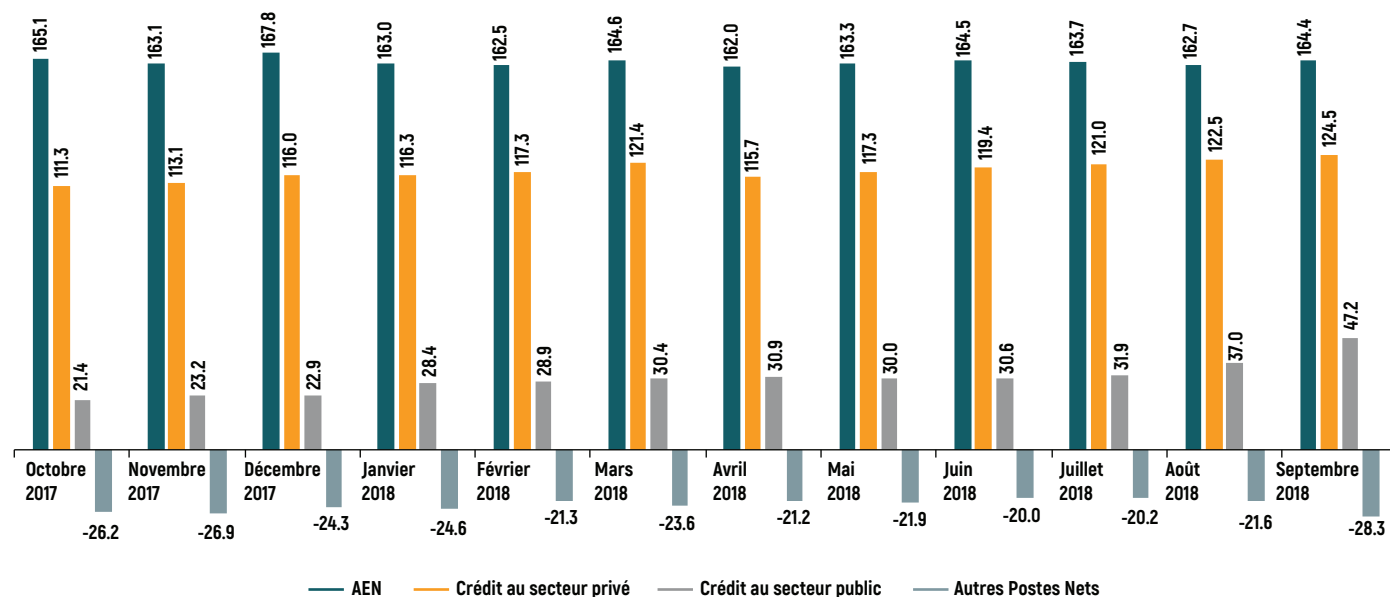


II.1.31.- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Pour l'exercice fiscal 2018, l'analyse des contreparties de la masse monétaire a montré que la croissance de M3 a principalement été soutenue par celle du crédit intérieur net, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ayant contracté sur la période. En effet, ces derniers sont en baisse de 1,18 % fin septembre 2018 comparativement à une augmentation de 8,70 % au cours l'exercice passé. Cette diminution des avoirs extérieurs nets a reflété principalement celle des réserves nettes de change des BCM, lesquelles ont baissé de 4,85 % en 2018 en comparaison à une hausse de 32,94 % en 2017.

En ce qui a trait au crédit intérieur net en 2018, il s'est accru de 32,95 % contre 8,62 % en 2017, une hausse induite par une augmentation conjuguée du crédit au secteur public et des créances sur le secteur privé. La croissance du crédit au secteur public, qui s'est accentué de 113,28 points de pourcentage pour s'établir à 156,97 %, a été impulsée par l'expansion des créances sur l'Etat, lesquelles sont passées de 25,94 milliards de gourdes en septembre 2017 à 60,5 milliards en 2018. Parallèlement, la hausse de 12,40 % du crédit au secteur privé en 2018 contre 4,40 % en 2017, a traduit l'environnement inflationniste dans lequel a évolué l'économie haïtienne de même que l'impact de la dépréciation persistante de la gourde par rapport au dollar EU.

Graphique 14. // Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes)



III. FINANCES PUBLIQUES

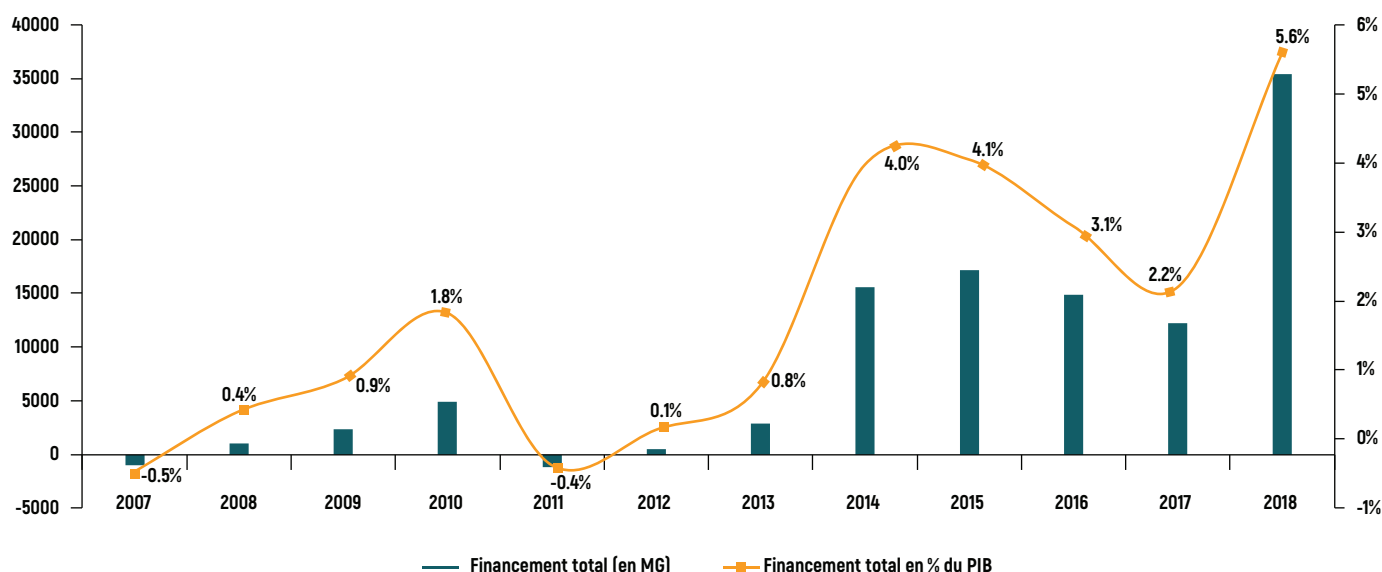
La mise en œuvre de la politique budgétaire du Gouvernement au cours de l'exercice 2017-2018 a été réalisée dans un environnement économique plutôt défavorable. En effet, la dépréciation persistante de la gourde par rapport au dollar américain, la flambée des prix sur le marché local et les troubles socio-politiques ont eu un impact négatif sur l'ensemble de l'économie.

Dès le début du second trimestre de l'exercice 2018, un programme financier appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) a été signé entre les autorités haïtiennes et le FMI dans le but de poursuivre les efforts de stabilisation macroéconomique. Ce programme qui devait, au cours de l'année fiscale sous étude, servir de catalyseur pour mobiliser des ressources financières d'autres partenaires internationaux à titre d'appuis budgétaires, visait, entre autres, le renforcement du cadre financier et budgétaire en améliorant la performance des ressources fiscales, la viabilité financière de l'EDH dont les subventions importantes ont contribué au creusement du déficit budgétaire, et la mise en œuvre de politiques destinées à ramener l'inflation en dessous de 10 % dans le moyen terme.

Toutefois, au cours du mois de mars 2018, la grève des agents douaniers réclamant une révision de leur statut et les manifestations violentes des 6 et 7 juillet 2018 suite à la tentative d'augmentation des prix des produits pétroliers, combinées à la dépréciation continue de la gourde, ont entraîné une contraction de l'activité économique et une augmentation du déficit budgétaire au début du troisième trimestre. Cette situation a conduit à une réorientation de la politique budgétaire à travers notamment le vote d'un budget rectificatif.

Ainsi, la situation des finances publiques a pâti de la dégradation de la conjoncture socio-politique. En effet, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit global de 35 385,8 MG, traduisant ainsi une augmentation des créances nettes sur l'Administration Centrale de 376,9 % par rapport à l'exercice précédent. Les recettes collectées ont connu une légère progression de 6,3 % alors que les dépenses exécutées ont augmenté de 29,1 % dans un contexte d'aide externe limitée. En conséquence, le recours au financement de la BRH a été de l'ordre de 24 341,2 MG, représentant 3,9 % du PIB.

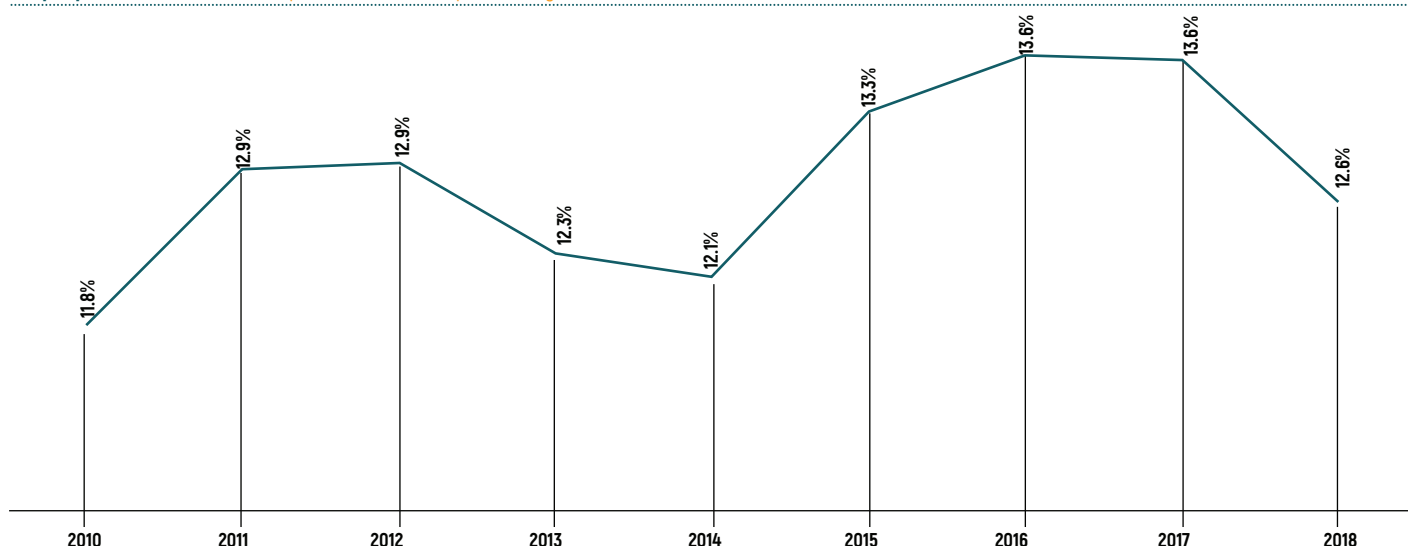
Graphique 15. // Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG



III.1 RECETTES

La dégradation du climat des affaires n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés en terme de recettes collectées en dépit des efforts entrepris par le Trésor public en vue d'une meilleure mobilisation de ressources domestiques. En effet, les recettes perçues au cours de l'exercice 2017-2018 se sont chiffrées à 79 767,2 MG contre 75 073,0 MG en 2016-2017, soit un accroissement de 6,3 % en glissement annuel. Toutefois, un ralentissement de 7,3 points de pourcentage du rythme de progression annuel de celles-ci a été enregistré par rapport à la croissance de 13,6 % l'exercice écoulé. Une contre-performance de 19,6 % par rapport à la cible budgétaire de 99 169,4 MG a été également observée, ce qui a porté la pression fiscale à 12,6 %, en baisse de 1 point de pourcentage.

Graphique 16. // Évolution de la pression fiscale en pourcentage



III.1.1 RECETTES INTERNES

La mise en œuvre de nouvelles dispositions fiscales relatives au relèvement de certains droits et taxes, ont favorisé une hausse de 7,7 % des recettes internes au terme de l'exercice 2017-2018. Cependant, elles ont affiché une régression de 9,2 points de pourcentage par rapport à la performance réalisée l'exercice précédent, due entre autres, au manque à gagner considérable de recettes liées aux subventions des produits pétroliers, à la grève des agents douaniers qui ont eu un impact négatif, en particulier, sur les ressources tirées des droits d'accises, et également, aux émeutes du 6 au 8 juillet 2018 paralysant l'ensemble des activités.

À noter que la progression de 7,7 % des recettes internes a été imputable à celle des recettes perçues à partir de la Taxe sur le chiffre d'affaires (10,2 %) et sur l'impôt sur le revenu (0,5 %). Ainsi, la TCA et l'ISR, qui contribuent à des pourcentages respectifs de 39,6 % et de 37,1 % dans les recettes internes, se sont établies à 22 022,8 MG et à 20 589,1 MG contre des valeurs respectives de 19 984,1 MG et de 20 483,4 MG l'exercice antérieur. Les droits d'accises dont l'apport a été de 2,9 % dans les recettes internes, ont chuté de 19,9 %, passant de 1 987,5 MG à 1 591,6 MG.

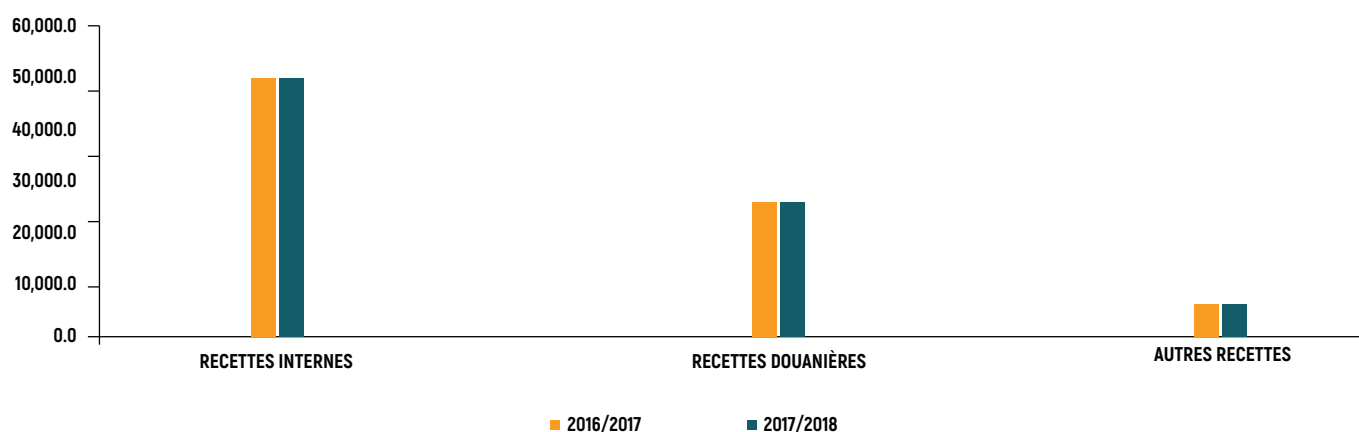
III.1.2 RECETTES DOUANIÈRES

Suite à la reconduction de certaines mesures notamment : la hausse des frais de vérification de 5 % à 6 % et celle des droits spéciaux de 1 % à 2 %, l'application de pénalités pour tout retard de paiement d'impôts, et la révision à la hausse des droits de douane sur certaines catégories de produits, les recettes douanières ont progressé de 4,9% au 30 septembre 2018. En effet, de 22 620,1 MG au 30 septembre 2017, les recettes douanières ont atteint 23 718,3 MG à la même date de l'exercice sous-étude. Elles ont représenté 29,8 % des recettes totales. Cette performance a résulté de la hausse de ses deux principales composantes : les droits de douane et les frais de vérification de 10,7 % et de 10,3 % pour se chiffrer à 12 364,4 MG et à 10 014,3 MG respectivement.

III.1.3 AUTRES RECETTES

De 720,6 MG au 30 septembre 2017, les autres recettes dont la part dans les recettes totales est de 0,4 %, sont passées à 347,7 MG au 30 septembre 2018, soit une contraction de 51,8 % en glissement annuel.

Graphique 17. // Évolution des composantes des recettes courantes en MG



III.1.4 PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

Les efforts de mobilisation et de perception entrepris par la Direction générale des impôts (DGI) à travers ses différentes entités ont permis de collecter des recettes évaluées à 40 250,8 MG au cours de l'exercice 2017-2018, en hausse de 10,1 % par rapport à l'exercice précédent. Celles-ci ont porté les recettes internes à 55 554,7 MG, représentant un apport de 72,5 % des recettes totales au cours de l'exercice. Cette variation à la hausse des recettes de la DGI a été tributaire des performances réalisées par ses différents points de perception notamment : le Bureau central, la Direction des grands contribuables et les sources de prélèvement diverses, dont les recettes ont progressé respectivement de 7,4 %, 2,9 % et 13,1 %.

Par ailleurs, il convient de mentionner qu'en dépit de la baisse de son rythme de croissance de 27,7 points de pourcentage, en glissement annuel, l'apport de la Direction des grands contribuables (DGC/UCGF) au total des recettes internes (42,9%) est demeuré le plus important.

De son côté, l'Administration générale des douanes a fait du renforcement de la lutte contre la contrebande l'une de ses principales priorités au cours de l'exercice 2017-2018. Aussi, a-t-elle procédé à la création d'une Task Force (une unité de contrôle regroupant différentes parties prenantes dont la Police frontalière (Polifront), la DGI, le bureau de l'Immigration, l'UCREF, l'ULCC), devant conduire à la signature d'un Accord d'échange avec la République Dominicaine en vue de faciliter l'identification et un meilleur contrôle des marchandises. Par voie de conséquence, les recettes perçues par l'Administration générale des douanes pour le compte de la DGI se sont établies à 15 303,9 MG au 30 septembre 2018 contre 15 054,8 MG au 30 septembre 2017, soit une hausse de 1,7 %.

Tableau 3. // Evolution des recettes internes par Institutions

	Encours 2016-2017	Poids dans le total	Encours 2017-2018	Poids dans le total	Variation en pourcentage
DGI	36,552.54	70.83%	40,250.82	72.45%	10.12%
Bureau Central	3,396.08	6.58%	5,100.05	9.18%	50.17%
DGC/ UGCF	23,122.57	44.80%	23,803.08	42.85%	2.94%
Recettes diverses / Autres points de perception	10,033.89	19.44%	11,347.69	20.43%	13.09%
Douane	15,054.76	29.17%	15,303.88	27.55%	1.65%
Total	51,607.30	100.00%	55,554.70	100.00%	7.65%

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.2 DÉPENSES

L'exécution des dépenses au terme de l'exercice 2017-2018 s'est révélée conforme au budget rectificatif qui tablait sur une contraction de ces dernières dans un contexte d'aide externe limitée. En effet, les dépenses effectuées à partir des fonds du Trésor ont totalisé 108 810,7 MG avec un écart de réalisation de 0,5 % par rapport à la cible budgétaire de 109 308 MG. Toutefois, en glissement annuel, celles-ci ont progressé de 29,1 %.

Du total des crédits budgétaires, les dépenses courantes ont représenté 92,2 %, soit la part la plus importante, et celles allouées aux projets d'investissements y contribuent à 7,8 % en 2017-2018, contre des pourcentages respectifs de 92,9 % et 7,1 % en 2016-2017. En conséquence, la structure des dépenses totales n'a pas subi de modification par rapport à celle de l'exercice précédent.

III.2.1 DÉPENSES COURANTES

Constituées de 84,1 % de dépenses sur biens et services, de 0,6 % de paiements d'intérêts sur la dette et de 15,3 % de subventions et transferts, les dépenses courantes ont atteint 100 321,7 MG au 30 septembre 2018 contre 78 315,8 MG au terme de l'exercice antérieur. Elles ont connu une augmentation de 28,1 %, due principalement à la hausse simultanée des dépenses relatives à l'acquisition de biens et services de 31,9 % et des subventions et transferts de 31,4 %. Celles effectuées pour les paiements d'intérêts ont accusé un fléchissement de 77,8 %.

De 63 954,0 MG, les dépenses sur biens et services qui regroupent : les salaires, la location et l'acquisition de véhicules au service des institutions publiques, les voyages, les activités festives, l'achat de matériels et fournitures de bureau etc., sont passées à 84 395,6 MG à la fin de l'exercice, soit une hausse de 31,9 % par rapport à l'exercice 2016-2017. Cet accroissement a résulté de la hausse des dépenses liées aux traitements et salaires (16,9 %) et de celles d'autres achats de biens et services (48,9 %) pour s'établir respectivement à 39 572,5 MG et 44 823,1 MG.

Les dépenses liées aux traitements et salaires ont connu une hausse de 16,9 % à 39 572,5 MG au 30 septembre 2018 contre 33 848,4 MG à la même date de l'exercice précédent. Cette augmentation de la masse salariale est liée au paiement des arriérés de salaire vis-à-vis des cadres des ministères de la santé publique et de la justice, en plus des nouveaux recrutements enregistrés durant la période, portant l'effectif des employés de la fonction publique à 91 007 contre 87 512 l'exercice précédent, soit une hausse de 3,9 %. Ainsi, le ratio de la masse salariale sur les dépenses courantes est estimé à 39,4 % au terme de l'exercice.

Constituées de deux composantes (interne et externe), les dépenses liées aux paiements d'intérêts de la dette publique ont affiché un fléchissement de 77,8 % qui s'explique notamment par la baisse significative de 90,9 % des versements au titre de la dette externe. En effet, de 2 694,4 MG en 2016-2017, ces dépenses ont atteint 599,4 MG durant l'exercice en cours dont 382 MG au titre de la dette interne et 217,4 MG au titre de la dette externe contre des parts respectives de 305,0 MG et de 2 389,4 MG antérieurement.

Quant aux subventions et transferts, ils se sont accrus de 31,4 %, pour s'établir à 15 326,7 MG durant l'exercice sous-étude contre 11 667,4 MG, l'exercice précédent. De ces dépenses, l'essentiel a été transféré aux compagnies Sogener et E-Power pour le paiement des services fournis à l'EDH, et la différence, à des ministères dans le cadre de leurs activités coutumières sous forme d'œuvres humanitaires, de frais aux étudiants boursiers et de dotations accordées lors des fêtes patronales.

III.2.2 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

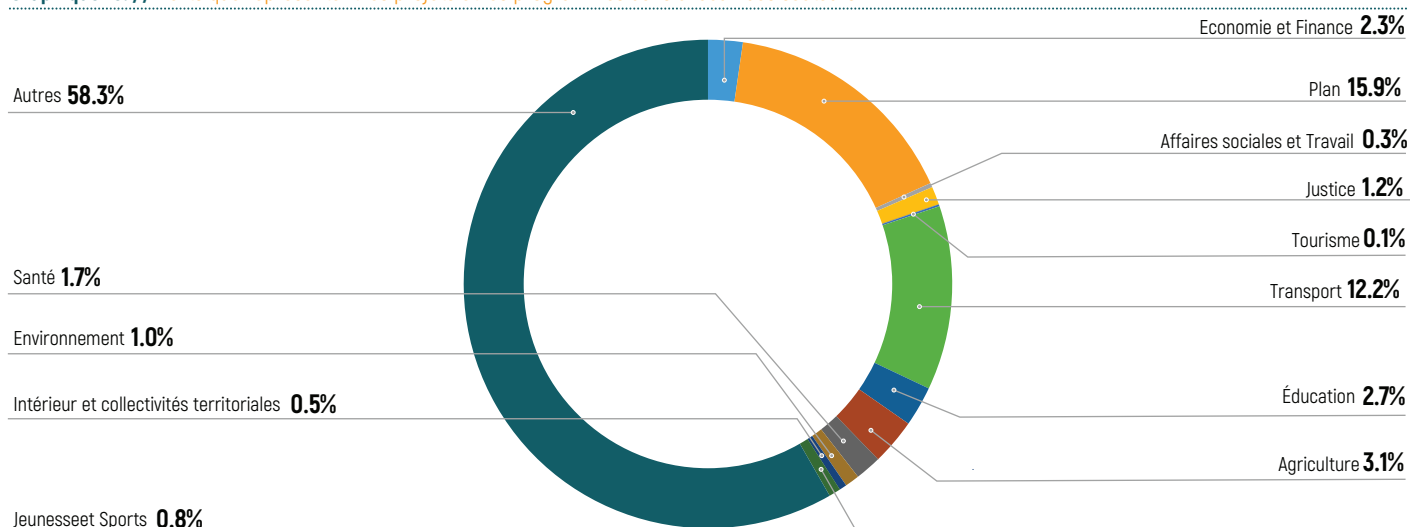
Les dépenses d'investissements exécutées par le Gouvernement central dans le cadre du programme d'investissements publics financés sur fonds locaux au cours de l'exercice 2017-2018 se sont élevées à 8 489 MG contre 5 956 MG un an plus tôt, soit une hausse de 42,5% et un écart du même pourcentage par rapport au niveau de 14 742,3 MG ciblé. Ces dépenses sont réparties comme suit :

- Au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, 15,9 % des fonds d'investissement ont été alloués, entre autres, pour le renforcement des capacités des Unités d'Études et de Programmation (UEP) et l'amélioration des systèmes de planification devant permettre l'utilisation optimale des ressources disponibles, en vue d'un développement économique et social plus équilibré.
- Au Ministère de l'Economie et des Finances, les investissements ont représenté 2,3 % des dépenses de cette catégorie. Ce montant a été affecté principalement à la mise en œuvre de mesures fiscales, dans un cadre de renforcement institutionnel et de mobilisation des ressources internes.
- Au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, 3,1 % du programme d'investissements publics ont été alloués principalement au renforcement du dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires, à la facilitation d'accès aux financements agricoles à travers la promotion des micro-assurances dans le secteur afin de dynamiser les secteurs productifs et encourager prioritairement la production.
- Au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, 2,7 % des dépenses de capital ont été consenties pour la scolarisation des enfants, l'amélioration de l'éducation à tous les niveaux, la construction et la réhabilitation de centres de formation professionnelle et de bâtiments scolaires à travers l'ensemble des départements du pays.
- Au Ministère des Travaux Publics, 12,2 % sont destinés à la réhabilitation et à l'entretien des routes urbaines et rurales, au contrôle des exploitations de sable, à l'accès à l'électricité dans des régions dépourvues d'infrastructures et à l'implantation d'installations solaires sur tout le territoire national.

Et finalement, le reste a été alloué dans les proportions suivantes :

- 0,3 % au Ministère des Affaires Sociales et du Travail, pour renforcer les capacités d'intervention des entités du ministère, notamment en assurant la continuité des programmes d'aide aux familles défavorisées, de protection universelle et de sécurité sociale ;
- 1,0 % au Ministère de l'Environnement, afin de restaurer le couvert forestier et mettre en place des structures qui prennent en compte le changement climatique dans le développement du pays ;
- 1,2 % au Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique dans le but de renforcer les capacités de la Police Nationale et du système judiciaire, les services publics de base et d'améliorer l'Etat Civil.-
- 1,7 % au Ministère de la Santé Publique et de la Population, afin de prévenir certaines maladies virales et de construire des centres de santé pour une meilleure couverture médicale dans l'ensemble du pays.
- 0,1 % au Ministère du Tourisme, en vue de promouvoir le tourisme et de mettre en place des circuits touristiques dans les régions jugées prioritaires.
- 58,3 % aux autres institutions, pour renforcer leurs structures et appuyer les projets de développement.

Graphique 18. // Parts que représentent les projets et les programmes dans chacun des secteurs



III.3 FINANCEMENT DE L' ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 septembre de l'exercice fiscal 2017-2018, les opérations financières du Gouvernement Central se sont soldées par un déficit global de 35 385,8 MG, une forte expansion de 190,5 % par rapport à l'exercice 2016-2017 résultant principalement des pertes sur les produits pétroliers. Cette année, en raison de la limitation de l'aide externe, en appui au budget, le financement du déficit a été assuré en grande partie par des ressources internes.

En effet, le financement externe du déficit de l'Administration centrale, constitué, d'une part, de 3 736,0 MG de dons externes au comptant et d'autre part, de 1 177,2 MG ayant servi au remboursement des prêts externes de l'Etat garantis par la BRH, s'est élevé à 2 558,8 MG contre 4 441,2 MG, un an plus tôt. Les ressources externes ont représenté 7,2 % du financement total, en baisse de 29,3 points de pourcentage par rapport à leur contribution de 36,5 % l'exercice précédent.

Quant au financement interne, son apport dans le financement total a été de 92,8 % dont 74,1 % en provenance des autorités monétaires (BRH), 27,6 % de la Banque Nationale de Crédit (BNC) et 1,7 % ayant servi au remboursement de créances aux autres banques commerciales du système bancaire.

Ainsi, le niveau élevé du déficit budgétaire au terme de l'exercice, assuré en grande partie par la BRH, a entraîné un financement monétaire en progression de 267 % en glissement annuel et en dépassement de 376,9 % par rapport à la cible budgétaire de 5 103,6 MG.

Par conséquent, au 30 septembre 2018, les créances brutes de la BRH sur l'État accusent une nette progression de 25 188,8 MG contre une légère hausse de ses dépôts nets des comptes spéciaux de 847,4 MG.

Tableau 4. // Évolution des flux nets du solde des comptes de l'administration centrale (en millions de gourdes)

Rubriques/Exercices	2015 / 2016	2016 / 2017	2017 / 2018
1. Position nette du Trésor	-77,2	5,771,2	24662,5
2. Dépôts de l'État	-1 447,2	-440,5	873,7
3. Arriérés d'intérêts	-275,0	0,0	0,0
4. Autres créances	3 471,1	582,4	526,2
5. Comptes spéciaux	-105,7	-161,7	26,3
Financement monétaire	4 460,4	6,632,4	24,341,4

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.4 ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER

Malgré les résultats peu satisfaisants quant au respect des prévisions budgétaires établies, les perceptions de recettes pour l'exercice 2017-2018 ont été de 6,3 % supérieures à celles collectées durant l'exercice 2016-2017. Quant aux dépenses exécutées, elles ont été de 0,5 % en deçà de la cible budgétaire et une progression de 29,1 % a été observée par rapport à l'exercice précédent.

La situation des finances publiques a résulté en un financement monétaire de 24 341,2 MG contrairement au niveau programmé (5 103,6 MG), traduisant un dépassement des créances sur l'Administration centrale de 376,9 %.

Tableau 5. // Réalisations budgétaires en 2018 (en millions de gourdes)

	Prévisions du budget rectificatif 2018	Réalisation au 30 septembre 2018	Pourcentage de réalisation
Recettes	99 169.4	79 767.2	-19.6%
Dépenses	109 308.0	108 810.7	-0.50%
Financement monétaire	5 103.6	24 341.2	376.90%

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

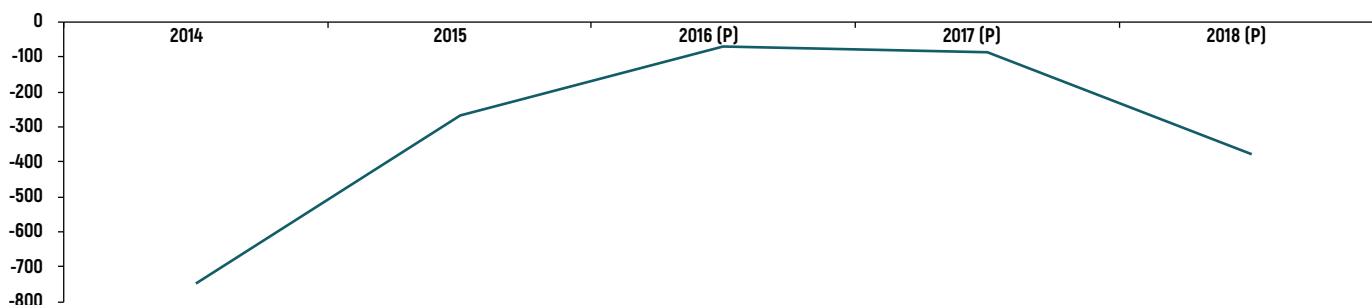
IV. BALANCE DES PAIEMENTS EN 2018

En 2018, la balance des paiements d'Haïti a été marquée par une hausse au niveau international des prix des principales denrées alimentaires et des produits pétroliers. Sur le plan interne, le déséquilibre entre l'offre et la demande de biens et services s'est accentué avec la hausse du déficit budgétaire public, la croissance des transferts courants et l'accroissement du crédit interne. Il en est résulté un creusement du déficit du compte courant de la balance des paiements qui est passé de 87,59 millions de dollars EU à 357,74 millions de dollars EU. Parallèlement les opérations financières ne se sont pas soldées par un afflux de nouveaux capitaux dans l'économie puisque les rentrées nettes observées sont dues particulièrement à une réduction des avoirs extérieurs. L'accumulation d'arriérés de paiement sur la dette publique externe et les appuis budgétaires reçus de l'extérieur ont aidé à réduire l'impact de l'évolution du compte courant sur les réserves brutes de changes, lesquelles ont terminé l'année fiscale avec une accumulation de 33 millions de dollars américains.

IV.1 - COMPTE COURANT

Le déficit courant s'est accentué en 2018, atteignant 357,74 millions de dollars américains contre 87,59 millions en 2017. Cette aggravation de la situation du solde courant est due principalement à une détérioration du solde des biens et services marquée par une forte croissance des importations de marchandises. Le déficit courant a représenté 3,70 % du produit intérieur brut en 2018 contre 1,04 % en 2017.

Graphique 19. // Évolution du solde courant de la balance des paiements (en millions de dollars EU)



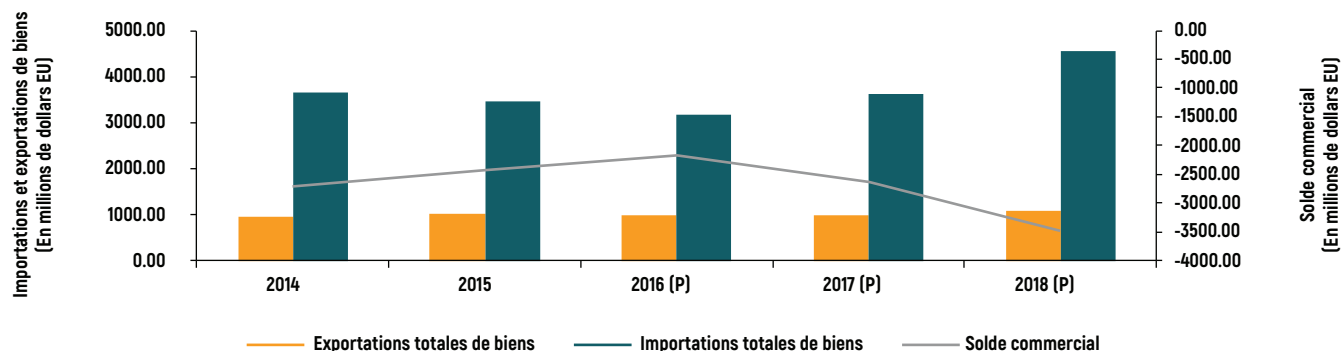
VI.2 SOLDE DES BIENS ET SERVICES

Le solde du compte des biens et services s'est détérioré de 27 % en rythme annuel, pour atteindre à 3,99 milliards de dollars américains en 2018. Cette évolution est due à une hausse plus prononcée des importations de biens et de services (+20,5 %) comparativement aux exportations de biens et services (+6 %). Il en est résulté une dégradation du taux de couverture des importations par les exportations, lequel est passé de 33,22 % à 29,30 % de 2017 à 2018.

VI.2.1- SOLDE DES BIENS

Évalué à 3,40 milliards de dollars américains, le déficit commercial s'est creusé de 30 % en 2018 sous l'effet d'une croissance plus prononcée des importations de biens (24 %) comparativement à la progression des exportations (8,7 %). En 2017, le déficit commercial avait augmenté de 20,66 %.

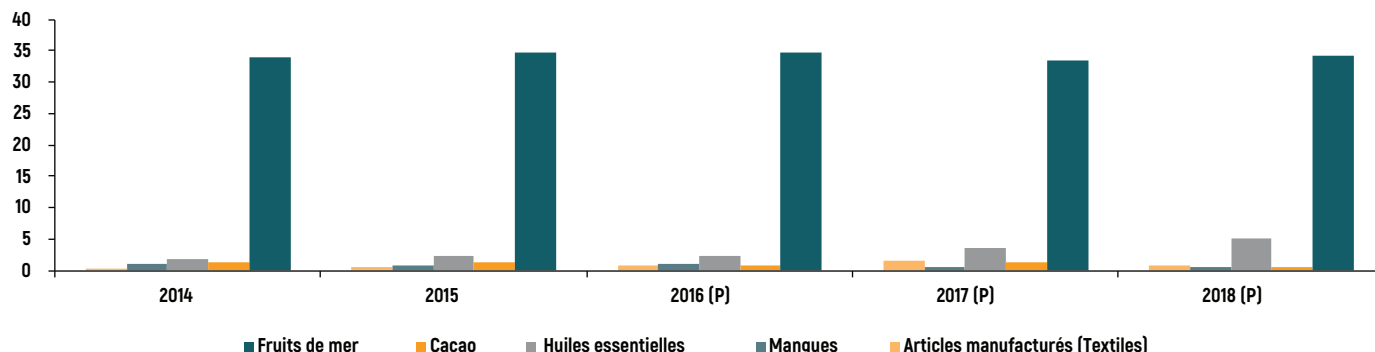
Graphique 20. // Évolution du solde courant de la balance commerciale (en millions de dollars EU)



V.2.1.1- EXPORTATIONS DE BIENS

Les exportations de biens ont connu une progression de 8,70 % en glissement annuel, affichant un montant de 1,08 milliard de dollars américains en 2018. Après deux baisses consécutives en 2016 (-1,61%) et en 2017 (-1,52 %), les exportations totales sont reparties à la hausse en 2018 suite à la reprise des activités dans le secteur textile (+11,28 %) et à une bonne performance des exportations d'huiles essentielles (+47,38 %).

Graphique 21. // Parts relatives des principales exportations (en %)



Le secteur textile s'est redressé en 2018 après avoir affiché une tendance baissière au cours des deux dernières années. La valeur ajoutée du secteur, évaluée à 369,74 millions de dollars américains en 2018, a augmenté de 11,3 % pour une croissance du volume exporté autour de 12 %. L'installation de nouvelles entreprises a contribué à l'accroissement des activités dans le secteur qui a aussi profité d'une amélioration de la situation du marché du travail aux États-Unis, principale destination des exportations de produits du textile.

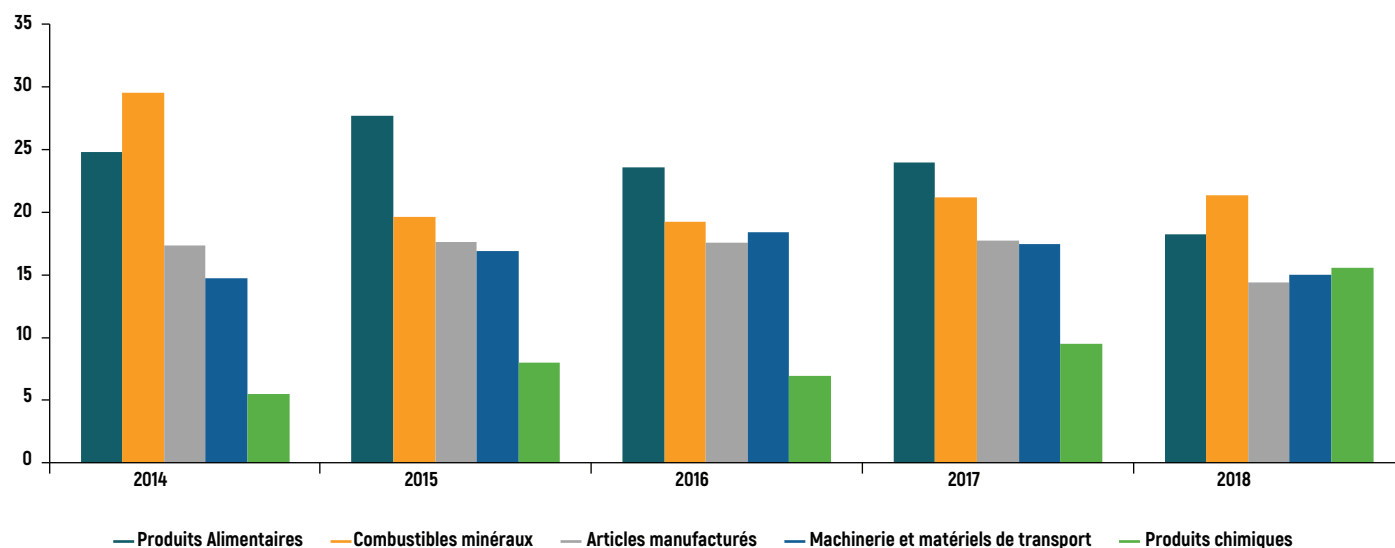
Les exportations d'huiles essentielles ont affiché une bonne performance en rapportant plus de 53 millions de dollars américains à l'économie haïtienne en 2018, soit une augmentation de 47,4 % en glissement annuel. Le volume des exportations d'huiles essentielles a progressé de 15,5 % au cours de la période. L'évolution de ces dernières s'est expliqué par la hausse de la demande sur le marché européen qui pourrait se poursuivre jusqu'en 2022 selon les prévisions.

Parallèlement, en raison des difficultés dans les récoltes de mangues, les exportations de ce fruit ont chuté de 31,3 % en volume et de 46 % en valeur, avec un montant de 6,62 millions de dollars américains en 2018. Les exportations de fruits de mer se sont également contractées, passant de 14,67 millions de dollars américains en 2017 à 7,72 millions en 2018. Le volume de cacao exporté a enregistré une hausse de 39 %. La croissance de 5,6 % du prix du cacao sur le marché international a permis une augmentation de 18 % de la valeur des exportations de ce dernier.

IV.2.1.2- IMPORTATIONS DE BIENS

Les importations totales de marchandises ont été évaluées à 4,48 milliards de dollars américains en 2018, soit une croissance de 24 % en rythme annuel. L'augmentation de la valeur des importations totales a été supportée par les importations de combustibles minéraux qui ont progressé de 26,8 % et les importations de produits chimiques qui ont doublé. Les produits alimentaires, combustibles minéraux, chimiques, articles manufacturés et machinerie ont représenté environ 84 % des importations totales en 2018 contre 89 % antérieurement. En volume, les importations totales de marchandises ont connu une hausse de 9,3 % en 2018.

Graphique 22. // Parts relatives des principales importations en %



Affichant 830,44 millions de dollars américains, les importations de produits alimentaires ont crû de 4,19% en 2018. Cette progression a résulté d'une hausse des prix de certaines importations particulièrement les céréales qui ont représenté plus de 40 % de la valeur des produits alimentaires importés.

D'autre part, l'effet conjugué de la hausse du volume importé des trois principaux produits pétroliers (+13,3 %) et la montée du prix du pétrole sur le marché international (36 %) ont contribué à alourdir la facture pétrolière en 2018. Ainsi, avec une valeur de 917 millions de dollars, les importations de combustibles minéraux en 2018 ont crû de 27 %. Les trois produits : gazoline, gasoil et kérosène, avec une croissance respective de 27 %, 38 % et 41 % ont représenté 70 % dans la valeur totale des importations de produits pétroliers.

Les importations d'articles manufacturés se sont accrues en 2018 (+12,93 %), mais à un rythme moindre que celui de 2017 (+14 %). Ces importations ont connu une extension de 7,3 % en volume.

Les importations de machinerie et matériels de transport ont affiché une progression de 15,51 % en 2018, atteignant 683,4 millions de dollars américains. Cette évolution s'est expliquée en partie par la variation de 37,3 % du volume importé.

La valeur des importations de produits chimiques importé a doublé en 2018, atteignant 710,02 millions de dollars américains. Environ 39 % de ces marchandises ont été importés par des organisations internationales et ont concerné essentiellement des produits pharmaceutiques.

IV.2.2- SOLDE DES SERVICES

A l'instar des marchandises, le solde des services a affiché également un déficit chronique. Evalué à 573 millions de dollars, ce déficit s'est élargi de 13 % par rapport à l'année antérieure.

Les exportations de services ont connu une légère hausse de 1 % sous l'effet de la croissance modérée des recettes de voyage (+2 %). Les dépenses totales de services regroupant le fret, le transport de passager et les services techniques associés aux dons ont atteint 1,14 milliard de dollars américains en 2018, soit une croissance de 7 % par rapport à 2017.

IV.2.3- SOLDE DES REVENUS

Composées essentiellement de revenus d'intérêts sur des placements, les entrées du poste de revenu ont régressé de 3 %. Cette variation a reflété les baisses enregistrées dans les avoirs extérieurs du secteur bancaire.

Les sorties qui ont englobé les intérêts sur la dette publique externe ont chuté de 9 % en raison d'une diminution de l'endettement de l'Etat vis-à-vis des non-résidents au cours de la période.

IV.2.4- SOLDE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts entrants, de l'ordre de 3,88 milliards de dollars américains en 2018, ont connu une progression de 17,9 % en rythme annuel. Par ailleurs, les transferts sortants ont crû de 3,9 %, atteignant 309,39 millions de dollars américains. Il en a résulté un solde de 3,57 milliards de dollars américains au cours de la période.

Les envois de fonds des travailleurs migrants représentant plus de 83 % du total des transferts entrants et 57 % de la valeur des importations de biens et services, ont été évalués à 3,21 milliards de dollars américains en 2018, soit une hausse de 18,1 % par rapport à l'année antérieure. Les dons officiels reçus par Haïti sous forme de coopération internationale ont quasiment stagné en 2018, soit 386 millions de dollars américains. Les autres transferts, constitués essentiellement de produits reçus sous forme de dons par certaines Organisations internationales de leurs maisons mères au profit d'Haïti, se sont accrus de 53 %.

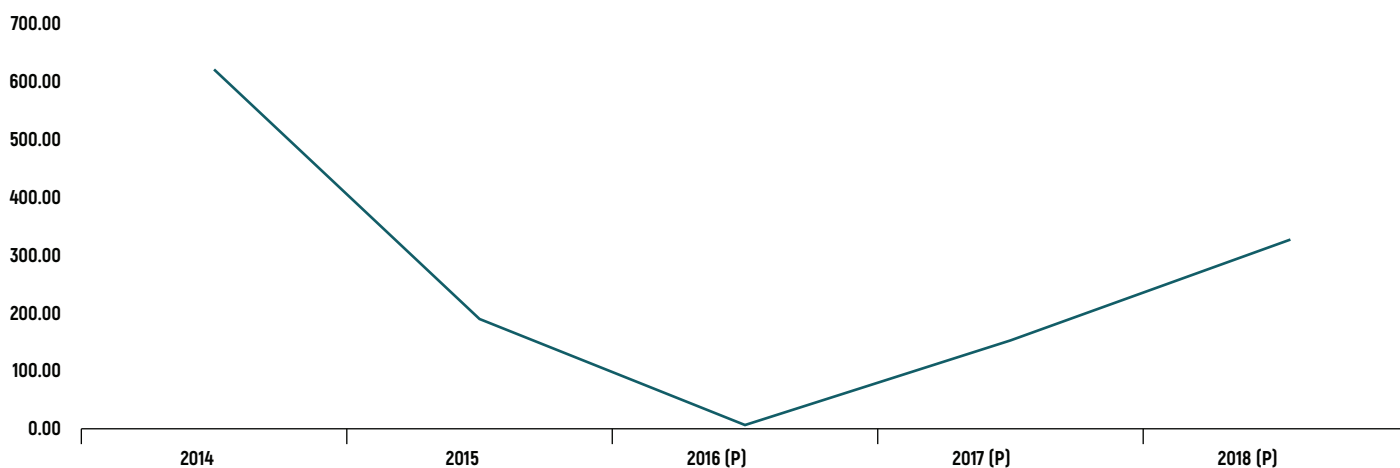
IV.3- COMPTE CAPITAL

Depuis 2011, le pays n'a bénéficié d'aucune annulation sur le stock de sa dette publique externe. Par conséquent, les montants enregistrés au compte de capital correspondaient principalement à des dons reçus pour des projets d'infrastructures et des équipements de production. Ces dons sont passés de 25 millions de dollars américains à 31 millions de 2017 à 2018.

IV.4- COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Le compte des opérations financières ont montré une entrée nette de 321 millions de dollars américains en 2018 résultant, d'une part, d'une réduction substantielle des avoirs extérieurs nets du secteur bancaire, et d'autre part, d'une augmentation des engagements extérieurs des autorités monétaires. En 2017, ces entrées nettes ont été évaluées à 152,14 millions de dollars américains.

Graphique 23. // Évolution du solde des opérations financières (en millions de dollars E.U)



Les flux d'investissements directs ont connu une contraction de 72 % par rapport à l'an dernier, s'inscrivant à 105 millions de dollars américains. Les secteurs concernés par ces investissements ont été principalement les industries alimentaires, boissons et tabac et la filière textile.

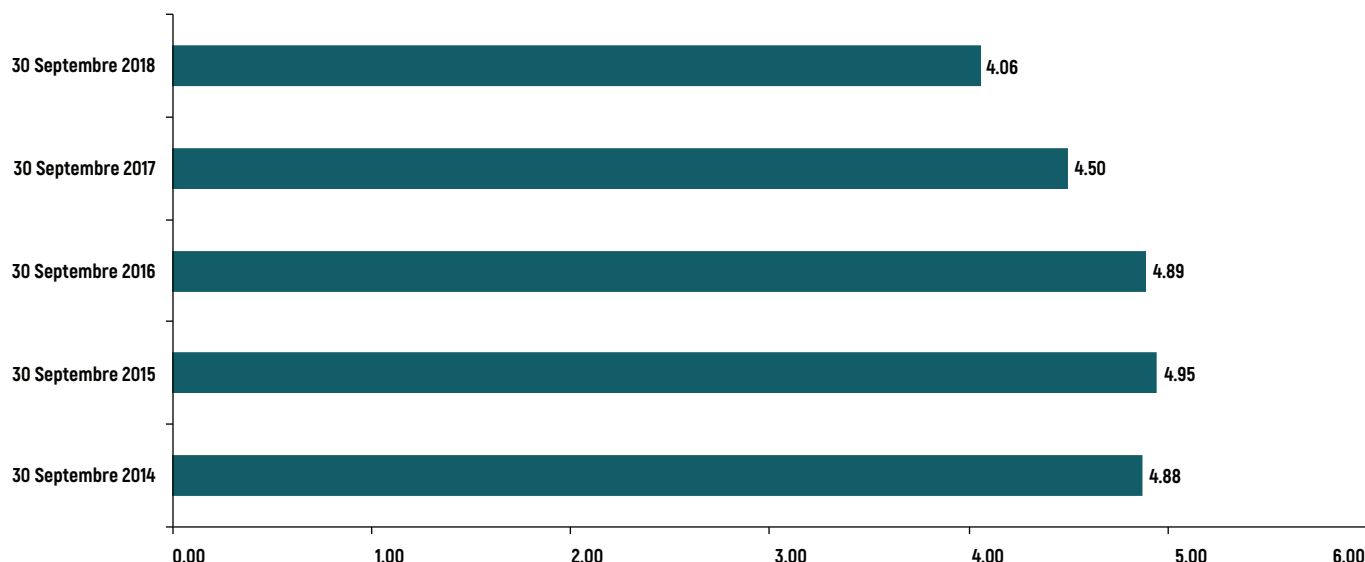
Les opérations financières de l'administration publique relatives à la dette externe ont affiché un solde négatif étant donné qu'il n'y a pas eu de nouveaux endettements, les remboursements ont été supérieurs aux décaissements, soit 43,26 millions de dollars américains en 2018 contre 4,72 millions en 2017.

Au niveau du secteur bancaire, des entrées nettes de capitaux ont été enregistrées, soit 23 millions de dollars américains en 2018 contre 35 millions en 2017. Cette situation a résulté à la fois d'une augmentation des crédits reçus de banques non-résidentes et une baisse des dépôts des résidents à l'extérieur.

IV.5- FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le financement de la balance des paiements a été marqué notamment par une accumulation au niveau des réserves brutes de change et des arriérés de paiements sur la dette publique externe. Le stock de réserves brutes au 30 septembre 2018 a été évalué à 4,06 mois d'importations de biens et services contre 4,50 mois au 30 septembre 2017.

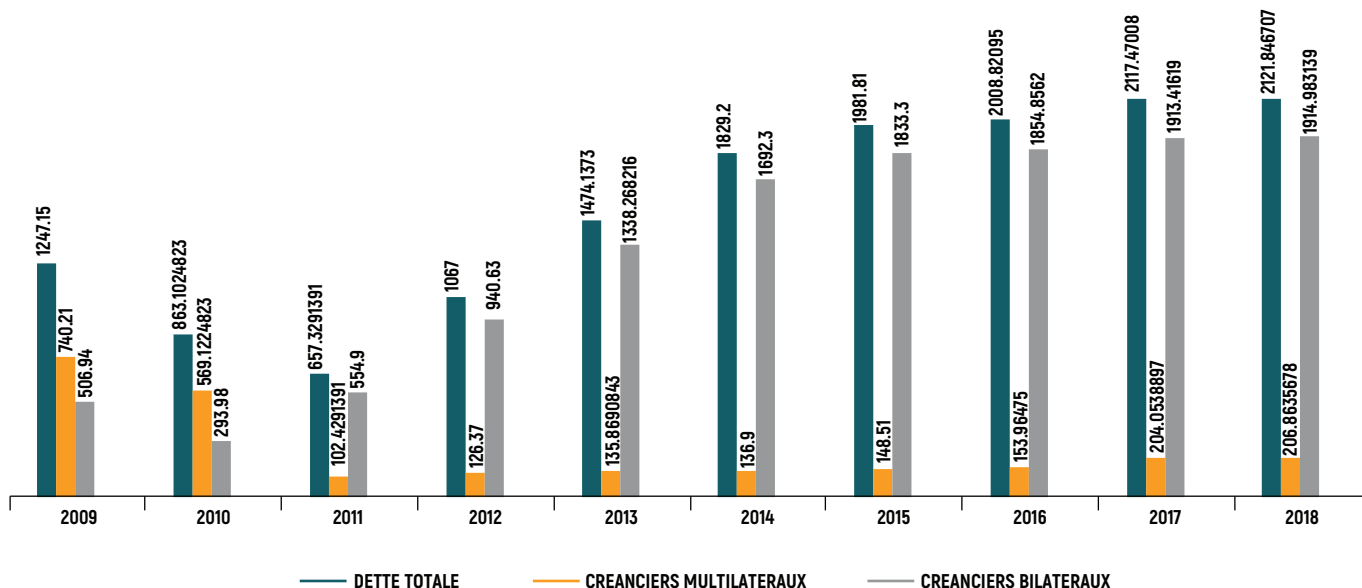
Graphique 24. // Évolution des réserves brutes en mois d'importations de biens et services



V. DETTE PUBLIQUE EXTERNE

L'encours de la dette publique externe au 28 septembre 2018 s'est élevé à 2 121,85 millions de dollars EU, soit une légère hausse de 0,21 % comparée à l'année dernière. Celle-ci est liée à une augmentation du stock des créances multilatérales de 1,38 %. Les créances bilatérales ont stagné, avec une croissance de 0,08 %.

Graphique 25. // Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollar EU)



V.1.1 CRÉANCES BILATERALES

Au 30 septembre 2018, les créances bilatérales ont représenté 90,25 % de l'encours total de la dette publique externe. En rythme annuel, elles sont passées de 1 913,42 millions de dollars EU à 1 914,98 millions de dollars EU, soit une augmentation de 1,57 million de dollars EU. Les décaissements effectués par le Venezuela au titre de l'accord Petro Caribe ont diminué de 66,5 % par rapport à l'année précédente. D'après les données reçues du Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD), Haïti n'a reçu que trois cargaisons de l'Etat Vénézuélien. Depuis la dernière cargaison de pétrole reçue en avril 2018, le gouvernement haïtien a payé au comptant ses importations de produits pétroliers sur le marché international.

V.1.2 CRÉANCES MULTILATÉRALES

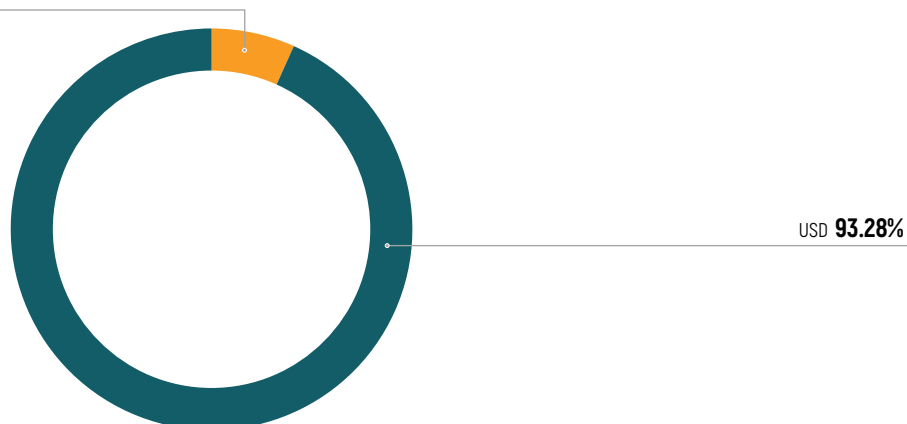
La dette multilatérale n'a enregistré qu'une faible hausse de 1,37 % au cours de l'exercice se terminant le 30 septembre 2018. En effet, de 204,05 millions de dollars EU à la fin de l'exercice précédent, elle est passée à 206,86 millions de dollars EU en 2018. Cette hausse est due aux décaissements des prêts de l'OPEC.

V.1.3 STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPES DE DEVISES

Au 30 septembre 2018, la plus grande partie du portefeuille de la dette publique externe a été libellée en dollars EU, avec une portion atteignant jusqu'à 93,28 %. Le DTS, deuxième composante de l'encours, avec un poids de 6,72 % du stock total³.

Graphique 26. // Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2018 (en %)

DTS **6.72%**

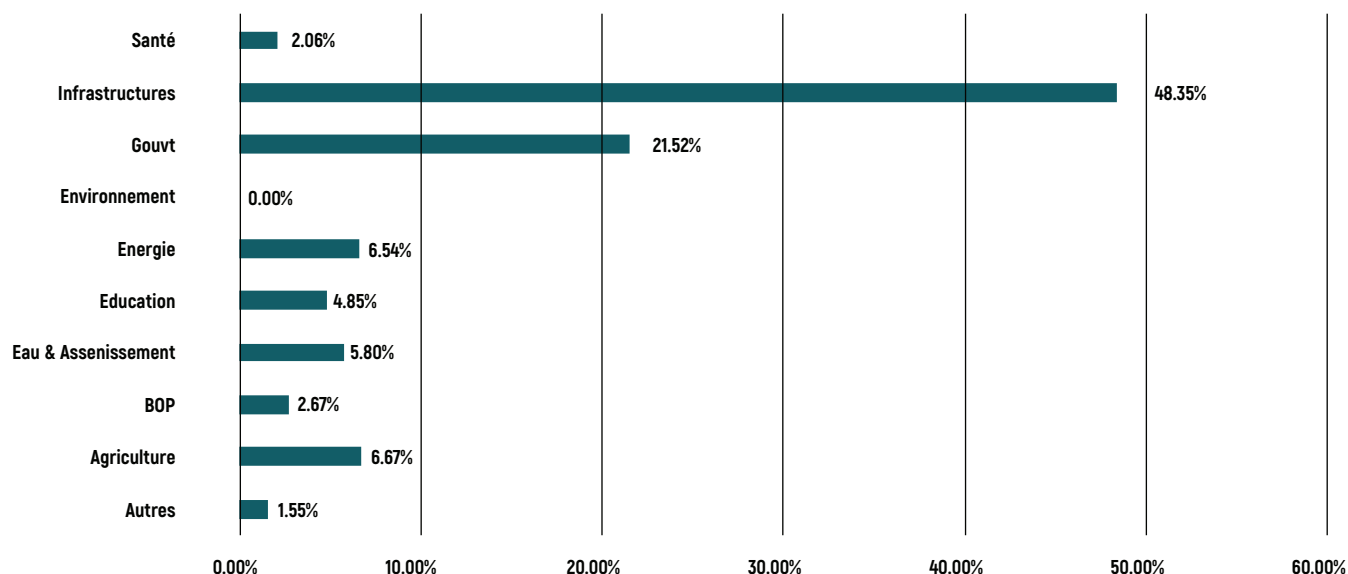


V.1.4 RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Au 30 septembre 2018, la répartition de l'encours de la dette externe en fonction des principaux secteurs d'activité a été ainsi présentée : Infrastructures (48,35 %), Gouvernement (21,52 %), Energie (6,54 %), Education (4,85 %) et Agriculture (6,67 %).

³ Néanmoins, le DTS, instrument de réserve internationale utilisé comme unité de compte par certains organismes internationaux, est constitué de cinq principales monnaies qui sont : le dollar à 41,73 %, l'Euro à 30,93 %, le yuan chinois à 10,92 %, le yen japonais à 8,33 % et la livre sterling à 8,09 %. (Voir tableau 6).

Graphique 27. // Répartition de la dette par secteur économique (2017-2018)

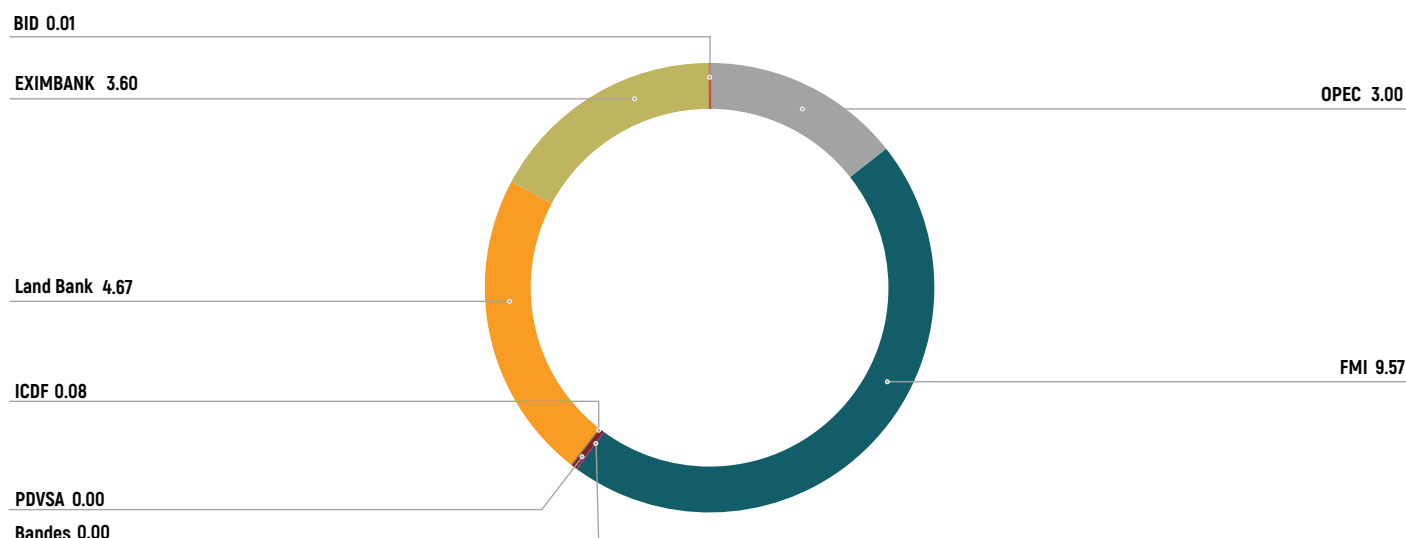


V.2-DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

Les débours pour l'exercice 2017-2018 ont fléchi de 76,91 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 118,59 millions de dollars ÉU à 27,38 millions de dollars EU. Cette baisse a été attribuée aux décaissements irréguliers du Venezuela au titre de l'accord Petro-Caribe. En effet, les seuls débours ont concerné le Venezuela et l'OPEC, lesquels ont représenté 76,22 % et 26,78 % respectivement des décaissements de l'exercice.

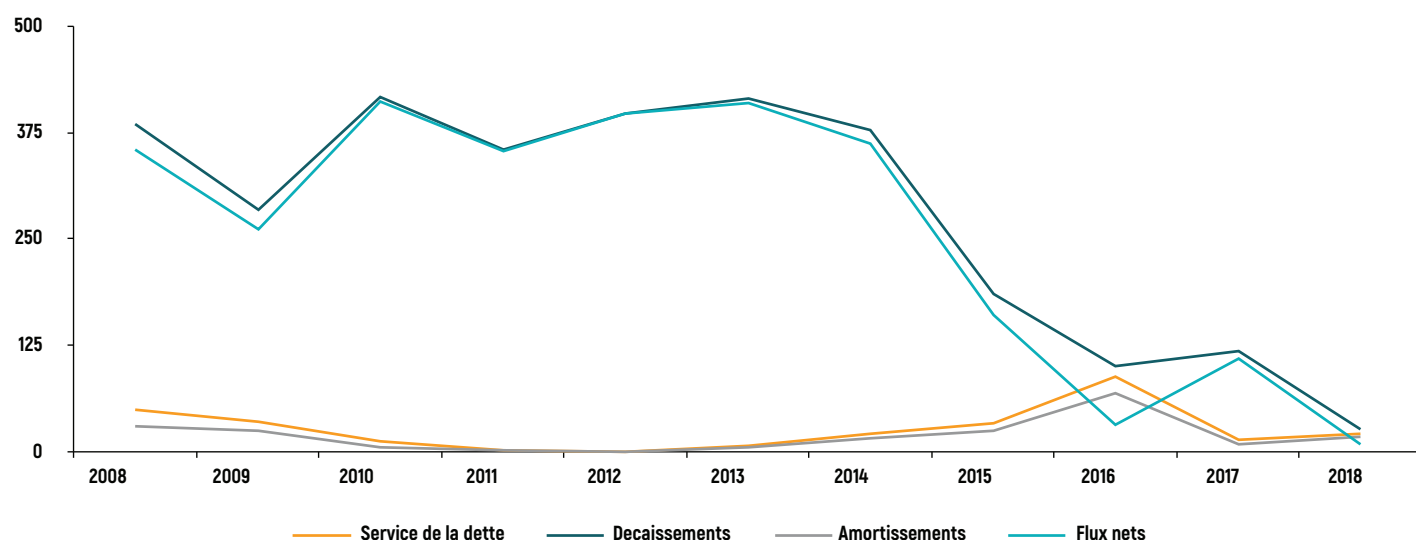
Les débours effectués par le Trésor Public pour payer le service de la dette ont augmenté de 17,80 %, passant de 94,18 millions de dollars à 110,02 millions de dollars ÉU de 2017 à 2018. Cette augmentation a reflété les nouveaux prêts PDVSA qui sont arrivés à échéance au cours de l'exercice. À noter que seulement 19,02 % de ce montant (soit 20,93 millions de dollars EU) ont été effectivement transférés aux comptes des créanciers. La différence, soit 80,98 % (89,09 millions de dollars EU) représentant le service de la dette envers le Venezuela, est détenue dans un compte transitoire à la BRH à cause des difficultés inhérentes au transfert de fonds en faveur du Venezuela.

Graphique 28. // Répartition de la dette par organisme (en millions de dollars EU)



En analysant le graphe 23, le service de la dette envers le FMI a représenté 45,71% du service de la dette totale en 2018, ce qui correspond à 9,57 millions de dollars EU payés en amortissement du prêt « Extended Credit Facility (ECF) ». Le service de la dette envers Exim Bank, Land Bank et l'ICDF a représenté un total de 8,35 millions de dollars ÉU, c'est-à-dire 39,91 % du total du service de la dette. Alors que les services de la dette envers la BID et l'OPEC ont compté pour 0,05 % et 14,33 % respectivement.

Graphique 29. // Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars EU)



Les flux nets, pour leur part, ont enregistré une baisse drastique de 91,10 % due à la diminution des décaissements. Ainsi, ils sont passés de 109,33 en 2017 à 9,73 millions de dollars en 2018.

V.3-ALLÈGEMENT DE LA DETTE REÇU AU COURS DE L'EXERCICE FISCAL 2017-2018

L'allègement total reçu par le pays au cours de l'exercice fiscal 2017-2018 s'est élevé à 2,99 millions de dollars EU. La totalité de ce montant a concerné la réduction du service de la dette envers FIDA.

Tableau 6. // Allègement reçu en 2018 (en millions de dollars EU)

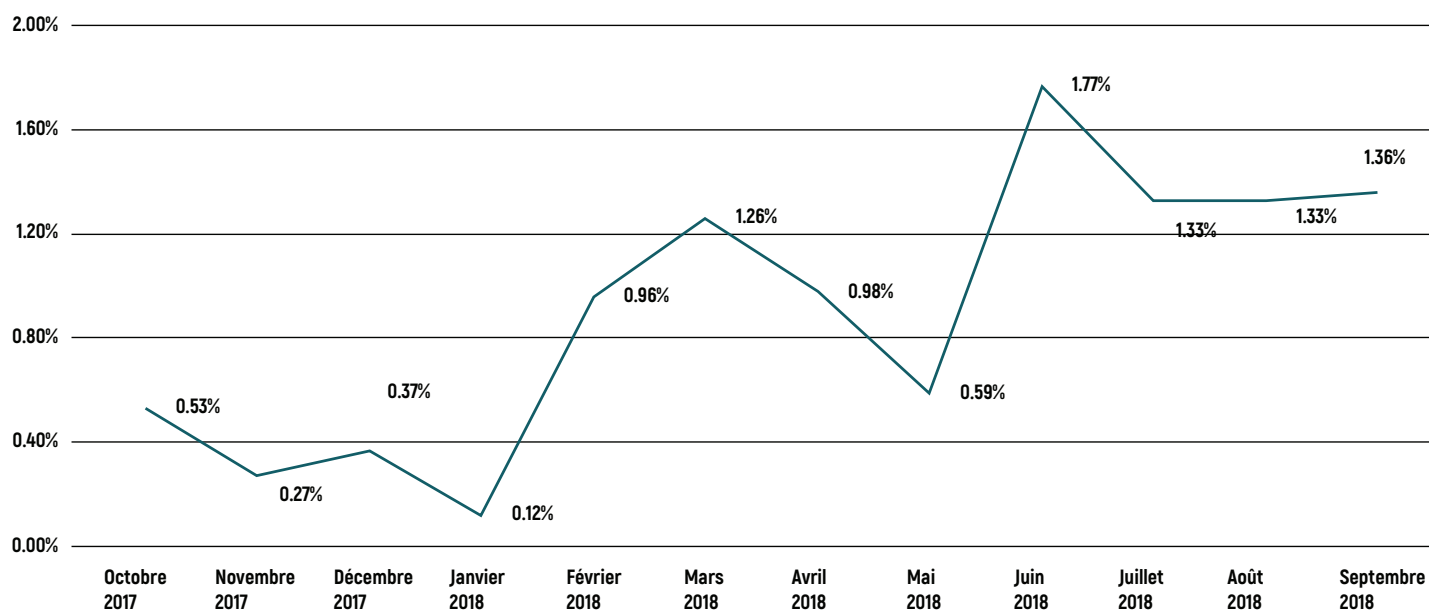
	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Réduction/Service dette	0.00	2.99	2.99
Réduction/Stock			
Total (I)	0.00	2.99	2.99
Rééchelonnement/Service dette	0.00	0.00	0.00
Total (II)	0.00	0.00	0.00
Total (I & II)	0.00	0.00	2.99

Source : Direction des Affaires Internationales / BRH

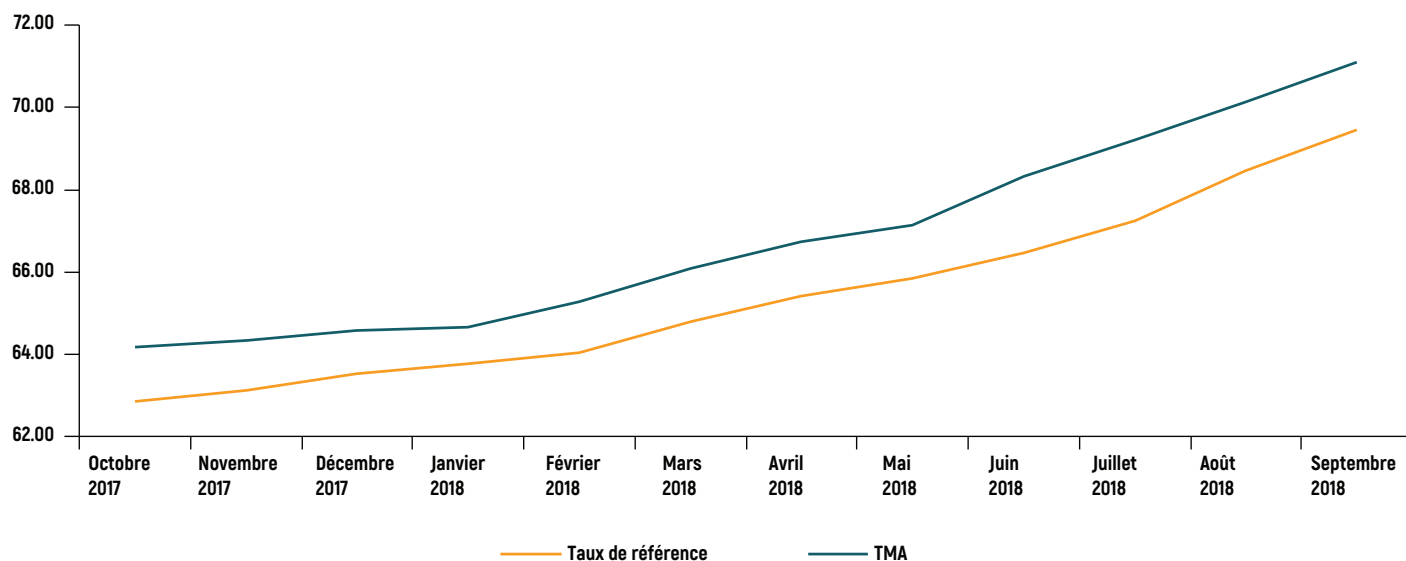
VI. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL PENDANT L'EXERCICE 2018

L'exercice fiscal 2017-2018 a été caractérisé par une progression persistante du taux de change de la gourde par rapport au dollar EU. En effet, après avoir clôturé l'exercice fiscal 2016-2017 au taux de 63,6767 gourdes pour un dollar américain, la gourde s'est fortement dépréciée au cours de la période sous revue, atteignant 71,0940 gourdes pour un dollar EU, soit une croissance de 11,65 %. Cette perte de valeur externe de la gourde a résulté de l'évolution défavorable de certains déterminants à la fois du côté de la demande et de l'offre. Parmi les premiers, il faut, à priori, considérer le niveau élevé du financement monétaire du déficit public, la hausse de la facture d'importations due surtout à la croissance des prix de certains produits de base tels les céréalières et les produits pétroliers, deux composantes principales de la demande d'importations. D'autres éléments à caractère plus qualitatif tels, le décret du 28 février portant sur la dé-dollarisation de l'économie, les émeutes du 6 et 7 juillet 2018 résultant d'une tentative d'augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe ont impacté négativement l'évolution du taux de change. Du côté offre, la forte contraction enregistrée au niveau des appuis provenant de l'extérieur a également contribué à ce résultat.

Graphique 30. // Evolution du rythme de croissance du taux moyen d'acquisition (TMA)



Graphique 31. // Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période) et TMA



VI.1 FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE EN 2018

Plusieurs facteurs ont concouru à la forte progression du taux de change au cours de l'exercice fiscal sous étude :

- Détérioration de la balance commerciale. La croissance modérée des exportations qui ont franchi la barre de 1 milliard de dollars ÉU n'a pas pu compenser la forte progression des importations qui ont atteint les 4,48 milliards de dollars, soit une hausse de 24 % par rapport à l'exercice fiscal antérieur. Cette poussée des importations a contribué, une fois de plus, à la détérioration de la balance commerciale qui a accusé un déficit de 3,40 milliards de dollars américains, en augmentation de 30 % par rapport à l'exercice passé.
- Déficit budgétaire. Au 30 septembre 2018, le déficit budgétaire a été estimé à 29,04 milliards de gourdes dont plus de 80 % a été financé par la banque centrale. En valeur absolue, les avances de la BRH à l'État ont été de 24,34 milliards de gourdes. En comparaison à l'année d'avant, un déficit de 21,89 milliards de gourdes a été enregistré avec un financement monétaire de la BRH de l'ordre 6,56 milliards de gourdes.
- Contexte socio-politique difficile. L'exercice fiscal courant a été marqué par des troubles socio-politiques dont le plus avéré fut les émeutes du 6 au 8 juillet 2018 qui ont résulté en des dommages matériels, financiers et des pertes d'emplois surtout dans les secteurs commercial et de la sous-traitance. Le climat d'incertitude y découlant a alimenté les anticipations négatives avec des implications néfastes pour le taux de change et l'activité économique générale.

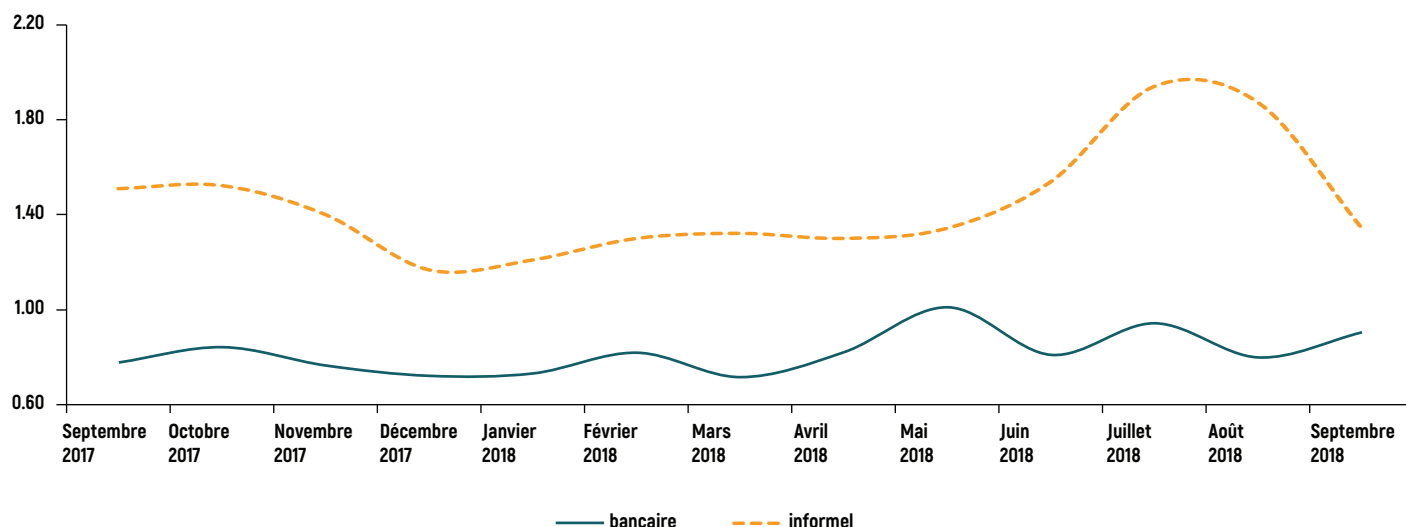
D'autres facteurs ont permis toutefois d'atténuer cette forte dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain. Il s'agit de:

- Hausse des transferts privés sans contrepartie. L'apport de la diaspora haïtienne à l'économie nationale a été fort avec des transferts totalisant 2,34 milliards de dollars ÉU contre 1,99 milliard en 2017, soit un accroissement de 17,59 %.
- Interventions de la BRH sur le marché des changes. Il y a eu une présence active des autorités monétaires sur le marché des changes. En effet, au cours de l'exercice 2017-2018, la BRH est intervenue à la vente à hauteur de 256,21 millions de dollar ÉU contre 150,14 millions au cours de l'exercice précédent.
- Mesures prises par la Banque Centrale. Il s'agit de la modification du mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères : 7,5 % en monnaie nationale et 92,5 % en monnaies étrangères contre 5 % en monnaie nationale et 95 % en monnaies étrangères. Cette mesure, en plus de permettre d'éponger de la liquidité en gourdes, a offert la possibilité de dégager plus de dollars pour renforcer l'offre de devises sur le marché des changes.

VI.2 ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Le spread généré sur les opérations cambiales au niveau du système bancaire s'est élevé à 82 centimes en moyenne annuelle contre 55 centimes un an auparavant. Au niveau du segment informel du marché de change, deux grandes périodes ont caractérisé l'évolution du spread. En effet, d'octobre 2017 à mai 2018, les cambistes ont réalisé un gain de 1,32 gourde en moyenne. De juin à septembre 2018, la marge bénéficiaire a augmenté pour atteindre 1,67 gourde en moyenne. À souligner que le spread informel a été estimé à une moyenne annuelle de 89 centimes pour l'année 2017.

Graphique 32. // Évolution des spreads bancaire et informel



B. BANQUES COMMERCIALES ET CAISSES POPULAIRES : VUE D'ENSEMBLE
VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2018

Au cours de l'exercice 2017-2018, l'environnement économique précaire du pays, exacerbé par la détérioration du climat politique et la dépréciation persistante de la monnaie nationale, a impacté négativement la croissance des banques et a réduit leur niveau de rentabilité. En effet, le rythme de croissance de l'actif total est passé en dessous de 10 % cette année, soit la plus faible évolution enregistrée depuis septembre 2013. Au 30 septembre 2018, la taille globale du secteur s'est chiffrée à 329,07 milliards de gourdes, représentant environ 4,70 milliards de dollars américains. La dépréciation accentuée de la gourde par rapport au dollar au cours de l'exercice (71,09 gourdes en septembre 2018 contre 63,68 gourdes pour un dollar ÉU en septembre 2017) a faiblement contribué à la progression mitigée de l'actif bancaire dans la mesure où l'actif en dollars a reculé de 7,71 %. Ainsi, sous l'effet du taux de change, l'actif en devises converties a simplement crû de 3,02 %, contre une hausse plus marquée de l'actif en gourdes (+15,1 %). En conséquence, le niveau de dollarisation du bilan des banques s'est affaibli en 2018 (53,11 % contre 55,85 % en 2017).

L'analyse de l'actif a montré que le rythme de croissance des dépôts totaux a également baissé à 9,8 % en 2018 (contre 10,3 % en 2017 et 23,1 % en 2016). Toutefois, les dépôts à terme ont progressé substantiellement (+17,8 %) ; ce qui a donné une certaine latitude aux banques pour octroyer davantage de crédit. En effet, à la suite d'une expansion de 16,8 % (+15,02 MMG) du portefeuille de prêts bruts, le ratio « crédits/dépôts » a gagné 2,32 points de pourcentage passant de 36,76 % au 30 septembre 2017 à 39,08 % au 30 septembre 2018. L'élargissement du crédit s'est réalisé surtout en volume vu que le nombre de comptes de prêts a reculé de 12 503 unités entre les deux exercices.

À l'instar de la part de l'actif productif dans l'actif total qui a légèrement baissé (-91 points de base), les banques n'ont réussi à assurer qu'un faible rendement sur actif pour l'exercice (1,66 %), soit le plus faible rendement depuis quatre (4) ans. Néanmoins, les institutions bancaires ont maintenu une gestion prudente de leur portefeuille de prêts : le coefficient d'arrérage demeurant très faible (2,55 %), en baisse de 38 points de base ; l'effort de provisionnement stagnant autour de 90 % alors que le taux d'exposition est passé légèrement au-dessus de 1 %. Une telle gestion de leur portefeuille a valu aux institutions bancaires le renforcement des revenus d'intérêt sur prêts de l'ordre de 10,2 % (+976,04 MG) en 2018.

En termes de rentabilité, le secteur a dégagé des résultats cumulés de 5,26 milliards de gourdes en 2017-2018. Ce niveau de bénéfice a été très faible comparé à l'an dernier (12,53 milliards de gourdes) quand des gains exceptionnels émanant de la vente de la Dinasa ont été comptabilisés. Aussi, par rapport à l'exercice 2015-2016, les résultats de 2018 ont diminué de 34,26 % (-2,74 milliards de gourdes) à cause de la comptabilisation des revenus provenant des opérations de la Dinasa au cours de cette période. Cette diminution des résultats en 2018 par rapport à 2017 et 2016 est due à un effet ciseau négatif : baisse du Produit net bancaire (18,59 milliards de gourdes en 2018 contre 24,37 milliards de gourdes en 2017 et 18,91 milliards de gourdes en 2016) et hausse des dépenses d'exploitation (12,18 milliards de gourdes en 2018 contre 11,14 milliards de gourdes en 2017 et 9,7 milliards de gourdes en 2016). Ainsi, par rapport à l'exercice antérieur, le coefficient d'exploitation du système a progressé (+20,3 points de pourcentage), atteignant 65,5 % (contre 45,20 % en 2017).

Reflétant la faiblesse des résultats, les indicateurs de rentabilité, soient le rendement de l'actif (ROA) et le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) se sont portés respectivement 1,66 % et 18,56 % en 2018, soit leur plus bas niveau au cours du dernier quinquennat.

Tableau 7. // Indicateurs financiers clés au 30 septembre

	2018	2017	2016	2015	2014	2013
(en millions de gourdes)						
BILAN						
Actif	329,069.37	303,722.77	271,355.58	222,879.70	194,501.70	175,932.03
Bons BRH	12,939.00	11,267.01	10,466.94	4,967.96	4,508.56	5,944.99
Prêts nets	102,223.22	87,160.76	79,486.39	67,673.77	68,178.25	62,165.98
Dépôts	267,532.62	243,564.86	220,915.76	179,528.14	157,549.12	145,645.95
Avoir des actionnaires	29,299.13	27,422.96	24,590.04	17,171.46	14,750.49	13,063.91
RÉSULTATS						
Revenus nets d'intérêt	10,542.94	8,883.42	8,504.63	7,004.35	5,404.75	4,872.30
Autres revenus	8,045,728.80	15,485.43	10,407.74	5,946.28	5,424.62	4,736.95
Dotations à la Provision pour Créances douteuses	713,683.10	407.43	510.41	888.22	640.29	418.85
Frais d'exploitation	12,176.29	11,137.27	9,704.64	7,821.64	6,977.26	6,251.55
Bénéfice net (perte nette)	5,264.72	12,529.37	8,008.17	3,591.02	2,852.03	2,620.66
(en pourcentage)						
STRUCTURE FINANCIÈRE						
Avoir des actionnaires en % de l'actif	8.90	9.03	9.06	7.70	7.58	7.43
Dépôts en % de l'actif	81.30	80.19	81.41	80.55	81.00	82.79
QUALITÉ DE L'ACTIF						
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	2.55	2.93	3.39	3.93	3.00	2.43
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	87.87	90.59	88.10	80.95	72.08	72.19
Prêts improductifs nets en % de l'actif	1.10	0.90	1.35	3.05	3.95	3.28
RENTABILITÉ						
Rendement de l'actif (ROA)	1.66	4.36	3.24	1.72	1.54	1.51
Rendement de l'actif des actionnaires (ROE)	18.56	48.18	38.35	22.50	20.51	27.86
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	78.34	73.90	75.19	84.44	89.06	92.96
Rendement moyen des prêts	10.84	11.14	11.95	9.90	7.96	7.1
Rémunération moyenne des dépôts a	1.14	1.34	1.40	0.77	0.44	0.25
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	65.50	45.20	51.31	60.40	64.43	65.06
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	3,905.18	5,224.88	4,216.33	2,992.29	2,619.90	2,457.61
Nombre d'employés	4,786	4,734	4,594	4,377	4,279	3,988

VII.1- SYSTEME BANCAIRE : ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET TAUX DE BANCARISATION

Au cours de l'exercice 2017-2018, huit (8) institutions bancaires ont composé le paysage bancaire haïtien. Elles sont, selon l'origine de leurs capitaux et leurs activités principales⁴, deux (2) banques d'État, une (1) succursale de banque étrangère, quatre (4) banques à capitaux privés haïtiens et une (1) banque d'épargne et de Logement.

Tableau 8. // Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2018)

Banques commerciales d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC) Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Succursales de banques commerciales étrangères	Citibank N.A. (CBNA)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Banque de l'Union Haïtienne (BUH) Capital Bank Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank) Unibank
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (Sogebel)

Source: BRH/Direction de la supervision du Système Bancaire / BRH

⁴L'article 3 de la loi bancaire du 20 juillet 2012 définit les banques comme des personnes morales dont la profession habituelle est de recevoir des fonds du public sous forme de dépôts ou d'autres fonds remboursables qu'elles emploient pour leur propre compte en opérations d'escompte, de crédit ou financières.

La loi du 28 août 1984 portant création et fonctionnement des banques d'épargne et de logement (BEL) définit ces dernières comme des établissements dont les activités principales consistent à mobiliser l'épargne privée et publique, nationale ou étrangère, en vue de l'octroi de prêts hypothécaires à moyen et long terme devant servir à l'acquisition, à la construction ou à la restauration d'immeubles à usage résidentiel, commercial, industriel ou à caractère social.

Outre ces établissements bancaires, d'autres institutions financières ont reçu l'agrément de fonctionnement de la Banque de la République d'Haïti, conformément à la loi du 14 mai 2012. Il s'agit de deux (2) sociétés financières de développement, une (1) société de promotion des investissements et une (1) société de crédit-bail. Comme c'est le cas déjà pour les banques, la BRH a développé un cadre de supervision spécifique à ces institutions. Entre temps, dans le souci de répondre à sa mission de surveillance, elle a conduit des inspections dans ces établissements financiers non bancaires en s'appuyant sur le cadre de supervision des banques.

Compte tenu du contexte macroéconomique difficile qu'a connu le pays, les banques n'ont pas retenu pour stratégie dominante l'expansion de leur réseau. Ainsi, la BRH a reçu au cours de l'exercice 2017-2018 seulement quatre (4) demandes d'autorisation d'ouverture de succursales. Ce nombre représente, toutefois, le double des requêtes du même genre reçues et traitées l'an passé.

Tableau 9. // Nombre de succursales et agences autorisées

	2018	2017	2016	2015	2013	2012	2011	2007
Succursales et agences autorisées	4	2	11	7	3	3	0	8

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Comparativement à l'exercice antérieur, le réseau bancaire s'est un peu élargi. En effet, six (6) nouvelles succursales et agences ont été ouvertes en 2017-2018, dont trois (3) dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et trois (3) en province. Au 30 septembre 2018, les huit (8) établissements bancaires comptent 192 succursales opérant sur toute l'étendue du territoire national, dont la majeure partie de ces branches (environ 66 %) desservent la capitale haïtienne et ses environs.

Tableau 10. // Établissements financiers non bancaires ayant reçu l'agrément de fonctionnement de la BRH

Sociétés Financières de Développement (SFD)

Société Financière Haïtienne de Développement (SOFIHDES)
Société de Financement et de Développement Agricole et Industrielle (SOFIDAI)

Société de Promotion des Investissements

Professionnels en Gestion et Finance S.A. (ProFin S.A.)

Société de Crédit-bail

Société Alternative de Solutions Financières S.A. (SOFIN S.A.) / Ayiti Leasing

Source : BRH/Direction de la Supervision des banques et des institutions financières

VII.2- STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE

Comme c'est le cas depuis plusieurs années, le secteur bancaire haïtien fait état d'une forte concentration au 30 septembre 2018 : les trois (3) principaux établissements bancaires ont représenté environ 80 % du marché. Aussi, une répartition du secteur par catégorie d'établissements bancaires a indiqué que les quatre (4) banques privées haïtiennes occupent les trois quart (3/4) du marché. Par ailleurs, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman a fait état d'une forte concentration du système bancaire sur tous les segments de marché.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Comparativement au 30 septembre 2017, les parts de marchés combinées des trois plus grandes banques du système ont reculé en termes d'actifs détenus (-1,28 point de pourcentage), de dépôts totaux captés (-81 points de base) et de dépôts en dollars américains collectés (-90 points de base). Cependant, même avec le repli de leurs parts, la Unibank, la Sogebank et la BNC ont représenté à elles seules plus de 80% des marchés de l'actif, des dépôts totaux et des dépôts en dollars ÉU au 30 septembre 2018. Sur le marché du crédit, la part détenue par les trois leaders a stagné autour de 75 % sur les deux exercices.

Tableau 11. // Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars ÉU
2018				
Les trois premiers établissements	81.30	75.11	82.41	80.83
2017				
Les trois premiers établissements	82.58	75.04	83.22	81.73
Variation 2018 / 2017				
Les trois premiers établissements	-1.28	0.07	-0.81	-0.90

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Les banques privées haïtiennes, menées par les deux plus grandes banques du système, ont réussi à augmenter leurs parts de marché par rapport au 30 septembre 2017. Elles ont gagné 14 points de base en termes d'actif ainsi que 1,16 point de pourcentage et 73 points de base respectivement sur les marchés du crédit et des dépôts totaux. Par ailleurs, ces institutions bancaires privées détiennent des parts plus importantes sur le marché des dépôts libellés en dollars américains (plus de 80 %), après un renforcement de 93 points de base de leurs parts sur ledit segment de marché.

La consolidation des parts de marché des banques privées s'est faite aux dépens des autres catégories d'établissements bancaires. En effet, la Citibank, seule succursale de banque étrangère du secteur et la Sogebel, seule banque d'épargne et de logement, ont vu leurs parts reculer sur presque tous les segments de marchés : actif total (Citibank : -13 points de base ; Sogebel : -10 points de base), crédit (Citibank : -13 points de base ; Sogebel : -52 points de base) et dépôts totaux (Citibank : -23 points de base ; Sogebel : -3 points de base).

Le même constat a été fait également pour les deux banques d'État. Comparativement au 30 septembre 2017, elles ont perdu respectivement 51,47 et 20 points de base sur les marchés du crédit, des dépôts totaux et des dépôts en dollars. Toutefois, avec 21,6 % d'actifs détenus au 30 septembre 2018, la part de ces banques sur le marché d'actif a légèrement progressé au cours de cet exercice (+9 points de base).

Tableau 12. // Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)

CATÉGORIES DE BANQUES	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars EU
2018				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	74.18	78.34	75.45	81.49
1 Succursale de banque étrangère	1.97	0.53	1.92	1.94
2 Banques d'État	21.60	17.04	21.00	14.40
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.25	4.09	1.63	2.17
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2017				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	74.04	77.18	74.72	80.56
1 Succursale de banque étrangère	2.10	0.66	2.15	2.69
2 Banques d'État	21.51	17.55	21.47	14.60
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.35	4.61	1.66	2.15
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2016				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	68.73	74.14	68.93	74.85
2 Succursales de banques étrangères	4.63	3.46	4.69	4.54
2 Banques d'État	23.54	17.29	23.67	17.20
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.11	5.10	2.71	3.42
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2015				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	68.94	73.39	69.55	74.88
2 Succursales de banques étrangères	5.25	4.88	5.29	44.76
2 Banques d'État	22.66	16.5	22.26	16.62
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.15	5.23	2.9	3.74
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2014				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.85	71.54	66.12	70.84
2 Succursales de banques étrangères	6.69	5.29	6.71	6.64
2 Banques d'État	24.55	18.51	24.57	19.12
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.91	4.66	2.6	3.4
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	99.00
2012				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.69	74.05	65.52	64.62
2 Succursales de banques étrangères	6.17	7.3	6.06	5.21
2 Banques d'État	25.61	14.58	26.19	27.36
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.53	4.07	2.23	2.81
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN⁵

Comparativement à sa valeur en fin d'exercice 2016-2017, la valeur de l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre 2018, a fait état d'une réduction du niveau de concentration sur les segments de l'actif et du crédit. Toutefois, le secteur bancaire haïtien reste globalement très concentré. En effet, le niveau de l'indice a largement dépassé le seuil de 1 800 indiquant un fort degré de concentration.

Le marché des dépôts en gourdes et celui des dépôts libellés en dollars ont été les segments les plus concentrés avec un indicateur en nette progression depuis deux exercices. Cette tendance est liée à l'aisance des plus grandes banques de s'approprier et de fidéliser les clients générant des chiffres d'affaires importants, ce qui permet à ces institutions leaders de capter un volume de dépôts plus significatif que leurs concurrentes.

⁵ Cet indicateur est donné par la somme des carrés des parts de marché de l'ensemble des banques. Une diminution de l'indice traduit une baisse du degré de concentration. En général, pour un marché donné, une valeur inférieure à 1,000 témoigne d'une faible concentration, une valeur comprise entre 1,000 et 1,800 une concentration modérée et une valeur supérieure à 1,800 une forte concentration.

Tableau 13. // Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2018	2,397.44	2,189.38	2,498.08	2,631.30
2017	2,449.79	2,505.80	2,434.49	2,432.58
2016	2,257.83	2,076.66	2,276.49	2,341.10
2015	2,472.28	2,179.91	2,293.68	2,409.23
2014	2,244.08	2,221.00	2,241.14	2,294.75

Source : BRH/Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières

VII.3- DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Au cours de l'exercice 2017-2018, les secteurs « Commerce de gros et de détails » et « Immobilier résidentiel » ont été les secteurs les plus importants en termes d'allocation de crédit dans l'économie haïtienne. Par ailleurs, les programmes pro-croissance de la BRH ont eu une incidence positive sur l'allocation du crédit aux secteurs commercial, industriel et immobilier. Toutefois, en fin d'exercice 2017-2018, les retombées du programme d'appui de la Banque Centrale au secteur agricole n'étaient pas encore significatives (moins de 1 % de crédit alloué à ce secteur). Parallèlement, à la fin de septembre 2018, les prêts à très longue échéance ont occupé la plus forte part du portefeuille de crédit du système bancaire.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En 2018, le rythme de progression du crédit, comparativement à 2017, a été profitable à presque tous les secteurs d'activité à l'exception des secteurs « Services et autres » (- 90 points de base) et « Agriculture, sylviculture et pêche » (-9 points de base). Comparées à 2017, les hausses d'allocation de crédit les plus notables ont été observées au niveau des secteurs « Commerce de Gros et de Détail » (+4,08 points de pourcentage) et « Immobilier résidentiel et commercial » (+3,99 points de pourcentage). Ces deux secteurs ont bénéficié de près de la moitié du crédit alloué par le système bancaire, avec un poids plus significatif pour le secteur commercial (26,92 % en 2018).

Comme en 2016-2017, les secteurs « Industries manufacturières » et « Prêts aux particuliers » ont affiché des parts qui tournent autour de 10 % dans la répartition totale du crédit. Ainsi, ces deux secteurs ont gagné en importance en comparaison à l'année antérieure : le secteur « Prêts aux particuliers » a bénéficié de 1,63 point de pourcentage de plus et les « Industries manufacturières », 1,34 point de pourcentage.

Parmi les autres secteurs de moindre importance en termes de crédit alloué, le secteur « Bâtiments et travaux publics » s'est distingué au cours de cet exercice. En effet, de 5,04 % l'an dernier, ses parts de crédit ont progressé de 2,02 points de pourcentage pour s'établir à 7,06 % en 2017-2018.

Tableau 14. // Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en millions de gourdes et en%)

Secteurs d'activité	2018		2017		Variation
	Montant ^a	%	Montant ^a	%	Point
Commerce de Gros et Détail	30,141.26	26.92%	25,567.67	22.84%	4.08%
Services et autres	12,744.93	11.38%	13,756.38	12.29%	-0.90%
Industries manufacturières	14,871.53	13.28%	13,367.80	11.94%	1.34%
Prêts aux particuliers	11,556.67	10.32%	9,728.77	8.69%	1.63%
Immobilier résidentiel et commercial	24,875.12	22.22%	20,410.42	18.23%	3.99%
Transport, Entrepôt et Communication	5,029.28	4.49%	3,391.56	3.03%	1.46%
Bâtiments et travaux publics	7,900.20	7.06%	5,641.94	5.04%	2.02%
Électricité, Gaz et Eau	4,280.31	3.82%	2,777.80	2.48%	1.34%
Agriculture, Sylviculture et Pêche	565.74	0.51%	671.49	0.60%	-0.09%
Total	111,965.04	100.00	95,313.83	100.00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

RÉPARTITION DES PRÊTS PAR TRANCHE

Au 30 septembre 2018, la majorité des prêts supérieurs à 150 000 gourdes accordés dans le système n'ont pas atteint un demi-million de gourdes. Cette tranche de crédit a totalisé 7,54 milliards de gourdes, ce qui représente seulement 5,57 % des prêts de plus de 150 000 gourdes. Comme l'an dernier, la portion 500 000 – 1 million de gourdes a contenu les prêts totalisant le plus faible montant (4,23 milliards de gourdes), soit 3,14 % du portefeuille pris en considération.

Comparativement à 2017, un nombre moins important de crédits a été octroyé dans la tranche à plus fort risque en 2018. En effet, 6,59 % des prêts de plus de 150 000 gourdes ont été accordés pour un montant dépassant 5 MG (contre 7,59 % pour la même tranche de crédit l'an dernier). En baisse de 20,9 % sur la période, l'exposition des banques dans cette portion de crédit à haut risque a atteint 106,23 milliards de gourdes en septembre 2018 (contre 134,32 milliards en septembre 2017). Par ailleurs, pour les deux derniers exercices, une concentration de près de 80 % du volume de crédit de plus de 150 000 gourdes a été répertoriée dans la tranche de 5 millions et plus.

L'exposition des banques au risque de crédit pour les prêts de plus de 150 000 gourdes a diminué dans toutes les tranches de crédit, sauf pour celles ayant pesé moins dans l'enveloppe globale, à savoir les tranches 150 000 – 500 000 gourdes (+ 1,23 point de pourcentage) et 500 000 – 1 million de gourdes (+59 points de base). En conséquence, l'enveloppe totale de crédit global accordée entre septembre 2017 et septembre 2018 a reculé de 18,75 % (-31,09 milliards de gourdes) pour les prêts équivalant ou dépassant 150 000 gourdes.

Tableau 15. // Répartition de l'encours des prêts par tranche (prêts de 150 000 gourdes ou plus) (au 30 septembre)⁵

	Nombre d'emprunteurs	Nombre d'emprunteurs (en %)	Encours prêts en millions de gourdes	Encours prêts en %
2018				
150 000 à 499 999	29880	63.18	7500.62	5.57
500 000 à 999 999	6124	12.95	4227.05	3.14
1 000 000 à 2 499 999	5929	12.54	9167.18	6.80
2 500 000 à 4 999 999	2242	4.74	7599.85	5.64
5 000 000 ou plus	3115	6.59	106233.42	78.85
Total	47290	100	134728.12	100
2017				
150 000 à 499 999	29355	60.35	7189.20	4.34
500 000 à 999 999	6071	12.48	4221.89	2.55
1 000 000 à 2 499 999	6792	13.96	10742.20	6.48
2 500 000 à 4 999 999	2730	5.61	9343.24	5.63
5 000 000 ou plus	3690	7.59	134321.12	81.01
Total	48638	100	165817.65	100
2016				
150 000 à 499 999	7623	58.77	2037.00	5.43
500 000 à 999 999	1462	11.27	1063.26	2.84
1 000 000 à 2 499 999	1616	12.46	2586.74	6.90
2 500 000 à 4 999 999	749	5.77	2620.27	6.99
5 000 000 ou plus	1521	11.73	29191.91	77.85
Total	12971	100	37499.18	100
2015				
75 000 à 249 999	6383	42.01	1197.34	1.83
250 000 à 499 999	3161	20.80	1090.98	1.67
500 000 à 999 999	1559	10.26	1133.19	1.73
1 000 000 à 2 499 999	1705	11.22	266.00	0.41
2 500 000 à 4 999 999	780	5.13	2753.92	4.20
5 000 000 ou plus	1606	10.57	59082.53	90.17
Total	15194	100	65523.96	100
2014				
75 000 à 249 999	18021	69.37	2464.80	4.00
250 000 à 499 999	3047	11.73	1041.15	1.69
500 000 à 999 999	1422	5.47	1017.73	1.65
1 000 000 à 2 499 999	1448	5.57	2273.58	3.69
2 500 000 à 4 999 999	667	2.57	2378.06	3.86
5 000 000 ou plus	1374	5.29	52491.86	85.12
Total	25979	100	61667.18	100
Total	19844	100	56012.36	100

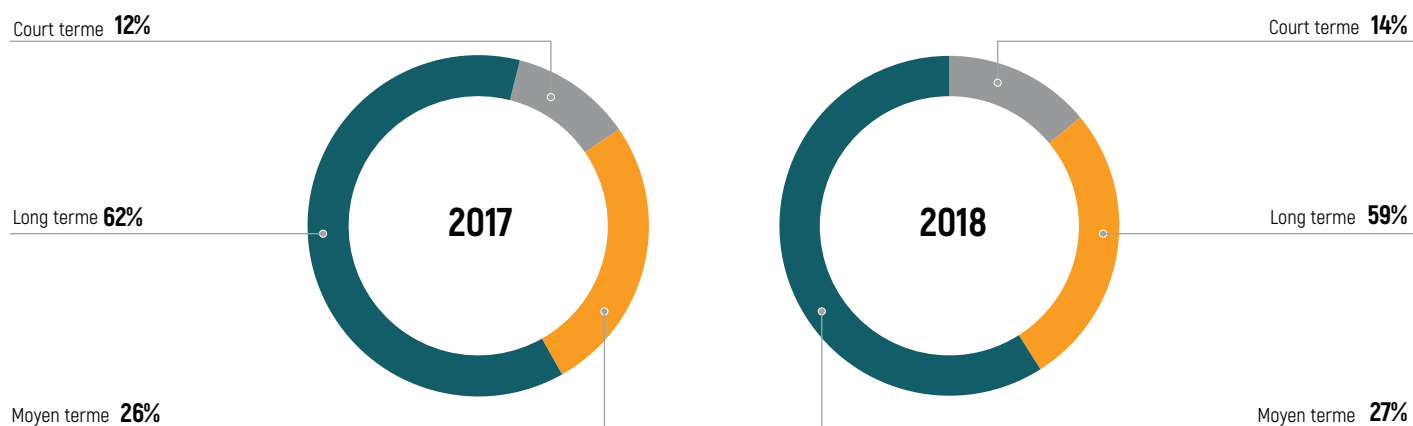
[5] Ce tableau porte sur les prêts dont l'encours global est supérieur à 150 000 gourdes. Il indique le taux de concentration par tranche de crédits pour la population considérée.
Source : Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE⁶

Comme en 2017, la structure de financement par échéance n'a pas changé en 2018. Ainsi, les banques ont surtout satisfait les besoins de financement à long horizon des particuliers et entreprises. En effet, le montant des prêts à long terme (4 ans et plus) représente 59 % du portefeuille de crédit, en baisse de trois (3) points de pourcentage par rapport au 30 septembre 2017. Par contre, les prêts à court (moins d'un an) et moyen termes (entre un an et quatre ans) ont gagné en importance pour constituer respectivement 14 % et 27 % du portefeuille de crédit en 2018 (contre 12 % et 26 % en 2017).

⁶Court terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 0 et 12 mois ; moyen terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 13 et 48 mois ; long terme : prêts ayant une échéance initiale supérieure à 48 mois.

Graphique 33. // Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Au 30 septembre 2018, le nombre de prêts octroyés dans le système bancaire a connu un repli de 8,91 %, passant de 140 325 à 127 822. De son côté, le nombre d'emprunteurs est demeuré relativement stable à 0,6 %. Ceci a donc donné lieu à une diminution du ratio de prêts/emprunteurs (du 30 septembre 2017 au 30 septembre 2018).

Tableau 16. // Répartition du nombre de prêts par emprunteur au 30 septembre

	2018	2017	2016	2015	2014	2013
Nombre de prêts	137975	109086	137975	138189	108989	100785
Nombre d'emprunteurs			15571	15478	26133	14061
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs			9	9	4	5

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.4- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Au 30 septembre 2018, la Unibank a occupé la première place du secteur bancaire en termes d'actif, avec 34,37 % des parts de marché, soit 3,56 points de pourcentage de moins qu'au 30 septembre 2017 (37,93 %). La Sogebank vient en deuxième position (26,33 %) et, en raison de la hausse de 2,11 points de pourcentage de ses parts, elle s'est rapprochée quelque peu du leader du marché. De son côté, la BNC, avec 20,54 % d'actifs détenus, garde la troisième place suite à des variations négligeables de ses parts (+11 points de base). La Capital Bank et la BUH se sont retrouvées à la 4ème et 5ème place, avec respectivement 7 % et 6,50 % des parts de marché, après avoir capté 71 et 89 points de base de plus. La Sogebel s'est installée à la 6ème place avec 2,25 % de parts de marché. La Citibank et la BPH se sont retrouvées en (7ème) et (8ème) positions, avec 1,97 % et 1,06 % de parts de marché respectivement.

Au niveau du marché du crédit, le statu quo s'est maintenu également. La Unibank a toujours été le leader avec 30,95 % du marché en dépit d'une baisse de part de 1,86 point de pourcentage. La Sogebank a contrôlé 27,72 % des parts et est arrivé en deuxième position. Elle a profité des gains de parts de l'ordre de 1,57 point de pourcentage, ce qui lui a permis de réduire l'avance de la Unibank. La BNC et la BUH continuaient d'occuper respectivement les 3ème et 4ème rangs avec 15,79 % et 10,77 % des parts de marché. La Capital Bank (5ème rang) n'a pas gagné assez (seulement 26 points de base) pour concurrencer la BUH. De son côté, la Sogebel a engrangé 4,09 % des parts de marché, soit 52 points de base de moins qu'au 30 septembre 2017 ; elle a conservé toutefois sa position (6ème rang). La BPH (1,25 %) et la Citibank (0,53 %) demeuraient aux 7ème et 8ème places et perdaient 22 et 13 points de base respectivement.

Tableau 17. // Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2018		2017		2016		2018		2017		2016	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	34.37	1	37.93	1	31.75	1	30.95	1	32.82	1	30.62	1
Sogebank	26.33	2	24.22	2	25.96	2	27.72	2	26.15	2	27.03	2
BNC	20.54	3	20.43	3	22.17	3	15.79	3	16.07	3	15.31	3
Capital Bank	7.00	4	6.29	4	6.31	4	8.90	5	8.64	5	8.78	4
Citibank	1.97	7	2.10	7	2.16	8	0.53	8	0.66	8	0.91	9
Scotiabank					2.47	7					2.56	7
Sogebel	2.25	6	2.35	6	3.11	6	4.09	6	4.61	6	5.10	6
BUH	6.50	5	5.61	5	4.71	5	10.77	4	9.58	4	7.70	5
BPH	1.06	8	1.08	8	1.37	9	1.25	7	1.48	7	1.98	8
	100.00		100.00		100.00		100.00		100.00		100.00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La Unibank a gardé sa place de leader au niveau des parts de dépôts captés (36,28 %) et la Sogebank la deuxième (26,42 %). L'avance de la Unibank sur la Sogebank s'est réduite à la suite du repli de 1,97 point de pourcentage des parts de la première et la progression de 1,75 point de pourcentage des parts de la seconde par rapport à l'année dernière. Les parts de la BNC ont reculé de 46 points de base sans pour autant l'empêcher de garder la troisième place avec 19,84 % de parts de marché. La Capital Bank (4ème) et la BUH (5ème) restaient à la même place et captaient additionnellement 65 et 29 points de base respectivement. La Citibank s'est retrouvée à la sixième place, avec 1,92 % des parts contre 2,15 % des parts en 2017, soit une baisse de 23 points de base. La Sogebel (1,63 %) et la BPH (1,16 %) ont capté chacune moins de 2 % des dépôts totaux et ont occupé les septième (7ème) et huitième (8ème) places.

Sur le marché des dépôts en dollars ÉU, la Unibank tenait la plus grande part, soit 39,71 %, suivie de la Sogebank (27,59 %). La réduction de l'avance de la première sur la seconde s'est expliquée par l'effet combiné de la baisse des parts de marché de la Unibank (-3,22 points de pourcentage) face à la progression des parts de marché de la Sogebank (+2,40 points de pourcentage). Ensuite vient la BNC (3ème) avec 13,42 % des parts. La Capital Bank a détenu plus de 8 % des parts (8,1 %) au 30 septembre 2018 et a conservé la quatrième (4ème) place. La BUH (5,90 %) a gardé le cinquième rang et a pu capter 69 points de base de plus que l'année dernière. Avec un recul de 75 points de base de ses parts de marché (1,94 % en 2018 contre 2,68 % en 2017), la Citibank s'est retrouvée désormais à la 7ème place après avoir été supplantée par la Sogebel (6ème) qui a réussi à capter 2,17 % des dépôts en devises en 2018. La BPH a occupé la huitième place avec autant de parts de marché qu'en 2017, soit 0,98 %.

Tableau 18. // Parts de marché et rang selon les dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU au 30 septembre

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2018		2017		2016		2018		2017		2016	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	36.28	1	38.25	1	31.78	1	39.71	1	42.93	1	34.14	1
Sogebank	26.42	2	24.67	2	26.35	2	27.59	2	25.18	2	28.60	2
BNC	19.84	3	20.30	3	22.15	3	13.42	3	13.61	3	15.95	3
Capital Bank	7.06	4	6.41	4	6.49	4	8.31	4	7.24	4	7.84	4
Citibank	1.92	6	2.15	6	2.02	8	1.94	7	2.68	6	2.27	7
Scotiabank					2.67	7					2.27	8
Sogebel	1.63	7	1.66	7	2.71	6	2.17	6	2.15	7	3.42	6
BUH	5.68	5	5.39	5	4.31	5	5.90	5	5.21	5	4.27	5
BPH	1.16	8	1.17	8	1.52	9	0.98	8	0.98	8	1.25	9
	100.00		100.00		100.00		100.00		100.00		100.00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.5- ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2018

VII.5.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

Le secteur bancaire haïtien a disposé d'un actif total de 329,07 milliards de gourdes au 30 septembre 2018, en net accroissement (+8,35 % ; +25,35 milliards de gourdes) par rapport à la fin de l'exercice antérieur. Tous les postes de l'actif ont évolué positivement, à l'exception des « Autres placements » (-9,24 % ; -5,48 milliards de gourdes) et des « Autres actifs » (-18,1 % ; -2,02 milliards de gourdes). En termes absolus, les hausses les plus significatives ont été notées au niveau des prêts nets (+17,3 % ; +15,06 milliards de gourdes) qui ont dépassé la barre des 100 milliards de gourdes (102,22 milliards de gourdes) et des disponibilités (+10 % ; +12,34 milliards de gourdes). Les Bons BRH (+14,8 % ; +1,67 milliards de gourdes) et les immobilisations (+11,8 % ; +1,06 milliards de gourdes) ont également progressé, mais à un niveau moindre.

Les dépôts captés par le système ont affiché une tendance haussière de 2014 à 2018, avec une croissance moyenne annuelle de 13,05 % ; ils ont représenté une part de 81,3 % de l'actif bancaire en 2017-2018. Totalisant 267 532,62 MG au 30 septembre 2018, les dépôts sont dollarisés à hauteur de 61,32 % (contre 63,89 % en 2017) et représentent 89,25 % des ressources du secteur bancaire.

Les obligations à vue ont affiché 10 460,52 MG au 30 septembre 2018 et ont reculé de 19,9 % (-2 594,20 MG) en glissement annuel. Cependant, en 2017, elles affichaient une forte croissance de 41,6 % (3 835,68 MG). La baisse des obligations à vue en 2018 a été contrebalancée dans la structure des ressources par la progression des obligations à terme (+10,2 % ; +1 535,20 MG), des autres passifs (+12,1 % ; +561,65 MG) et de l'avoir des actionnaires (+6,8 % ; +1 876,17 MG). Par ailleurs, au 30 septembre 2018, l'actif du système est dollarisé à hauteur de 53,11 % contre 55,85 % un an plus tôt.

Le ratio « avoir des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est inscrit à 8,90 %, en baisse de 13 points de base par rapport au 30 septembre 2017 et de 16 points de base par rapport au 30 septembre 2016. Cette légère baisse du ratio de capitalisation est due au recul significatif des réserves pour pertes sur prêts (-24,4 % ; - 62,63 MG) ayant pour conséquence un accroissement moins rapide de l'avoir des actionnaires (+5,8 %) que celui de l'actif bancaire (+8,3 %).

Les disponibilités ont été la composante la plus importante de l'actif avec un poids moyen de 40,68 % sur les cinq dernières années. Elles ont représenté 41,40 % dans l'actif bancaire au 30 septembre 2018, soit un écart positif de 72 points de base par rapport à la moyenne quinquennale. Ensuite venait, selon leur poids dans l'actif, le portefeuille de crédit net (31,06 %) et les autres placements (17,77 %). En outre, les autres postes de l'actif tels les Bons BRH (3,9 %), les immobilisations (3,1 %) et les autres actifs (2,8 %) ont chacun un poids de moins de 5 % et combinés, ils comptent pour 9,8 % de l'actif bancaire.

En ce qui concerne le passif, l'enveloppe des dépôts a constitué sa composante la plus importante, avec une contribution de 81,30 %, très proche de la moyenne de la période septembre 2014 - septembre 2018 (81,22 %). Les obligations à vue comptaient pour 3,18 % du passif bancaire et se retrouvaient en deçà de la moyenne de la période qui est de 4,09 %. Par ailleurs, la part des obligations à terme dans le passif s'est inscrit à 5,03 %, avec un écart positif de 23 points de base par rapport à la moyenne de la période (4,81 %). L'avoir des actionnaires représentait 8,90 % de l'actif, soit un écart positif de 39 points de base par rapport à la moyenne de la période (8,51 %) mais une baisse de 13 points de base par rapport au 30 septembre 2017 (9,03 %).

Tableau 19. // Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2018	2017	2016	2015	2014	2012	2011	2006
Disponibilités	136,219.70	123,879.96	110,508.97	93,651.93	73,324.35	71,284.12	69,961.86	41,074.73
Bons BRH	12,939.00	11,267.01	10,466.94	4,967.96	4,508.55	6,269.46	6,327.92	9,551.92
Autres placements	58,478.75	61,251.53	56,562.66	42,853.84	36,734.96	30,318.72	29,666.56	16,319.45
Prêts nets	102,223.22	87,160.76	79,486.39	67,673.77	68,178.25	51,860.17	38,697.30	33,315.18
Immobilisations nettes	10,096.90	9,033.54	8,464.66	7,083.58	6,250.55	4,948.84	4,365.83	4,107.00
Autres actifs	9,111.80	11,129.98	5,865.96	6,648.62	5,505.03	5,874.40	4,975.82	3,544.80
Actif total	329,069.37	303,722.78	271,355.58	222,879.70	194,501.69	170,555.71	153,995.30	107,913.08
Dépôts	267,532.62	243,564.86	220,915.76	179,528.14	157,549.12	146,838.10	135,549.00	92,460.41
Obligations à vue	10,460.52	13,054.71	9,219.03	12,721.36	7,342.64	5,030.18	4,318.10	2,827.20
Obligations à terme	16,555.82	15,020.22	11,224.75	9,830.21	10,490.43	4,772.74	2,342.25	3,573.99
Autres passifs	5,221.28	4,659.62	5,405.99	3,628.53	4,369.01	2,997.48	2,281.52	1,806.67
Passif total	299,770.24	276,299.41	246,765.54	205,708.24	179,751.20	159,638.50	144,490.87	100,668.27
Avoir des actionnaires	29,299.13	27,422.96	24,590.04	17,171.46	14,971.49	10,917.21	9,504.43	7,244.80
Passif et avoir des actionnaires	329,069.37	303,722.37	271,355.58	222,879.70	194,722.69	170,555.71	153,995.30	107,913.07

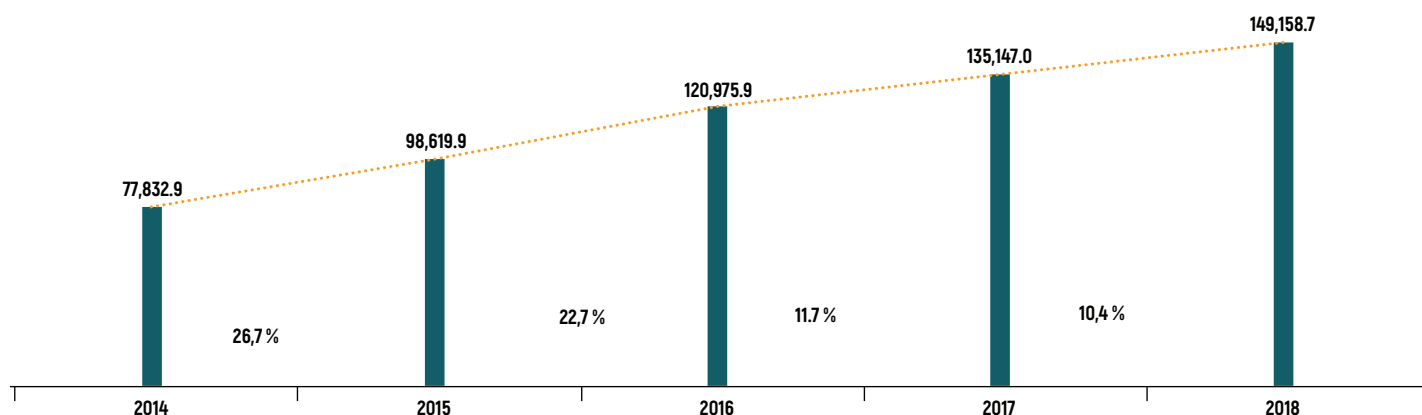
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire, constituées de disponibilités et de bons BRH, ont totalisé 149 158,70 MG au 30 septembre 2018. Elles ont affiché une croissance de 10,4 %, presque similaire à celle observée en 2017 (11,7 %), mais moindre que les taux de croissance de plus de 20 % observés en 2016 (22,7 %) et 2015 (26,7 %). Cet élargissement a tiré son origine principalement de la progression des disponibilités (+10 % ; +12, 339,74 MG) qui occupaient plus de 90 % des liquidités pour la période 2014-2018, et dans une moindre mesure de l'expansion des Bons BRH (+14,8 % ; +1 671,99 MG).

L'augmentation des disponibilités est attribuable aux avoirs à la BRH (+12,7 % ; +12 297,32 MG) et à l'encaisse (+21,2 % ; +2 600,91 MG) qui ont tous les deux progressé par rapport au 30 septembre 2017.

Graphique 34. // Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Sur l'ensemble des cinq dernières années, la constitution des liquidités est restée inchangée. Les avoirs à la BRH ont constitué la composante principale, avec une part de 73,18 % au 30 septembre 2018, suivis de l'encaisse (9,95 %) et des avoirs à l'étranger (6,1 %). Les avoirs dans les banques locales (0,76 %) et les autres liquidités (1,34 %) ont compté pour moins de deux pour cent au niveau des liquidités.

Tableau 20 . // Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre

	2018		2017		2016	
	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	14,842.17	9.95%	12,241.26	9.06%	13,028.98	10.77%
Avoirs à la BRH	109,147.38	73.18%	96,850.06	71.66%	87,101.27	72.00%
Avoirs à l'étranger	9,091.59	6.10%	11,452.73	8.47%	8,010.06	6.62%
Avoirs dans les banques locales	1,140.47	0.76%	1,353.76	1.00%	565.88	0.47%
Autres	1,998.08	1.34%	1,982.15	1.47%	1,802.79	1.49%
Disponibilités	136,219.70	91.33%	123,879.96	91.66%	110,508.97	91.35%
Bons BRH	12,939.00	8.67%	11,267.01	8.34%	10,466.94	8.65%
Liquidités	149,158.70	100.00%	135,146.97	100.00%	120,975.91	100.00%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le ratio « liquidités en pourcentage de l'actif » a sensiblement augmenté en 2018, à 45,3 %, alors qu'il stagnait plus ou moins en 2016 (44,6 %) et 2017 (44,5 %). Cela est dû au fait que les liquidités ont crû plus rapidement (+10,4 %) que l'actif du secteur bancaire (+8,4 %) en 2018.

Tableau 21 . // Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total au 30 septembre

	2018	2017	2016	2015	2014
Disponibilités	41.4	40.8	40.7	40.0	37.7
Bons BRH	3.9	3.7	3.9	2.2	2.3
Liquidités	45.3	44.5	44.6	42.2	40

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.5.2- OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE DÉPÔTS

Les dépôts totaux ont crû de 9,8 % (+23 967,77 MG) en 2018, passant de 243 564,86 MG au 30 septembre 2017 à 267 532,62 MG au 30 septembre 2018. La variation la plus importante a été observée au niveau des dépôts à terme (+17,8 % ; +9 897,34 MG), la deuxième plus significative au niveau des dépôts d'épargne (+10,6 % ; +7 956,85 MG) et la moins importante au niveau des dépôts à vue (+5,4 % ; +6 113,58 MG). Par ailleurs, le ralentissement de l'activité économique n'a pas trop affecté l'effort de captation de deux catégories de dépôts par le secteur bancaire. En effet, si globalement le rythme de croissance des dépôts a quelque peu diminué (+9,8 % en 2018 contre 10,3 % en 2017), il a substantiellement augmenté pour les dépôts d'épargne (+10,6 % en 2018 contre +6,9 % en 2017) et les dépôts à terme (+17,8 % en 2018 contre +7 % en 2017).

Tableau 22 . // Variation des dépôts du système bancaire

CATÉGORIE	2018	2017	2016	2015	2014	2012	2011	2006	2005
Dépôts à vue	5.40%	14.30%	28.61%	1.60%	6.10%	12.00%	17.30%	8.20%	28.40%
Dépôts d'épargne	10.60%	6.90%	14.05%	11.00%	6.30%	5.00%	13.40%	6.10%	23.80%
Dépôts à terme	17.80%	7.00%	26.07%	55.50%	19.20%	3.60%	2.90%	10.30%	3.80%
Total	9.80%	10.30%	23.05%	14.00%	8.20%	8.30%	13.70%	8%	18.10%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2018, le poids des dépôts à vue dans les dépôts totaux s'est fixé à 44,64 %, en baisse de 1,89 point de pourcentage par rapport à l'an dernier. À contrario, les dépôts d'épargne (+0,22 point de pourcentage) et les dépôts à terme (+1,66 point de pourcentage) ont gagné en importance pour s'établir respectivement à 30,93 % et 24,43 %. A la fin de l'exercice 2017-2018, les dépôts à vue constituaient la catégorie la plus importante dans la composition des dépôts totaux.

Tableau 23 . // Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre

	2018		2017		2016		2015		2014	
Dépôts à vue	119,432.29	44.64%	113,318.71	46.53%	99,099.46	44.86%	77,052.67	42.92%	75,847.92	48.14%
Dépôts d'épargne	82,744.31	30.93%	74,787.46	30.71%	69,966.79	31.67%	61,348.37	34.17%	55,250.78	35.07%
Dépôts à terme	65,356.02	24.43%	55,458.68	22.77%	51,849.51	23.47%	41,127.10	22.91%	26,450.41	16.79%
	267,532.62	100.00%	243,564.85	100.00%	220,915.76	100.00%	179,528.14	100.00%	157,549.11	100.00%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les dépôts en dollars américains se sont élevés à 2 344,33 millions contre 2 482,24 millions au 30 septembre 2017, soit une baisse de 5,56 % (-137,91 millions USD), en raison de la diminution des dépôts à vue en dollars EU (-175,09 millions EU ; -14,50 %).

La part des dépôts en devises converties dans les dépôts totaux s'est retrouvée à 61,32 % suite à une baisse de 2,57 points de pourcentage par rapport au 30 septembre 2017. Cette diminution du niveau de dollarisation des dépôts totaux s'explique essentiellement par la croissance plus marquée des dépôts en gourdes (+17,66 % ; +15 529,54 MG) comparativement aux dépôts en devises converties (+5,42 % ; +8 438,23 MG).

Tableau 24 . // Évolution des dépôts en dollars EU du système en MG au 30 septembre

CATÉGORIE	2018				2017				2016			
	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts	Dépôts
	Dollars EU	Dollars EU	Totaux	Dollars Convertis/	Dollars EU	Dollars EU	Totaux	Dollars Convertis/	Dollars EU	Dollars EU	Totaux	Dollars Convertis/
		convertis ^a		Dépôts totaux	convertis ^a			Dépôts totaux	convertis ^a			Dépôts totaux
Dépôts à vue	1,032.20	72,230.68	119,432.29	60.48%	1,207.29	75,684.80	113,318.71	66.79%	980.62	64,266.90	99,099.46	64.85%
Dépôts d'épargne	685.59	47,975.47	82,744.31	57.98%	679.99	42,628.49	74,787.46	57.00%	614.36	40,262.87	69,966.79	57.55%
Dépôts à terme	626.54	43,843.69	65,356.02	67.08%	594.96	37,298.32	55,458.68	67.25%	520.55	34,115.23	51,849.51	65.80%
	2,344.33	164,049.83	267,532.62	61.32%	2,482.24	155,611.61	243,564.85	63.89%	2,115.53	138,645.00	220,915.76	62.76%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

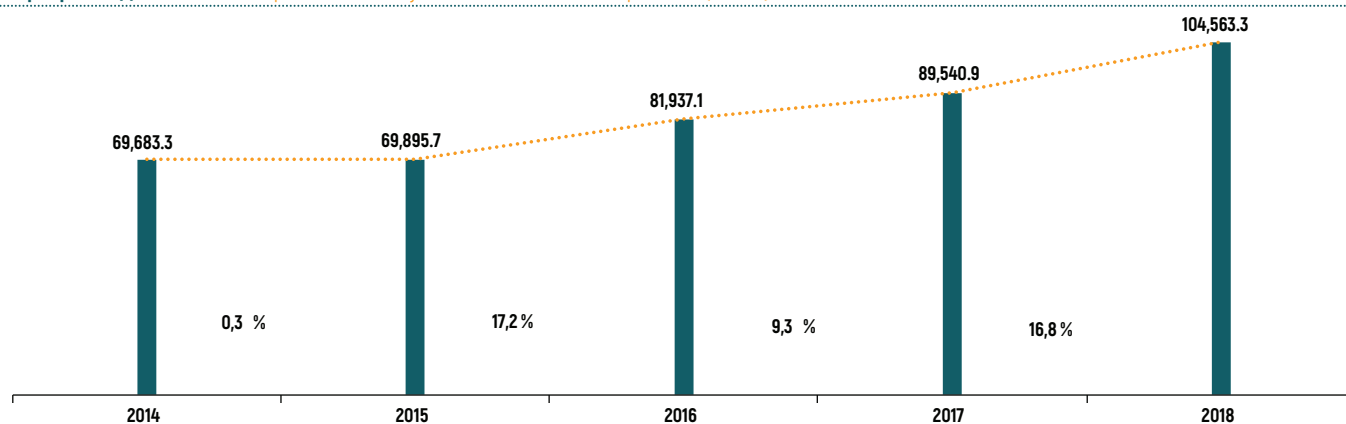
a) Taux de conversion : 69.9774 et 62.69 gourdes/SEU aux 30 septembre 2018 et 2017 respectivement.

VII.5.3- EMPLOIS DU SYSTÈME ET ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS

La part de l'actif productif dans l'actif total du secteur bancaire s'est fixée à 55,88 % au 30 septembre 2018, gardant la tendance baissière observée depuis 2017. Comme pour les exercices antérieurs, le portefeuille net a occupé la majeure partie de l'actif productif, soit 55,59 %. Par ailleurs, le taux de dollarisation du portefeuille net a continué à baisser en 2018 où il a atteint 46,77 % contre 48,82 % en 2017 et 49,02 % en 2016.

Le portefeuille brut de crédit bancaire a atteint 104 563,26 MG au 30 septembre 2018, dépassant ainsi la barre des 100 milliards de gourdes. Par conséquent, le ratio crédit sur dépôt s'est inscrit à 39,08 %, en hausse par rapport aux niveaux affichés au 30 septembre 2016 (37,09 %) et au 30 septembre 2017 (36,76 %). Toutefois, le ratio est resté très en dessous du pic de 44,23 % enregistré au 30 septembre 2014.

Graphique 35. // Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)



OPÉRATIONS SUR TITRES

BONS BRH

Hormis la croissance enregistrée en septembre 2016 (+110,69 %), les placements en bons BRH ont crû à un rythme modéré en 2017 (+7,64 %) et en 2018 (+14,84 %). Ainsi, au 30 septembre 2018, ils se sont élevés à 12,939 MG, soit 3,9 % de l'actif total du système bancaire.

AUTRES PLACEMENTS

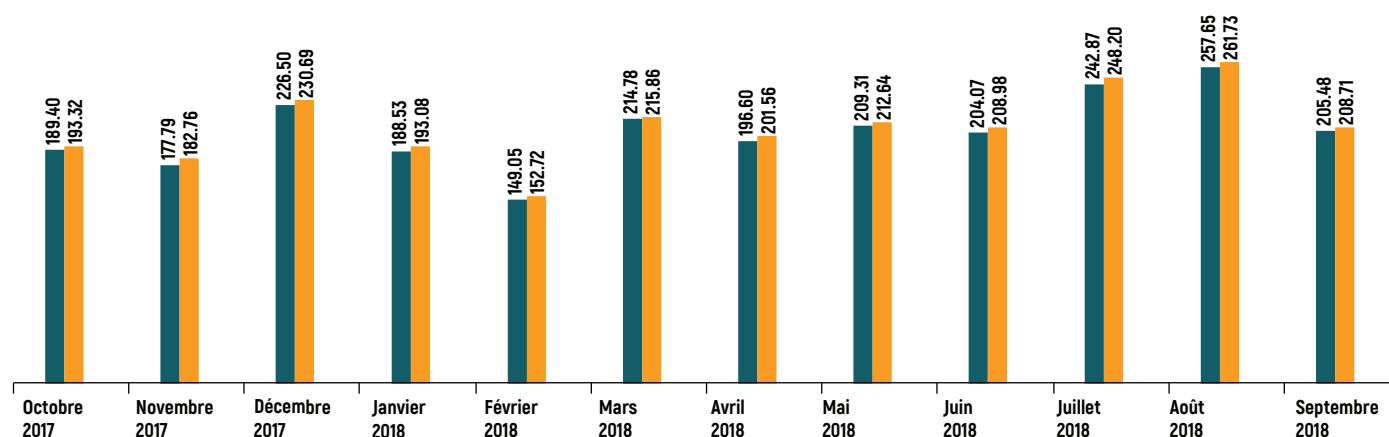
Les «Autres placements» ont affiché un taux de croissance négatif en 2018 (-4,5 %), après avoir affiché des taux de croissance positifs en 2015 (16,7 %), 2016 (32,0 %) et 2017 (8,3 %). Ce renversement de tendance est intervenu en dépit de la hausse de 2,71 milliards de gourdes (140,3 %) de l'encours des Bons du Trésor détenus par le secteur bancaire.

OPÉRATIONS DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2017-2018, les opérations de change du système bancaire ont nettement augmenté par rapport à celles de l'exercice précédent. Les achats de dollars ont crû de 12,37 % (291,28 millions de dollars ÉU) et les ventes de 13,67 % (+324,8 millions de dollars ÉU) pour totaliser respectivement 2 645,63 millions de dollars ÉU et 2 700,55 millions de dollars ÉU. Le pic d'opérations en devises a été atteint en août 2018, dernier mois des vacances estivales. Au cours de ce mois, les banques ont acheté 257,65 millions de dollars et vendu 208,71 millions.

La position nette de change du système en pourcentage des fonds propres comptables s'est élevée à 0,30 % au 30 septembre 2018 contre 0,39 % au 30 septembre 2017, soit un recul de 9 points de base. Ce ratio satisfait davantage la borne maximale de 0,50 % exigée par la lettre Circulaire No 81-5.

Graphique 36. // Volume des achats et des ventes de dollars ÉU (en millions de dollars ÉU)

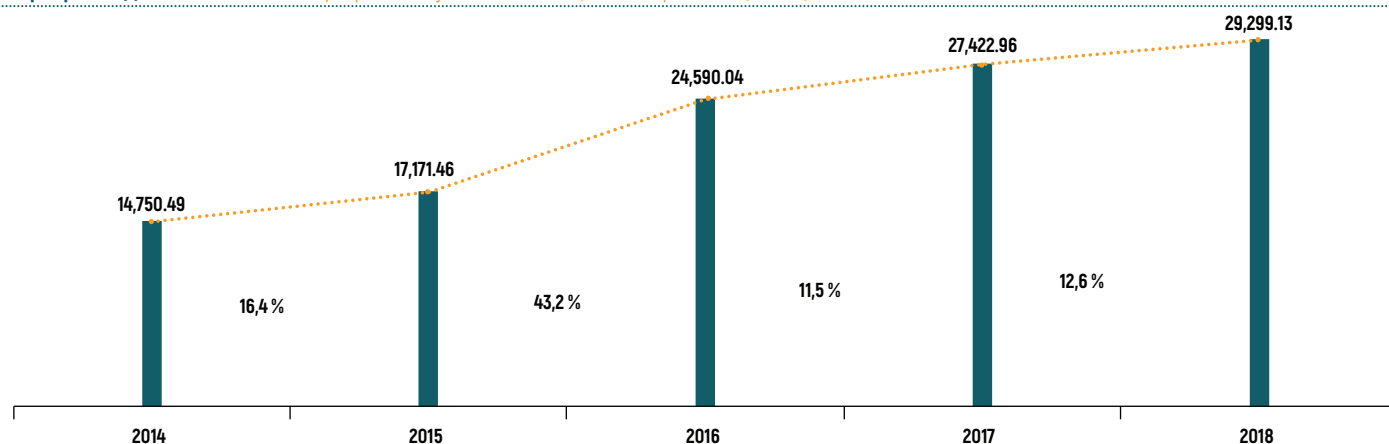


VII.5.4- STRUCTURE FINANCIÈRE ET QUALITÉ DE L'ACTIF ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

Le ralentissement du rythme de croissance des fonds propres comptables du système bancaire haïtien observé au cours de l'exercice précédent s'est poursuivi en 2018. Après avoir crû de 6,84 % (+1 876,17 MG) contre 11,52 % (+2 832,92 MG) au cours de l'exercice 2016-2017, les fonds propres se sont établis à 29 299,13 MG au 30 septembre 2018. Cette baisse de croissance de l'avoir des actionnaires s'est expliquée par la diminution des réserves pour pertes sur prêts (-24,4 % ; - 62,626,5 MG), la faible croissance du capital versé (+5,0 %, +618 312,34 MG) et la quasi stabilité des bénéfices non répartis (+0,19 %).

Le ratio « avoir des actionnaires/actif total » a perdu 13 points de base par rapport à la fin de l'exercice fiscal précédent pour se fixer à 8,90 % au 30 septembre 2018. Ceci a résulté de la croissance de l'actif (+8,35 %), un rythme plus soutenu que celle de l'avoir des actionnaires (+6,8 %).

Graphique 37. // Évolution des fonds propres du système bancaire, au 30 septembre (en MG)



En 2018, le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque s'établit à 23,29 % (contre 25,29 % en 2017), soit un repli de deux (2) points de pourcentage. D'une manière générale, le niveau des fonds propres réglementaires du système est conforme aux limites fixées (12 % au minimum) par la circulaire No 88 sur la suffisance des fonds propres réglementaires.

QUALITÉ DE L'ACTIF

Après avoir enregistré un ralentissement de 5,54 % en 2016-2017, le stock de crédits non performants du système a crû de 1,36 % pour se chiffrer à 2 663,20 MG au 30 septembre 2018. Parallèlement, le portefeuille de crédit est passé de 89 540,92 MG au 30 septembre 2017 à 104 563,26 MG au 30 septembre 2018, soit une hausse de 16,78 %. La croissance plus rapide du portefeuille des prêts bruts par rapport à celle des prêts improductifs a entraîné une diminution de 38 points de base du coefficient d'arréage du système qui s'est établi à 2,55 % au 30 septembre 2018.

Tableau 25 . // Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre (en millions de gourdes et en %)

	2018	Var.	2017	Var.	2016	Var.	2015	Var.	2014	Var.
Prêts improductifs bruts	2,663.20	1.36%	2,627.53	-5.54%	2,781.72	1.34%	2,744.92	31.46%	2,087.95	35.52%
Prêts bruts totaux	104,563.26	16.78%	89,540.92	9.28%	81,937.12	17.23%	69,895.70	0.30%	69,683.28	10.1%
Taux d'improductifs	2.55%		2.93%		3.39%		3.93%		3.00%	

Parallèlement, la tendance à la baisse du stock de provisions pour créances douteuses observée en 2017 (-2,88 %) s'est poursuivie en 2018. De 2 380,16 MG, les provisions se sont contractées (-1,69 %) pour s'établir à 2 340,04 MG en 2018. Le taux de couverture a ainsi diminué de 3,72 points de pourcentage passant de 90,59 % au 30 septembre 2017 à 87,87 % au 30 septembre 2018.

Tableau 26 . // Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG)

	2018	Var.	2017	Var.	2016	Var.	2015	Var.	2014	Var.
Provisions pour créances douteuses	2,340.04	-1.69%	2,380.16	-2.88%	2,450.74	10.30%	2,221.93	47.63%	1,505.03	35.32%
Prêts improductifs bruts	2,663.20	1.36%	2,627.53	-5.54%	2,781.72	1.34%	2,744.92	31.46%	2,087.95	35.52%
Taux de couverture	87.87%		90.59%		88.10%		80.95%		72.08%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Tableau 27 . // Respect des normes de suffisance de fonds propres au 30 septembre

	Fonds propres / actif à risque ^a	
	2018	2017
Limite réglementaire/1	Min: 12 %	
Ratio du système bancaire	23.29	25.29

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

/a: Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des hors bilan.

Parmi les trois catégories de prêts, les prêts commerciaux ont occupé toujours la plus grande part au niveau du portefeuille du système (78,94 % au 30 septembre 2018). En hausse de 23 points de base, le taux d'improductif des prêts commerciaux est fixé à 4,79 %. De son côté, le taux d'improductif de la catégorie des prêts au logement a enregistré le taux d'improductif le plus élevé en gagnant 4,70 points de pourcentage pour atteindre 9,65 %. Par ailleurs, celui des prêts à la consommation s'est inscrit à 4,79 % en septembre 2018, après un élargissement de 2,21 points de pourcentage.

Tableau 28 . // Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	4.79%	9.65%	4.78%
Poids dans le crédit bancaire total	10.17%	10.89%	78.94%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le ratio d'exposition des fonds propres du secteur bancaire au risque de crédit a connu une légère progression de 20 points de base par rapport à 2017 pour s'établir à 1,10 % en 2018, en raison de l'augmentation plus soutenue de l'encours des prêts improductifs nets (+30,64 %, +75,79 MG) que celle de l'avoir des actionnaires (+6,8 % ; +1 876,17 MG). D'une manière générale, il s'ensuit que le risque lié à la défaillance au niveau du crédit à court terme a été faible par rapport aux fonds propres comptables du système bancaire.

Tableau 29 . // Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)

	2018	2017	2016	2015	2014
Prêts improductifs bruts	2,663.20	2,627.53	2,781.72	2,744.92	2,087.95
moins : provisions pour créances douteuses	2,340.04	2,380.16	2,450.74	2,221.93	1,505.03
Prêts improductifs nets	323.16	247.37	330.98	522.99	582.91
Fonds Propres Comptables	29,299.13	27,422.96	24,590.04	17,171.46	14,750.49
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	1.10%	0.90%	1.35%	3.05%	3.95%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au niveau du secteur bancaire, le risque de crédit aux apparentés, mesuré par le ratio « prêts aux apparentés/fonds propres réglementaires » est en hausse de 3,99 points de pourcentage en glissement annuel, s'établissant à 19,44 % au 30 septembre 2018. Ce niveau s'est retrouvé toutefois très en deçà de la limite cumulative maximale de 200 % prescrite par la circulaire 83-4 régissant la concentration des risques de crédit.

Hormis la catégorie des succursales de la banque étrangère qui a une exposition nulle et celle des banques d'Etat (-1,44 point de pourcentage), les autres catégories de banques ont affiché une hausse de la concentration du crédit aux apparentés. La catégorie des banques privées est demeuré la plus exposée avec un taux de 24,27 %, en hausse de 6,54 points de pourcentage.

VII.5- RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

Le bénéfice net du système bancaire a évolué à la hausse de 2014 à 2017 avant de connaître une baisse sur l'exercice 2017-2018. Juste avant ce recul de 58 % (-7 264,64 MG), le bénéfice net du système a connu des augmentations spectaculaires sur les deux (2) exercices précédents (+123 % en 2016 et +56,5 % en 2017), en raison notamment de l'acquisition de la totalité de la compagnie pétrolière Dinasa par la Unibank en 2015-2016 et suite au gain exceptionnel réalisé lors de sa vente le 30 avril 2017. En excluant les profits générés par les opérations et la vente de la Dinasa en 2016 et 2017, le système bancaire aurait réalisé des résultats de l'ordre de 3 888,16 MG et 3 879,37 MG respectivement au lieu de 8 008,16 MG et 12 529,37 MG.

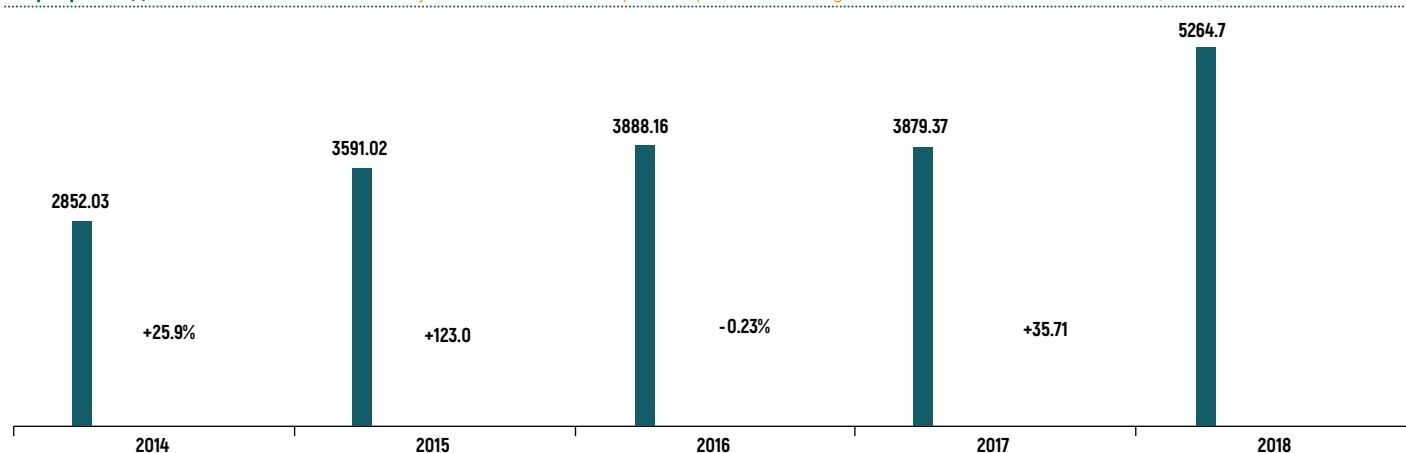
Tableau 30 . // Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre

	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banque d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Risques apparentés (MG)	118.86	5,314.91	89.96		5,523.73
Fonds propres réglementaires (MG)	5,446.31	21,902.56	539.65	531.64	28,420.16
Risques apparentés en % fonds propres réglementaires	2.18%	24.27%	16.67%	0.00%	19.44%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

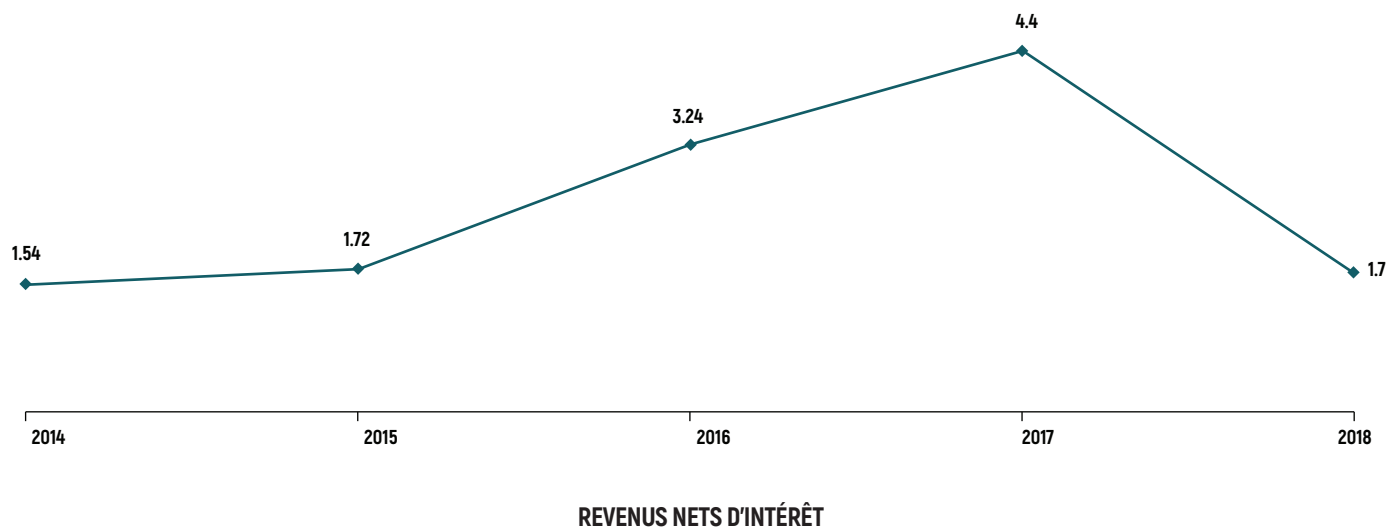
La cession de la Dinasa a provoqué une diminution de 23,7 % (-5 780,18 MG) du produit net bancaire (PNB) du système en 2018. Cette dernière, accompagnée d'un accroissement de la « Dotation à la provision pour créances douteuses » (+72,2 % ; +306,25 MG) et de la progression des dépenses d'exploitation (+9,3 % ; +1 039,02 MG), a entraîné la chute du résultat net sur la période.

Graphique 38 . // Évolution du bénéfice net du système en excluant les profits opérationnels et gains réalisés à la vente de la Dinasa (en MG)



Parallèlement, les rendements nets de l'actif (ROA) et de l'avoir des actionnaires (ROE) ont varié à la baisse pour s'établir respectivement à 1,7 % et 18,56 % contre 4,4 % et 48,18 % en 2017. En d'autres termes, l'évolution de l'actif (+8,35 %) et de l'avoir des actionnaires (+6,84 %) combinées à la baisse (-58 %) du résultat net du système a expliqué cette performance.

Graphique 39. // Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé au 30 septembre (en %)



Les revenus nets d'intérêt ont poursuivi leur tendance à la hausse, passant de 8 883,43 MG en 2016-2017 à 10 542,99 MG en 2017-2018, soit une croissance de 18,68 %. Hormis l'exercice 2015-2016 qui a connu une croissance modérée (4,46 %), ces derniers ont enregistré une hausse d'environ 20 % sur les exercices de 2014 à 2018, en témoigne la croissance moyenne de 23,23 % sur la période.

Par ailleurs, les revenus d'intérêt sur prêts ont connu une forte croissance mais non soutenue en 2015 (+30,6 %) et en 2016 (+31,4 %). En effet, ils ont décéléré en 2017 (+5,2 %) pour reprendre une progression de 10,2 % (+976,04 MG) au cours de l'exercice sous-revue. Pour les revenus d'intérêt sur prêts, le rythme de croissance moyen des cinq (5) derniers exercices a été de 19,35 %.

Suivant cette même tendance, la moyenne des « revenus nets d'intérêts en pourcentage des revenus d'intérêt » a été de 86,75 % sur l'exercice 2015-2016 comparée à 75,85 % sur 2017-2018, soutenue par la capacité des établissements bancaires à minimiser les dépenses d'intérêt. En effet, ces dernières ont crû seulement de 11,1 % en 2016-2017 après avoir plus que doublé en 2015-2016. Pour l'exercice en cours, les banques ont même réussi à inverser la tendance en payant 6,5 % (-202,03 MG) de frais en moins sur les dépôts captés.

Tableau 31. // Revenus nets d'intérêt pour les cinq derniers exercices fiscaux (en millions de gourdes)

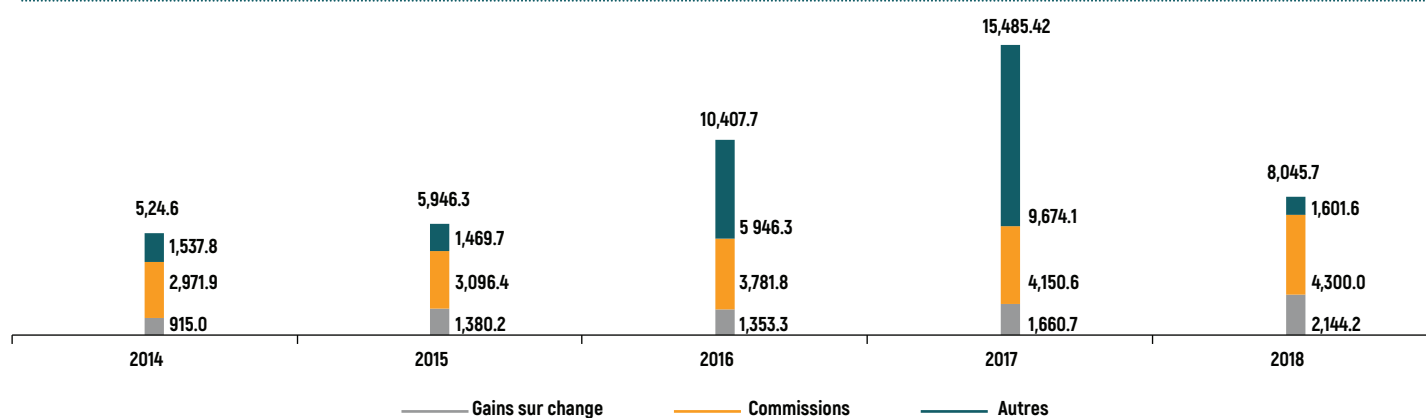
	2018	2017	2016	2015	2014
Revenus d'intérêt	10,525.30	9,549.26	9,074.02	6,906.07	5,289.54
Prêts	1,539.60	1,118.49	1,168.53	553.53	154.53
Intérêts sur bons BRH	1,393.00	1,332.62	1,068.80	835.35	624.47
Autres	13,457.90	12,000.37	11,311.35	8,294.95	6,068.54
Dépenses d'intérêt	2914.91	3,116.94	2,806.72	1,290.60	663.79
Revenus nets d'intérêt	10,542.99	8,883.43	8,504.63	7,004.35	5,404.75
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	78.34%	74.03%	75.19%	84.44%	89.06%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

AUTRES REVENUS

La part des « Autres revenus » dans la structure du produit net bancaire a été de 43,3 % au cours de l'exercice 2017-2018 alors qu'elle représentait respectivement 50,09 %, 45,9 % et 55 % en 2014, 2015 et 2016. Le recul des « Autres revenus » est soutenu par la cession des activités de Dinasa détenues auparavant par la Unibank.

Graphique 40. // Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Le Produit net bancaire (PNB) réalisé par les établissements bancaires sur l'ensemble de leurs activités a diminué de 23,7 % (-5 780,18 MG) par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 18 588,67 MG. Ceci résultait de la baisse de 83,4 % du poste « Autres » des « Autres revenus » étant donné que, par le passé, les activités de la compagnie pétrolière Dinasa contribuaient dans la formation du PNB.

La dotation à la provision pour créances douteuses, au cours de l'exercice, a enregistré une hausse de 75,2 % par rapport à l'exercice antérieur alors que le portefeuille de crédits improductifs n'a crû que de 1,36 %. L'augmentation de la dotation à la provision pour créances douteuses a contribué à la diminution de 25,4 % du « Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu » (17,875 MG contre 23,961,42 MG pour l'exercice fiscal 2016-2017).

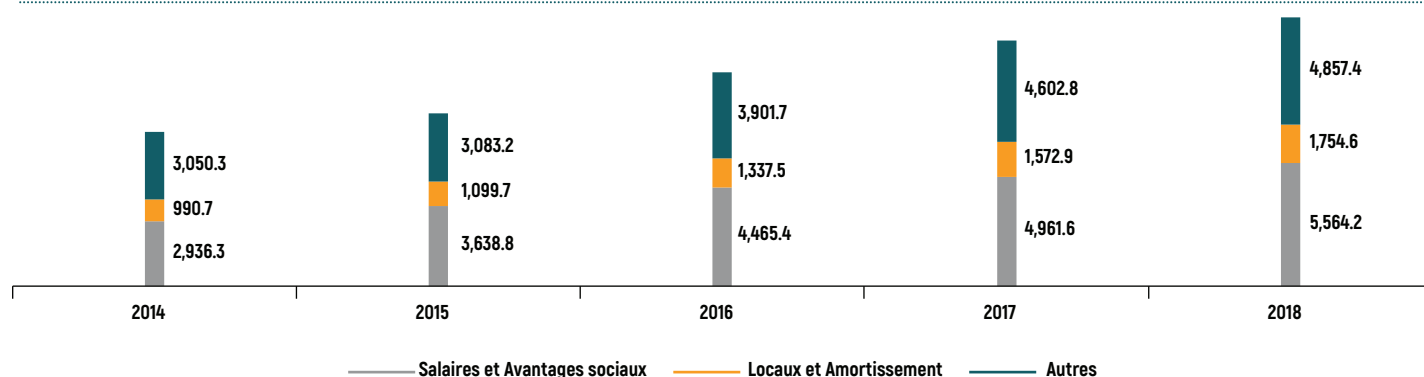
Tableau 32. // Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2018		2017		2016		2015	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	10,542.94	56.72%	8,883.42	36.45%	8,504.63	44.97%	7,004.35	54.09%
Autres revenus	8,045.73	43.28%	15,485.43	63.55%	10,407.74	55.03%	5,946.28	45.91%
Produit net bancaire	18,588.67	100.00%	24,368.85	100.00%	18,912.37	100.00%	12,950.63	100.00%
Dotation à la Provision pour créances douteuses	713.68		407.43		510.41		888.22	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	17,874.99		23,961.42		18,401.96		12,062.41	

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les Dépenses d'exploitation du système bancaire se sont élevées à 12 176,2 MG au cours de l'exercice 2017-2018, contre 11 137,27 MG en 2016-2017, soit une hausse de 9,3 %. Tous les postes au niveau des « Dépenses d'exploitation » ont contribué à cette expansion. Par ailleurs, les « salaires et avantages sociaux » et les « Autres dépenses d'exploitation » ont représenté respectivement 45,70 % et 39,89 % du total des charges d'exploitation. L'augmentation des « salaires et avantages sociaux » s'est expliquée, entre autres, par le fait que l'effectif du personnel a augmenté par rapport à septembre 2017 (+1,1 % ; + 52 employés).

Graphique 41. // Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



Le coefficient d'exploitation du système, à savoir le ratio « Dépenses d'exploitation en pourcentage du Produit net bancaire » s'est élargi de 19,8 points de pourcentage pour atteindre 65,5 % en 2017-2018 après avoir baissé de 5,61 points de pourcentage en 2016-2017. Ceci a résulté de la baisse du produit net bancaire qui ne prend plus en compte les profits générés par les opérations de Dinasa.

Le ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêt est resté à un niveau confortable au cours de l'exercice 2017-2018 (110,53 %). Depuis les quatre (4) années fiscales précédentes, les établissements bancaires ont généré, en moyenne, des revenus d'intérêt supérieurs aux dépenses d'exploitation, mitigeant ainsi tout risque de liquidité pour le système.

Tableau 33. // Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2018	2017	2016	2015	2014	2013
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation/produit net bancaire)	65.50%	45.70%	51.31%	60.40%	64.43%	65.06%
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêts	110.53%	107.75%	116.56%	106.05%	86.98%	83.84%

TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

Le taux de rémunération moyenne des dépôts a continué à diminuer pour s'établir à 1,14 % en 2018 contre 1,34 % en 2017, soit un repli de 20 points de base. La baisse des dépenses d'intérêt face à l'accroissement des dépôts a expliqué ce recul du ratio.

Tableau 34. // Rémunération moyenne des dépôts (en MD. EU et en %)

	Dépôts Moyens ^a	Dépenses d'intérêt	Rémunération moyenne des dépôts	Variation (point)
2014	77,943.43	663.79	0.85%	-
2015	92,088.34	1,290.60	1.40%	0.55%
2016	112,145.88	2806.72	2.50%	1.10%
2017	176,031.23	3116.94	1.34%	-1.16%
2018	255,764.24	2914.91	1.14%	-0.20%

Parallèlement, le rendement moyen des prêts est passé de 11,1 % en 2017 à 10,8 % en 2018, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage. Au cours de l'exercice précédent, ce ratio avait également reculé de 0,9 point de pourcentage. Somme toute, cette tendance baissière, mais non prononcée, est observée depuis 2016, malgré les augmentations continues des revenus d'intérêt sur prêts.

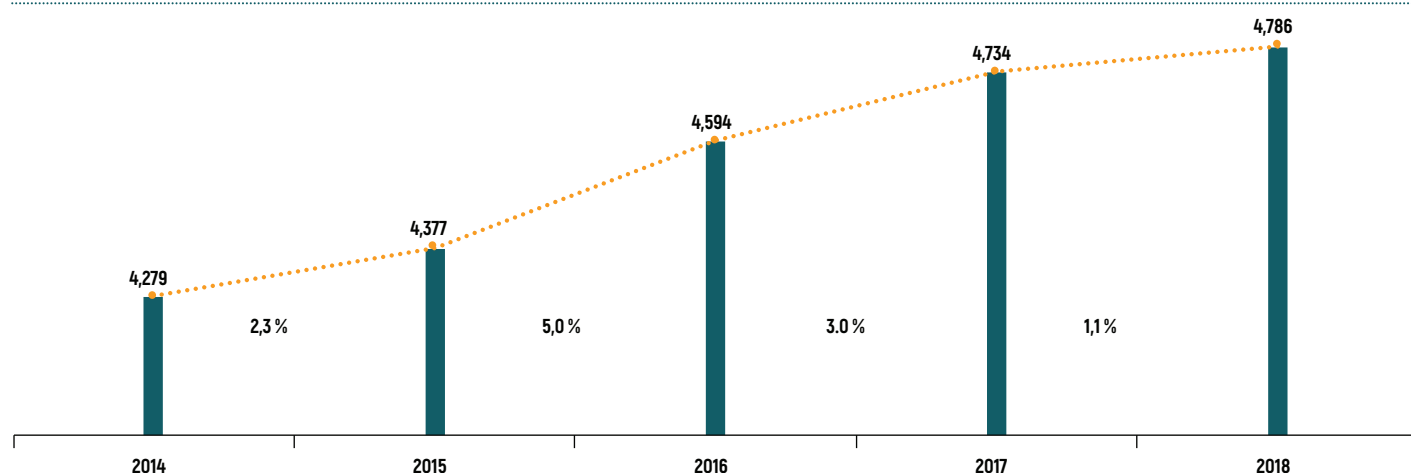
Tableau 35. // Rendement moyen des prêts (en MG et en %)

	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts	Variation (point)
2013	58,190.26	4,489.01	7.7%	-0.49
2014	66,480.75	5,289.54	8.0%	0.33
2015	69,789.49	6,906.07	9.9%	1.93
2016	75,916.41	9,074.02	12.0%	2.13
2017	85,726.09	9,549.28	11.1%	-0.83
2018	104,563.26	9,253.41	10.8%	-0.33

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

Le système bancaire compte 4 786 employés au 30 septembre 2018 contre 4 734 au 30 septembre 2017, soit une hausse de 1,1 % (+52 employés). Les deux (2) principales banques à capitaux privés haïtiens, la Sogebank et la Unibank, emploient 56,71 % de l'effectif total de l'industrie bancaire. Au cours de cet exercice, elles ont diminué leur personnel respectivement de 2,19 % (32 employés) et de 1,83 % (24 employés). De son côté, la BNC a également réduit son effectif de 3,55 % (29 employés) alors que la Capital Bank a augmenté le sien de 16,39 % (109 employés).

Graphique 42. // Évolution du nombre d'employés du système bancaire



Sur la période 2014-2018, le nombre d'employés du système bancaire a continué à croître, accusant une progression de 11,85 % (507 employés). Par ailleurs, comparativement à l'an dernier, les ratios de productivité par employé du côté du bilan ont évolué à la hausse, étant donné la progression plus marquée de ces comptes de bilan que le nombre d'employés. Par contre, du côté de l'état des résultats, ces ratios de productivité ont reculé en 2018 en raison de l'affaiblissement des résultats.

Tableau 36. // Productivité par employé au 30 septembre (en millions de gourdes et en pourcentage)

	2018	var. en %	2017	var. en %	2016	var. en %	2015	var. en %
Actif/employé ¹	68,756.00	7.2%	64,157.75	8.6%	59,067.39	16.0%	50,920.65	12.02%
Prêts bruts/employé	21,847.70	15.5%	18,908.97	6.0%	17,835.68	11.7%	15,968.86	-1.94%
Dépôts/employé	55,899.00	8.7%	51,450.12	7.0%	48,087.89	17.2%	41,016.25	11.40%
PNB/employé	3,883.97	-24.6%	5,147.62	25.0%	4,116.75	39.1%	2,958.79	16.91%
Bénéfice net/employé	1,100.00	-58.40%	2,646.67	51.83%	1,743.18	112.47%	820.43	23.09%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

1) Nombre d'employés au 30 septembre uniquement.

VII.6- ACTIVITÉ DE SURVEILLANCE

VII.6.1- SURVEILLANCE DES BANQUES

La BRH a poursuivi ses activités de surveillance au sein du système bancaire et des institutions financières, au cours de l'exercice 2018, conformément aux deux modes de contrôle en vigueur : inspection sur place (surveillance des banques et surveillance des activités de transfert et de change) et surveillance sur pièces. Des inspections générales (sur place) ont été conduites au niveau de la Sogebank, de la SOFHIDES, du FDI et de la Unibank.

VII.6.2- AUTRES

DEMANDES D'AGRÈMENT

Au cours de l'exercice 2017-2018, la BRH a accepté les demandes formulées par la Banque de l'Union Haïtienne (BUH) en vue d'ouvrir quatre nouvelles succursales localisées à Frères, Delmas 35, Delmas 64 et Gressier. Des demandes d'agrément pour l'ouverture de maisons de transfert et d'agences de change sont à l'étude.

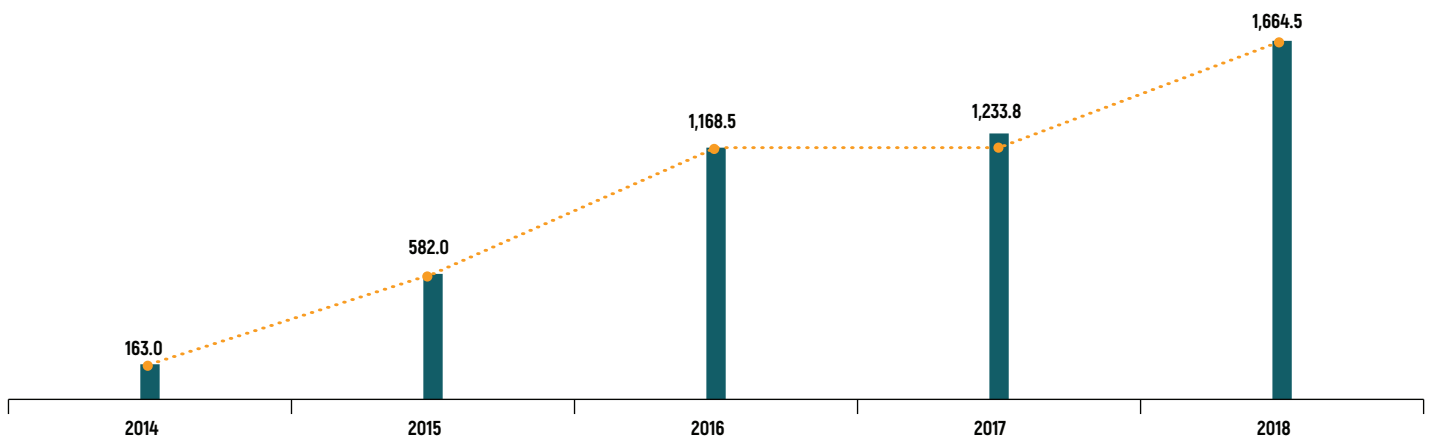
PÉNALISATION

Au cours de l'exercice 2017-2018, les pénalités pour le non-respect par les banques de la réglementation en vigueur ont totalisé 65 132, 32 MG. Ces pénalités font référence à l'insuffisance de réserves (43 320, 82 MG), à la position nette de change (5,68 MG) et aux retards enregistrés dans la soumission des rapports à la BRH (16,14 MG).

INTÉRÊTS PAYÉS⁷

Le rythme de croissance des intérêts payés sur les bons BRH a fortement augmenté en 2018 (+34,91 %) par rapport à l'an dernier (+5,58 %). De 1 233,81 MG au 30 septembre 2017, ils sont passés à 1 664,49 MG au 30 septembre 2018. La croissance observée au niveau des encours des bons BRH explique cette évolution des revenus versés sur les titres pré-cités, étant donné que les taux d'intérêt nominaux y afférents n'ont pas varié tout au cours de l'exercice (6 %, 8 % et 12 % pour les Bons de 7, 28 et 91 jours respectivement). De leur côté, les intérêts payés sur les obligations BRH se sont élevés, pour l'exercice sous-étude, à 215,79 MG contre 37,81 MG en 2017.

Graphique 43. // Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)



⁷Un écart comptable peut exister entre le montant des intérêts sur Bons BRH calculés à la BRH et celui reporté par les banques dans leurs états financiers

VII.7- FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2017-2018

• Depuis octobre 2017, la Banque de la République d'Haïti a reçu l'assistance technique d'un expert itinérant, M. Patrick Le Clerc, commandité par le Département des Marchés Monétaires et de Capitaux (MCM) du Fonds Monétaire International (FMI) dans le but d'établir les conditions préalables à la mise en place d'une supervision basée sur les risques. Au terme de ses six missions en Haïti, l'expert du Fonds a pu travailler au renforcement du contrôle sur pièces, à la révision du corpus réglementaire et d'autres aspects opérationnels incluant l'élargissement du périmètre de supervision aux autres institutions financières non bancaires, l'adaptation du système d'information et le peaufinage de la supervision consolidée.

Cette assistance technique a été complétée par deux autres missions sur des sujets spécifiques :

La mission autour du processus d'élaboration et du format des rapports d'inspection réalisés par M. Alain VEDRENNE-LACOMBE sous l'égide du Caribbean Regional Technical Assistance Center (CARTAC) ;

La mission autour de l'élaboration du Plan Comptable Bancaire (PCB) menée par M. Eric ROSPARS sous l'égide du MCM. Ce nouveau plan comptable qui s'inscrit dans le cadre du processus de modernisation de la supervision bancaire amorcée par la BRH, s'appuie sur les normes IFRS et en particulier la norme IFRS 9. Au cours de sa mission, l'expert a présenté les grandes lignes du PCB aux différents acteurs bancaires et discuté autour d'un calendrier de mise en œuvre.

• La circulaire No101-3 définissant les modalités de facturation des opérations effectuées à partir des cartes de paiement est rentrée en vigueur au cours de l'exercice 2017-2018. Ladite circulaire exige que les opérations effectuées tant en Haïti qu'à l'étranger par carte émise dans le pays soient facturées exclusivement en gourdes.

• En vue de soutenir son programme incitatif au secteur agricole, la BRH a émis en septembre 2018 la circulaire No 113 applicable non seulement aux banques, mais aussi aux sociétés financières de développement, aux sociétés de crédit-bail et aux coopératives d'épargne et de crédit. Cette circulaire définit un mécanisme de facilitation du crédit agricole devant inciter les institutions financières à accorder des prêts à des taux préférentiels aux acteurs de toute la chaîne de valeur du secteur agricole.

• Au cours de l'exercice 2017-2018, différents cadres de la Direction de la Supervision ont participé à diverses commissions œuvrant au renforcement du système bancaire et financier :

★ Commission pour le remaniement des circulaires dans le cadre du grand chantier de modernisation de l'approche de supervision;

★ Commission sur le renforcement des capacités financière et technique du Fonds de Développement Industriel (FDI);

★ Équipe Technique de Suivi (ETS) des programmes incitatifs mis en œuvre par la BRH;

★ Commission de développement d'un marché financier en Haïti.

VIII- COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT EN 2018 : VUE D'ENSEMBLE

VIII.1 - ÉVOLUTION DU SECTEUR EN 2018

Pour l'exercice 2017-2018, l'analyse de l'évolution du secteur des coopératives d'épargne et de crédit au regard des indicateurs financiers a fait ressortir des résultats satisfaisants en dépit de l'instabilité politique et économique constaté dans le pays. En effet, l'actif total a atteint 12,1 milliards de gourdes au 30 septembre 2018, soit une croissance de 22,72 % (+2,24 milliards de gourdes). Suite à un ralentissement du taux de croissance de l'actif de 4,04 points de pourcentage en 2017 (26,19 % en 2016 contre 22,15 % en 2017), une légère accélération de 0,57 point de pourcentage a été enregistrée en 2018 avec un taux de croissance de 22,72 %.

Le niveau de financement de l'actif par les dépôts a crû de 2,42 points de pourcentage passant de 69,39 % en 2017 à 71,81 % en 2018. Le niveau de financement de l'actif par les fonds propres est passé de 23,90 % au 30 septembre 2017 à 22,87 % au 30 septembre 2018, soit une baisse de 1,03 point de pourcentage.

Une légère baisse au niveau de l'activité d'intermédiation des coopératives d'épargne et de crédit a été observée, soit une diminution de 1,3 point de pourcentage du ratio prêts/dépôts (80,77 % en 2018 contre 82,08 % en 2017). Le volume de prêts bruts octroyés a progressé de 24,98 %, passant de 5,61 milliards de gourdes au 30 septembre 2017 à 7,01 milliards de gourdes au 30 septembre 2018 (+1,40 milliards de gourdes). Parallèlement, la croissance en volume des dépôts captés a connu une nette amélioration (+27,01 %; +1,85 milliards de gourdes en 2018 contre +25,83 %; +1,40 milliards de gourdes en 2017).

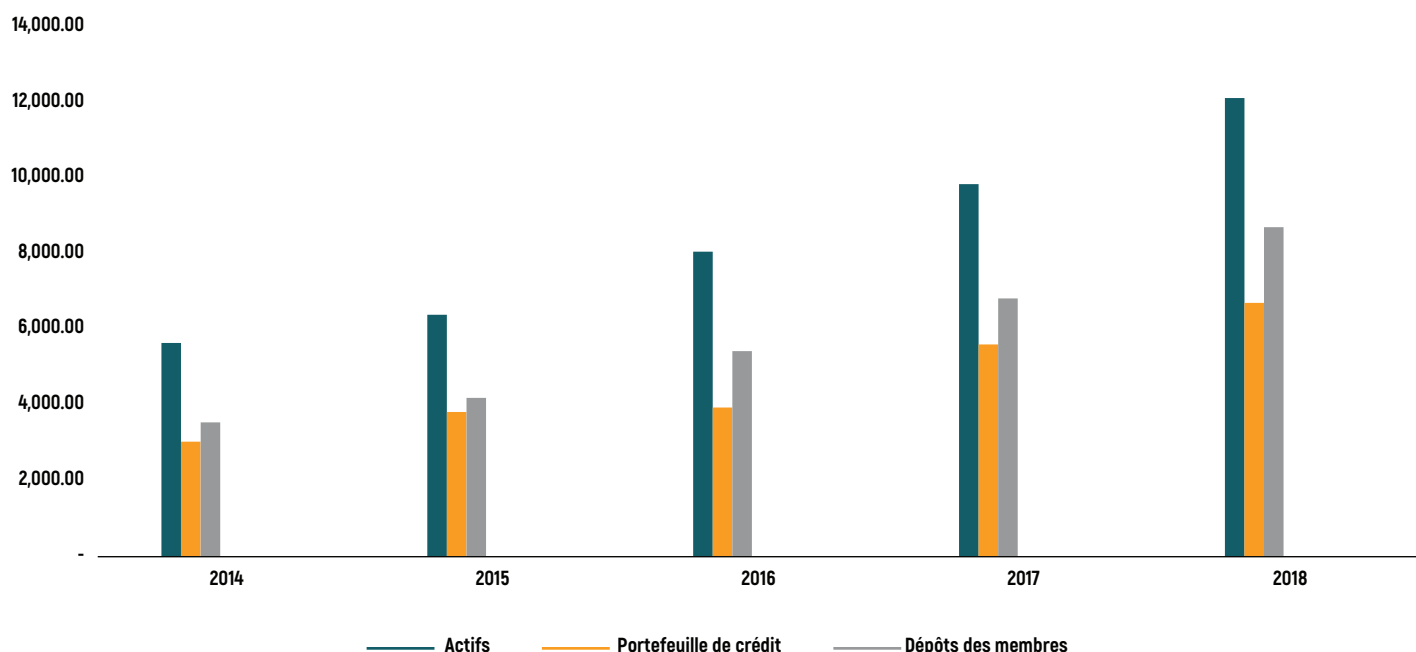
Pour la période terminée le 30 septembre 2018, le secteur a pu générer des revenus d'intérêt sur les prêts de l'ordre de 1,55 milliards de gourdes, soit une hausse de 24,94 % en glissement annuel. La progression parallèle des «Autres revenus» (+6,89 %; +22,61 MG) a permis aux CEC d'atteindre des trop-perçus de l'ordre de 621,20 millions de gourdes soit une augmentation de 184,45 MG (+42 %) malgré la hausse des charges d'exploitation (+18,8 %).

Le rendement de l'actif (ROA) a crû de 1,29 point de pourcentage pour se fixer à 6,16 % en 2018. Le rendement de l'avoir (ROE) a affiché aussi une évolution positive pour atteindre 22,47 % au 30 septembre 2018, soit une progression de 3,92 points de pourcentage par rapport au 30 septembre 2017.

Tableau 37. // Indicateurs financiers clés pour le secteur des coopératives (en millions de gourdes)

	2018	2017	2016	2015	2014
(en millions de gourdes)					
BILAN					
Actif	12,125.46	9851.21	8064.88	6390.82	5653.31
Prêts nets	6719.69	5359.75	3937.47	3937.47	3044.65
Dépôts	8717.1	6835.64	5432.28	4141.97	3552.94
Avoir des membres	2767.2	2354.61	1978.23	1584.55	1333.89
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	1554.1	1243.83	1181.64	780.17	692.19
Autres revenus	350.6	327.98	246.56	195.61	148.09
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	151.3	201.10	239.60	132.72	144.41
Frais d'exploitation	1121.2	943.55	832.28	569.85	515.57
Bénéfice net (perte nette)	621.2	436.75	429.26	261.86	233.12
STRUCTURE FINANCIÈRE					
Avoir des membres en pourcentage de l'actif	22.87%	23.90%	24.53%	24.79%	23.59%
Dépôts en pourcentage de l'actif	71.81%	69.39%	67.36%	64.81%	62.85%
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	6.16%	4.88%	5.94%	4.35%	4.33%
Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE)	24.47%	18.55%	21.70%	16.53%	17.48%

Graphique 44. // Evolution de l'actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit



VIII.2 STRUCTURE DU SECTEUR:

ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET POIDS DES PRINCIPAUX CEC

Au 30 septembre 2018, environ soixante dix-huit (78) Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) composent le paysage de la microfinance mutualiste haïtienne. Elles sont réparties selon leur département d'opération : dix-huit (18) fonctionnent dans l'Ouest, dix (10) dans l'Artibonite, huit (8) dans le Sud, dix (10) dans le Sud-Est, quatre (4) opèrent dans le Nord, quatre (4) au Nord-Est, huit (8) au Nord-Ouest, sept (7) dans le département du Centre, trois (3) au niveau de la Grand-Anse et six (6) dans le département des Nippes.

Tableau 38. // Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) fonctionnant en Haïti au 30 septembre 2018

OUEST	KOTELAM, KPK, KEPOMEK, MAMEV, CPSA, COSODEV, MOCECF, CLEF, UCEC, KPDA, CAPODOS, CCPC, MUCI-CEC, KOFAS, ASSECIGG, CODEGCO, KOSOL, KEKDEF.
ARTIBONITE	SOCOLAVIM, KPEGM, CAPOSOV, COPECPR, CAPOSOSMA, CAPOR, KPD, CPBS, CPECE, CECREDA.
SUD	CAPOSAC, CAPUC, CAPOSUD, CPC (Cayes), CPCS, CPRSM, MUCEC, CAPECC.
SUD-EST	CPE, CPRCM, SUCCES, CPAC, CREPES, CODEB, CAPPEV, COPESE, COSEFT, CAPUVA.
NORD	CPF, KPLKM, CPUP, CAPOSOL.
NORD-EST	KPTAT, CPD, CPAM, KPSEK.
NORD-OUEST	KOPLES, CAPOMAR, SOCEM, SOCOREDNO, SOCAM, COOPECS, CECM, CAPS.
CENTRE	COPECLAS, COOPDES, CODECREM, ASOKOP, SPC, MUSODES, SPLB.
GRAND-ANSE	CAPAJ, CPDAM, CPC (Anse d'Hainault).
NIPPES	COTEM, CAPOSJ, KPLAN, CECANIPPES, CAPODEB, CODEF.

Source: Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaires / BRH

ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Au cours de l'exercice 2017-2018, l'activité de la microfinance coopérative a été particulièrement dominée par les vingt plus grandes Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) du pays. Cependant, leur part de marché a légèrement diminué sur tous les segments de marché au 30 septembre 2018. En effet, le poids relatif de leurs actifs s'est établi à 64 %, soit une baisse de 1,12 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Les dépôts en termes d'épargne collectée par ces vingt (20) CEC ont représenté 63,17 % de celui du secteur, marquant ainsi un repli de 1,33 point de pourcentage par rapport à l'année dernière. La part relative de leur portefeuille de crédit est passé de 67,07 % au 30 septembre 2017 à 66,95 % au 30 septembre 2018.

Tableau 39. // Poids des 20 plus grandes Coopératives d'Épargne et de Crédit du secteur sur les deux derniers exercices (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux
2018	64.00%	66.95%	63.17%
2017	65.11%	68.07%	64.50%
Variation 2018/2017	-1.11%	-1.12%	-1.33%

Les vingt (20) plus grandes CEC sont réparties à travers tous les départements du pays à l'exception des Nippes et dont six (6) au département de l'Ouest, quatre (4) au département de l'Artibonite, trois (3) au département du Sud-Est, deux (2) au Centre, et une seule au niveau de chacun de ces départements : Sud, Nord, Nord-Est, Nord-Ouest et Grand-Anse. La plus grande caisse populaire (SOCOLAVIM) se trouve à Saint-Marc dans le département de l'Artibonite dont l'actif représente au 30 septembre 2018, 9,73 % de celui du secteur ; elle a été la première caisse à atteindre un milliard de gourdes en terme d'actif depuis avril 2018. Elle est suivie de la CAPOSAC de Camp-Perrin (Sud) avec un poids de 7,72 %. La troisième plus grande CEC est la KOTELAM qui se trouve à Port-au Prince dans le département de l'Ouest et compte pour 7,62 % de l'actif total du secteur.

Tableau 40. // LES 20 PLUS GRANDES CEC DU SECTEUR AU 30 SEPTEMBRE 2018

	CEC	Département	Localité	Actif
1	SOCOLAVIM	Artibonite	Saint-Marc	1,176,668,505
2	CAPOSAC	Sud	Camp	933,091,938
3	KOTELAM	Ouest	Port-au-Prince	920,860,776
4	CPF	Nord	Cap-Haïtien	859,671,576
5	KPEGM	Artibonite	Gros-Morne	709,818,575
6	CAPOSOV	Artibonite	Verrettes	486,410,431
7	CPE	Sud-Est	Jacmel	461,262,146
8	COPECLAS	Centre	Lascahobas	459,178,531
9	SUCCES	Sud-Est	Jacmel	327,282,631
10	CPRCM	Sud-Est	Marigot	318,760,468
11	KPK	Ouest	Cabaret	264,632,302
12	KEPOMEK	Ouest	Léogane	256,834,862
13	CPSA	Ouest	Port-au-Prince	250,421,292
14	KOPLES	Nord-OUEST	Port-de-Paix	246,465,359
15	COSODEV	Ouest	Port-au-Prince	224,242,716
16	CAPAJ	Grand-Anse	Jérémie	224,102,452
17	COPECPRA	Artibonite	Pte Rivière de l'Art.	205,647,302
18	COOPDES	Centre		202,168,964
19	KPTAT	Nord-Est	Terrier-Rouge	201,964,147
20	MAMEV	Ouest	Gressier	184,157,101

POIDS DES DIFFÉRENTS DÉPARTEMENTS⁸ DU PAYS DANS LE SECTEUR DES CEC

Au 30 septembre 2018, le département de l'Artibonite s'est présenté comme le leader du secteur des CEC en Haïti. En effet, il détenait 25,29 % de l'actif total des CEC du pays. La coopérative qui a engrangé la plus grande part de marché au niveau de ce département a été la SOCOLAVIM avec 38,48 % de l'actif.

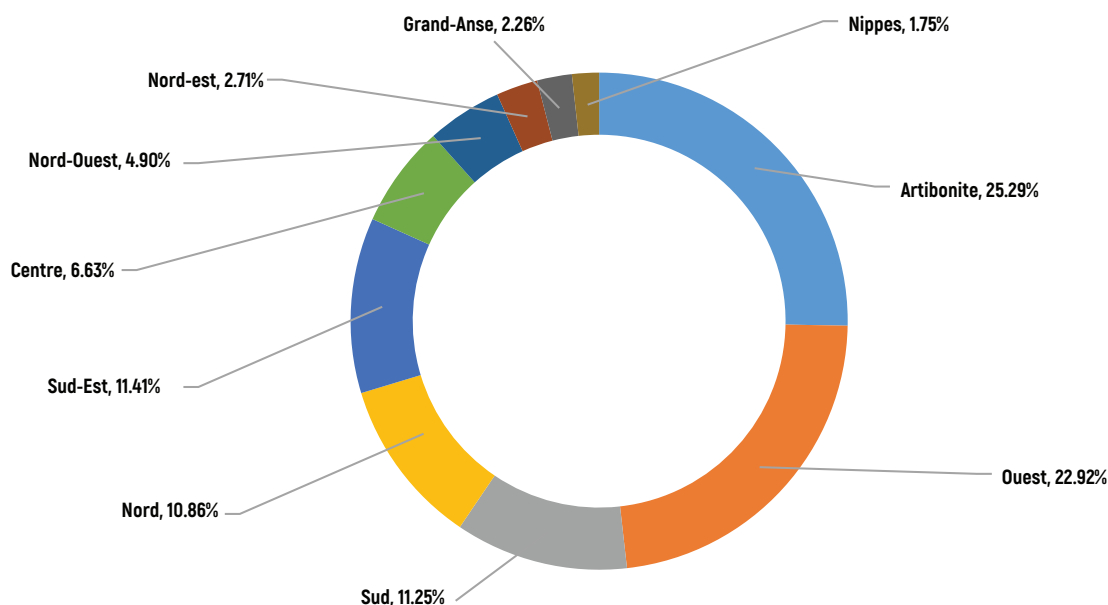
Le département de l'Ouest s'est situé en deuxième position, il a occupé une part de 22,92 % de l'actif total, soit un écart de 2,37 points de pourcentage par rapport à l'Artibonite. La plus grande CEC de l'Ouest en termes d'actif a été la KOTELAM avec 33,23 % de l'actif.

Le département du Sud a détenu 11,88 % de l'actif total et s'est trouvé en troisième position. La CAPOSAC a été la plus grande caisse de ce département avec un poids de 68,57 % de l'actif total.

Les départements de la Grand-Anse et des Nippes se sont partagés les dernières places avec un pourcentage respectif de 2,29 % et 1,67 % de l'actif total du secteur.

⁸Il est important de rappeler que la loi du 26 juin 2002 sur les coopératives d'épargne et de crédit n'autorise les CEC à fonctionner que dans un département défini par les statuts de l'institution financière.

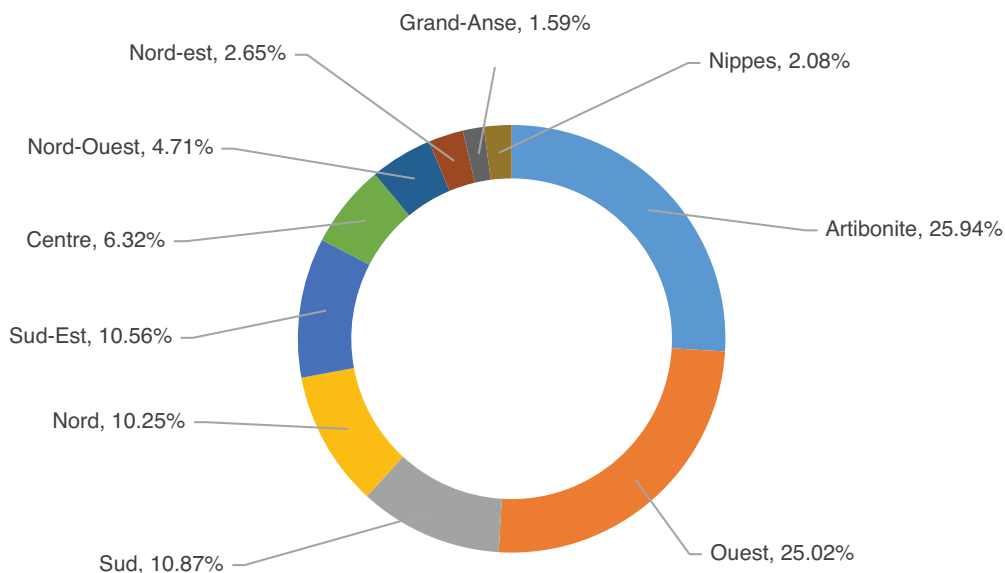
Graphique 45. // Répartition de l'Actif du secteur par département



En ce qui a trait à la collecte des dépôts, le département de l'Artibonite garde la première place avec 25,94 % du total des dépôts captés par l'ensemble des CEC. La SOCOLAVIM a détenu 40,64 % des dépôts de ce département. L'Ouest s'est positionné en deuxième place avec 25,02 % des dépôts totaux du secteur. La KOTELAM à elle seule a capté 33,78 % des dépôts au niveau du département de l'Ouest.

Le département du Sud a occupé la troisième place avec 10,87 % alors que les Nippes et la Grand-Anse ne représentaient respectivement que 2,08 % et 1,59 % des dépôts captés par le secteur.

Graphique 46. // Ratio de l'Epargne collecté par département



Pour l'exercice 2017-2018, le département de l'Ouest a été celui dont le total du portefeuille de crédit a été le plus élevé avec un ratio de 23,85 %. La KOTELAM a été la coopérative qui a détenu le portefeuille de prêts le plus important dans ce département avec 34 % des crédits en cours au niveau de ce département. Suivent les départements de l'Artibonite (2ème place), du Sud-Est (3ème place) et du Nord avec respectivement 23,43 %, 13,07 % et 11,34 % des crédits octroyés par le secteur. Cependant, les trois départements au sein desquels le niveau de crédit décaissé a été moins élevé comparativement au reste du secteur sont le Nord-Est, la Grand-Anse et les Nippes avec respectivement une part de 2,76 %, 1,94 % et 1,44 % du crédit total octroyé.

La Caisse Populaire Fraternité (CPF) est la CEC qui a décaissé le plus de prêts pour l'exercice 2017-2018. Son portefeuille de prêts a représenté 75,23 % de celui du département du Nord et 8,53 % des crédits totaux dans le secteur.

Graphique 47. // Ratio du crédit total décaissé par département

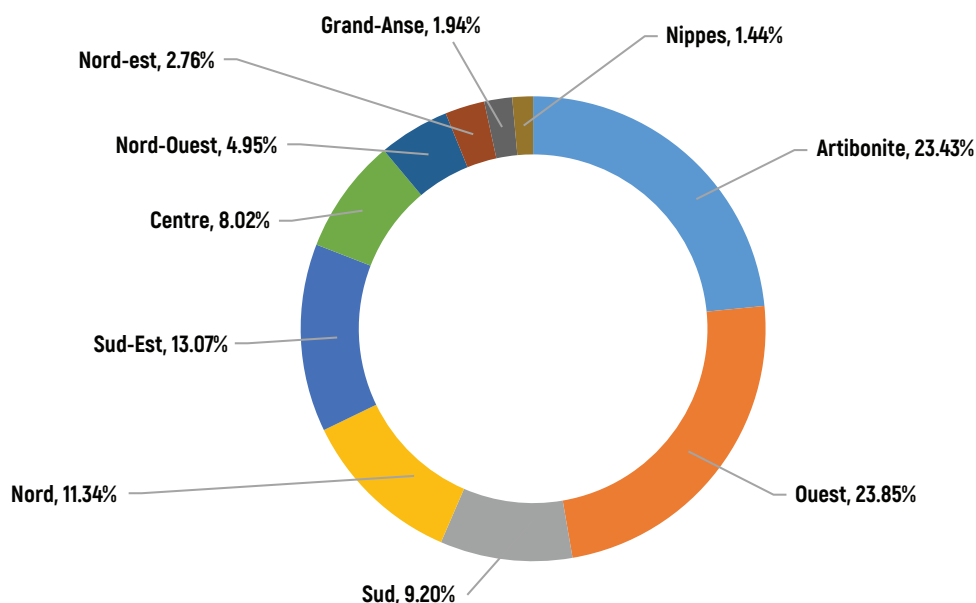


Tableau 41. // Poids des différents départements du pays dans le secteur des CEC

Département	Actif Total		Dépôt		Prêts Bruts	
	% par rapport au secteur	Rang	% par rapport au secteur	rang	% par rapport au secteur	Rang
Artibonite	25.29%	1	25.94%	1	23.43%	2
Ouest	22.92%	2	25.02%	2	23.85%	1
Sud	11.25%	3	10.87%	3	9.20%	5
Nord	10.86%	4	10.25%	5	11.34%	4
Sud	11.41%	5	10.56%	4	13.07%	3
Centre	6.63%	6	6.32%	6	8.02%	6
Nord-Ouest	4.90%	7	4.71%	7	4.95%	7
Nord-est	2.71%	8	2.65%	8	2.76%	8
Grand-Anse	2.26%	9	1.59%	10	1.94%	9
Nippes	1.75%	10	2.08%	9	1.44%	10

Pour l'exercice 2017-2018, le ratio de liquidité immédiate du secteur est passé de 43,06 % à 46,62 %, soit une hausse annuelle de 3,56 points de pourcentage. Par ailleurs, le département de la Grand-Anse a été celui qui a gardé le plus de liquidité, soit un ratio de 81,31 % par rapport à l'épargne collectée. Il est suivi par les départements du Sud et du Nord-Ouest dont le ratio est respectivement de 56,29 % et 51,58 %. Les trois départements avec le ratio de liquidité le plus bas sont le Nord-Est, l'Ouest et le Centre avec des ratios respectifs de 40,51 %, 39,97 % et 35,05 % alors que celui du secteur est de 46,62 %.

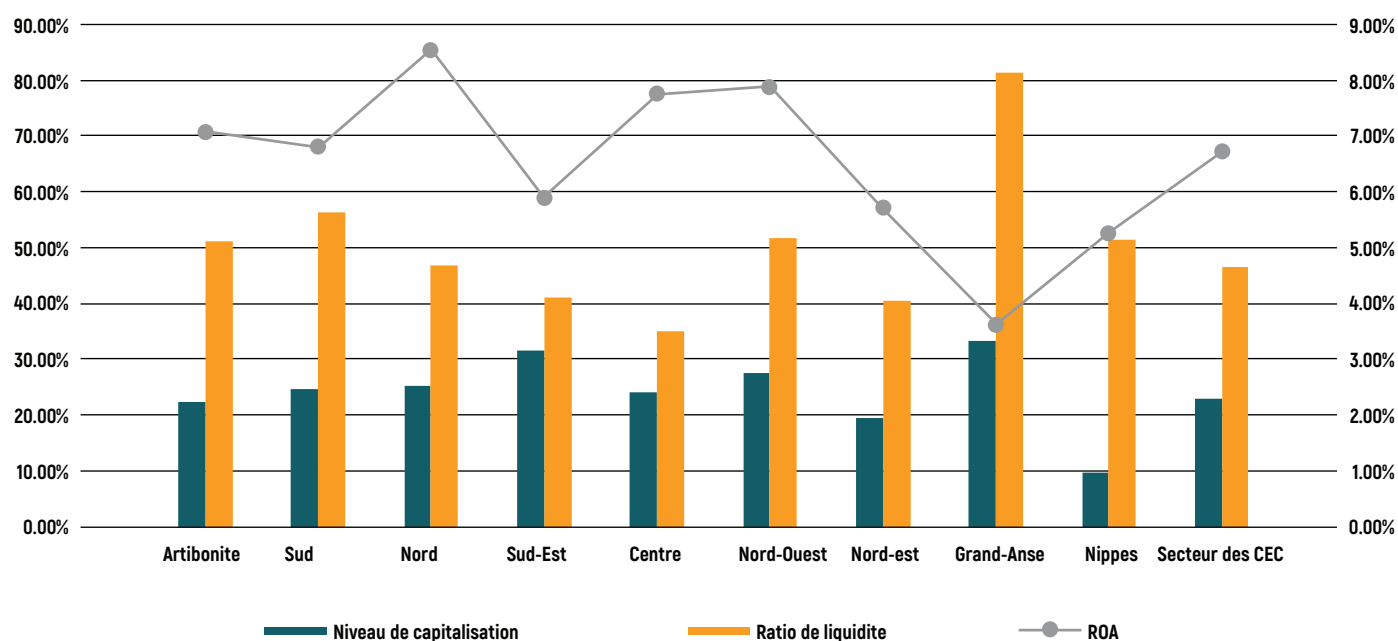
Au cours de l'exercice 2017-2018, le niveau de capitalisation du secteur a baissé de 1,03 point de pourcentage passant de 23,90 % en 2017 à 22,87 % en 2018. En dépit de cette baisse, ce ratio reste de loin plus élevé par rapport au niveau de capitalisation minimal à respecter par chacune des CEC qui est 12,5 %. Par ailleurs, le département de la Grand-Anse présente le taux moyen de capitalisation le plus élevé, soit 33,39 %. En deuxième position se trouve le Sud-Est (31,54 %), suivi du Nord-Ouest (27,45 %) et du Nord (25,33 %).

Au 30 septembre 2018, le département du Nord a enregistré le taux de rentabilité moyen le plus élevé, soit 8,55 %. En deuxième position vient le département du Nord-Ouest avec 7,88 % de rentabilité suivi du Centre dont la rentabilité moyenne est de 7,76 %. Les trois CEC ayant enregistré les taux de rentabilité les plus élevés pour cette période sont CODECREM (Centre), MOCEF (Ouest) et KPEGM (Artibonite) avec des taux respectifs de 11,12 %, 10,65 % et 7,58 %.

Tableau 42. // Indicateur financiers du secteur des CEC dans différents départements du pays

Département	Niveau de capitalisation		ROA		Ratio de liquidité	
	Par rapport au secteur	rang	Par rapport au secteur	rang	Par rapport au secteur	rang
Artibonite	22.32%	7	7.08%	4	51.15%	5
Ouest	16.12%	9	5.83%	7	39.97%	9
Sud	24.74%	5	6.81%	5	56.29%	2
Nord	25.33%	4	8.55%	1	46.79%	6
Sud-Est	31.54%	2	5.89%	6	41.14%	7
Centre	24.08%	6	7.76%	3	35.05%	10
Nord-Ouest	27.45%	3	7.88%	2	51.58%	3
Nord-Est	19.46%	8	5.71%	8	40.51%	8
Grand-Anse	33.39%	1	3.62%	10	81.31%	1
Nippes	9.71%	10	5.27%	9	51.56%	4
SECTEUR DES CEC	22.87%		7%		46.62%	

Graphique 48. // Présentation des indicateurs-clé du secteur par département



ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SECTEUR DES CEC EN 2018

L'actif du secteur a crû de 22,72 % (+2 238,60 MG) pour s'établir à 12,09 milliards de gourdes au 30 septembre 2018. Cet accroissement de l'actif a été soutenu, en grande partie, par la progression des dépôts (+27 % ; 1,85 milliards de gourdes), des emprunts (+0,6 % ; 860,43 MG) et de l'avoir des membres (+17,4 % ; 410,25 MG). Parmi les postes d'actif, le portefeuille de crédit net a crû de 25 % (+1,34 MG) en 2018 contre 36 % (+1,42 MG) en 2017.

Tableau 43. // Bilan du secteur des CEC au 30 septembre 2018

	2018	2017
Disponibilités	4,047,224,662.24	2,943,764,906.21
Placements	50,983,989.16	365,885,517.95
Prêts net	6,704,416,235.20	5,359,753,326.28
Immobilisations	737,984,181.40	648,267,673.83
Autres Actifs	549,192,601.92	533,534,301.70
Actif Total	12,089,801,669.92	9,851,205,725.97
Dépôts	8,682,148,269.09	6,836,178,711.46
Obligations	139,706,801.85	138,846,372.86
Autres passifs	503,083,885.91	521,568,151.41
Passif total	9,324,938,956.85	7,496,593,235.73
Avoir des membres	2,764,862,713.07	2,354,612,490.24
Passif et avoir des membres	12,089,801,669.92	9,851,205,725.97

Le passif, de son côté, s'est chiffré à 9,32 milliards de gourdes après une progression de 24,4 %. Au 30 septembre 2018, la taille du bilan du secteur a été particulièrement financée par la croissance des dépôts captés auprès de la clientèle, soit une augmentation de 27 % (+1,85 milliards de gourdes) par rapport au 30 septembre 2017.

Par ailleurs, l'avoir des membres a connu une croissance de 17,4 % au 30 septembre 2018. Cette évolution des fonds propres comptables est due essentiellement à la progression de l'excédent de l'exercice (+40,5 % ; +179MG) et des fonds de prévoyance (+20,4 % ; +206,37 MG), en dépit du repli des autres réserves accumulées par les CEC (-42 % ; -88,84 MG). Toutefois, le rythme de croissance de l'avoir a ralenti comparativement à l'exercice antérieur (+17,4 % en septembre 2018 contre +21,1 % en septembre 2017).

Tableau 44. // Variation des principaux postes du bilan du secteur (en %)

	2018
Disponibilités	37.5
Placements	-86.1
Prêts net	25.1
Immobilisations	13.8
Autres Actifs	2.9
Actif Total	22.7
Dépôts	27
Emprunts	0.6
Autres passifs	-3.5
Passif total	24.4
Avoir des membres	17.4
Passif et avoir des membres	22.7

Concernant la composition du bilan, le portefeuille de crédit a constitué le poste d'actif le plus important, soit 55,5 % au 30 septembre 2018. Les disponibilités, pour leur part, ont représenté 33,5 % de l'actif total alors que les placements ont été les moins significatifs, soit 0,4 % en septembre 2018. Du côté du passif, le poids des dépôts est resté très significatif (71,8 %) en dépit d'un recul de 2,4 points de pourcentage. Quant à l'avoir des membres, son poids dans la taille du bilan est passé de 23,9 % en septembre 2017 à 22,9 % en septembre 2018.

Tableau 45. // Part des postes du bilan du secteur

Disponibilités	33.5%	29.9%
Placements	0.4%	3.7%
Prêts net	55.5%	54.4%
Immobilisations	6.1%	6.6%
Autres Actifs	4.5%	5.4%
Actif Total	100%	100%
Dépôts	71.8%	69.4%
Obligations	1.2%	1.4%
Autres passifs	4.2%	5.3%
Passif total	77.1%	76.1%
Avoir des membres	22.9%	23.9%
Passif et avoir des membres	100%	100%

ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (CEC)

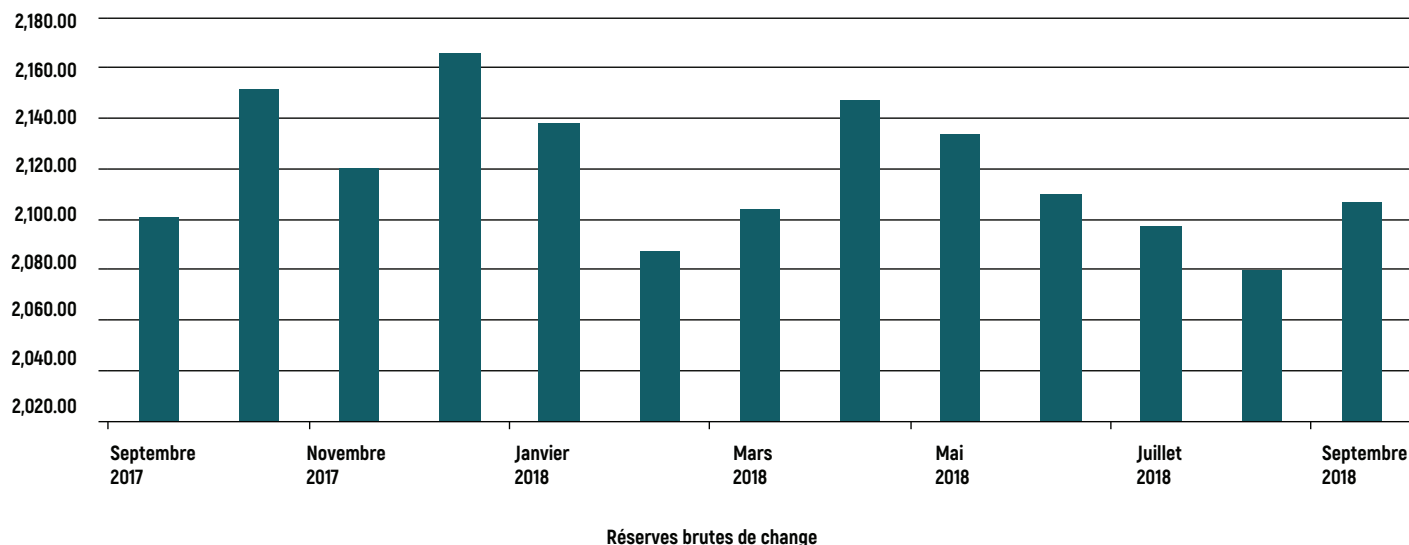
La BRH a poursuivi ses activités de surveillance au sein du secteur des CEC au cours de l'exercice 2017-2018, conformément aux différents modes de contrôle en vigueur : inspection sur place, contrôle sur pièces et diagnostic. Ainsi, elle a entrepris et finalisé vingt-sept (27) inspections sur places, quatorze (14) suivis à l'inspection et cinq (5) diagnostics dans des institutions de microfinance mutualiste en cours d'autorisation de fonctionnement de la CNC après avis favorable de la BRH.

C. BRH EN 2018

IX. GESTION DES AVOIRS EXTERIEURS DE LA BRH

Les avoirs extérieurs de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont enregistré une légère hausse de 0,31 % par rapport à leur niveau de l'année antérieure, pour se situer à 2 107 millions de dollars ÉU environ au 30 septembre 2018. Cette augmentation de 6 millions de dollars ÉU a contribué à maintenir la capacité de la BRH à combler les déséquilibres de court et moyen terme de la balance des paiements, puis à intervenir sur le marché des changes afin de contenir la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain. Au cours de l'exercice 2017-2018, la Banque Centrale est intervenue sur le marché des changes en vendant 256,21 millions de dollars ÉU pour supporter la gourde.

Graphique 49. // Évolution des réserves brutes de change (en millions de \$ EU)



Les réserves brutes de change de la BRH se sont accrues grâce aux acquisitions de devises qu'elle a effectuées sur le marché des changes qui ont totalisé 88 millions de dollars ÉU, puis aux décaissements et aux dons de la communauté internationale qui ont atteint respectivement 27,38 millions de dollars ÉU et 235,35 millions de dollars ÉU et finalement, à la faveur des revenus d'intérêt sur les placements à court et moyen terme qui se sont élevés à environ 76,13 millions de dollars ÉU.

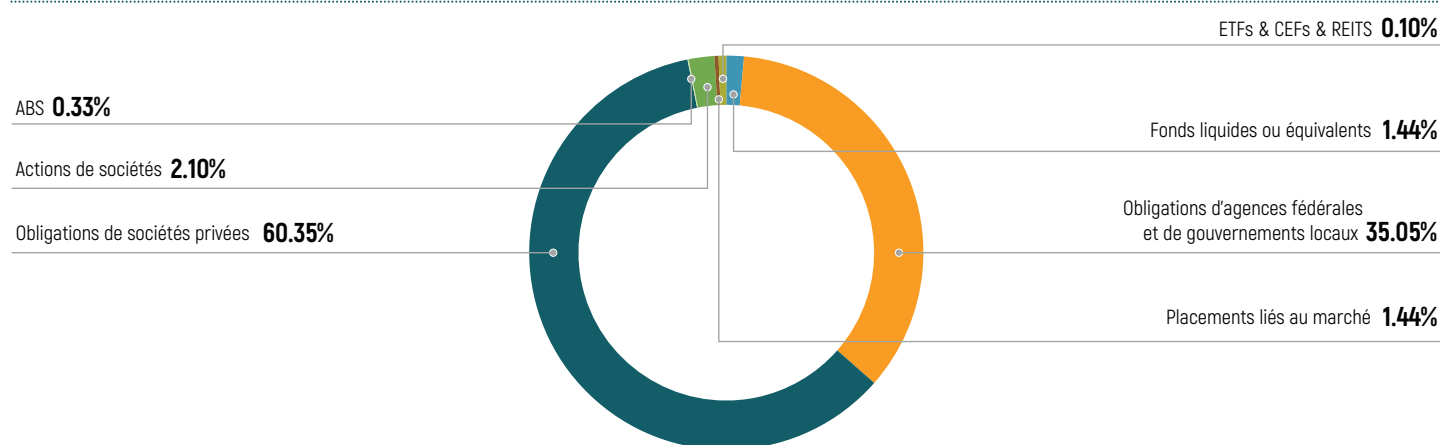
IX. 1 COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2018, les réserves internationales de la BRH étaient constituées pour 85,84 % environ par des titres de court et moyen terme ; 2,96 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour⁹ ; 3,57 % par des fonds en attente de placement à l'étranger¹⁰ ; 7,62 % d'or et de DTS.

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2018 se présente comme suit :

- 29,79 % d'obligations d'agences fédérales et de gouvernements des Etats-Unis contre 35,05 % l'an dernier ;
- 64,97 % d'obligations privées contre 60,35 % durant l'exercice 2016-2017
- 1,65 % en fonds liquides ou équivalents, contre 1,44 % l'année dernière ;
- 0,10 % en ETFs, REITs & CEFs¹¹, tout comme l'an dernier ;
- 2,19 % en actions de sociétés, contre 2,10 % ;
- 0,25 % de titres adossés à des actifs (ABS)
- 1,05 % de placements liés au marché

Graphique 50. // Composition des avoirs extérieurs de la BRH



Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA¹² à A-, selon la notation de la firme S&P, a reflété essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale. Elle a été conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, sur l'exercice en cours, ces derniers ont été autorisés à placer jusqu'à 75 % des fonds qui leur sont confiés dans des titres émis par des sociétés privées, en raison de l'environnement de taux bas maintenus dans le secteur gouvernemental.

IX.2 RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement négatif de 1,43 % en 2018 alors qu'il avait généré 3,43 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement est supérieur à la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le Barclays Capital US Aggregate Bond Index, qui a affiché un rendement annuel de -1,22 % au 30 septembre 2018.

RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH sont investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le marché monétaire. Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,94 % au cours de l'exercice 2017-2018, tandis qu'ils avaient produit 0,47 % au cours de l'exercice antérieur.

⁹Repos market, ou repurchase agreement. Vente avec accord de rachat à terme

¹⁰Etant donné le délai lié au transport de billets à l'étranger

¹¹Exchange-Traded Funds and Closed-end funds : fonds cotés en bourse et fonds de placement dont le nombre de titres émis ne varient pas au fil du temps.

¹²Les obligations de classe BBB-, par Standard & Poor, sont des titres présentant les caractéristiques d'un placement à long terme de qualité moyenne inférieure. Celles de classe AAA présentent le plus haut degré de protection du capital et génèrent un rendement équitable.

X – MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE

X.1 – BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

X.1.1 – EMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DES BILLETS

En 2018, la BRH a procédé à la fois à des opérations d'émission et de destruction des billets pour toutes dénominations confondues. Ces activités d'émission et de destruction ont connu une baisse respective de 12 % et de 23 % par rapport à l'exercice précédent. En termes de valeur, les émissions effectuées par la BRH ont totalisé à 14 213,50 MG tandis que le montant des billets détruits a atteint 7 926,52 MG. Parmi les dénominations émises, l'émission des billets de 1 000 gourdes a connu une hausse de 16 % par rapport à l'exercice passé contre une baisse de 29 % de celle des billets de 10 gourdes.

Tableau 46. // Destruction et émission de monnaie

Coupure en milliers d'unité	Emissions de billets			Destructions de billets		
Dénom	2017-2018	2016-2017	Variation %	2017-2018	2016-2017	Variation %
1G	8,100	11,535	-29.78	42	1	3,718.27
5G	35,400	40,850	-13.34	-	5	-
10G	210,000	297,400	-29.39	200,002	181,800	10.01
20G	-	-	0.00	14,960	58,400	0.00
25G	350,000	192,500	81.82	150,650	196,950	-23.51
50G	950,000	1,245,000	-23.69	1,079,750	915,250	17.97
100G	1,450,000	1,400,000	3.57	1,179,750	1,733,200	-31.93
250G	1,600,000	1,800,000	-11.11	1,189,000	1,425,000	-16.56
500G	3,250,000	5,750,000	-43.48	1,447,000	1,840,000	-21.36
1000G	6,360,000	5,500,000	15.64	2,666,000	3,929,000	-32.15
Total	14,213,500	16,237,285	-12.46	7,927,154	10,279,606	-22.88

Source: Service de la Monnaie fiduciaire

X.1.2 – CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

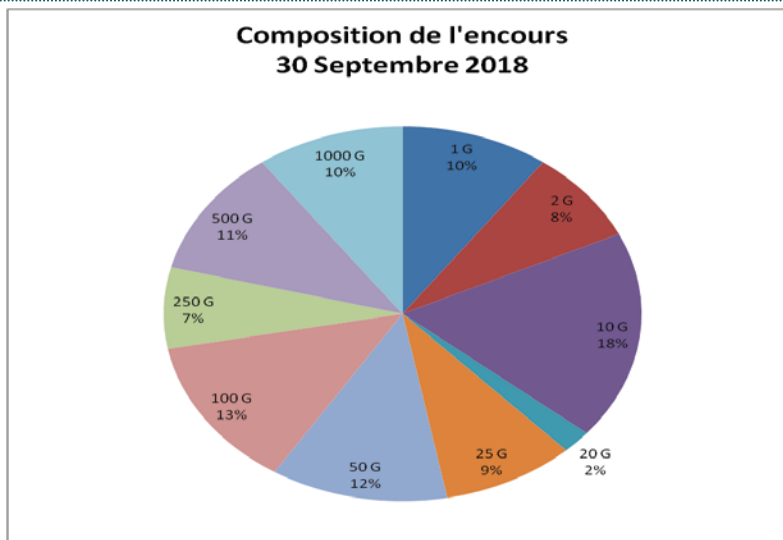
Au 30 septembre 2018, les billets et pièces de monnaie en circulation en dehors de la BRH ont crû en volume respectivement de 15 % et de 5,91 % pour atteindre 53 769,14 MG et 751,46 MG. La valeur totale des billets et pièces de monnaie en circulation a atteint 54 520,60 MG.

X.1.3 – CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS STRICT

La valeur totale des billets et pièces de monnaie en circulation en dehors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales a augmenté de 8,8 % en 2017-2018 contre 7 % en 2016-2017, passant de 44,2 milliards de gourdes au 30 septembre 2017 à 48,1 milliards de gourdes au 30 septembre 2018.

X.1.4 – COMPOSITION DE L'ENCOURS

Au 30 septembre 2018, les coupures de 10 gourdes ont constitué 18 % de l'encours total contre respectivement 13 %, 12 % et 10 % représentant la part des billets de 100 gourdes, de 50 gourdes et de 1 000 gourdes.



X.1.5 – BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

En 2018, le nombre de billets américains contrefaits a été en hausse, atteignant 482 contre 252 billets en 2017. Parmi les faux billets américains saisis au niveau des guichets des banques, les coupures de 100 dollars ÉU ont été prédominants, avec une proportion de 85 %. Une tendance similaire a été observée pour la monnaie locale. En effet, 2 410 billets contrefaits ont été saisis contre 1 262 en 2017. Les billets de 1 000 gourdes et de 500 gourdes ont représenté respectivement 51 % et 28 % des faux billets interceptés.

Tableau 47. // Faux billets dollars EU retenus aux guichets de la BRH en 2018

Dollar E.U	1	5	10	20	50	100	TOTAL
Octobre 2017	0	0	0	0	2	2	4
Novembre 2017	0	0	0	0	0	3	3
Décembre 2017	0	0	0	1	0	3	4
Janvier 2018	0	2	2	22	20	295	341
Février 2018	0	0	0	0	0	1	1
Mars 2018	0	0	3	7	4	62	76
Avril 2018	0	0	0	0	0	1	1
Mai 2018	0	0	0	0	0	0	0
Juin 2018	0	0	1	4	2	20	27
Juillet 2018	0	0	0	0	0	2	2
Août 2018	0	0	0	0	2	21	23
Septembre 2018	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	2	6	34	30	410	482

Source : Direction de la Caisse - Service des Guichets

Tableau 48. // Faux billets en gourdes retenus aux guichets de la BRH en 2018

Dollar E.U	10	20	25	50	100	250	500	1000	TOTAL
Octobre 2017	0	0	0	0	0	1	6	17	24
Novembre 2017	0	0	0	0	1	1	4	9	15
Décembre 2017	0	0	0	0	2	1	25	19	47
Janvier 2018	0	2	2	1	197	90	223	240	756
Février 2018	0	0	0	1	17	4	6	22	50
Mars 2018	0	0	3	0	32	45	156	204	437
Avril 2018	0	0	0	0	0	3	5	20	28
Mai 2018	0	0	0	0	28	19	49	507	603
Juin 2018	0	0	1	4	22	23	102	108	256
Juillet 2018	0	0	0	0	1	1	7	6	15
Août 2018	0	0	0	0	16	14	71	58	159
Septembre 2018	0	0	0	0	0	0	10	10	20
TOTAL	0	0	6	2	316	202	664	1220	2410

Source : Direction de la Caisse - Service des Guichets

X.21 – OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Au cours de l'exercice fiscal 2017-2018, le Service de la Compensation de la BRH a traité environ 2,5 millions de chèques libellés en gourdes dont 99,5 % au niveau de la compensation électronique. Le montant total de ces opérations s'est élevé à 311,27 milliards de gourdes au 30 septembre 2018 contre 295,73 milliards de gourdes l'exercice passé.

S'agissant de la monnaie étrangère, le nombre de chèques compensés s'est chiffré à 691 593 pour une valeur approximative de 3 milliards de dollars ÉU. Comme pour les chèques libellés en gourdes, une majorité, soit 99 % de ces chèques libellés en dollars, ont été aussi traités en compensation électronique. Quant à la provenance de ces chèques, la Sogebank en a négocié 29 % du total, la Unibank 28 %, la Capital Bank 13 % et la BNC 12 %. En ce qui concerne la Fédération Le levier qui en est à sa deuxième année dans la compensation des chèques, elle a atteint un score de 0,2 % pour avoir négocié 414 chèques équivalant à un montant total de 622,34 millions de dollars ÉU. En ce qui a trait à la Scotia Bank, elle a cessé ses activités au premier trimestre de l'exercice 2017-2018. Ce qui a expliqué en quelque sorte son faible score par rapport aux autres institutions financières.

Tableau 49. // Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire

	CHÈQUES PRÉSENTÉS			CHÈQUES REÇUS			Valeur des chèques compensés	Part par participant
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total		
BRH	190,918	5,231	196,149	1,141,008	576	1,141,584	63,720,190,928.93	20.5%
BNC	737,795	522	738,317	216,714	3,802	220,516	40,738,610,065.39	13.1%
SGHB	404,473	3,845	408,318	372,628	1,659	374,287	70,514,130,648.20	22.7%
BPH	151,091	62	151,153	32,535	111	32,646	7,213,096,608.85	2.3%
BUH	111,778	89	111,867	102,233	888	103,121	30,773,561,957.94	9.9%
BNS	0	0	0	249	0	249	23,541,531.42	0.0%
CBNA	23,055	205	23,260	9,546	130	9,676	6,565,747,477.18	2.1%
CAPITAL	187,886	458	188,344	169,044	876	169,920	19,969,403,982.14	6.4%
SGBL	24,375	204	24,579	38,058	337	38,395	1,724,956,484.29	0.6%
UNBK	550,646	979	551,625	383,517	3,302	386,819	69,406,725,146.90	22.3%
LEVIER	83,921	94	84,015	406	8	414	622,343,900.87	0.2%
TOTAL	2,465,938	11,689	2,477,627	2,465,938	11,689	2,477,627	311,272,308,732.11	100.0%
PART	99.53%	0.47%	100.00%	99.5%	0.5%	100.0%		

Source: Service de la Compensation

Tableau 50. // Nombre de chèques en dollars EU présentés et reçus par le système bancaire

	CHÈQUES PRÉSENTÉS			CHÈQUES REÇUS			Valeur des chèques compensés	Part par participant
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total		
BRH	1,977	27	2,004	4,498	12	4,510	21,522,033.10	0.7%
BNC	39,039	208	39,247	65,459	666	66,125	351,115,856.46	11.6%
SGHB	172,806	2,450	175,256	201,508	642	202,150	879,593,116.02	29.2%
BPH	14,949	40	14,989	13,677	27	13,704	70,418,934.10	2.3%
BUH	63,398	46	63,444	68,513	297	68,810	315,261,618.52	10.5%
BNS	0	0	0	100	0	100	810,827.65	0.0%
CBNA	20,990	102	21,092	7,990	85	8,075	106,996,064.69	3.5%
CAPITAL	94,550	335	94,885	100,659	315	100,974	392,287,877.02	13.0%
SGBL	15,136	128	15,264	22,616	180	22,796	39,692,778.26	1.3%
UNBK	264,713	569	265,282	202,853	1,683	204,536	838,600,960.67	27.8%
LEVIER	128	2	130	33	0	33	443,488.87	0.0%
TOTAL	687,686	3,907	691,593	687,906	3,907	691,813	3,016,743,555.36	100.0%
PART	99.44%	0.56%	100.00%	99.4%	0.6%	100.0%		

Source: Service de la Compensation

Tableau 51. // Résultat de la compensation consolidée (manuelle et électronique) par banque en gourdes en 2018

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	64,146,660,186.44	82,311,351,677.72	-	18,164,691,491.28
BNC	42,430,851,761.40	43,287,771,450.44	1,632,023,681.69	2,488,943,370.73
SGHB	73,077,185,388.68	44,694,590,784.33	28,382,594,604.35	-
BPH	7,231,288,300.95	7,127,233,957.46	140,769,196.17	36,714,852.68
BUH	31,620,797,739.93	23,293,214,236.71	8,327,583,503.22	-
BNS	23,541,531.42	0.00	23,541,531.42	-
CBNA	7,938,115,089.92	15,495,599,491.64	1,230,932,061.51	8,788,416,463.23
CAPITAL	20,155,385,580.27	23,830,287,828.21	121,441,889.54	3,796,344,137.48
SGBL	1,806,256,143.79	3,111,794,616.90	14,518,989.90	1,320,057,463.01
UNBK	72,683,899,621.10	77,177,051,909.40	2,950,443,758.11	7,443,596,046.41
LEVIER	622,478,754.09	1,407,564,145.18	-	785,085,391.09
TOTAL	321,736,460,097.99	321,736,460,097.99	42,823,849,215.91	42,823,849,215.91

Source : Service de la Compensation - BRH

Tableau 52. // Résultat de la Compensation consolidée (manuelle et électronique) par mois en gourdes en 2018

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2017	27,848,435,017.6	27,848,435,017.6	5,755,117,347.0	5,709,161,752.1
Novembre 2017	25,190,271,880.7	25,190,271,880.7	5,937,913,868.8	5,875,635,748.0
Décembre 2017	29,829,092,004.9	29,829,092,004.9	6,897,861,678.0	6,888,699,682.0
Janvier 2018	27,527,454,615.5	27,527,454,615.5	6,546,775,919.1	6,482,979,122.3
Février 2018	23,686,533,729.0	23,686,533,729.0	5,876,844,103.3	5,826,466,097.9
Mars 2018	27,231,463,630.6	27,231,463,630.6	6,104,358,094.4	6,038,700,398.5
Avril 2018	26,544,501,446.7	26,544,501,446.7	5,656,125,422.4	5,561,380,878.6
Mai 2018	27,409,152,440.8	27,409,152,440.8	6,338,299,598.7	6,230,613,523.7
Juin 2018	27,236,069,221.1	27,236,069,221.1	7,950,214,489.0	7,884,034,979.2
Juillet 2018	25,089,661,606.0	25,089,661,606.0	5,258,516,739.4	5,258,516,739.4
Août 2018	28,232,699,658.2	28,232,699,658.2	4,998,455,534.5	4,998,455,534.5
Septembre 2018	25,911,124,847.0	25,911,124,847.0	4,296,732,756.2	4,296,732,756.2
TOTAL	321,736,460,098.0	321,736,460,098.0	71,617,215,550.5	71,051,377,212.2

Source : Service de la Compensation - BRH

Tableau 53. // Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars en 2018

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	21,653,909.6	22,188,576.2	-	77,831,483.2
BNC	361,126,822.8	352,425,487.6	107,990,815.5	-
SOGE BANK	882,778,645.8	898,128,648.7	314,725,581.3	15,350,002.9
BPH	73,953,164.4	70,913,666.0	3,039,498.4	4,808,203.4
BUH	317,627,744.5	317,366,055.5	261,689.0	96,514,662.3
SCOTIBANK	810,827.7	810,827.7	810,827.7	-
CITIBANK	107,245,969.9	108,634,229.8	-	120,802,791.5
CAPITAL BANK	398,847,168.8	393,695,710.4	61,909,552.6	-
SOGEBEL	40,469,500.7	40,130,232.4	339,268.3	16,105,413.6
UNIBANK	846,180,907.0	846,400,926.8	-	156,983,328.4
LEVIER	443,488.9	443,788.9	-	681,347.4
TOTAL	3,051,138,149.9	3,051,138,149.9	489,077,232.7	489,077,232.7

Source : Service de la Compensation - BRH

Tableau 54. // Résultat de la Compensation manuelle et électronique par mois en dollars en 2018

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2017	271,693,911.7	271,693,911.7	63,791,934.1	63,803,598.3
Novembre 2017	249,298,804.5	249,298,804.5	56,531,387.2	56,595,394.9
Décembre 2017	278,656,179.6	278,656,179.6	73,094,142.6	73,020,431.6
Janvier 2018	263,752,646.2	263,752,646.2	58,224,272.8	58,309,833.5
Février 2018	216,921,693.2	216,921,693.2	49,164,073.2	49,122,771.5
Mars 2018	264,783,666.5	264,783,666.5	55,974,016.4	55,848,118.5
Avril 2018	259,152,245.2	259,152,245.2	62,496,428.0	62,490,736.7
Mai 2018	246,882,502.6	246,882,502.6	53,646,279.9	53,588,764.3
Juin 2018	250,539,818.5	250,539,818.5	58,473,445.7	58,188,775.7
Juillet 2018	229,810,062.2	229,810,062.2	58,560,493.3	58,560,493.3
Août 2018	254,335,282.2	254,335,282.2	71,517,794.1	71,517,794.1
Septembre 2018	265,311,337.6	265,311,337.6	82,208,070.9	82,208,070.9
TOTAL	3,051,138,149.9	3,051,138,149.9	743,682,338.3	743,254,783.5

Source : Service de la Compensation - BRH

X.2.2.- ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE LA COMPENSATION

Le nombre de chèques compensés en gourdes a crû de 22,66 % contre -3,93 % en 2017. Toutefois, pour l'année fiscale sous-étude, une baisse a été constatée au niveau du volume des chèques compensés en dollars. En effet, après une hausse de 11,51 % l'année antérieure, le nombre de chèques compensés en dollars a enregistré un repli de 8,9 % en 2018.

Tableau 55. // Activités de la Compensation sur les opérations en gourdes et en dollars

Exercice fiscal	NOMBRE DE CHÈQUES COMPENSÉS EN GOURDES	RÉSULTAT DE LA COMPENSATION EN MG	NOMBRE DE CHÈQUES COMPENSÉS EN DOLLARS	RÉSULTAT DE LA COMPENSATION EN MD ÉU
2012/2013	2,369,215	204,128.3	627,061	2,607.4
2013/2014	2,466,604	229,595.3	643,144	2,762.2
2014/2015	2,414,196	243,771.4	679,648	2,895.1
2015/2016	2,102,691	265,655.0	674,743	2,778.8
2016/2017	2,019,968	295,733.0	752,454	3,028.6
2017/2018	2,477,627	321,736.0	691,593	3,051.1

Source : Service de la Compensation - BRH

X.2.3 DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Au cours de l'exercice 2017-2018, les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH ont atteint plus de 33 milliards de gourdes contre près de 29 milliards au cours de l'exercice précédent, soit une hausse approximative de 13,8 %. De leur côté, les dépôts libellés en dollars américains se sont chiffrés à 70,25 millions en 2018 contre 144,6 en 2017, soit une baisse de 51 %.

Tableau 56. // Dépôts en gourdes et en dollars EU des banques commerciales

BANQUES	DÉPÔTS HTG	PART/BANQUE EN %	DÉPÔTS USD	PART/BANQUE EN %
BNC	741,770,000	2.23%	2,040,000	2.90%
UNIBANK	10,583,365,000	31.86%	13,245,000	18.85%
SOGEBANK	15,142,658,347	45.59%	0.00	0.00%
CAPITAL BANK	699,955,000	2.11%	0.00	0.00%
BUH	1,450,255,000	4.37%	29,740,000	42.33%
BPH	417,871,800	1.26%	15,482,000	22.04%
CITIBANK	4,182,245,000	12.59%	9,747,000	13.87%
TOTAL	33,218,120,147	100.00%	70,254,000.00	100.00%

Source : BRH/DCR- Service du Retrait

En 2018, à partir de leurs comptes en gourdes détenus à la BRH, les banques commerciales ont tiré 31 345 MG contre 29 209 MG en 2017, soit une hausse de 7,31 %. En ce qui a trait aux tirages sur les comptes détenus en dollars EU, leur montant a été de l'ordre de 114,85 millions de dollars, en baisse par rapport à l'année précédente.

Tableau 57. // Tirage banques en HTG et en USD en 2017-2018

BANQUES	MONTANT HTG	PART/BANQUE EN %	MONTANT EN USD	PART /BANQUE EN %
SCOTIABANK	30.600	0.10%	-	0.00%
BNC	14,655.300	46.76%	0	0.00%
UNIBANK	7,315.860	23.34%	10,000.00	8.71%
SOGEBANK	2,120.370	6.76%	56,800.00	49.46%
CAPITAL	2,209.491	7.05%	48,050.00	41.84%
BUH	440.140	1.40%	0	0.00%
BPH	488.454	1.56%	0	0.00%
CITIBANK	4,084.660	13.03%	0	0.00%
TOTAL	31,345.000	100.00%	114,850.00	100.00%

Source : BRH/DCR- Service des guichets

X.3 – SERVICES À L'ÉTAT

X.3.1 – CAISSIER DE L'ÉTAT

RECETTES COLLECTÉES

Les recettes globales encaissées aux guichets de la BRH en 2018 se sont élevées à 74 045 MG contre 73 202 MG en 2017, soit une légère augmentation de 1,16 %. Les recettes collectées à la DGC et à la Douane du Port ont constitué 82 % du montant global.

Tableau 58. // Recettes du Trésor public enregistrées aux guichets de la BRH en 2018

	N. BORD	MONTANT EN GDES	PART/INSTITUTION EN %
Direction Generale des Impots (DGI)	309,818	5,756,692,050.76	7.77%
Direction des Grands Contribuables (DGC)	56,875	24,889,067,033.96	33.61%
Direction des Moyennes Entreprises (DME)	8,651	1,002,500,802.56	1.35%
Centre d'Impot de Petion Ville	121,122	1,328,382,682.83	1.79%
Directions Des ONG et des Entreprises Exonérées (DOEE)	35,356	2,014,144,645.68	2.72%
Direction de l'Immigration et de L'Emmigration (DIE)	19,195	13,457,595.94	0.02%
Guichets Internes	1,303	1,694,279,795.94	2.29%
Douane du port	50,186	35,555,454,104.28	48.02%
Douane de l'aéroport	32,234	914,006,966.38	1.23%
Douane de Malpasse	179	877,346,034.59	1.18%
Total Recettes	634,919	74,045,331,712.15	100.00%

Source : BRH/DCR- Service des guichets

Tableau 59. // Chèques du Trésor Public encaissés aux guichets de la BRH en 2018

	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT EN GOURDES
Octobre 2017	49,971	1,120,694,613.97
Novembre 2017	29,500	675,555,628.69
Décembre 2017	40,269	877,463,522.99
Janvier 2018	30,293	676,602,050.29
Février 2018	26,693	580,154,995.21
Mars 2018	31,305	635,589,099.09
Avril 2018	44,266	875,109,742.71
Mai 2018	40,245	802,610,995.31
Juin 2018	39,376	761,160,973.77
Juillet 2018	44,087	876,117,886.36
Août 2018	62,064	1,127,304,027.85
Septembre 2018	52,677	1,298,659,449.86
TOTAL	490,746	10,307,022,986.1

Source : BRH/DCR- Service des guichets

X.3.2 CHÈQUES EMIS SUR COMPTES COURANTS TRAITÉS VIA COMPENSATION

Pour l'exercice 2017-2018, le Service des Comptes Courants a traité 190 571 chèques libellés en gourdes et 1 694 chèques en dollars EU pour des montants respectifs de 12 736, 25 millions de gourdes et 5 369,10 millions de dollars EU.

Tableau 60. // Nombre de chèques traités en Compensation à la BRH en 2018

	GOURDES		DOLLARS EU	
	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT
OCTOBRE 2017	14,800	1,121,649,244.57	136	237,926.00
NOVEMBRE 2017	11,156	937,407,354.81	110	335,338.33
DÉCEMBRE 2017	20,640	1,762,525,658.26	124	256,301.90
JANVIER 2018	14,607	1,179,675,346.62	131	273,848.38
FÉVRIER 2018	14,499	1,045,107,079.87	123	262,108.47
MARS 2018	17,315	1,173,623,469.66	195	478,297.19
AVRIL 2018	14,664	847,997,931.95	150	375,192.86
MAI 2018	17,918	1,051,199,752.53	126	210,722.41
JUIN 2018	12,188	1,020,430,535.88	140	356,217.54
JUILLET 2018	17,573	1,337,469,864.74	148	1,783,255.06
AOÛT 2018	19,600	1,172,346,507.56	150	311,543.01
SEPTEMBRE 2018	15,611	1,086,817,883.39	161	488,348.95
TOTAL	190,571	13,736,250,629.84	1,694	5,369,100.10

Source : Service des Comptes courants

PAIEMENT DE CHÈQUES AUX GUICHETS

Au cours de l'exercice 2017-2018, 490 746 chèques ont été honorés aux Guichets de la BRH pour un montant global de 10 307 MG. En moyenne mensuelle, la BRH a payé pour le compte du Trésor public 40 986 chèques équivalent à 859 MG par mois.

Tableau 61. // Chèques reçus aux Guichets de la BRH pour l'exercice 2018

	GOURDES		DOLLARS EU	
	NOMBRE DE CHÈQUES	MONTANT	NOMBRE DE CHÈQUES	MONTANT
OCTOBRE 2017	10,008	523,223,577.3	65	429,756.1
NOVEMBRE 2017	13,110	651,076,315.8	60	276,707.8
DÉCEMBRE 2017	19,742	1,083,048,322.2	84	152,746.1
JANVIER 2018	13,678	723,643,827.3	81	319,922.8
FÉVRIER 2018	14,612	711,378,197.4	104	294,782.3
MARS 2018	18,113	811,248,023.0	137	429,869.8
AVRIL 2018	15,763	667,614,023.5	52	91,835.9
MAI 2018	15,619	920,792,711.5	83	130,219.0
JUIN 2018	16,360	728,809,777.6	131	417,608.1
JUILLET 2018	15,105	1,029,211,779.9	122	543,156.8
AOÛT 2018	13,973	851,558,438.9	133	354,234.5
SEPTEMBRE 2018	15,681	1,373,466,431.8	112	254,995.3
TOTAL	181,764	10,074,071,426.4	1164	3,695,834.6

Source : Service des Comptes courants

CHÈQUES RETOURNÉS

Pour l'exercice 2017-2018, la quantité de chèques retournés est de 3 524 en monnaie locale contre 148 en devise américaine.

Les motifs de retour de ces chèques sont les suivants :

- 1) La non standardisation du chèque¹³ ;
- 2) L'insuffisance de Fonds ;
- 3) Le non endossement du chèque par le bénéficiaire ;
- 4) La signature incomplète ;
- 5) La signature contrefaite
- 6) l'absence de signature, etc.

¹³ Les chèques ne respectant pas les nouvelles normes de standardisation continueront à être compensés selon les délais antérieurs (5 à 10 jrs). Cependant, ces derniers ne sont plus admis à la compensation depuis le 1er septembre 2013.

Tableau 62. // Chèques retournés pour l'exercice 2018

	COMPENSATION MANUELLE				COMPENSATION ÉLECTRONIQUE			
	GOURDES		DOLLARS		GOURDES		DOLLARS	
	QUANTITÉ	MONTANT	QUANTITÉ	MONTANT	QUANTITÉ	MONTANT	QUANTITÉ	MONTANT
OCTOBRE 2017	20	1,369,495.5	0	-	108	21,623,168.0	5	782,749.6
NOVEMBRE 2017	16	1,335,366.5	0	-	248	89,608,118.5	15	151,986.5
DÉCEMBRE 2017	21	526,921.2	0	-	363	266,562,664.2	10	19,571.7
JANVIER 2018	17	486,363.8	0	-	144	50,416,953.8	5	82,158.4
FÉVRIER 2018	12	356,158.5	0	-	311	215,553,990.7	14	75,715.9
MARS 2018	22	314,226.7	0	-	289	100,109,524.5	26	202,193.7
AVRIL 2018	10	248,958.2	0	-	242	47,566,865.6	20	44,589.7
MAI 2018	11	278,846.5	0	-	189	76,678,350.2	5	101,889.5
JUIN 2018	21	2,028,323.8	0	-	369	59,540,379.5	5	103,324.8
JUILLET 2018	25	858,367.6	0	30.0	431	115,373,764.8	24	80,512.6
AOÛT 2018	23	1,768,095.6	1	-	264	65,433,027.2	10	84,305.5
SEPTEMBRE 2018	22	1,591,830.7	0	-	346	46,693,545.2	8	19,723.3
TOTAL	220	11,162,954.4	1	30.0	3304	1,155,160,352.0	147	1,748,721.1

Source : Service des Comptes courants

X.4. IMPRESSIONS DE CHÈQUES

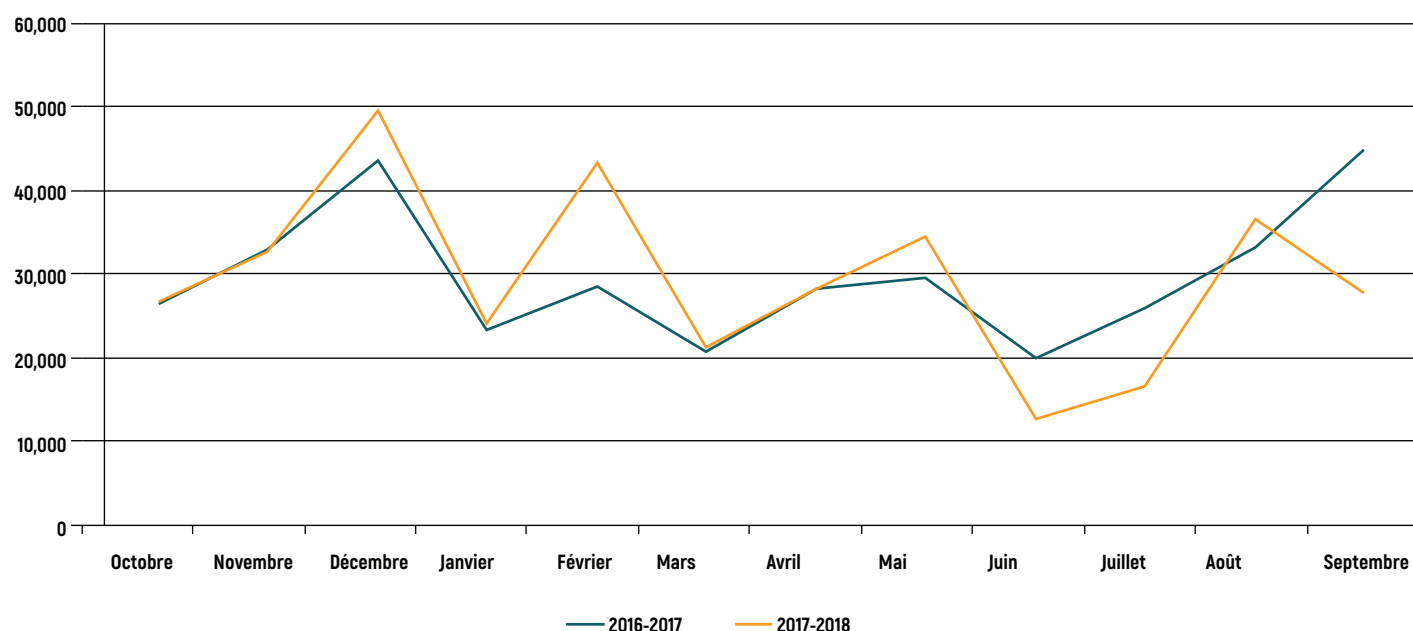
Au cours de l'exercice 2017-2018, le Service des Comptes courants a imprimé 356 890 chèques contre 353 368 en 2016-2017.

Tableau 63. // Chèques imprimés pour l'exercice 2017-2018

MOIS	CHÈQUES PERSONELS	CHÈQUES COMMERCIAUX	80 COLONNES		CHÈQUES DE DIRECTION
			GDES	USD	
OCTOBRE 2017	5,580	10,250	10,000	490	-
NOVEMBRE 2017	4,928	8,502	19,030	402	2
DÉCEMBRE 2017	6,310	15,454	16,500	5,250	-
JANVIER 2018	5,208	16,234	750	1,050	-
FÉVRIER 2018	5,040	13,184	10,000	200	-
MARS 2018	4,860	14,240	1,500	200	-
AVRIL 2018	5,386	15,612	6,300	900	-
MAI 2018	4,804	6,702	17,500	550	-
JUIN 2018	5,728	14,100	0	200	-
JUILLET 2018	4,936	6,846	14,000	124	-
AOÛT 2018	5,704	16,750	5,000	200	5,502
SEPTEMBRE 2018	5,880	15,502	22,000	1500	-
TOTAL	64,364	153,376	122,580	11,066	5,504

Source : Service des Comptes courants

Graphique 52. // Chèques imprimés pour les exercices des années 2017 et 2018



X.5. CERTIFICATION DES CHÈQUES

Au cours de l'exercice 2017-2018, le Service des Comptes courants a certifié pour le compte du Trésor Public 6 618 chèques libellés en gourdes, soit un montant total de 1 315 MG de gourdes et 305 chèques dollars américains équivalents à une valeur de 1,31 million de dollars EU.

Tableau 64. // Chèques certifiés pour l'exercice 2018

	GOURDES		DOLLARS EU	
	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT
OCTOBRE 2017	536	85,938,056.27	29	69,954.32
NOVEMBRE 2017	592	199,173,454.10	21	145,944.33
DÉCEMBRE 2017	330	53,962,490.38	22	261,581.02
JANVIER 2018	851	183,523,449.91	31	72,656.96
FÉVRIER 2018	443	61,534,855.57	44	58,498.92
MARS 2018	716	103,514,535.98	29	47,527.39
AVRIL 2018	469	77,758,697.03	11	126,593.52
MAI 2018	560	160,527,557.49	8	11,333.43
JUIN 2018	745	156,666,309.02	37	210,604.29
JUILLET 2018	319	84,893,560.93	3	22,863.48
AOÛT 2018	553	65,622,336.74	44	231,878.44
SEPTEMBRE 2018	504	82,204,557.01	26	47,973.80
TOTAL	6,618	1,315,319,860.43	305	1,307,410

Source : Service des Comptes courants

X.6 : CHÈQUES TIRÉS SUR LES COMPTES COURANTS PAYÉS AUX GUICHETS DE LA BRH

En 2017-2018, les Guichets de la BRH, à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien, ont payé 190 571 chèques en gourdes et 1 694 en dollars EU pour des montants totaux respectifs de 13 736 MG et 5,37 millions de dollars EU.

Le service des Comptes courants a aussi reçu des dépôts par chèques ou autres déposés sur des comptes courants et sur le compte central du Trésor. Ainsi, au cours de l'exercice 2018, 10 001 chèques libellés en gourdes et 1 101 chèques libellés en dollars EU ont été traités par le Service pour des montants respectifs de 24 407 MG et 62,8 millions de dollars EU.

Tableau 65. // Quantité de dépôts par chèque reçus aux Guichets de la BRH en 2018

	GOURDES		DOLLARS EU	
	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT
OCTOBRE 2017	785	1,819,779,552.89	99	3,458,283.68
NOVEMBRE 2017	840	2,829,473,697.27	100	5,571,649.81
DÉCEMBRE 2017	854	2,369,921,940.77	94	6,171,156.33
JANVIER 2018	871	2,282,311,992.75	90	4,520,423.03
FÉVRIER 2018	695	1,534,356,354.09	96	3,487,284.14
MARS 2018	899	1,903,202,848.55	95	6,127,439.15
AVRIL 2018	838	1,962,645,146.06	83	3,606,939.50
MAI 2018	853	1,721,428,902.43	88	8,803,213.01
JUIN 2018	766	2,054,716,350.32	99	6,703,658.19
JUILLET 2018	764	2,016,732,936.75	84	4,351,427.43
AOÛT 2018	969	1,995,812,585.07	91	4,881,882.80
SEPTEMBRE 2018	867	1,916,920,482.49	82	5,107,761.57
TOTAL	10,001	24,407,302,789.44	1,101	62,791,118.64

Source : Service des Comptes courants

X.7 SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

En 2018, le Service des Comptes courants a réalisé 17 713 virements pour le compte de ses clients alors que le système bancaire a échangé au total 353 368 virements. Les virements effectués pour le Compte du Ministère des Finances font partie d'un autre accord entre ce dernier et la BRH. En termes de profit, les virements SPIH effectués au Service des Comptes courants ont rapporté 619 955 gourdes à la BRH alors que le système d'une façon globale a généré 10,78 MG en considérant les frais fixes et variables.

Tableau 66. // Nombre de transactions effectuées via le SPIH par participant pour l'exercice 2018

Période	BRH	LE LEVIER	BNC	BPH	BUH	CPBK	CTBK	S0GBL	SGBL	UNIBK	PAYR-BRH	TOTAL
OCTOBRE 2017	1,384	23	1,838	136	2,182	1,196	6,560	3,375	250	4,151	3,232	24,327
NOVEMBRE 2017	1,269	28	1,658	141	2,168	1,199	5,115	3,236	174	3,970	3,740	22,698
DÉCEMBRE 2017	1,645	42	1,922	139	2,845	1,564	6,699	4,380	235	4,928	5,694	30,093
JANVIER 2018	1,339	34	1,685	116	2,297	1,193	3,984	3,099	183	4,023	4,246	22,199
FÉVRIER 2018	1,202	25	1,527	91	2,553	1,096	3,219	3,102	141	3,784	2,352	19,092
MARS 2018	1,422	33	1,830	126	2,664	1,205	5,961	3,705	159	4,218	3,927	25,250
AVRIL 2018	1,412	50	1,387	112	2,737	1,169	5,821	3,309	149	4,250	1,394	21,790
MAI 2018	1,482	28	1,224	131	2,889	1,125	8,013	4,070	143	4,150	3,822	27,077
JUIN 2018	1,419	40	1,354	131	3,053	1,091	7,342	3,738	154	4,103	2,571	24,996
JUILLET 2018	1,720	23	1,321	113	2,865	1,123	8,320	3,551	169	3,903	3,199	26,307
AOÛT 2018	1,789	33	1,730	283	3,001	1,242	7,251	3,877	182	4,434	2,906	26,728
SEPTEMBRE 2018	1,630	38	1,423	194	2,531	1,154	5,644	3,985	177	4,206	3,698	24,680
TOTAL	17,713	397	18,899	1,713	31,785	14,357	73,929	43,427	2,116	50,120	40,781	295,237

Source : Service des Comptes courants

Tableau 67. // Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2018 (en gourdes)

Période	BRH	LE LEVIER	BNC	BPH	BUH	CPBK	CTBK	SOGBL	SGBL	UNIBK	PAYR-BRH	TOTAL
Frais Annuel	-	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000		450,000
OCTOBRE 2017	48,440	805	64,330	4,760	76,370	41,860	229,600	118,125	8,750	145,285	113,120	851,445
NOVEMBRE 2017	44,415	980	58,080	4,935	75,880	41,965	178,920	113,260	6,090	138,950	130,900	794,375
DÉCEMBRE 2017	57,575	1,470	67,270	4,865	99,575	54,740	234,465	153,300	8,225	172,480	199,290	1,053,255
JANVIER 2018	46,865	1,190	58,975	4,060	80,395	41,755	139,440	108,465	6,405	140,805	148,610	776,965
FÉVRIER 2018	42,070	875	53,445	3,185	89,355	38,360	112,665	108,570	4,935	132,440	82,320	668,220
MARS 2018	49,770	1,155	64,050	4,410	93,240	42,175	208,635	129,675	5,565	147,630	137,445	883,750
AVRIL 2018	49,420	1,750	48,545	3,920	95,795	40,915	203,735	115,815	5,215	148,750	48,790	762,650
MAI 2018	51,870	980	42,840	4,585	101,115	39,375	280,455	142,450	5,005	145,250	133,770	947,695
JUIN 2018	49,665	1,400	47,390	4,585	106,855	38,185	256,970	130,830	5,390	143,605	89,985	874,860
JUILLET 2018	60,200	805	46,235	3,955	100,275	39,305	291,200	124,285	5,915	136,605	111,965	920,745
AOÛT 2018	62,615	1,155	60,550	9,905	105,035	43,470	253,785	135,695	6,370	155,190	101,710	935,480
SEPTEMBRE 2018	57,050	1,330	49,805	6,790	88,585	40,390	197,540	139,475	6,195	147,210	129,430	863,800
TOTAL	619,955	63,895	711,515	109,955	1,162,475	552,495	2,637,410	1,569,945	124,060	1,804,200	1,427,335	10,783,240

Source : Service des Comptes courants

ETATS FINANCIERS



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



7, rue Lechaud, Bourdon
Port au Prince
Haïti

Banque de la République d'Haïti

Rapport des auditeurs indépendants

Exercice clos le 30 septembre 2018
Banque de la République d'Haïti
BP 1570 - Port au Prince - Haïti
Ce rapport contient 45 pages



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92086 Paris la Défense Cedex
France



7, rue Lechaud, Bourdon
Port au Prince
Haïti

Banque de la République d'Haïti

Siège social : BP 1570 - Port au Prince - Haïti
Capital social : 50 000 000 Gourdes

Rapport des auditeurs indépendants

Exercice clos le 30 septembre 2018

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République d'Haïti (Banque Centrale), au 30 septembre 2018.

A notre avis, les états financiers ci-joints, comprenant un bilan, un compte de résultats, un état de variation des capitaux propres, un tableau des flux de trésorerie et des notes annexes pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au plan comptable tel qu'organisé par les dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et tel que précisé dans les notes des états financiers pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) édictées par la Fédération Internationale des Experts-Comptables (IFAC). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers» du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre la banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre:

Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière;

Nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation;

Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

Paris La Défense et Port au Prince, le 10 juin 2019

KPMG S.A.



Valéry Foussé
Associé

Mérové-Pierre – Cabinet d'Experts-Comptables



Mireille Mérové-Pierre
Managing Partner

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans
30 septembre 2018 et 2017
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2018	2017
ACTIF			
Avoirs en or	4	4,836,377	4,672,198
Avoirs sur le Fonds Monétaire International	5	5,469,512	5,573,699
Avoirs en monnaies étrangères	6	137,339,379	122,099,231
Participation dans les organismes internationaux	7	4,768,495	4,014,629
Placements locaux	8	275,000	275,000
Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités	9	93,036,149	67,045,662
Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions	10	3,988,018	3,818,661
Prêts et avances aux institutions financières	11	11,571,311	8,890,883
Immobilisations, net	12	5,600,829	5,326,300
Autres actifs	13	7,959,333	3,218,062
Total de l'actif		274,844,403	224,934,325
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Billets et monnaies en circulation	14	52,335,929	43,433,151
Comptes d'engagements	15	159,385,006	137,053,528
Engagements envers le FMI	16	14,116,037	13,404,596
Utilisation de droits de tirages garantis par les placements	18	6,312,369	-
Contributions et engagements de l'État Haïtien sur participation au capital des organismes financiers	17	5,970,842	4,960,911
Autres passifs	19	33,849,680	20,338,167
Capital et réserves		2,874,540	5,743,972
Total du passif et des capitaux propres		274,844,403	224,934,325

Les notes aux états financiers font partie du présent état.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats
Exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2018	2017
REVENUS D'INTÉRÊTS			
Placements à l'étranger		4,753,894	4,312,367
Placements, prêts et avances à l'État Haïtien		1,262,942	1,211,457
Prêts au personnel et institutions financières		408,277	330,471
Autres		<u>21,606</u>	<u>21,990</u>
	23	6,446,719	5,876,285
FRAIS D'INTÉRÊTS			
Bons BRH		1,664,491	1,233,812
Obligations BRH		289,574	39,043
Emprunts étrangers		14,403	-
Autres		<u>55,115</u>	<u>8,293</u>
	23	2,023,583	1,281,148
REVENUS NET D'INTÉRÊTS		4,423,136	4,595,137
DIVIDENDES		8,725	55,169
Résultat sur ventes de valeurs mobilières			
Gains sur ventes des valeurs mobilières		382,917	709,155
Pertes sur ventes des valeurs mobilières		<u>(101,845)</u>	<u>(38,867)</u>
		281,072	670,288
PRODUIT NET BANCAIRE		4,712,933	5,320,594
Autres produits		1,218,849	339,756
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		5,931,782	5,660,350
CHARGES D'EXPLOITATION GÉNÉRALES			
Rémunérations et charges sociales	24	3,804,537	3,840,838
Dépenses administratives		941,498	844,379
Dotations aux amortissements		348,939	295,666
Entretien de la circulation fiduciaire		272,111	342,494
Dépenses relatives à la gestion des actifs		260,493	151,241
Dons		73,144	73,331
Dotation pour mauvaises créances		32,915	(49,398)
Autres dépenses		<u>27,815</u>	<u>35,529</u>
		5,761,452	5,534,080
REVENUS NETS DE L'EXERCICE		170,330	126,270

Les notes aux états financiers font partie du présent état.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
État de variation des capitaux propres
Exercice terminé le 30 septembre 2017
(Exprimé en milliers de Gourdes haïtiennes)

	AUTRES RÉSERVES									
	Réserve pour plus									
	Capital (note 22)	Report à nouveau*	Résultat de l'exercice*	Réserve légale (note 22)	Réserve de réévaluation Or *	Réserve sur portefeuille de placements * (note 20)	Réserve-pour réévaluation d'immeubles (note 22)	Gains et pertes actuarielles sur engagements de retraite	Autres réserves *	Total des capitaux propres
G	50,000	(7,756,366)	(217,585)	74,454	591,674	17,334,365	(3,262,170)	719,004	327,756	841,772
8,702,904										
Solde au 1 ^{er} octobre 2016										
reporté*										
Affectation du résultat 2016										
Évolution initiale	-	(824,419)	217,585	-	-	-	-	-	-	(606,834)
Corrections	-	-	(389,249)	-	-	-	-	-	-	(389,249)
Résultat final à affecter	-	(606,834)	606,834	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	-	(217,585)	-	-	-	-	-	-	-	(217,585)
Résultat net de l'exercice	-	(243,786)	-	-	-	-	-	-	-	(243,786)
Résultat de change	-	-	126,270	-	-	-	-	-	-	126,270
Autres éléments du résultat global	-	(2,525,214)	-	-	(181,641)	-	2,600,011	(83,106)	58,973	(130,977)
Gain/(Perte) résultat de l'évaluation des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	(2,768,295)	-	-	(181,641)	-	2,600,011	-	-	(349,925)
Réévaluation du passif des engagements post emploi – indemnités de départ à la retraite – prestations définies	-	83,106	-	-	-	-	-	(83,106)	-	-
Autres mouvements	-	159,975	-	-	-	-	-	-	58,973	218,948
900,745										
5,743,972										
Solde au 30 septembre 2017										
G	50,000	(11,349,785)	126,270	74,454	410,033	15,230,760	(662,159)	719,004	244,650	900,745
5,743,972										

*Soldes au 30 septembre 2016 redressés

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
État de variation des capitaux propres
Exercice terminé le 30 septembre 2018
(Exprimé en milliers de Gourdes haïtiennes)

	RÉSERVES									
	Capital (note 22)	Réserves spéciales	Réserves légale (note 22)	Réserve de réévaluation		Réserve pour plus values latentes sur portefeuille de placements (note 20)	Réserves-pour réévaluation d'immuebles engagements de retraite		Total capitaux capitaux propres	
				Or	Réserve réévaluation de change		Gains et pertes actuarielles sur	Autres réserves		
Solde au 1^{er} octobre 2017	G 50,000	(11,223,515)	74,454	410,033	15,230,760	(662,159)	719,004	244,650	900,745	5,743,972
Résultat net de l'exercice	-	170,330	-	-	-	-	-	-	-	170,330
Dividendes à payer à l'État	-	(31,567)	-	-	-	-	-	-	-	(31,567)
Virement à la réserve légale	-	(12,627)	12,627	-	-	-	-	-	-	-
	-	11,438,040	-	-	-	-	-	-	-	5,882,735
Résultat de change	-	-	-	-	4,590,777	-	-	-	-	4,590,777
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gain/(Perte) résultat de l'évaluation de l'or et des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	164,179	-	(7,807,083)	-	-	-	(7,642,904)
Réévaluation du passif des engagements post emploi – indemnités de départ à la retraite – prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-	43,932	43,932
Solde au 30 septembre 2018	G 50,000	(11,097,379)	87,081	574,212	19,821,537	(8,469,242)	719,004	244,650	944,677	2,874,540

Les notes aux états financiers font partie du présent état

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Flux de Trésorerie
Exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2018	2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Revenu net de l'exercice	G	170,330	126,270
<i>Éléments de conciliation du revenu net de l'exercice aux liquidités résultant des activités d'exploitation:</i>			
Dotation aux amortissements net, des régularisations	12	354,709	253,333
Récupération de provision pour perte de valeur sur prêts		32,364	(49,398)
Effet de change résultant de la réévaluation de la participation dans les organismes financiers internationaux		(2,236,392)	5,262,614
<i>Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation:</i>			
Augmentation des prêts et avances, net		(29,438,990)	(7,297,896)
Billets et monnaie en circulation	14	8,902,778	5,871,642
Engagements en devises	15	5,322,991	(2,988,242)
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux	17	3,015,898	(252,817)
Engagements envers les banques		15,514,166	1,169,618
Dépôts du Gouvernement Central	9	1,589,900	(5,848,397)
Engagements envers les autres institutions		(415,636)	12,134,878
Changements dans les autres éléments d'actifs, de passif et de réserves		17,297,150	752,609
Liquidités provenant des activités d'exploitation		20,109,269	9,134,214
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Augmentation des placements étrangers	6,7	(18,555,366)	(4,742,980)
(Augmentation) diminution des placements locaux	8	(4,239,882)	779
Acquisitions d'immobilisations	12	(604,444)	(1,154,509)
Liquidités provenant des activités d'investissement		(23,399,692)	(5,896,710)
Augmentation (diminution) nette des liquidités		(3,290,425)	3,237,504
Liquidités au début de l'exercice		12,050,071	8,812,568
Liquidités à la fin de l'exercice	6 G	8,759,646	12,050,072

Les notes aux états financiers font parties du présent état.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

ORGANISATION

Note 1 – Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'État Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifiée en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'État Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Les responsabilités fondamentales de la Banque Centrale sont de fixer les lois et règlements régissant le système bancaire et financier du pays; de définir la politique monétaire du pays; de garder et d'administrer les réserves externes de l'État Haïtien; et d'agir comme agent financier et fiscal de l'État Haïtien pour ses opérations de caisse et de crédit.

La Banque de la République d'Haïti est seule habilitée à émettre les billets et monnaie reçus comme monnaie légale sur le territoire d'Haïti.

Le Conseil d'Administration de la BRH est aussi celui du Fonds de Développement Industriel, une société créée par l'État, destinée à fournir un financement à moyen et long terme aux secteurs productifs de l'économie. En fonction de la Loi du 17 août 1979, le Gouverneur de la BRH est le Président du Conseil d'Administration de la Téléco dont la BRH détient 97% des actions.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'organisation de la Banque Centrale n'a pas connu de changement significatif au cours de l'exercice écoulé.

1) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

1.1 Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2018

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément au plan comptable tel qu'organisé par les dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

1) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

1.1 *Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2018 (suite)*

Les opérations sont comptabilisées et présentées selon les règles et méthodes comptables définies par le plan comptable adopté par la BRH par référence à la loi organique et aux principes généralement admis pour la comptabilisation des opérations de Banque, adaptés aux spécificités de ses opérations de Banque Centrale, tels que décrits ci-après.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques, à l'exception de l'or et l'argent monétaires qui sont évalués selon les modalités décrites ci-dessous.

La monnaie fonctionnelle et de présentation est la gourde, monnaie nationale Haïtienne. Les états financiers et leurs notes annexes sont présentés en milliers de Gourdes.

1.2 *Exercice*

La durée de l'exercice est de douze mois. L'exercice débute le 1er octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

1.3 *Principes et méthodes d'évaluation*

Les principales méthodes comptables de la Banque Centrale sont résumées ci-dessous. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été mises en œuvre de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Liquidités

Les liquidités comprennent les valeurs d'encaisse en monnaies étrangères et d'autres instruments liquides qui peuvent être facilement convertis en liquidités sans avis préalable et qui ont une maturité de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition. Elles sont reflétées au coût en devise converti en gourdes au taux de clôture.

b) Avoirs en or

Les avoires en or sont suivis sur la base de leur prix de revient en Gourdes à la date d'acquisition.

Le stock d'or monétaire est évalué en date de clôture comptable en fonction des cours de l'once sur la place de Londres. Les écarts de réévaluation positifs qui en résultent sont comptabilisés dans un compte d'écart de réévaluation présenté au sein des capitaux propres.

En cas de moins-value latente par rapport au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation des avoires en or est comptabilisée par la contrepartie du compte de résultat.

L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

c) Conversion des monnaies étrangères

Les avoirs et engagements en devises sont convertis en gourdes haïtiennes au cours de clôture de l'exercice pour les opérations de bilan et au cours du jour de la transaction pour les opérations de résultat. Les gains ou pertes de change latents et réalisés sont comptabilisés dans un compte de réserve «Réserve de réévaluation de change» au sein des capitaux propres, conformément à l'article 56 de la loi organique.

Les cours retenus à la clôture de l'exercice sont indiqués ci-après.

(En gourdes haïtiennes)	2018	2017
Dollar des États-Unis (USD)	69.9774	62.6900
Euro (EUR)	81.2018	74.0619
Droit de Tirage Spécial (DTS)	97.6362	88.5999
Once d'or	83.08067	80.243199

d) Placements en devises étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille (*gestion déléguée*). Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements financiers sont placés dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur.

La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte «Réserve de plus-value non réalisée sur portefeuille» jusqu'à la cession ou l'échéance des titres. Les gains ou les pertes sont comptabilisés en résultat à leur date de réalisation.

Les actifs financiers (*créances et titres du portefeuille*) pour lesquels il existe des indications objectives de perte de valeur sont réévalués à la valeur recouvrable nette. Le montant de la perte de valeur est constaté par une dépréciation en diminution de la valeur comptable, par la contrepartie du compte de résultat.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

e) Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'État Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût historique. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'État Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés selon le taux d'intérêt contractuel.

f) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition sous déduction des amortissements et des pertes de valeurs éventuellement constatées par dépréciation. Les terrains ne sont pas amortissables.

Les autres immobilisations sont amorties selon le mode linéaire à partir de la date de mise en service sur la base des durées d'usage suivantes:

<u>Immobilisations</u>	<u>Durées d'usage (en mois)</u>
Terrains	non amortissable
Constructions	240
Matériel et mobilier du bureau	48
Matériel informatique	60
Logiciels informatiques	12
Matériel roulant	48
Équipements	60
Installations	60
Aménagements, extensions, agrandissements	60

Lors du séisme du 12 janvier 2010, certains immeubles de la banque ont subi des dommages importants. Les pertes correspondantes ont été évaluées et enregistrées à concurrence de la valeur aux livres.

Il peut être procédé de façon exceptionnelle à des réévaluations d'actifs. Ces réévaluations sont alors effectuées sur la base de travaux d'expertise réalisés par des experts indépendants. Les écarts de réévaluation ainsi constatés sont imputés aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations. Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront dé-comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

La dernière réévaluation a eu lieu en septembre 2010 à la suite du séisme.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

g) Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif sont évalués au coût.

h) Billets et monnaie en circulation

Le montant des billets et monnaies figurant au passif du bilan de la BRH correspond à la valeur faciale des billets et pièces de monnaie en circulation, détenus par l'ensemble des agents économiques.

i) Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est le correspondant bancaire de l'État Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenues par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrits dans les livres de la BRH.

Les différences de change résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte «Avance différence de change FMI».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'État Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés, ainsi que les facilités élargies de crédit auprès de cette institution.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'État et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales (*avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI*).

Les tirages effectués par l'État auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment de rembourser au FMI ou de réévaluer les engagements FMI, les différences entre les montants versés à l'état et la dette vis-à-vis du FMI sont portés directement au compte «Avance Différence de change FMI».

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (*comptes FMI n°1, FMI n°2 et FMI compte titres*) font l'objet d'une réévaluation annuelle le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte «Différence de change FMI».

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

i) Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI (suite)

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte «Différence de change FMI».

j) Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au bilan dans le compte «Réserves de réévaluation de change».

k) Fonds de retraite

La Banque offre à ses employés un régime de retraite à prestations définies. Ce régime assure aux adhérents le versement d'une pension à la retraite. Un régime à prestations définies est un plan de retraite qui définit les prestations dont bénéficiera l'adhérent au moment de la retraite, généralement tributaires de facteurs comme le taux d'accumulation, l'âge, les années de service et la rémunération moyenne. Une évaluation actuarielle du coût du plan est effectuée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Dès que l'adhérent atteint l'âge de la retraite, sa pension est calculée sur la base de la dernière rémunération ouvrant droit à pension et la pension est soumise à un ajustement annuel pour tenir compte de l'inflation. Les gains et pertes actuariels ainsi que les différences entre les rendements attendus et réalisés des actifs sont immédiatement comptabilisés par capitaux propres de l'exercice où ils surviennent. Lorsque les avantages du plan sont modifiés ou lorsque le plan est réduit, le changement résultant dans les prestations liées aux services passés, ou le gain ou la perte dû à la réduction est comptabilisé immédiatement en résultat. Le passif au titre des retraites est comptabilisé dans la rubrique «autres montants à payer» au bilan. Le passif représente la valeur actualisée des prestations définies que la Banque doit verser, déduction faite de la juste valeur des actifs du plan.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

k) Fonds de retraite (suite)

La valeur actuelle des obligations de prestations de retraite post emploi est tributaire des hypothèses financières et actuarielles utilisées, y compris le taux d'actualisation. À la fin de chaque exercice, la Banque détermine le taux d'actualisation approprié ainsi que d'autres variables qui doivent être utilisés pour déterminer la juste valeur des obligations de retraite post emploi futures estimées. Le taux d'actualisation est déterminé sur la base des rendements des marchés à la fin de l'exercice pour des obligations de sociétés de haute qualité, et les estimations des autres variables sont effectuées sur la base du meilleur jugement de la Banque.

l) Provisions

Une provision est établie au bilan lorsque la Banque a une obligation légale résultant d'événements passés, qu'il est probable que des ressources économiques seront utilisées pour solder cette obligation, et qu'une estimation vraisemblable du montant de l'obligation peut être établie.

m) Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif, incluant les provisions, sont évalués au coût.

n) Frais d'impression des billets et de pièces de monnaie

Les frais d'impression des billets sont enregistrés à la dépense au moment de la mise en circulation. Les coûts des stocks de billets non encore mis en circulation sont inscrits aux autres actifs pour leur prix de revient.

Les frais d'impression de pièces de monnaie sont amortis sur une base linéaire sur une durée de 20 ans.

o) Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi régissant la Banque Centrale, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'État ou des communes dans l'exécution de toutes opérations qui lui sont propres.

p) Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante: 25% au Trésor Public, 10% à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux états financiers

30 septembre 2018

3) GESTION DES RISQUES

A) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Parmi les risques financiers que la Banque doit gérer, on retrouve principalement les risques de liquidité, de crédit et de marché incluant les risques de taux d'intérêts et de change.

Le risque de liquidité surviendrait si la BRH n'arrivait pas à convertir, à approximativement leur valeur marchande, ses placements en espèces ou si elle n'arrivait pas à disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Une gestion prudente des risques de liquidité sous-entend le maintien de liquidités ou d'équivalent de liquidités suffisantes et/ou l'utilisation rationnelle de politiques de financement.

La BRH comme toute Banque Centrale n'a pas de risques financiers réels en relation avec ses obligations en monnaie locale. Les obligations de la BRH ne l'exposent pas à des risques importants de liquidité vu qu'elle n'a généralement pas de créances importantes envers des fournisseurs étrangers. La BRH doit maintenir suffisamment de réserves liquides en dollars US pour permettre, à titre de fiduciaire, le règlement des obligations de l'État à leur date d'échéance. La BRH gère ce risque à travers :

- ✓ Un processus budgétaire permettant de suivre les échéances étrangères du gouvernement.
- ✓ Le maintien d'un portefeuille de placements facilement négociable.

B) RISQUE DE CRÉDIT

b1- Placements

Le risque de crédit relatif aux placements survient lorsqu'un titre de placement perd de sa valeur en raison de résultats financiers défavorables, réels ou anticipés, de la société émettrice. Pour gérer ce risque, la BRH a mis en place des politiques et procédures qui définissent la nature et la qualité des titres de placements dans lesquels elle investit.

Les principaux paramètres de la politique de la BRH sont les suivants:

- ✓ Investir dans des titres de créances négociables bien cotés, facilement disponibles et à risques faibles
- ✓ Fixer des critères de maturité maximale
- ✓ Diversifier le portefeuille en différents instruments tout en limitant l'exposition maximale permise par type de titre ou par émetteur.

Les placements de la Banque Centrale rencontrent les objectifs de sécurité liés à la gestion des avoirs en devises.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

3) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

b2- Crédit

Le portefeuille de crédit de la Banque Centrale est constitué en majeure partie par les crédits au Gouvernement. La BRH en tant que banquier de l'État n'est pas exposée à des risques significatifs de par ses crédits à l'État et aux entités gouvernementales.

b3- Autres éléments d'actif

La Banque considère comme faible le risque de crédit sur les autres actifs financiers.

C) RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est celui que des changements de prix résultant des variations de taux de change ou de taux d'intérêts affecteraient les résultats de la Banque ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient. La gestion des risques de marché vise à contrôler l'exposition aux risques de marché dans une limite acceptable tout en optimisant le rendement financier.

c1- Risque de taux d'intérêts

La gestion des risques de taux d'intérêts à la BRH est conditionnée par les objectifs en matière de politique monétaire. Le portefeuille de prêts de la BRH est constitué principalement de crédits au Gouvernement et aux institutions financières dont les taux d'intérêts ne sont pas des taux commerciaux. Les taux de rémunération des Bons BRH sont ajustés régulièrement.

N'ayant pas de passifs financiers d'importance à taux fixes, la BRH n'a aucun risque de taux d'intérêts.

c2- Risque de change

Le risque de change découle de la variation de la valeur d'actifs et de passifs libellés en devises étrangères, exprimée en gourdes, due aux fluctuations des taux de change. En vertu de l'article 56 de la loi organique de la BRH, les gains et pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or sont comptabilisés à la Réserve de Réévaluation aux capitaux propres.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

4) AVOIRS EN OR

Les avoirs en or sont valorisés à leur juste valeur telle que publiée au Commodity Exchange Inc. aux 30 septembre 2018 et 2017.

Ces stocks d'or détenus par la BRH et confiés à des tiers sont évalués comme suit :

30 septembre 2018

	En onces	Prix de revient	Juste valeur	Réserve de réévaluation Or
Or en dépôt à la				
Fédéral Réserve Bank	1,307.53 G	7,465	108,631	101,166
Or en dépôt chez Scotiabank	<u>56,905.49</u>	<u>4,254,700</u>	<u>4,727,746</u>	<u>473,046</u>
Total	58,213.02 G	4,262,165	4,836,377	574,212

30 septembre 2017

	En onces	Prix de revient	Juste valeur	Réserve de réévaluation Or
Or en dépôt à la				
Fédéral réserve bank	1,307.53 G	7,464	104,920	97,457
Or en dépôt chez Scotiabank	<u>56,917.94</u>	<u>4,254,700</u>	<u>4,567,277</u>	<u>312,577</u>
Total	58,225.47 G	4,262,164	4,672,197	410,034

Ces réserves ne portent pas intérêts. Les cours de l'or en vigueur au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017 étaient respectivement de: USD 1,187.25 et USD 1,280 par once d'or.

5) AVOIRS SUR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

La rubrique «Avoirs sur le Fonds Monétaire International» comprend la position de réserve et les avoirs en DTS de la République d'Haïti et se décompose comme suit:

	30/09/2018		30/09/2017		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Position de réserve	20,543,047	2,005,746	20,543,047	1,820,112	185,634
Avoirs en droits de tirage spéciaux	<u>35,476,239</u>	<u>3,463,766</u>	<u>42,365,616</u>	<u>3,753,587</u>	<u>(289,821)</u>
Total	56,019,286	5,469,512	62,908,663	5,573,699	(104,187)

Les opérations de l'État Haïtien avec le FMI sont régies par l'article VIII des statuts du FMI. Les souscriptions des pays membres constituent la base des ressources du Fonds. À chaque pays est assigné une quote-part. Les quotes-parts souscrites sont contribuées en devises par les états membres à concurrence de 25% et, en monnaie nationale, à concurrence de 75%. La position de réserve d'un pays auprès du FMI est égale à la différence entre sa quote-part et la souscription versée en monnaie nationale.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

5) AVOIRS SUR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) (SUITE)

Position de réserve

La position de réserve de la République d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

	30/9/2018		30/9/2017		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Quote-part FMI	163,800,000	15,992,814	163,800,000	14,512,656	1,480,158
FMI, Compte no. 1	(36,290,445)	(3,543,262)	(36,290,445)	(3,215,328)	(327,934)
FMI, compte titres	(106,966,508)	(10,443,806)	(106,966,508)	(9,477,216)	(966,590)
Total	20,543,047	2,005,746	20,543,047	1,820,112	185,634

La quote-part est restée stable en l'absence de décision d'augmentation par le Conseil d'Administration du FMI. La position de réserve en DTS est demeurée stable. La variation constatée est due exclusivement à l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G 88.5999 au 30 septembre 2017 à G 97.6362 au 30 septembre 2018.

Les comptes FMI no. 1 et compte de titres correspondent à la quote-part réglée en monnaie nationale ou sous forme de titres par l'État Haïtien. En qualité d'institution dépositaire, la BRH tient ces comptes enregistrant les avoirs du FMI en Gourdes. Ces comptes constituent des engagements de la BRH vis-à-vis du Fonds (note 16).

AVOIR EN DROITS DE TIRAGES SPÉCIAUX (DTS)

Ce compte représente les avoirs en compte courant, exprimés en DTS, au Fonds Monétaire International (FMI). Au cours des exercices 2018 et 2017, le Fonds Monétaire International (FMI) n'a accordé aucune allocation additionnelle de droits de tirages spéciaux à Haïti. Le solde des disponibilités en DTS 35,476,239 et DTS 42,365,616 en 2018 et 2017 respectivement, représente le net des intérêts perçus et des intérêts et autres charges de l'État Haïtien envers le FMI.

L'engagement de l'État Haïtien en contrepartie des disponibilités est reflété au poste Contributions et Engagements envers les organismes financiers internationaux, conformément aux dispositions préconisées par le Fonds Monétaire International. L'allocation accordée antérieurement est comptabilisée aux réserves spéciales.

Le solde des disponibilités en DTS a ainsi évolué:

(En milliers de gourdes)	2018		2017	
	DTS	Gourdes	DTS	Gourdes
Solde au début de l'exercice	42,366	3,753,587	67,158	6,143,358
Intérêts perçus	311	29,119	104	9,214
Effet de réévaluation	-	366,658	-	(193,147)
Paiements sur compte, net	(7,200)	(685,598)	(24,896)	(2,205,838)
Disponibilités au 30 septembre 2018	35,477	3,463,766	42,366	3,753,587

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

5) AVOIRS SUR LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) (SUITE)

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'État Haïtien.

6) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)		30/09/2018	30/09/2017	Variation
Liquidités:				
Billets, pièces de monnaie et chèques	G	5,272,102	2,634,517	2,637,585
Avoirs dans les banques non résidentes		3,466,614	9,410,276	(5,943,662)
Remises en transit en devises sur le pays		19,972	4,489	15,483
Valeurs en transit sur l'étranger		959	790	169
		8,759,647	12,050,072	(3,290,425)
Collatéral (a)		1,982,381	1,756,273	226,108
Placements en devises étrangères		126,597,351	108,292,886	18,304,465
Total	G	137,339,379	122,099,231	15,240,148

(a) Ce montant domicilié à Citibank est donné en couverture des engagements de l'état garantis par la BRH (note 16).

Billets, pièces de monnaie et chèques en USD

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devises, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien.

(En milliers de gourdes)		30/09/2018	30/09/2017	Variation
Billets devises caveau	G	4,245,039	1,743,785	2,501,254
Billets devises non triés		326,978	396,711	(69,733)
Billets devises guichets		20,700	6,166	14,534
Pièces devises caveau		423	379	44
Sous-total sièges		4,593,140	2,147,041	2,446,099
Billets devises Cap Haïtien		678,962	487,476	191,486
Total	G	5,272,102	2,634,517	2,637,585

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

6) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES (SUITE)

Avoirs dans les banques non résidentes

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue en dollars américains et en euros.

Banques	30/09/2018		30/09/2017	
	En devises	En milliers de gourdes	En devises	En milliers de gourdes
<u>Correspondants USD</u>				
Federal Reserve Bank	31,357,930	2,194,346	122,376,630	7,671,791
Citibank NY	8,908,450	623,390	23,230,547	1,456,323
Citibank-collatéral	307,300	21,504	307,268	19,263
Citibank IDA	12,361	865	12,361	775
Bladex	132	9	133	8
Bladex-collatéral	486,610	34,053	309,557	19,406
Sous-total	41,072,783	2,874,167	146,236,496	9,167,566
<u>Correspondant EUR</u>				
Banque de France	7,295,986	592,447	3,277,123	242,710
Total	48,368,769	3,466,614	149,513,619	9,410,276

Ces dépôts à vue en dollars sont rémunérés à des taux moyens de rendement de 0.9176% et 0.7362% en 2018 et 2017, respectivement.

Placements en devises étrangères

Les placements en devises étrangères sont constitués par un portefeuille de liquidités, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Ce portefeuille de la BRH en dollars américains est composé de liquidités et d'actifs financiers disponibles à la vente (*Bons du Trésor, Bons émis par les agences fédérales américaines, Obligations municipales et titres de sociétés*).

Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur (*valeur de marché*) par capitaux propres, les réévaluations de juste valeur au regard du prix de revient (*plus et moins-values latentes*) étant comptabilisées via un compte de réserve en attendant leur réalisation effective lors de la vente ou de l'échéance.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

6) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES (SUITE)

Au **30 septembre 2018**, la décomposition du portefeuille établi par la BRH s'analyse comme suit, par catégorie de titres (en USD):

Placements	Coût	Juste valeur	Intérêts courus	Total
Liquidités	\$ -	11,099	-	11,099
Money market	200	200	-	200
Obligations gouvernementales	478,586	445,494	4,016	449,510
Obligations municipales	79,281	77,162	1,011	78,173
Obligations de sociétés	1,297,421	1,210,622	13,756	1,224,378
Assets-backed securities	4,591	4,454	5	4,459
Actions	40,359	40,822	-	40,822
Fonds négociés en bourse (ETF)	822	478	-	478
Total	\$ 1,901,260	1,790,331	18,788	1,809,119
Équivalent en gourdes	G 132,975,277	125,282,734	1,314,642	126,597,376

À concurrence des encours des tirages effectués sur une ligne de crédit approuvée au 30 septembre 2018, une partie du portefeuille sert à garantir ces encours auprès du gestionnaire dépositaire (**note 18**).

Au **30 septembre 2017**, la décomposition du portefeuille établi par la BRH s'analyse comme suit, par catégorie de titres (en USD):

Placements	Coût	Juste valeur	Intérêts courus	Total
Liquidités	\$ -	11,446	-	11,446
Obligations gouvernementales	563,778	553,009	2,525	555,534
Obligations municipales	83,107	82,218	1,090	83,308
Obligations de sociétés	1,036,258	1,023,654	9,747	1,033,401
Assets-backed securities	5,741	5,695	5	5,700
Actions	34,923	37,477	-	37,477
Fonds négociés en bourse (ETF)	822	567	-	567
Total	\$ 1,724,629	1,714,066	13,367	1,727,433
Équivalent en gourdes	G 108,117,015	107,454,909	837,977	108,292,886

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

7) PARTICIPATIONS ET CONTRIBUTIONS DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX

La participation de l'État Haïtien au FMI est de 163,800,00 DTS (**note 6**) au 30 septembre 2018 (*situation inchangée depuis le 30 septembre 2016*).

Cette participation, au même titre que les participations suivantes de l'État dans les organismes internationaux, est portée par la Banque Centrale:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	G 3,486,522	3,123,438	363,084
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	542,885	337,973	204,912
Banque Caribéenne de Développement (BCD)	352,286	206,698	145,588
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	219,729	196,847	22,882
Association Internationale de Développement (IDA)	77,201	69,161	8,040
Société Internationale de Financement (IFC)	57,521	51,531	5,990
Fonds Multilatéral d'Investissement	20,993	18,807	2,186
Agence de Garantie des investissements multilatéraux (MIGA)	11,358	10,174	1,184
Total	G 4,768,495	4,014,629	753,866

Ces participations sont souscrites en devises ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

8) PLACEMENTS LOCAUX

Cette rubrique comprend des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit (BNC) et des obligations du Trésor Haïtien souscrites par la BRH.

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Placements en titres/ obligations dans les institutions financières	G 275,000	275,000	-

Avances BNC

Les placements à la BNC sont des obligations subordonnées au 30 septembre 2010 sur une période de 20 ans au taux d'intérêts de 1% l'an selon le protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la (BNC) et la (BRH). Les intérêts à recevoir comptabilisés aux autres actifs totalisent G 22,223 et G 19,473 au 30 septembre 2018 et 2017.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

9) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'État Haïtien et les intérêts à recevoir. Le solde se compose comme suit:

(En milliers de gourdes)		2018	2017	Variation
Avances à consolider (a)	G	86,189,176	60,426,639	25,762,537
Avance au Trésor Public/FMI		2,803,302	2,803,301	1
Obligation Post Sandy (b)		573,750	1,147,500	(573,750)
Avances différences de change FMI (c)		3,447,179	2,647,848	799,331
Fonds de garantie BRH (d)		22,743	20,374	2,369
Total	G	93,036,150	67,045,662	25,990,488

a) Avances à consolider

Ce montant correspond aux créances de la BRH sur l'État Haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Économie et des Finances et la BRH en date du 25 mars 2019.

(En milliers de gourdes)		2018	2017
Description			
Avances à consolider	G	60,426,638	53,555,476
Intérêts à recevoir Gouvernement Central (i)		1,099,847	1,099,847
Comptes à recevoir Gouvernement Central		154	154
Compte Central du Trésor (ii)		24,662,537	5,771,162
Total	G	86,189,176	60,426,639

i) Intérêts à recevoir gouvernement central

Dans l'attente de la formalisation des modalités de remboursement des sommes dues à la BRH, l'État s'est engagé à verser un montant annuel de G 1.45 milliard au titre d'intérêts sur sa dette interne vis-à-vis de la Banque.

Ces montants ne font pas l'objet de paiement mais sont reconnus par le Trésor et enregistrés aux avances à consolider.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

9) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS (SUITE)

ii) Compte Central du trésor

Ce poste s'analyse comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Déficit cumulé au 30/9/N-1	G (5,848,397)	77,235	5,771,162
Dépenses budgétaires	120,601,140	96,531,240	24,069,900
Recettes publiques (-)	(95,938,602)	(90,760,078)	(5,178,524)
Fonds de financement (déficit) du trésor public	G (30,510,935)	(5,848,397)	24,662,538

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque a pour objet «d'exercer toutes les activités de Banquier de l'État, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit».

À cet effet, les recettes douanières, les recettes internes (*recettes perçues par la Direction Générale des Impôts*) et les recettes diverses (*frais payés à l'immigration pour les passeports, frais de visa, permis de séjour*) sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'État Haïtien au niveau de l'Administration Générale des Douanes et de la Direction Générale des Impôts.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'État sont effectuées par la BRH sur ordre de l'État.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'État.

Une consolidation des créances de la BRH sur l'État Haïtien a eu lieu en date du 25 mars 2019 au titre des encours constatés au 30 septembre 2018. Cette consolidation de G 86,189 millions porte sur les avances à consolider au 30 septembre 2018, sur les déficits cumulés du Trésor et sur les arriérés d'intérêts sur avances à consolider.

b) Obligations du Trésor Haïtien (Post Sandy)

Le 12 septembre 2014, la BRH a signé avec le Ministère de l'Économie et des Finances, un protocole d'accord par lequel la BRH accepte de faire l'acquisition d'Obligations du Trésor pour une valeur de G 2,868 millions de gourdes. Ces obligations sont dématérialisées et sont au nombre de trente (30), remboursables au taux de 7% l'an sur une période allant de 1 à 60 mois.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

9) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS (SUITE)

b) Obligations du Trésor Haïtien (Post Sandy) (suite)

Ces obligations ont été émises par l'État Haïtien dans le but de liquider les arriérés de paiement du Gouvernement au titre des travaux d'infrastructure entamés à la suite du passage sur le pays de la catastrophe Sandy.

Il convient de noter que des obligations d'égal montant ont été souscrites par les banques commerciales.

c) Avances différence de change FMI

Ce poste est constitué des écarts de change constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS.

Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

d) Fonds de garanties BRH

La BRH s'est porté garant d'un programme de l'état "Chanje lavi, Chanje metye" à hauteur de G 20.3 millions.

10) PRÊTS ET AVANCES AUX PARTICULIERS ET AUX AUTRES INSTITUTIONS

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale			
Prêts et avances au personnel (a)	G 4,350,514	4,129,346	221,168
Entreprises publiques (b)	-	21,140	(21,140)
Intérêts à recevoir	11,731	10,038	1,693
Provisions pour créances douteuses (c)	(374,227)	(341,863)	(32,364)
Total	G 3,988,018	3,818,661	169,357

Les prêts et les avances au personnel se détaillent comme suit au 30 septembre :

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Prêts hypothécaires	G 1,814,111	1,796,385	17,726
Avances au personnel	1,603,451	1,459,450	144,001
Avances spéciales	877,387	818,392	58,995
Assurances hypothécaires	43,100	39,381	3,719
Effets escomptés au personnel	12,465	15,738	(3,273)
Total	G 4,350,514	4,129,346	221,168

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

10) PRÊTS ET AVANCES AUX PARTICULIERS ET AUX AUTRES INSTITUTIONS (SUITE)

- a) Au 30 septembre 2018, les prêts aux employés portent des intérêts de 4% l'an et les avances portent des intérêts de 4% et de 5% selon que les périodes de remboursement s'échelonnent sur 60 ou 72 mois.
- b) En vertu d'un accord conclu entre l'État Haïtien, SOGENER et l'EDH pour la production d'énergie électrique dans plusieurs villes du pays, la BRH a honoré des lettres de crédit en faveur de la firme SOGENER. En 2018, la BRH a décidé de provisionner la totalité de cette créance.
- c) Cette provision se rapporte aux prêts inactifs, lesquels sont provisionnés à 100% au 30 septembre 2017. La provision a ainsi évolué:

(En milliers de gourdes)		2018	2017
Solde début	G	341,863	391,261
Dotation (récupération) de provision pour perte de valeur sur prêt		32,364	(49,398)
Total	G	374,227	341,863

11) PRÊTS ET AVANCES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit:

(En milliers de gourdes)		2018	2017	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières monétaires bancaires (a)	G	9,847,552	7,865,434	1,982,118
Prêts et avances de la Banque Centrale aux Institutions financières non monétaires non bancaires (b)		1,652,047	915,653	736,394
Réescomptes aux institutions financières monétaires bancaires		43,339	86,223	(42,884)
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux Institutions monétaires et non monétaires		28,373	23,345	5,028
Réescomptes aux institutions financières non monétaires		-	228	(228)
Total	G	11,571,311	8,890,883	2,680,428

a) Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières monétaires bancaires

Ces prêts ont été octroyés à ces institutions dans le cadre du financement de programmes et de projets de développement. Selon les protocoles d'accord signés entre la BRH et ces institutions, les remboursements s'échelonnent sur une durée ne dépassant pas 15 ans et portent des taux d'intérêts de 1.5% ou 3% l'an selon les modalités de chaque prêt.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

11) PRÊTS ET AVANCES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES (SUITE)

b) Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires

Ces prêts ont été octroyés à ces institutions dans le cadre du financement du programme de Facilité de Crédit des Entreprises à l'Exportation. Selon les protocoles d'accord signés entre la BRH et ces institutions, les remboursements s'échelonnent sur une durée ne dépassant pas 120 mois et portent des taux d'intérêts de 0.5% l'an selon les modalités de chaque prêt.

Les termes d'échéance des remboursements des prêts et avances à ces institutions se présentent comme suit:

	Total	1 an	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Institutions financières monétaires bancaires	G 9,847,552	-	-	9,847,552
Institutions financières non monétaires non bancaires	1,652,047	-	490,718	1,161,329
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux institutions monétaires et non monétaires	28,373	-	-	28,373
Réescomptes aux institutions Financières	43,339	-	43,339	-
	G 11,571,311	-	534,057	11,037,254

12) IMMOBILISATIONS

Les différentes immobilisations détenues par la banque ont ainsi évolué au cours de l'exercice:

	2018	2017	Variation
Valeurs brutes – immobilisations corporelles (a)	8,142,988	7,527,364	615,624
Valeurs brutes – immobilisations incorporelles (b)	5,918	17,098	(11,180)
Sous-total	8,148,906	7,544,462	604,444
Amortissements – immobilisations corporelles	(2,781,596)	(2,416,679)	(364,917)
Amortissements – immobilisations incorporelles (b)	(4,559)	(14,770)	10,211
Sous-total	(2,786,155)	(2,431,449)	(354,706)
Valeurs brutes – immobilisations financières (c)	238,078	213,287	24,791
Total	5,600,829	5,326,300	274,529

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

12) IMMOBILISATIONS (SUITE)

(a) Les immobilisations corporelles et incorporelles se présentent comme indiqué ci-dessous au 30 septembre 2018:

(En milliers de gourdes)	Solde au 30/09/17	Acquisitions	Disposition	Régularisations	Solde au 30/09/18
Terrains G	966,345	-	-	-	966,345
Bâtisses	2,033,454	-	-	-	2,033,454
Matériel et mobilier					
de bureau	81,077	38,913	-	(38,270)	81,720
Matériel informatique	69,345	23,685	-	(12,538)	80,492
Matériel roulant	131,456	28,582	-	(11,279)	148,759
Équipements	574,641	409,129	-	(304,008)	679,762
Installations	55,991	13,871	-	(6,754)	63,108
Aménagements	25,829	4,756	-	-	30,585
Logiciels informatiques	17,098	11,895	-	(23,075)	5,918
Immobilisations en cours	2,293,659	1,575,364	-	(1,183,837)	2,685,186
Biens complètement amortis	<u>1,295,568</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>78,010</u>	<u>1,373,578</u>
G	7,544,463	2,106,195	-	(1,501,751)	8,148,907

L'amortissement cumulé a ainsi évolué au cours de l'exercice:

Amortissement cumulé

(En milliers de gourdes)	Solde au 30/09/17	Amortissement	Disposition	Régularisations	Solde au 30/09/18
Terrains G	-	-	-	-	-
Bâtisses	747,637	101,673	-	-	849,310
Matériel et mobilier					
de bureau	34,258	16,514	-	(7,712)	43,060
Matériel informatique	36,126	14,130	-	(12,456)	37,800
Matériel roulant	61,757	33,044	-	(9,278)	85,523
Équipements	211,365	155,729	-	(15,048)	352,046
Installations	20,134	11,396	-	(6,755)	24,775
Aménagements	9,833	5,672	-	-	15,505
Logiciels informatiques	14,770	10,781	-	(20,991)	4,560
Biens complètement amortis	<u>1,295,569</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>78,010</u>	<u>1,373,579</u>
G	2,431,449	348,939	-	5,770	2,786,158
Immobilisations, corporelles net G	5,113,014				5,363,108

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

12) IMMOBILISATIONS (SUITE)

(b) Les immobilisations incorporelles sont ainsi réparties :

Coût	Solde au 30/9/17	Acquisition	Redressement régularisation	Solde 30/9/18
Logiciel informatique	17,098	11,895	(23,075)	5,918
Biens complètement amortis	-	-	23,075	-

(c) Les immobilisations financières représentent des titres de Bladex (*Banque Latino-Américaine De commerce Extérieur*), titres de participation cotés aux États-Unis. Ces titres sont valorisés à la clôture à la juste valeur par le compte de résultat.

13) AUTRES ACTIFS

Les autres actifs se détaillent comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
À recevoir sur contrat d'échange à terme de devises (a)	G 5,330,120	516,488	4,813,632
Stock de pièces et billets (b)	679,966	921,352	(241,386)
Remises en transit sur le pays	425,549	433,144	(7,595)
Avances aux fournisseurs	407,483	275,132	132,351
Frais payés d'avance	290,518	285,374	5,144
Comptes à recevoir	279,035	255,366	23,669
Stock de fournitures de bureau	96,895	138,085	(41,190)
Dépôts de cautionnement	470	470	-
Autres	449,297	392,651	56,646
Total	G 7,959,333	3,218,062	4,741,271

(a) Au 30 septembre, la BRH est liée par divers contrats d'échange de devises avec les institutions financières locales. En vertu de ces contrats initiés dans le cadre des mesures de politique monétaire ou à la demande de ces institutions, la BRH reçoit des dollars ou des gourdes de ces institutions en contrepartie de la monnaie d'échange à un taux contractuel. Ces contrats sont conclus pour une durée de 120 jours à cinq ans à des taux d'intérêts variant de 0% à 3.50%.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

13) AUTRES ACTIFS (SUITE)

b) Stock de billets et pièces

Ce poste est constitué des billets et monnaies non encore émis à la clôture de l'exercice.

À l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en stocks au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

À la mise en circulation, les quantités de signes monétaires émises sont comptabilisées en charges de la période pour les billets. Les pièces quant à elles sont amorties sur vingt ans.

À la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non mis en circulation (émis ou non émis) sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Le stock de signes monétaires non émis se décompose comme suit :

(En milliers de gourdes)		2018	2017
Stock de billets neufs	G	357,623	583,039
Stocks de pièces neuves		<u>322,343</u>	<u>338,313</u>
Total	G	679,966	921,352

Les contrats effectifs au 30 septembre 2018 se résument comme suit :

	<u>À recevoir</u>	<u>À payer</u> (notes 6 a, a2 et b)
En gourdes	1,838,784	3,429,495
En dollars	<u>3,491,336</u>	<u>1,924,379</u>
	<u>5,330,120</u>	<u>5,353,874</u>

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

14) BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION

Cette rubrique s'analyse comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	Émissions	Destructions	2017	Variation
Billets émis	G 54,907,530	14,170,000	7,926,522	48,664,052	6,243,478
Pièces de monnaie émis	109,055	44,400	-	64,655	44,400
Encaisse	(2,680,656)	-	-	(5,295,556)	2,614,900
Total	G 52,335,929	14,214,400	7,926,522	43,433,151	8,902,778

Au 30 septembre, les billets et pièces de monnaie émis représentent les billets et pièces de monnaie disponibles juridiquement émis, déduction faite de l'encaisse.

Au cours de l'exercice 2018, G 14.2 milliards ont été juridiquement émis par la BRH.

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques, les obligations et bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Engagements en devises (a)	G 70,456,558	63,484,468	6,972,090
Engagements en monnaie locale (b)	48,937,760	38,850,665	10,087,095
Engagements envers le Gouvernement Central (c)	23,647,357	21,952,982	1,694,375
Bons BRH (d)	13,856,000	12,214,000	1,642,000
Obligations BRH (e)	2,487,331	551,413	1,935,918
Total	G 159,385,006	137,053,528	22,331,478

Les comptes d'engagement comprennent des comptes de dépôts à vue ouverts ou d'autres obligations envers les déposants et créiteurs à la BRH, ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

a) Engagements en devises

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Engagements envers les institutions bancaires résidentes (a1)	G 66,110,670	59,976,749	6,133,921
Engagements envers les autres institutions non résidentes (a2)	1,983,604	1,757,367	226,237
Engagements envers les entreprises publiques	1,385,319	1,373,611	11,708
Engagements envers les institutions non bancaires résidentes – Échange de devises	769,751	313,450	456,301
Chèques certifiés et comptes spéciaux dollars	204,312	60,644	143,668
Institutions financières monétaires bancaire Euro	2,848	2,598	250
Comptes FMI no 2 - Engagement en DTS FMI	54	49	5
Total	G 70,456,558	63,484,468	6,972,090

(a1) Ce poste comprend :

(En milliers de gourdes)	2018	2017
Dépôts à vue	G 64,956,043	59,788,679
Compte à payer – échange de devises	1,154,627	188,070
	G 66,110,670	59,976,749

(a2) Ce poste comprend des engagements de garantie octroyés à des fournisseurs en dollars US pour compte de l'État Haïtien. Les comptes du dépôt de l'État sont débités à la mise en place de ces garanties et les engagements envers les fournisseurs sont enregistrés.

b) Engagements en monnaie locale

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Dépôt des institutions financières	G 47,810,109	37,296,720	10,513,389
Dépôts entreprises publiques (b1)	580,108	1,031,455	(451,347)
Autres dépôts	547,543	522,490	25,053
Total	G 48,937,760	38,850,665	10,087,095

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux états financiers

30 septembre 2018

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Dépôts à vue	G 44,380,614	37,296,720	7,083,894
Compte à payer – Échange de devises	3,429,495	-	3,429,495
G	47,810,109	37,296,720	10,515,389

c) Engagements envers le Gouvernement

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, de comptes spéciaux et du déficit du Trésor Public qui s'analysent comme suit :

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Dépôts Gouvernement Central-dollars	G 14,983,461	10,921,485	4,061,976
Dépôts Gouvernement Central- gourdes	4,751,105	6,198,584	(1,447,479)
Dépôts Gouvernement Central-euro	3,447	4,033	(586)
Dépôts collectivités locales	478,838	414,795	64,043
	20,216,851	17,538,897	2,677,954
Comptes spéciaux	3,430,505	4,414,085	(983,580)
Total	G 23,647,356	21,952,982	1,694,374

- Comptes spéciaux

Le solde se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Comptes spéciaux trésor pensions civiles	G 3,290,411	4,277,961	(987,550)
Trésor publique fonds en FIDEICOMMS	139,474	129,944	9,530
Fonds spécial dette externe	-	5,303	(5,303)
Autres mairies du Nord	620	876	(256)
Total	G 3,430,505	4,414,084	(983,579)

- Compte spécial Trésor Pension Civile

Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'État par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'État.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

15) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

- *Trésor Public, fonds en fidéicommis*

Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicommis. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'État par la BRH.

- *Trésor Compte spécial – Obligations sur investissements publics*

Ce compte enregistre les fonds issus de l'émission des bons du Trésor Public dans le cadre du règlement des arriérés des sociétés de construction.

d) Bons BRH

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

Le solde a évolué comme suit, par échéance:

(En milliers de gourdes)	2018	2017
Échéance		
7 jours	G 1,501,000	1,361,000
28 jours	561,000	1,031,000
91 jours	<u>11,794,000</u>	<u>9,822,000</u>
Total	G 13,856,000	12,214,000

La rémunération moyenne est de 12.76% et 10.44% pour les exercices 2018 et 2017 respectivement.

e) Obligations BRH

Les obligations BRH sont des titres servants à faciliter la transmission directe des taux d'intérêts, à contenir la volatilité du taux de change et à absorber davantage de liquidités du système bancaire.

Le montant de l'émission de l'obligation BRH est fonction des objectifs fixés lors des réunions hebdomadaires du comité d'adjudication des bons BRH. Cet instrument de dette est émis par la BRH en utilisant les services des banques commerciales et de certaines caisses populaires comme intermédiaires, en échange de frais de commission.

Le taux d'intérêt est constitué de deux composantes : l'une fixe et l'autre variable représentant le coefficient d'indexation de la période. Ce dernier est la variation du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain (TMA) entre la date d'émission des titres et leur date d'échéance. Ces intérêts sont payables à maturité.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

16) ENGAGEMENT ENVERS LE FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

	30/9/2018		30/9/2017		Variation
	En DTS (En milliers de gourdes)	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
DTS alloués (a)	78,507,957	7,665,221	78,507,957	6,955,794	709,427
Facilité élargie de crédit (b)	28,337,400	2,766,756	35,053,200	3,105,708	(338,952)
Engagements extérieurs prêts FMI (c)	37,732,500	3,684,059	37,732,500	3,343,094	340,965
Total	144,577,857	14,116,036	151,293,657	13,404,596	711,440

a) DTS alloués

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

b) Facilité Élargie de Crédit

Ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) accordée à l'État Haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'État, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est renversée à l'État.

c) Engagements extérieur FMI

Il n'y a pas eu de nouvelles allocations en 2018. La variation constatée est liée à la variance du taux de conversion des DTS.

17) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT HAÏTIEN SUR PARTICIPATION AU CAPITAL DES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'État Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2018:

- Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Contributions et engagement de L'État Haïtien sur participation au capital des organismes financiers (note 8)	G 4,775,493	4,014,629	760,864
Dépôts des organismes internationaux	1,195,349	946,282	249,067
Total	G 5,970,842	4,960,911	1,009,931

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

18) UTILISATION DE DROITS DE TIRAGES GARANTIS PAR LES PLACEMENTS

Sur la base de l'accord cadre régissant la gestion d'un portefeuille de placement, la BRH a effectué des tirages de quatre-vingt-dix millions de dollars US (US\$ 90,205,825) équivalent à G 6,312,369 au 30 septembre 2018. Ces tirages portent intérêts au taux de 2.3% et sont garantis par les placements (**note 7**) par tacite reconduction.

19) AUTRES PASSIFS

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2018 se présente comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Dette PDVSA	G 12,024,449	4,995,012	7,029,437
Compte transit exercice fiscal/chèques en circulation	7,000,000	-	7,000,000
Allègement dette FMI après catastrophe (a)	5,208,401	6,057,825	(849,424)
Dette actuarielle (b)	6,360,290	5,844,625	515,665
Provisions obligations fin de service et provisions spéciales (c)	737,576	836,660	(99,084)
Fonds non sujets à emploi (d)	904,659	704,819	199,840
Divers créditeurs	626,792	1,081,214	(454,422)
Compte transitoire externe	332,301	243,507	88,794
Compte à payer	300,030	190,188	109,842
Provisions pour boni	158,815	142,342	16,473
Chèque de direction	101,311	56,137	45,174
Dividendes à verser	31,567	146,474	(114,907)
Provisions pour vérificateurs externes	26,751	28,171	(1,420)
Salaires à payer	19,590	9,581	10,009
Provisions pour prime des caissiers	16,553	1,017	15,536
Dépôts et consignations	595	595	-
Total	G 33,849,680	20,338,167	13,511,513

(a) Allègement dette FMI après catastrophe

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'État Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé «Allègement de dette du FMI après catastrophe» a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement).

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

(b) Dette actuarielle/Fonds de pension

La dette actuarielle correspond au montant engagé par la Banque dans le cadre du Plan de retraite du personnel (le Plan). Ce plan est un régime à prestations définies, créé par résolution du Conseil d'Administration en date du 3 novembre 2010 et entré en vigueur le 1^{er} avril 2011. Le plan a connu un amendement le 24 septembre 2015.

Toutes les contributions versées au Fonds de pension sont irrévocables et sont détenues séparément par la Banque dans un fonds de pension à utiliser conformément aux dispositions du Plan. Ni les contributions ni les revenus ne peuvent être utilisés à des fins autres que les prestations exclusivement réservées aux participants en activité et retraités ou à leurs ayants droit, ou à la satisfaction des obligations découlant du Plan. Au 30 septembre 2017, tous les placements du Plan étaient sous gestion externe.

	2018	2017
Obligations au titre des prestations constituées		
au début de l'exercice	G 11,171,681	9,985,851
Coût des services rendus total au cours de l'exercice	323,162	291,137
Cotisations des employés	(155,986)	(137,168)
Coût financier brut	1,204,702	1,098,444
Montant de l'actif du régime au début de la période	5,393,639	4,548,020
Montant de l'actif du régime à la fin de la période	6,182,120	5,393,639
Produit des actifs du régime	423,979	500,282
Coût financier net	<u>780,723</u>	<u>598,161</u>
Obligations au titre des prestations constituées		
à la fin de l'exercice	12,543,559	11,238,264
Valeur de marché des actifs du Fonds de pension		
à la fin de l'exercice (-)	<u>(6,182,695)</u>	<u>(5,394,176)</u>
Engagement du sponsor au 01/10/N	<u>6,360,864</u>	<u>5,844,088</u>
Charges de l'exercice pour le sponsor exercice N	G 803,337	752,130

Au 30 septembre 2018, la Banque avait une dette envers le Plan de retraite du personnel pour un montant de G 6,360,864 mille correspondant aux obligations au titre des prestations définies déduction faite de la valeur de marché des actifs du Fonds de pension.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

L'évolution des actifs du Fonds de pension a été la suivante au cours des deux derniers exercices:

		2018	2017
Juste valeur des actifs du plan			
Valeur de marché des actifs du plan			
à l'ouverture de l'exercice	G	5,394,177	4,548,375
Rendement effectif des actifs		583,439	417,176
Cotisations de l'employeur		220,514	504,005
Cotisations des participants au plan durant l'exercice		155,985	137,168
Prestations payées		(171,458)	(212,729)
Variations de BFR		-	-
Variation des prestations à payer		<u>38</u>	<u>181</u>
Valeur de marché des actifs du plan à la fin de l'exercice	G	6,182,695	5,394,176

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation actuarielle au 30 septembre 2018 et 2017 sont les suivantes:

Plan de retraite du personnel

(En pourcentage)	2018	2017
Taux d'actualisation	11%	11%
Rendement escompté des actifs du fonds	11%	11%
Taux d'augmentation des pensions	9%	9%

Le tableau qui suit présente la moyenne pondérée de l'allocation des actifs du Fonds de pension du personnel au 30 septembre 2018 et 2017:

		2018	2017
Placements obligataires en USD	G	1,526,137	1,338,368
Placements obligataires en gourdes		4,219,265	3,346,458
Disponibilités		<u>437,293</u>	<u>709,350</u>
Total	G	6,182,695	5,394,176

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

(c) Provisions obligations fin de service et provisions spéciales

Les provisions pour obligations fin de service sont octroyées au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 10% des salaires.

(d) Fonds non sujets à emploi

(En milliers de gourdes)		2018	2017
Fonds délaissés	G	753,587	562,119
Chèques en devises BRH en circulation plus d'un an		66,260	57,803
Chèques certifiés BRH - non réclamés		64,411	64,411
Chèques de direction BRH - non réclamés		18,967	19,171
Valeur à réclamer banques étrangères US		1,048	-
Valeurs saisies		378	1,315
Valeur à réclamer banques étrangère Euros		8	-
Total	G	904,659	704,819

Ce poste enregistre essentiellement:

- des chèques (chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G 141 millions.
- les fonds délaissés et qui sont relatifs aux comptes non mouvementés dans les banques commerciales.

Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires de comptes.

20) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DE CHANGE

Voir tableau de variation des capitaux propres.

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G 19,821 millions au 30 septembre 2018, et G 15,230 millions au 30 septembre 2017, soit une augmentation de 4,589 millions sur l'exercice.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

21) RÉSERVES GÉNÉRALES

Voir tableau de variation des capitaux propres.

a) Plus-value latente sur portefeuille de placement

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

b) Réserve de réévaluation de change

Les comptes d'actif et de passif libellés en dollars font l'objet de réévaluation mensuelle. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

22) CAPITAL ET RÉSERVES

Voir tableau de variation des capitaux propres.

Le capital et les réserves sont restés stables et s'analysent comme suit:

(En milliers de gourdes)		2018	2017
Allocations spéciales de retraite	G	531,852	487,920
Réserve spéciales (a)		412,825	412,825
Réserve légale (b)		87,080	74,454
Capital (c)		50,000	50,000
Réserve pour réévaluation d'immeubles (d)		719,004	719,004
Total	G	1,800,761	1,744,203

a) Réserves spéciales

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65% des profits nets.

b) Réserve légale

La réserve légale est dotée à hauteur de 10% des profits nets.

c) Capital social

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G 50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

d) Réserves pour réévaluation d'immeubles

Les réserves pour réévaluation d'immeubles correspondent aux surplus nets de réévaluation:

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

23) RÉSULTATS NETS D'INTÉRÊTS

Le résultat net d'intérêt se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017	Variation
Produits sur portefeuille en titres	G 4,594,251	4,312,367	281,884
Produits d'intérêts :			
Produits sur les avoirs dans les banques non résidentes	-	-	-
Revenus sur avoirs en devises étrangères	159,643	-	159,643
Produits sur opérations de crédit :			
Intérêts sur prêts au gouvernement	1,099,847	1,099,847	-
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires	263,531	198,487	65,044
Intérêts sur obligations post Sandy	161,045	111,507	49,538
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel	72,687	68,133	4,554
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothécaires	65,652	63,209	2,443
Intérêts sur opérations SWAP/Banques locales	10,986	7,777	3,209
Intérêts sur prise en pension bons BRH	10,620	14,213	(3,593)
Intérêts sur prêts aux institutions financières monétaires	5,691	-	5,691
Intérêts sur avances au gouvernement	1,995	102	1,893
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés	715	643	72
Intérêts sur avances aux entreprises publiques	27	-	27
Frais additions perçues sur virement	26	-	26
Intérêts sur prêts aux collectivités	3	-	3
Total produits d'intérêts	G 6,446,719	5,876,285	570,434
Charges d'intérêts :			
Intérêts débiteurs payés sur bonds BRH	1,664,491	1,233,812	430,679
Obligations BRH	289,574	39,043	250,531
Intérêts débiteurs/tirages lignes de crédit	14,403	-	14,403
Autres dépenses d'intérêts	55,115	8,293	46,822
Total charges d'intérêts	2,023,583	1,281,148	742,435
Marge nette d'intérêts	G 4,423,136	4,595,137	(172,001)

Produits sur portefeuilles en titres

Les produits sur portefeuilles de titres sont constitués des intérêts sur les placements en devises à l'étranger.

Produits sur opérations de crédit

Les produits sur opérations de crédit sont essentiellement constitués par le montant annuel de G 1,100 millions versé par le Trésor Public à la BRH, au titre d'intérêts sur sa dette interne.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

23) RÉSULTATS NETS D'INTÉRÊTS (SUITE)

a) Charges d'intérêts

- Intérêts débiteurs payés sur bons BRH

Ce compte inclus les charges d'intérêts de la BRH sur les bons qu'elle émet.

24) RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit:

(En milliers de gourdes)	Note	2018	2017	Variation
Salaires et autres compensation (a)	G	2,382,932	2,109,905	273,027
Contributions – Fonds de retraite (b)	19	803,337	503,991	299,346
Bénéfices sociaux		419,183	406,934	12,249
Formation		118,603	144,396	(25,793)
Contribution prestation fin de service		64,370	59,773	4,597
Charge actuarielle – Fonds de pension		-	598,161	(598,161)
Autres		16,112	17,678	(1,566)
Total	G	3,804,537	3,840,838	(36,301)

- a) Les salaires et autres compensations comprennent les salaires réguliers, les heures supplémentaires et autres gratifications.
- b) Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 15% du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension.

25) OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'État Haïtien, ainsi que le personnel de direction.

La BRH est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé:

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-Président du Conseil
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2018

25) OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES (SUITE)

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit:

(En milliers de gourdes)	2018	2017
Prêts hypothécaires	G 34,124	35,417
Avances	<u>16,958</u>	<u>12,107</u>
Total	G 51,082	47,524

26) PROCÉDURE JUDICIAIRE

Au 30 septembre 2018, la BRH suit un certain nombre de dossiers en instruction de litige par ou contre des tiers. Selon l'évaluation des faits à ce jour, de l'avis des conseillers juridiques de la Banque, les positions retenues sont fondées. Aucun impact significatif dans les comptes de la Banque du fait d'un règlement des obligations éventuelles n'est à attendre.

27) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements de garantie donnés par la BRH à des fournisseurs en faveur de l'État Haïtien sont reflétés au passif étant donné que ces fonds ont été prélevés sur les comptes de l'État en couverture de ces garanties. Ces engagements ainsi couverts totalisent G 1.9 milliards et 1.7 milliards respectivement au 30 septembre 2018 et 2017 et sont reflétés dans les engagements en devises (**note 15**).

28) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le protocole avec le Ministère des Finances pour la consolidation des encours de dettes au 30 septembre 2018 a été signé en date du 25 mars 2019.

LISTE DES CIRCULAIRES

Date de parution	OBJET	Date d'entrée en vigueur
2017-2018		
Circulaire 101-3		
11 août 2017	Sur les modalités de facturation des opérations effectuées à partir des cartes de paiement	1er décembre 2017
Circulaire 111		
25 septembre 2017	Sur les éléments constitutifs des réserves obligatoires	1er décembre 2017
Circulaire 02-17		
4 décembre 2017	Modifiant les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaies nationale et étrangères	18 décembre 2017
Circulaire 100-2		
7 juin 2018	Sur les mesures que les banques doivent prendre dans le cadre de la mise en œuvre de leur programme de prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme	2 juillet 2018
Lettre-Circulaire 99-2		
7 juin 2018	Sur les mesures préventives que les banques doivent prendre aux fins de lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	2 juillet 2018
Circulaire 112		
22 juin 2018	Sur les conditions d'acceptation des dépôts effectués à la BRH	2 juillet 2018
Circulaire 001-18		
23 juillet 2018	Modifiant le mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères	1er août 2018
Circulaire 113		
20 septembre 2018	Sur les incitations au financement du secteur agricole	1er octobre 2018

ANNEXE JURIDIQUE

CONSEILS D'ADMINISTRATION

BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

MONITEUR # 84 DU 25 SEPTEMBRE 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

MONITEUR # 27 DU 21 MARS 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

MONITEUR # 22 DU 4 MARS 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

MONITEUR # 93 DU 29 SEPTEMBRE 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

MONITEUR # 23 DU 11 MARS 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

MONITEUR # 114 DU 17 OCTOBRE 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

MONITEUR # 2 DU 4 JANVIER 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :
Maurice Télémaque *
Antonio André *
François Auguste *
Marcel Vaval
Jean Pierre Mompont

MONITEUR # 8 DU 23 JANVIER 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :
Antonio André *
Joseph Chatelain *
Louis Smith *
Vilfort Beauvoir
Lebert Jean Pierre

MONITEUR # 113 DU 27 NOVEMBRE 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :
Antonio André*
Vilfort Beauvoir
François Murat *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 110 DU 26 NOVEMBRE 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :
Antonio André *, Président et Directeur Général
Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur
François Murat *, Membre et Directeur Commercial
Noé Fourcand, Membre
Jean Magloire, Membre

MONITEUR # 82 DU 5 OCTOBRE 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :
Antonio André *
Léon Mirambeau
René Adrien *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 75 DU 30 OCTOBRE 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

MONITEUR # 69-A DU 9 SEPTEMBRE 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BRH)

MONITEUR # 76-B DU 27 SEPTEMBRE 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 42 DU 21 JUILLET 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 12 DU 8 FÉVRIER 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 51 DU 14 JUILLET 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 87-A DU 16 DÉCEMBRE 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

André Josaphat, Membre *

MONITEUR # 26 DU 18 AVRIL 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Stanley Théard, Membre

MONITEUR # 70 DU 6 OCTOBRE 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Gérard Pierre-Louis, Membre

MONITEUR # 43 DU 20 JUIN 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *
Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *
Félix Gaston, Directeur Général *
Stanley Théard, Membre
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 19 DU 27 FÉVRIER 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Sully Belancourt, Directeur Général *
Joseph Lagroue, Membre *
Guy A. Douyon, Membre

MONITEUR # 57 DU 30 JUIN 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

MONITEUR # 71-A DU 11 AOÛT 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et
M. Gérard Noël *, Membre.

MONITEUR # 85-A DU 29 SEPTEMBRE 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Eddy V. Etienne, Directeur Général *
Yvon Guirand, Membre
Ernst Nicolas, Membre *

MONITEUR # 48 DU 26 JUIN 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Charles Beaulieu, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
Fritz Laurenceau, Membre *

MONITEUR # 30 DU 29 MARS 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

MONITEUR # 68-A DU 6 AOÛT 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *
Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *
Joachim Noel, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
René Durand, Membre *

MONITEUR # 28-A DU 1ER AVRIL 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

MONITEUR # 94-A DU 2 DÉCEMBRE 1991

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

MONITEUR D'OCTOBRE 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *
Bonivert Claude, Membre *
Monique Ph. Thébaud, Membre *
Venel Joseph, Membre *
Dumas Benjamin, Membre *

MONITEUR # 99 DU 15 DÉCEMBRE 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur
Fred Joseph, Vice-Gouverneur
Roland Pierre, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Henry Cassion, Membre

MONITEUR # 9 DU 31 JANVIER 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

MONITEUR # 12 DU 12 FÉVRIER 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur
Roland Pierre, Gouverneur Adjoint
Henry Cassion, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Max Etienne, Membre *

MONITEUR # 71 DU 30 AOÛT 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*
Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*
Réginald Mondésir, Directeur Général
Gladys Péan, Membre
Yvon Guirand, Membre

MONITEUR # 22 DU 27 AVRIL 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

MONITEUR # 86 DU 30 SEPTEMBRE 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Marc Hébert Ignace, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Fritz Duroseau, Membre

MONITEUR # 162 DU 16 NOVEMBRE 2011

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Charles Castel, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Jean Baden Dubois, Directeur Général*

Fritz Duroseau, Membre*

Georgette Jean-Louis, Membre

MONITEUR # 243 DU 22 DÉCEMBRE 2015

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Jean Baden Dubois, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Georgette Jean-Louis, Directeur Général*

Ronald Gabriel, Membre*

Yamilée Champagne, Membre

MONITEUR # 155 DU 29 AOÛT 2016

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Jean Baden Dubois, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Georgette Jean-Louis, Directeur Général*

Ronald Gabriel, Membre*

Fritz Duroseau, Membre*

* Cadre de la BNRH ou de la BRH

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau I.1 Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en millions de gourdes de 1986-87)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
Secteur primaire	3,141.0	3,317.0	3,315.0	3,282.0	3,237.0	3,378.0	3,330.0	3,151.0	3,247.0	3,274.0	3,308.0
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,125.0	3,300.0	3,298.0	3,262.0	3,220.0	3,360.0	3,311.0	3,131.0	3,227.0	3,254.0	3,287.0
Industries extractives	16.0	17.0	17.0	20.0	17.0	18.0	19.0	20.0	20.0	20.0	21.0
Secteur secondaire	2,166.0	2,265.0	2,151.0	2,440.0	2,564.0	2,714.0	2,862.0	2,953.0	2,977.0	3,005.0	3,055.0
Industries manufacturières	1,029.0	1,075	912.0	1,074.0	1,150.0	1,175	1,206	1,261	1,280	1,293	1,308
Electricité, gaz et eau	52.0	67.0	70.0	91.0	69.0	69.0	70.0	70.0	72.0	73.0	73.0
Bâtiments et travaux publics	1,085.0	1,123.0	1,169.0	1,275.0	1,345.0	1,470.0	1,586.0	1,622.0	1,625.0	1,639.0	1,674.0
Secteur tertiaire	7,286.0	7,389.0	6,801.0	7,208.0	7,445.0	7,718.0	7,998.0	8,227.0	8,329.0	8,432.0	8,562.0
Commerce, Restaurants et hôtels	3,968.0	3,913.0	3,601.0	3,765.0	3,954.0	4,147.0	4,322.0	4,441.0	4,474.0	4,524.0	4,564.0
Transport et communications	967.0	992	963.0	1,092.0	1,078.0	1,117	1,158	1,189	1,194	1,205	1,218
Autres services marchands	1,653.0	1,654.0	1,536.0	1,577.0	1,638.0	1,692.0	1,779.0	1,817.0	1,865.0	1,894.0	1,939.0
Services non marchands	1,514.0	1,519.0	1,540.0	1,584.0	1,629.0	1,671.0	1,705.0	1,761.0	1,788.0	1,803.0	1,842.0
Branche fictive*	-716.0	-689.0	-839.0	-810.0	-854.0	-909.0	-966.0	-981.0	-992.0	-994.0	-1,001.0
Valeur ajoutée brute totale	12,593.0	12,971.0	12,267.0	12,930.0	13,246.0	13,810.0	14,190.0	14,331.0	14,553.0	14,711.0	14,925.0
Impôts moins subventions sur les produits	1,029.0	1,071.0	1,003.0	1,073.0	1,161.0	1,208.0	1,248.0	1,295.0	1,300.0	1,328.0	1,352.0
Produit intérieur brut	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,017.0	15,439.0	15,626.0	15,853.0	16,039.0	16,277.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau 1.1a ::: Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
Secteur primaire	23.1	23.6	25.0	23.4	22.5	22.5	21.6	20.2	20.5	20.4	20.3
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	22.9	23.5	24.9	23.3	22.4	22.4	21.4	20.0	20.4	20.3	20.2
Industries extractives	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Secteur secondaire	15.9	16.1	16.2	17.4	17.8	18.1	18.5	18.9	18.8	18.7	18.8
Industries manufacturières	7.6	7.7	6.9	7.7	8.0	7.8	7.8	8.1	8.1	8.1	8.0
Electricité, gaz et eau	0.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5	0.4
Bâtiments et travaux publics	8.0	8.0	8.8	9.1	9.3	9.8	10.3	10.4	10.3	10.2	10.3
Secteur tertiaire	53.5	52.6	51.3	51.5	51.7	51.4	51.8	52.6	52.5	52.6	52.6
Commerce, Restaurants et hôtels	28.4	27.9	27.1	26.9	27.4	27.6	28.0	28.4	28.2	28.2	28.0
Transport et communications	7.1	7.1	7.3	7.8	7.5	7.4	7.5	7.6	7.5	7.5	7.5
Autres services marchands	12.1	11.8	11.6	11.3	11.4	11.3	11.5	11.6	11.8	11.8	11.9
Services non marchands	11.1	10.8	11.6	11.3	11.3	11.1	11.0	11.3	11.3	11.2	11.3
Branche fictive*	-5.3	-4.9	-6.3	-5.8	-5.9	-6.1	-6.3	-6.3	-6.3	-6.2	-6.1
Valeur ajoutée brute totale	92.4	92.4	92.4	92.3	91.9	92.0	91.9	91.7	91.8	91.7	91.7
Impôts moins subventions sur les produits	7.6	7.6	7.6	7.7	8.1	8.0	8.1	8.3	8.2	8.3	8.3
Produit intérieur brut	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» [SCN 1993]

Tableau 1.1b :: Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
Secteur primaire											
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	-7.4	5.6	-0.1	-1.0	-1.4	4.4	-1.4	-5.4	3.0	0.9	1.0
Industries extractives	-7.5	5.6	-0.1	-1.1	-1.3	4.3	-1.5	-5.4	3.1	0.8	1.0
Secteur secondaire											
Industries manufacturières	6.7	6.3	0.0	17.6	-15.0	5.9	5.6	5.3	0.0	5.0	0.0
Electricité, gaz et eau	2.3	4.6	-5.0	13.4	5.1	5.9	5.5	3.2	0.8	0.9	1.7
Bâtiments et travaux publics	-0.1	4.5	-15.2	17.8	7.1	2.2	2.6	4.6	1.5	1.0	1.2
Secteur tertiaire											
Commerce, Restaurants et hôtels	-8.8	28.8	4.5	30.0	-24.2	0.0	1.4	0.0	2.9	1.4	0.0
Transport et communications	5.2	3.5	4.1	9.1	5.5	9.3	7.9	2.3	0.2	0.9	2.1
Autres services marchands	4.1	1.4	-8.0	6.0	3.3	3.7	3.6	2.9	1.2	1.2	1.5
Services non marchands	5.7	1.2	-8.0	4.6	5.0	4.9	4.2	2.8	0.7	1.1	0.9
Branche fictive*	6.3	2.6	-2.9	13.4	-1.3	3.6	3.7	2.7	0.4	1.0	1.0
Valeur ajoutée brute totale	3.2	0.1	-7.1	2.7	3.9	3.3	5.1	2.1	2.6	1.6	2.4
Impôts moins subventions sur les produits	4.9	0.3	1.4	2.9	2.8	2.6	2.0	3.3	1.5	0.8	2.2
Produit intérieur brut	15.7	-3.8	21.8	-3.5	5.4	6.4	6.3	1.6	1.1	0.3	0.6
	0.7	3.0	-5.4	5.4	2.4	4.3	2.8	1.0	1.5	1.1	1.4
	2.9	4.1	-6.3	7.0	8.2	4.0	3.3	3.8	0.4	2.1	1.9
	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.2	2.8	1.2	1.5	1.2	1.5

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la « production imputée de services bancaires » (SCN 1993)

Tableau I.2 :::: Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
PIB	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	391,635.0	423,644.0	484,351.0	551,911.0	631,829.0
Importations	110,739.0	114,048.0	172,849.0	178,605.0	174,400.0	192,970.0	206,520.0	214,128.0	248,091.0	311,769.0	369,449.0
Ressources	361,329.0	381,928.0	439,801.0	481,459.0	502,461.0	557,496.0	598,155.0	637,772.0	732,442.0	863,680.0	1,001,278.0
Consommation	257,145.0	266,197.0	331,020.0	344,247.0	350,070.0	381,296.0	404,470.0	415,754.0	486,346.0	599,785.0	710,109.0
Investissement	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,384.0	96,925.0	109,586.0	121,165.0	137,258.0	146,380.0	159,926.0	183,275.0
Exportations	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,520.0	84,760.0	99,716.0	103,969.0	107,894.0
Emplois	361,329.0	381,928.0	439,801.0	481,459.0	502,461.0	557,496.0	598,155.0	637,772.0	732,442.0	863,680.0	1,001,278.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.2a :::: Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
PIB	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	391,635.0	423,644.0	484,351.0	551,911.0	631,829.0
Importations	329,426.0	339,844.0	398,845.0	428,611.0	446,995.0	490,882.0	525,635.0	553,012.0	632,726.0	759,711.0	893,384.0
Ressources	257,145.0	266,197.0	331,020.0	344,247.0	350,070.0	381,296.0	404,470.0	415,754.0	486,346.0	599,785.0	710,109.0
Consommation	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,384.0	96,925.0	109,586.0	121,165.0	137,258.0	146,380.0	159,926.0	183,275.0
Investissement	-78,836.0	-71,964.0	-131,893.0	-125,757.0	-118,934.0	-126,426.0	-134,000.0	-129,368.0	-148,375.0	-207,800.0	-261,555.0
Exportations	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,520.0	84,760.0	99,716.0	103,969.0	107,894.0
Emplois	110,739.0	114,048.0	172,849.0	178,605.0	174,400.0	192,970.0	206,520.0	214,128.0	248,091.0	311,769.0	369,449.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3 : Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986/87)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
PIB	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,026.0	15,439.0	15,626.0	15,853.0	16,039.0	16,277.0
Importations	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,121.0	22,603.0	22,793.0	23,260.0	23,618.0
Ressources	30,929.0	32,360.0	35,387.0	36,143.0	35,290.0	36,579.0	37,560.0	38,229.0	38,646.0	39,299.0	39,895.0
Consommation	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,896.0	25,103.0	25,408.0	26,092.0	26,406.0
Investissement	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,417.0	5,747.0	5,854.0	6,078.0	6,143.0	6,198.0	6,341.0
Exportations	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0	7,048.0	7,095.0	7,009.0	7,009.0
Emplois	30,929.0	32,360.0	35,387.0	36,143.0	35,290.0	36,572.0	37,560.0	38,229.0	38,646.0	39,299.0	39,895.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3a : Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986/87)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
PIB	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,026.0	15,439.0	15,626.0	15,853.0	16,039.0	16,277.0
Demande Intérieure	27,005.0	27,563.0	30,344.0	30,074.0	29,094.0	30,067.0	30,760.0	31,181.0	31,551.0	32,290.0	32,747.0
Consommation	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,896.0	25,103.0	25,408.0	26,092.0	26,406.0
Investissement	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,417.0	5,747.0	5,854.0	6,078.0	6,143.0	6,198.0	6,341.0
Solde Extérieur	-13,383.0	-13,521.0	-17,074.0	-16,071.0	-14,687.0	-15,048.0	-15,321.0	-15,555.0	-15,698.0	-16,251.0	-16,470.0
Exportations	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0	7,048.0	7,095.0	7,009.0	7,148.0
Importations	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,121.0	22,603.0	22,793.0	23,260.0	23,618.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau 1.3b :::: Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
PIB	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.3	2.7	1.2	1.5	1.2	1.5
Importations	5.3	5.8	20.7	0.1	-5.7	3.2	2.6	2.2	0.8	2.0	1.5
Ressources	3.3	4.6	9.4	2.1	-2.4	3.7	2.7	1.8	1.1	1.7	1.5
Consommation	1.7	1.7	13.8	-2.8	-5.2	2.7	2.4	0.8	1.2	2.7	1.2
Investissement	2.8	3.6	-6.5	9.6	6.2	6.1	2.0	3.6	1.1	0.9	2.3
Exportations	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5	3.6	0.7	-1.2	2.0
Emplois	3.3	4.6	9.4	2.1	-2.4	3.6	2.7	1.8	1.1	1.7	1.5

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau 1.3c :::: Structure de la croissance du PIB réel (variations en pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
PIB	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.3	2.7	1.2	1.5	1.2	1.5
Demande intérieure	1.9	2.1	10.1	-0.9	-3.3	3.3	2.3	1.4	1.2	2.3	1.4
Consommation	1.7	1.7	13.8	-2.8	-5.2	2.7	2.4	0.8	1.2	2.7	1.2
Investissement	2.8	3.6	-6.5	9.6	6.2	6.1	2.0	3.6	1.1	0.9	2.3
Solde extérieur	3.1	1.0	26.3	-5.9	-8.6	2.5	1.8	1.5	0.9	3.5	1.3
Exportations	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5	3.6	0.7	-1.2	2.0
Importations	5.3	5.8	20.7	0.1	-5.7	3.2	2.6	2.2	0.8	2.0	1.5

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3d : Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{1/}	2017 ^{2/}	2018 ^{3/}
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	198.2	196.3	228.7	214.8	201.9	200.1	199.2	199.5	199.0	201.3	201.2
Consommation	162.9	160.8	193.6	178.3	164.3	161.9	161.3	160.6	160.3	162.7	162.2
Investissement	35.3	35.5	35.1	36.4	37.6	38.2	38.0	38.9	38.7	38.6	39.0
Solde extérieur	-98.2	-96.3	-128.7	-114.8	-101.9	-100.1	-99.2	-99.5	-99.0	-101.3	-101.2
Exportations	28.8	34.2	38.0	43.3	43.0	43.3	44.0	45.1	44.8	43.7	43.9
Importations	127.1	130.5	166.7	158.1	145.0	143.4	143.3	144.6	143.8	145.0	145.1

Source : IHSI-BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.4 : Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Août 2004 =100)

	Pondération	Octobre 2017	Novembre 2017	Décembre 2017	Janvier 2018	Février 2018	Mars 2018	Avril 2018	Mai 2018	Juin 2018	Juillet 2018	AoûtSeptembre 2018 2018
Indice général	100.00%	321.80	324.60	327.20	330.10	333.50	336.80	340.70	345.00	349.50	354.90	359.90 365.50
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	336.00	339.40	342.80	346.20	349.60	353.40	357.70	362.40	367.40	373.50	379.00 384.50
Habille ment, tissus et chaussures	6.86%	371.70	375.60	379.30	382.80	387.30	392.30	396.70	403.00	409.60	417.50	423.80 430.80
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	398.10	400.60	402.00	406.20	414.20	417.30	422.50	427.60	434.80	442.30	448.20 452.80
Aménagement et entretien du logement	4.70%	317.80	321.20	323.30	327.10	331.40	334.00	338.00	342.40	348.00	353.50	358.40 362.80
Santé	2.90%	327.10	332.30	336.70	340.00	346.10	352.20	357.90	364.00	369.90	375.90	381.10 385.90
Transport	13.74%	182.90	183.30	183.60	183.90	184.20	184.50	185.70	187.20	187.60	188.30	190.40 190.60
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	342.70	343.70	344.90	345.60	346.60	349.10	353.00	355.60	358.20	361.90	366.30 391.00
Autres biens et services	4.56%	298.30	299.30	302.70	305.10	307.10	310.10	313.20	316.90	320.60	324.90	329.30 330.10

Source : IHSI

Tableau I.4a :::: Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Août 2004 =100)

	Pondération	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017	Septembre 2018
Indice général	100.00%	170.9	162.9	170.5	188.2	200.5	209.60	220.80	245.70	276.40	318.90	365.50
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	182.4	164.4	172.60	194.8	208.80	218.60	228.50	257.30	288.50	332.90	384.50
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	153.7	162.1	167.10	179.1	191.60	201.20	223.10	258.60	304.90	368.00	430.80
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	177.5	173.3	194.60	220.2	234.70	245.00	258.90	283.30	323.50	394.20	452.80
Aménagement et entretien du logement	4.70%	165.4	181.5	187.90	197.7	206.50	213.90	223.60	246.90	279.10	313.80	362.80
Santé	2.90%	157.0	167.0	172.90	192.0	207.10	214.60	238.10	257.90	279.30	315.00	385.00
Transport	13.74%	147.6	141.1	141.30	149.1	154.50	157.40	159.50	163.00	171.00	182.70	190.60
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	171.3	182.3	183.20	187.7	200.10	218.40	238.90	281.40	309.00	342.40	391.00
Autres biens et services	4.56%	137.5	142.1	145.90	158.3	167.00	174.10	190.80	228.60	256.80	296.90	330.10

Source : IHSI

Tableau I.5 :::: Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Octobre 2017	Novembre 2017	Décembre 2017	Janvier 2018	Février 2018	Mars 2018
Indice général	0.9	14.4	0.9	13.7	0.8	13.3
Alimentation, boisson et tabac	0.9	14.0	1.0	13.2	1.0	13.0
Habillement, tissus et chaussures	1.0	19.4	1.0	18.5	1.0	18.4
Loyer du logement, énergie, eau	1.0	20.7	0.6	19.5	0.3	16.9
Aménagement et entretien du logement	1.3	11.7	1.1	11.1	0.7	17.2
Santé	3.8	16.9	1.6	18.3	1.3	10.6
Transport	0.1	6.5	0.2	6.5	0.2	17.3
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.1	10.5	0.3	10.7	0.3	18.2
Autres biens et services	0.5	14.2	0.3	11.6	1.1	1.8

Source : IHSI

Tableau 1.5 :: Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100) suite

	Avril 2018			Mai 2018			Juin 2018			Juillet 2018			Août 2018			Septembre 2018		
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général	1.2	13.0	1.3	12.7	1.3	13.0	1.5	13.6	1.4	14.1	1.6	14.6	1.8	15.5	1.5	15.5	1.7	17.1
Alimentation, boisson et tabac	1.2	13.2	1.3	13.5	1.4	13.8	1.7	14.5	1.5	14.9	1.5	15.1	1.7	17.1	1.5	17.1	1.7	17.1
Habillement, tissus et chaussures	1.1	15.6	1.6	16.0	1.6	15.8	1.9	15.8	1.5	16.1	1.5	16.1	1.7	17.1	1.5	16.1	1.7	17.1
Loyer du logement, énergie, eau	1.2	15.2	1.2	13.2	1.7	13.1	1.7	13.7	1.3	14.6	1.0	14.2	1.2	14.2	1.2	14.2	1.0	14.9
Aménagement et entretien du logement	1.2	10.9	1.3	11.9	1.6	12.9	1.6	13.8	1.4	14.9	1.2	15.6	1.2	15.6	1.2	15.6	1.2	15.6
Santé	1.6	18.1	1.7	18.8	1.6	19.6	1.6	20.6	1.4	21.2	1.3	22.5	1.3	22.5	1.3	22.5	1.3	22.5
Transport	0.7	7.3	0.8	3.3	0.2	3.5	0.4	3.2	1.1	4.3	0.1	4.3	0.1	4.3	0.1	4.3	0.1	4.3
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	1.1	13.0	0.7	13.9	0.7	14.6	1.0	15.5	1.2	16.2	0.7	16.2	0.7	16.2	0.7	16.2	0.7	16.2
Autres biens et services	1.0	7.9	1.2	8.8	1.2	9.8	1.3	10.5	1.4	11.4	0.2	11.2	0.2	11.2	0.2	11.2	0.2	11.2

Source : IHSI, BRH

Tableau 1.5a :: Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004=100)

	Pondération	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017	Septembre 2018
Indice général	100.00%	19.8	-4.7	4.7	10.4	6.5	4.5	5.3	11.3	12.5	15.4	14.6
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	26.8	-9.9	5.0	12.9	7.2	4.7	4.5	12.6	12.1	15.4	15.5
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	11.4	5.5	3.1	7.2	7.0	5.0	10.9	15.9	17.9	20.7	17.1
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	12.9	-2.4	12.3	13.2	6.6	4.4	5.7	9.4	14.2	21.9	14.9
Aménagement et entretien du logement	4.70%	13.0	9.7	3.5	5.2	4.5	3.6	4.5	10.4	13.0	12.4	15.6
Santé	2.90%	12.0	6.4	3.5	11.0	7.9	3.6	11.0	8.3	8.3	12.8	22.5
Transport	13.74%	16.3	-4.4	0.1	5.5	3.6	1.9	1.3	2.2	4.9	6.8	4.3
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	7.3	6.4	0.5	2.5	6.6	9.1	8.5	10.3	18.2	10.8	14.2
Autres biens et services	4.56%	11.9	3.3	2.7	8.5	5.5	4.3	9.6	18.8	13.3	15.6	11.2

Source : IHSI, BRH

Tableau I.6 :: Taux de change à Port-au-Prince (gourdes/dollar EU)

Marché informel^{1/}

	Octobre 2016	Novembre 2016	Décembre 2016	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	Avril 2017	Mai 2017	Juin 2017	Juillet 2017	Août 2017	Septembre 2017
À l'achat	66.0238	66.6666	67.3211	67.6114	68.0547	69.0070	68.8676	63.7279	62.1139	62.3176	62.4838	62.7405
À la vente	66.4536	67.0437	67.7362	68.0891	68.5209	69.6064	69.3330	65.0762	63.8185	63.9909	64.2218	64.2500
Marché bancaire^{1/}												
À l'achat	65.9050	66.8887	67.2392	67.6510	68.1936	69.0861	68.6533	63.9924	62.2717	62.6026	62.7019	62.7803
À la vente	66.6424	67.4034	67.7808	68.0391	68.6146	69.4138	68.9431	65.0267	63.3183	63.5449	63.6122	63.6379
Taux de référence												
Moyen	65.8974	66.7840	67.2559	67.6136	68.1076	68.9997	68.8413	64.1380	62.2021	62.4790	62.6051	62.7640
Fin de période	66.3278	67.0629	67.3944	67.7976	68.3332	69.3523	67.6004	62.2023	62.3516	62.4717	62.6687	62.6900

Source : BRH
1/ moyenne arithmétique de la période

Tableau I.7 :: Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de goudes)

Composantes

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Agrégat M3	92,754.00	126,421.40	126,421.40	140,002.09	150,936.08	159,169.35	175,118.75	203,743.10	238,183.85	269,414.41	308,091.08
Agrégat M2	50,254.36	66,066.29	66,066.29	71,242.57	77,162.24	81,991.22	89,242.83	102,275.15	107,871.68	119,421.55	147,227.47
Agrégat M1	25,139.46	37,455.80	37,455.80	40,987.97	46,467.35	48,266.15	53,345.73	58,182.65	62,719.71	71,650.63	90,186.15
Monnaie en circulation	13,030.00	17,282.44	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,941.91	38,470.53	47,201.30
Dépôts à vue	12,109.46	20,173.36	20,173.36	22,596.77	26,166.25	26,904.08	29,405.95	29,564.66	29,077.80	33,180.10	42,994.85
Quasi-monnaie	25,114.90	28,610.48	28,610.48	30,254.59	30,694.89	33,725.07	35,897.10	44,092.49	45,151.97	47,770.93	57,041.32
Dépôts d'épargne	16,522.88	21,345.99	21,345.99	23,036.67	23,625.37	24,152.98	25,395.19	27,816.05	29,507.06	31,921.08	34,516.59
Dépôts à terme et autres	8,592.22	7,294.49	7,294.49	7,217.92	7,069.52	9,572.10	10,501.92	16,276.45	15,644.90	15,849.85	22,524.72
Dépôts en dollars ÉU	42,499.64	60,355.11	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93	101,467.95	130,312.17	149,992.85	160,863.62
Dépôts à vue	15,199.08	28,606.84	28,606.84	32,480.49	34,881.05	36,959.69	41,718.40	44,026.43	59,377.19	71,830.92	71,125.94
Dépôts d'épargne	14,435.46	20,501.51	20,501.51	24,483.50	26,269.56	27,322.24	29,212.68	32,897.69	39,650.89	41,755.25	46,898.05
Dépôts à terme et autres	12,866.10	11,246.76	11,246.76	11,795.53	12,623.23	12,895.20	14,944.85	24,543.84	31,294.09	36,406.68	42,899.63
Contreparties	92,754.00	126,421.40	126,421.40	140,002.09	150,936.08	159,169.35	175,118.75	203,743.10	238,190.57	269,414.41	308,091.08
Réserves nettes de change du système bancaire	38,994.93	92,278.09	92,278.09	104,594.69	116,006.77	101,094.55	95,654.07	112,613.43	153,065.97	166,288.68	164,494.17
Ruoirs extérieurs du système bancaire	50,562.27	104,303.83	104,303.83	117,505.44	129,753.80	131,586.13	116,800.73	133,038.17	175,624.44	195,977.36	210,312.12
Engagements extérieurs du système bancaire	11,567.34	12,025.74	12,025.74	12,910.75	13,747.03	30,521.58	21,146.66	20,424.75	22,558.46	29,688.67	45,817.95
Réserve nettes de change BRH	20,919.52	64,196.29	64,196.29	72,483.58	87,466.05	78,426.23	74,278.55	79,787.97	111,112.20	110,515.01	111,424.59
Ruoirs extérieurs BRH	30,203.54	73,773.50	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41	136,573.12	152,651.63
Engagements extérieurs BRH	9,284.03	9,577.21	9,577.21	11,582.39	11,841.95	25,864.77	13,154.61	14,708.68	18,448.21	28,058.11	41,227.04
Réserves de change banques commerciales	18,075.41	28,081.80	28,081.80	32,111.10	28,540.72	22,638.31	21,375.52	32,825.46	41,953.77	55,773.67	53,069.59
Ruoirs extérieurs banques commerciales	20,358.72	30,530.33	30,530.33	33,439.46	30,445.80	27,295.13	29,367.57	38,541.53	46,064.03	59,404.24	57,660.49
Engagements extérieurs banques commerciales	2,283.31	2,448.52	2,448.52	1,328.36	1,905.08	4,656.82	7,992.05	5,716.07	4,110.25	3,630.57	4,590.90
Crédit intérieur net	49,981.38	36,243.07	36,243.07	37,573.58	47,316.38	71,156.31	92,334.48	106,280.60	118,923.19	130,979.04	173,490.98
Crédit au secteur public	12,484.97	-4,342.02	-4,342.02	-12,952.07	-18,256.32	-5,035.57	7,451.30	18,570.53	12,780.96	20,170.76	48,943.71
Crédit à l'État	12,459.57	-1,559.31	-1,559.31	-8,900.87	-12,762.97	957.22	11,041.94	20,935.58	18,017.77	25,938.10	60,482.88
Crédit aux collectivités locales	-208.65	-155.10	-155.10	-121.43	-155.09	-95.06	-101.83	-46.79	-146.50	-443.04	-493.48
Crédit aux entreprises publiques	234.06	-2,627.61	-2,627.61	-3,929.77	-5,338.26	-5,897.72	-3,488.81	-2,318.26	-5,090.31	-5,324.30	-11,045.68
Crédit au secteur privé	37,496.41	40,595.08	40,595.08	50,525.64	65,572.70	76,191.87	84,893.18	87,690.07	109,142.22	110,808.28	124,547.27
Autres postes nets 1/	3,777.70	-2,099.76	-2,099.76	-2,166.18	-12,387.07	-13,052.50	-12,868.79	-15,130.93	-33,805.31	-27,853.32	-29,894.08

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8 ::: La base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Base monétaire	49,481.83	56,471.23	81,182.24	87,906.55	96,992.54	95,868.89	96,530.81	118,858.46	142,583.24	159,257.84	185,464.45
Monnaie en circulation	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,382.07	23,939.77	28,617.99	33,648.30	38,425.33	47,201.30
Réserves des banques	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,075.57	62,477.82	62,348.88	81,479.85	101,423.45	114,258.73	132,111.55
Réserves/dépôts des banques	22,308.92	26,692.43	45,824.04	50,769.57	55,730.58	53,812.49	54,310.63	72,067.84	86,692.65	97,037.91	114,281.37
Encaisses des banques et autres	1,883.33	2,099.74	2,373.63	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,329.24	4,487.10	4,082.50	5,007.82	5,155.18
Bons BRH émis	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,709.00	4,975.00	10,648.30	12,214.00	12,695.00
Autres Dépôts	2,665.58	4,821.32	6,783.12	9,795.84	12,929.88	12,305.00	10,390.16	8,760.52	7,511.50	6,572.78	6,151.60
Dépôts des collectivités locales	208.65	222.09	155.10	121.43	155.09	95.06	83.47	31.99	146.50	443.04	493.48
Dépôts des entreprises publiques	596.57	2,008.69	2,683.31	3,968.45	5,155.74	5,706.19	3,219.33	1,860.91	2,396.86	2,513.46	1,995.45
Dépôts du secteur privé	174.35	217.53	545.40	952.66	2,203.10	1,097.38	1,412.34	719.35	1,117.42	1,301.18	1,286.67
Bons BRH détenus par les IFNB	1,679.00	2,282.00	3,108.31	4,438.31	5,101.94	5,130.36	5,527.02	5,675.27	3,072.72	1,373.11	1,245.00
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	7.00	14.00	241.00	315.00	314.00	276.00	148.00	473.00	778.00	942.00	1,161.00
Sources	49,481.83	56,471.23	81,182.24	87,906.55	96,992.54	95,868.89	96,530.81	118,858.46	142,583.24	159,257.84	185,464.45
Ruirs extérieurs nets	20,919.52	24,001.43	64,196.29	72,483.58	87,468.05	78,426.23	74,278.55	79,813.06	111,090.90	110,515.01	111,424.50
Ruirs extérieurs BRH	30,203.54	42,510.68	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,493.16	94,496.65	129,560.41	136,573.12	152,651.54
Engagements extérieurs BRH	-9,284.03	-18,509.25	-9,577.21	-11,582.39	-11,841.95	-25,864.77	-13,154.61	-14,683.58	-18,469.51	-26,058.11	-41,227.04
Créances nettes sur le secteur public	20,653.60	22,954.30	11,285.36	8,769.23	8,225.31	10,224.04	15,674.82	25,833.87	30,448.41	35,310.14	61,355.64
Créances nettes sur le gouvernement central	19,936.58	22,314.78	11,324.70	8,891.54	8,465.47	10,882.88	16,128.22	26,286.84	30,829.50	37,623.99	61,998.52
Créances nettes sur les Organismes autonomes	-158.76	-173.90	-207.85	-310.22	-402.79	-813.35	-653.36	-618.21	-565.77	-546.45	-596.25
Créances sur les collectivités locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur les entreprises publiques	875.78	813.42	168.52	187.91	162.63	154.52	201.97	185.24	184.68	-1,767.40	13.37
Créances sur institutions financières monétaires	783.30	593.37	761.06	988.14	1,917.64	1,867.65	1,080.70	9,072.67	5,112.39	9,119.30	15,876.56
Autres postes nets 1/	7,125.42	8,922.13	4,939.53	6,265.59	-616.46	5,350.96	5,496.73	16.79	-8,738.70	-505.37	-7,852.40

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9 ::: Bilan de la BRH (en millions de gourdes)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Avoirs extérieurs nets	20,919.52	24,001.43	64,196.29	72,483.58	87,466.05	78,426.23	74,278.55	79,813.06	111,090.90	110,515.01	111,424.50
Avoirs extérieurs	30,203.54	42,510.68	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41	136,573.12	152,651.54
Engagements extérieurs	-9,284.03	-18,509.25	-9,577.21	-11,582.39	-11,841.95	-25,864.77	-13,154.61	-14,683.58	-18,469.51	-26,058.11	-41,227.04
Avoirs Intérieurs nets	25,903.73	27,789.48	10,493.83	5,942.12	-3,088.39	5,413.66	12,010.10	30,284.88	23,980.85	42,170.05	67,888.35
Créances nettes sur l'État	19,936.58	22,314.78	11,324.70	8,891.54	8,465.47	10,882.88	16,126.22	26,266.84	30,829.50	37,620.71	61,938.52
Créances internes	32,855.05	36,783.99	43,927.65	44,841.46	46,252.86	45,627.15	49,263.09	54,827.71	57,946.61	64,377.44	89,566.23
Dépôts du gouvernement.	-12,718.47	-14,469.21	-32,602.96	-35,949.92	-37,787.39	-34,744.27	-33,136.88	-28,560.87	-27,117.11	-26,756.73	-27,627.71
Créances nettes sur les organismes autonomes	-158.76	-173.90	-207.85	-310.22	-402.79	-813.35	-853.36	-618.21	-565.77	-546.45	-596.25
Créances internes des organismes autonomes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des organismes autonomes	-158.76	-173.90	-207.85	-310.22	-402.79	-813.35	-853.36	-618.21	-565.77	-546.45	-596.25
Créances nettes sur collectivités locales	-208.65	-222.09	-155.10	-121.43	-155.09	-95.06	-83.47	-31.99	-146.50	-443.04	-493.48
Créances internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-208.65	-222.09	-155.10	-121.43	-155.09	-95.06	-83.47	-31.99	-146.50	-443.04	-493.48
Créances nettes sur les entreprises publiques	279.21	-1,195.27	-2,514.78	-3,780.54	-4,993.11	-5,551.67	-3,017.36	-1,875.67	-2,212.19	-2,475.86	-1,972.08
Créances internes	875.78	813.42	168.52	187.91	162.63	154.52	201.97	185.24	184.68	37.60	13.37
Dépôts des entreprises publiques	-596.57	-2,008.69	-2,683.31	-3,968.45	-5,155.74	-5,706.19	-3,219.33	-1,890.91	-2,396.86	-2,513.46	-1,985.45
Créances nettes sur les particuliers	1,568.95	1,771.75	1,612.90	1,343.92	383.95	1,694.75	1,674.84	759.73	2,796.27	2,321.24	906.16
Créances sur les institutions financières monétaires	783.30	593.37	761.06	388.14	1,917.64	1,867.65	1,080.70	9,072.67	5,112.39	9,119.30	15,876.56
Créances nettes sur autres institutions bancaires	(7.00)	(141.00)	(241.00)	(315.00)	(314.00)	(276.00)	(148.00)	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-1,602.82	-2,268.74	-3,145.95	-4,652.28	-5,355.26	-5,325.68	-5,584.12	-6,067.37	-3,769.65	-1,399.23	-753.73
Comptes de capital	-595.15	-1,316.19	-1,987.63	-1,683.23	-5,051.28	-2,010.65	-8,349.74	-6,809.14	-15,171.72	-4,993.36	3,490.04
Autres postes non classés	5,908.49	8,426.77	5,047.50	6,181.21	2,395.08	5,040.81	10,974.40	9,388.02	7,108.52	2,966.74	-10,507.38
Actif - Passif	46,823.25	51,790.91	74,690.12	78,425.70	84,376.66	83,839.90	86,288.65	110,097.94	135,071.75	152,685.06	179,312.85
Engagements envers inst. financières monétaires	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,075.57	62,477.82	62,348.88	81,479.95	101,423.45	114,214.53	132,111.55
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05	18,736.93	23,839.51	21,029.28	30,456.52	27,782.17	37,401.17	49,379.26
Encaisses des institutions financières monétaires	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,329.24	4,497.10	4,082.50	4,962.63	5,135.18
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	0.19	-	0.15	0.15	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts devises des institutions financières monétaires	8,830.27	11,159.24	24,697.01	28,862.52	36,993.64	29,972.98	33,281.35	41,611.32	58,910.48	59,636.74	64,902.10
Bons BRH émis	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,709.00	4,975.00	10,648.30	12,214.00	12,895.00
Engagements envers secteur privé	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,648.30	38,470.53	47,201.30
Monnaie fiduciaire en circulation	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,648.30	38,470.53	47,201.30
Monnaie hors BRH	14,913.15	15,546.48	19,655.93	21,328.13	22,904.09	24,082.41	27,269.02	33,055.10	37,730.80	43,433.15	52,336.48
Encaisses des institutions financières monétaires	-1,883.15	-2,098.74	-2,373.48	-2,926.93	-2,602.99	-2,720.33	-3,329.24	-4,497.10	-4,082.50	-4,962.63	-5,135.18
Allocations de DTS 1/	-852.18	-906.54	-851.34	-874.28	-	-	-	-	-	-	-

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10 :: Bilan consolidé des banques commerciales^{1/} (en millions de gourdes)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Actifs extérieurs nets	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10	28,540.72	22,638.31	21,375.52	32,825.46	41,953.77	55,773.67	53,089.59
Réserves	33,518.06	38,308.26	56,755.50	60,005.12	63,086.86	60,766.45	63,060.57	79,342.19	101,349.08	112,631.43	127,258.08
Dépôts à la Banque Centrale	22,041.91	25,657.52	45,172.02	50,750.20	54,741.87	52,101.12	54,956.12	69,918.19	86,703.14	96,286.75	109,423.15
Encaisses en monnaie nationale	1,983.15	2,096.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,365.46	4,449.00	4,119.65	4,949.68	5,109.93
Bons BRH	9,593.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,739.00	4,975.00	10,526.30	11,395.00	12,725.00
Portefeuille de crédit	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	76,274.74	88,271.29	89,201.85	106,589.17	110,929.81	125,169.87
Crédit au secteur public	-	-	-	-	-	2,875.00	6,475.29	5,040.73	4,530.13	4,295.36	5,282.77
Crédit au secteur privé	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	73,389.74	81,796.00	84,161.12	102,059.04	106,634.45	119,887.11
Comptes de capital	-9,160.79	-10,025.45	-10,723.68	-11,753.22	-13,560.63	-15,099.94	-17,340.54	-20,739.83	-29,010.64	-32,153.99	-33,434.56
Autres postes non classés	2,817.24	4,736.19	9,482.51	6,095.18	1,453.53	7,459.11	10,041.89	7,142.90	5,618.23	8,143.80	12,242.00
Total actif	81,003.64	90,568.58	122,022.91	134,687.25	142,506.12	152,038.67	165,408.73	182,254.46	212,649.92	240,617.62	272,422.91
Engagements envers la BRH	278.00	278.00	3.00	3.00	137.94	872.02	213.30	5,674.64	3,496.42	5,975.29	8,553.60
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	104.56	171.00	142.36	138.60	227.89	440.09	546.29	619.07	1,670.99	1,090.09	1,398.67
Engagements envers le secteur privé	79,549.65	89,346.18	108,593.56	120,648.23	129,431.88	136,708.89	149,766.64	174,405.75	203,424.86	229,642.71	259,623.11
Dépôts en gourdes	37,050.01	41,181.54	48,238.44	51,888.71	54,658.04	59,531.77	63,890.71	72,937.80	73,112.69	79,649.85	98,759.49
Dépôts en dollars	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93	101,467.95	130,312.17	149,992.85	160,863.62
Engagements envers le secteur public	1,071.43	773.40	13,284.00	13,897.43	13,709.02	14,017.67	14,882.50	10,411.17	19,654.21	18,293.24	15,223.85
Total passif	81,003.64	90,568.58	122,022.91	134,687.25	142,506.12	152,038.67	165,408.73	182,254.46	212,649.92	240,617.62	272,422.91

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.11 :: Bilan consolidé des banques commerciales^{1/} (en millions de gourdes)

	Octobre 2017	Novembre 2017	Décembre 2017	Janvier 2018	Février 2018	Mars 2018	Avril 2018	Mai 2018	Juin 2018	Juillet 2018	Roût 2018	Septembre 2018
Actifs extérieurs nets	50,449.87	50,823.87	51,325.77	49,493.48	51,241.94	51,536.24	46,638.24	47,703.04	48,863.15	48,863.00	51,699.87	53,095.50
Réserves	119,634.23	117,313.83	118,678.61	121,584.25	122,902.55	122,248.89	127,399.30	127,226.03	126,786.84	126,347.99	125,093.70	127,221.56
Dépôts à la Banque Centrale	101,571.59	99,322.90	100,227.06	100,231.18	101,545.48	102,990.77	109,360.31	107,327.96	107,770.16	105,787.67	106,951.74	109,391.38
Encaisses en monnaie nationale	5,176.63	5,223.93	5,357.55	5,771.07	5,751.07	4,745.12	5,132.00	5,666.07	5,290.69	5,525.32	5,226.95	5,135.18
Bons BRH	12,886.00	12,767.00	13,094.00	15,582.00	15,606.00	14,513.00	12,907.00	14,212.00	13,726.00	15,035.00	12,915.00	12,695.00
Portefeuille de crédit	111,188.11	112,771.34	114,014.88	115,576.82	116,335.91	120,615.75	115,584.98	118,010.28	119,636.36	120,257.46	122,132.09	125,282.12
Crédit au secteur public	4,101.98	3,904.43	2,306.88	3,509.33	3,311.78	3,614.23	4,216.68	5,119.13	4,666.58	3,674.03	4,097.31	5,282.77
Crédit au secteur privé	107,068.47	108,849.24	111,690.34	112,049.82	113,006.46	116,983.86	111,350.64	112,857.81	114,938.61	116,552.26	118,003.61	119,968.19
Crédit aux institutions bancaires et non bancaires	17.66	17.66	17.66	17.66	17.66	17.66	17.66	33.34	31.16	31.16	31.16	31.17
Comptes de capital	-32,530.76	-32,995.74	-33,365.19	-33,795.81	-33,548.31	-33,898.13	-31,143.87	-30,333.27	-31,261.14	-31,750.06	-32,439.43	-33,437.25
Autres postes non classés	8,279.80	8,215.04	9,385.89	8,796.22	10,109.12	9,277.27	6,857.69	6,969.59	8,797.55	9,351.28	8,789.18	10,971.61
Total actif	257,021.25	256,128.34	260,039.96	261,654.94	267,041.21	269,780.03	265,336.35	269,575.68	272,822.76	272,889.66	275,275.41	283,133.55
Engagements envers le BRH	5,965.93	5,931.40	6,246.68	6,139.46	6,559.96	7,047.07	7,189.65	7,200.03	7,707.03	7,596.07	7,842.55	8,549.43
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	1,163.16	1,096.52	1,184.32	1,116.83	1,125.02	1,136.51	1,139.39	1,151.35	1,167.38	1,175.03	1,292.76	1,406.03
Engagements envers le secteur privé	232,150.65	232,135.29	235,268.03	239,270.75	244,014.93	246,477.23	241,622.02	242,592.57	248,261.85	248,692.02	251,119.65	258,020.68
Dépôts en gourdes	83,138.71	84,753.51	84,270.01	88,748.10	92,087.32	92,673.05	93,562.06	92,568.63	95,495.83	95,347.32	94,745.75	97,211.10
Dépôts en dollars	149,011.95	147,381.79	150,998.02	150,522.65	151,927.62	153,804.18	148,059.97	150,023.94	152,766.01	153,344.69	156,373.90	160,809.59
Engagements envers le secteur public	17,741.50	16,965.13	17,340.93	15,128.90	15,342.30	15,119.22	15,385.29	18,631.73	15,696.51	15,426.54	15,220.45	15,157.40
Total passif	257,021.25	256,128.34	260,039.96	261,654.94	267,041.21	269,780.03	265,336.35	269,575.68	272,822.76	272,889.66	275,275.41	283,133.55

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau L12 :: Résumé des Opérations Financières du Gouvernement Central (en millions de gourdes)

	Octobre 2017	Novembre 2017	Novembre 2017	Janvier 2018	Février 2018	Mars 2018	Avril 2018	Mai 2018	Juin 2018	Juillet 2018	Roût 2018	Septembre 2018
Recettes Totales												
Recettes Courantes	7,190.8	6,728.2	7,704.3	7,067.1	6,615.9	6,053.9	7,013.8	6,557.9	6,894.0	5,954.8	6,016.9	5,999.8
Recettes Internes	7,190.8	6,728.2	7,704.3	7,067.1	6,469.4	6,053.9	7,013.8	6,557.9	6,894.0	5,954.8	6,016.9	5,999.8
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	4,860.7	4,306.7	5,455.1	5,092.0	4,851.6	4,403.1	4,946.7	4,848.6	4,742.2	4,127.8	3,384.8	4,175.4
Taxe sur le chiffre d'affaires	2,159.5	1,200.4	2,729.2	1,711.3	2,373.3	1,895.7	1,921.1	2,145.6	1,292.5	1,208.6	915.3	1,236.6
Droits d'accises	1,575.5	1,889.3	1,677.2	2,066.6	1,485.1	1,679.1	1,839.8	1,484.5	2,302.1	1,987.0	1,953.2	1,861.4
Droits d'accises	1,842.4	1,47.8	1,868	1,181	1,054	1,234	1,427	907	1,469	1,162	1,468	98.6
Recettes douanières	2,310.6	2,410.9	2,238.7	1,939.3	1,597.0	1,613.3	2,059.8	1,787.3	2,080.9	1,819.7	2,049.5	1,811.3
Dont: Droits de douanes	1,316.8	1,399.2	1,239.4	943.8	850.6	859.0	1,064.9	931.3	997.1	870.9	1,065.0	886.5
Frais de vérification	902.8	948.3	905.4	882.9	867.4	867.5	875.2	757.2	980.3	831.6	869.8	785.9
Autres recettes ^{2/}	195	10.6	10.5	35.8	20.8	27.3	7.3	122.0	40.9	7.3	32.6	131
Transferts des Entreprises Publiques	-	-	-	-	1,465	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses Totales												
Dépenses Courantes	8,554.7	8,905.8	10,459.6	8,075.6	6,310.2	8,119.2	7,855.0	8,016.8	4,412.2	10,046.0	10,474.0	17,774.6
Dépenses sur biens et services	8,456.7	8,688.8	9,048.6	7,763.8	5,669.2	7,767.2	6,739.0	7,102.8	3,539.2	9,108.0	9,253.0	16,987.6
Traitement et salaires	7,640.1	7,755.6	7,256.6	6,230.7	5,453.1	6,312.6	6,024.9	4,884.0	2,986.4	7,572.8	7,710.2	14,606.6
Autres achats de biens et services	3,061.6	3,440.6	4,761.1	2,652.5	2,278.8	2,426.0	3,640.9	2,751.8	2,732.8	3,352.8	4,233.0	4,120.8
Paiements d'intérêts	4,558.5	4,315.0	2,497.5	3,378.2	3,714.3	3,886.6	2,484.0	2,142.2	203.6	4,220.2	3,477.2	10,485.8
Dette interne	48.0	40.2	30.0	94.9	32.1	51.8	32.0	55.8	33.4	100.4	35.1	44.7
Dette externe	29.0	29.5	30.0	30.5	31.0	31.5	32.0	32.5	33.0	33.5	34.0	35.5
Subventions et transferts courants	20.0	10.7	0.0	64.4	1.1	20.3	0.0	23.3	0.4	68.9	1.1	8.2
Autres dépenses	767.6	883.0	1,760.0	1,488.0	383.0	1,402.8	861.1	2,153.0	589.4	1,484.8	1,507.7	2,336.3
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement (Financées sur fonds locaux)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde Courant	98.0	217.0	1,410.0	312.0	442.0	349.0	927.0	814.0	873.0	888.0	1,221.0	787.0
Ajustement ^{2/}	-1,265.9	-1,860.6	-1,344.3	-686.5	601.2	-1,713.3	275.6	-544.9	3,324.8	-3,153.4	-3,236.1	-10,987.8
Solde Global ^{2/}	1,557.5	-1,002.9	-3,097.2	4,518.9	-643.4	-1,363.1	1,580.9	-4,330.5	3,844.2	-1,052.6	5,671.9	590.6
Financement Total	-2,921.4	-1,174.7	34.9	-5,525.4	946.1	-759.2	-2,242.1	2,871.6	-1,382.4	-3,038.8	-10,128.0	-12,385.4
Financement Externe	2,921.4	1,174.7	-34.9	5,525.4	-946.1	759.2	2,242.1	-2,871.6	1,382.4	3,038.8	10,128.0	12,385.4
Dons externes au comptant	-92.0	-83.9	0.0	-93.4	-76.1	-284.0	-0.4	-87.6	-2.1	2,163.4	1,292.5	-194.6
Prêts nets	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2,341.0	1,395.0	0.0
Tirages	-82.0	-83.9	0.0	-83.4	-76.1	-284.0	-0.4	-87.6	-2.1	-177.6	-102.5	-194.6
Prêts concessionnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres Prêts	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Amortissement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement interne	-82.0	-83.9	0.0	-83.4	-76.1	-284.0	-0.4	-87.6	-2.1	-177.6	-102.5	-194.6
Dont arriérés de paiements	3,013.4	1,258.6	-341.9	5,618.8	-870.0	1,023.2	2,242.5	-2,784.0	1,394.5	875.4	8,836.5	12,580.0
Dont: Autorités Monétaires (BRH)	3,013.4	1,258.6	-341.9	5,618.8	-870.0	1,023.2	2,242.5	-2,784.0	1,394.5	875.4	8,836.5	12,580.0
BNC	2,628.4	1,722.4	1,604.7	2,123.6	554.9	737.1	917.9	126.6	-1,487.9	1,984.4	4,579.6	8,828.6
Autres banques commerciales	430.0	-404.7	-1,897.5	3,544.3	-1,375.8	335.2	1,943.8	-2,861.5	2,931.5	-1,059.9	4,310.2	3,779.5
Autres sources dont: arriérés de paiements	-45.0	-46.1	-46.1	-46.1	-46.1	-46.1	-46.1	-46.1	-46.1	-46.1	-53.3	-46.1
	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Sources: BRH, MEF
 1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.
 2/ Ceter rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et budgétaires ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau I.13 :: Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale¹ (en millions de gourdes)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes totales	42,313.2	44,751.4	47,103.0	57,116.5	66,078.2	75,073.0	79,767.2
Recettes courantes	42,313.2	44,751.4	47,103.0	57,116.5	66,078.2	74,948.0	79,620.7
Recettes internes	28,330.6	29,412.6	32,443.0	38,171.9	44,158.9	51,607.3	55,554.7
Dont : Impôts sur le revenu	9,912.1	9,449.1	11,278.0	13,193.6	15,193.7	20,483.4	20,589.1
Taxe sur le chiffre d'affaires	11,974.8	13,435.5	13,148.0	14,229.8	17,245.3	19,984.1	22,022.8
Droits d'accises	1,120.7	911.6	888.8	3,594.8	4,139.6	1,987.5	1,591.6
Recettes douanières	13,843.3	14,290.2	14,109.5	18,246.4	20,984.5	22,620.1	23,718.3
Dont : Droits de douanes	8,162.8	8,531.3	8,397.0	11,779.4	12,744.8	11,169.6	12,394.4
Frais de vérification	4,852.7	4,896.1	4,821.0	5,726.9	7,404.6	9,082.7	10,014.3
Autres recettes 2/	139.3	1,048.6	550.5	698.2	934.8	720.6	347.7
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	125.0	146.5
Dépenses totales	52,092.9	60,581.9	70,378.3	64,177.6	80,265.6	84,271.8	108,810.7
Dépenses courantes	39,804.9	47,132.9	62,974.3	57,957.6	74,411.6	78,315.8	100,321.7
Dépenses sur biens et services	35,438.6	42,254.1	56,786.5	51,601.3	62,044.7	69,954.0	84,395.6
Traitement et Salaires	18,847.5	21,185.7	22,140.0	29,992.7	32,272.3	33,848.4	39,572.5
Autres achats de biens et services	16,591.1	21,068.4	34,646.5	22,608.6	29,772.4	30,105.6	44,823.1
 Paiements d'intérêts	983.3	1,059.0	894.1	938.9	1,980.9	2,694.4	599.4
 Dette interne	916.5	917.6	641.7	498.9	249.7	305.0	382.0
 Dette externe	66.8	141.4	222.4	440.1	1,731.2	2,389.4	217.4
Subventions et transferts courants	3,383.1	3,819.8	5,323.7	5,417.4	10,386.0	11,667.4	15,326.7
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement Financées sur fonds locaux	12,288.0	13,149.0	7,404.0	6,220.0	5,954.0	5,956.0	8,489.0
Solde courant	2,508.3	-2,381.8	-15,871.3	-841.1	-8,333.4	-3,367.8	-20,701.0
Ajustement	-8,892.6	-12,552.7	-7,693.1	10,106.2	656.3	2,981.3	6,342.3
Solde global	-502.2	-3,278.1	-15,582.2	-17,167.3	-14,843.7	-12,180.1	-35,395.8
Financement Total	502.2	3,278.1	15,582.2	17,167.3	14,843.7	12,180.1	35,395.8
Financement externe	1,112.6	1,638.9	4,335.1	8,938.5	11,608.8	4,441.2	2,558.8
Dons externes au comptant	1,137.6	1,774.8	5,061.3	1,405.2	8,896.7	1,055.0	3,736.0
Prêts nets	-25.0	-135.0	-726.2	7,533.3	2,712.1	3,386.1	-1,177.2
Tirages	-	0.0	0.0	8,948.8	5,761.6	8,928.8	0.0
Prêts concessionnels	-	0.0	0.0	8,948.8	5,761.6	8,928.8	0.0
Autres Prêts	-	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Amortissement	-25.0	-135.9	-726.2	-1,415.5	-3,049.5	-5,542.6	-1,177.2
Financement Interne	-610.4	1,639.3	11,247.1	8,228.8	3,234.9	7,736.9	32,827.0
Système bancaire	-610.4	1,639.3	9,247.1	7,736.8	3,074.8	7,736.9	32,827.0
Dont: Autorités monétaires (BRH)	-268.8	2,269.8	5,299.0	9,998.7	4,460.7	6,632.4	24,341.2
BNC	-318.7	-646.6	3,503.7	-2,113.2	-4,164.7	1,700.1	9,075.1
Autres banques commerciales	-22.9	16.1	444.4	-506.7	2,778.8	-593.6	-589.3
Autres sources	-	-	2,000.0	850.0	160.1	0.0	0.0
Dont: arriérés de paiement	-	-	-	-	-	-	-

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.

2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Source: BRH/ base encaissement-décaissement

Tableau L14 :: Balance des paiements d'Haïti en millions de gourdes (sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 p/	2017 p/	2018 p/
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES					
Biens et Services	-749.10	-265.66	-70.55	-87.59	-557.74
Crédit	-3.08863	-2,743.49	-262.85	-3,313.75	-3,979.44
Débit	1,621.22	1,747.47	161.05	1,557.91	1,849.74
Biens	-4,751.75	-4,490.96	-4,086.90	-4,089.66	-5,823.18
Crédit	-2,705.22	-2,425.42	-2,175.87	-2,625.51	-3,405.84
Débit	980.83	1,023.96	1,007.46	892.17	1,078.47
Services	-3,666.15	-3,449.38	-3,083.33	-3,817.68	-4,494.32
Crédit	-384.41	-318.07	-406.98	-505.24	-573.60
Débit	701.19	723.51	606.59	565.74	571.27
Revenus	-1,085.60	-1,041.58	-1,013.57	-1,071.88	-1,144.86
Crédit	49.10	40.63	47.93	53.65	52.81
Débit	63.54	61.81	68.23	72.74	70.22
Transferts courants	-1444	-2118	-2031	-1908	-1741
Crédit	2,291.43	2,437.20	2,494.37	2,880.51	3,666.88
Dons officiels	2,540.03	2,884.50	2,730.72	3,288.22	3,878.27
Envois de fonds des travailleurs	563.00	488.94	372.07	385.32	366.30
Autres	1,977.03	2,185.56	2,358.65	2,721.84	3,214.47
Débit	-246.60	-247.30	-266.34	-297.71	-309.38
B. COMPTE DE CAPITAL					
Crédit	25.80	18.00	59.11	25.00	31.00
Débit	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES					
Investissements directs	620.51	180.08	8.74	152.14	321.00
Autres Investissements	88.00	105.68	104.90	374.86	105.00
Admin. publiques	521.51	84.40	-98.16	-222.72	216.00
Autrité monétaires (net)	350.68	183.26	-47.95	-47.2	-49.26
Secteur bancaire (net)	69.48	-98.82	-44.59	-265.58	151.88
Secteur non bancaire (net)	2.00	25.00	-6.00	35.00	23.32
Autres avoirs et engagements nets	7.37	-7.04	0.38	13.58	-5.89
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES					
BALANCE GLOBALE	15.88	-165.82	86.06	-62.41	-47.77
E. FINANCEMENT					
Avoirs de réserve 1/	88.80	223.41	-81.35	-271.4	53.51
Utilisation des crédits et prêts du FMI	79.75	141.34	-142.02	-202.26	-33.07
Autres Engagements 2/	0.49	9.14	-2.76	38.37	-8.19
Variation des arriérés de paiement 3/	0.01	-3.76	5.04	-0.45	6.36
Allocations de DTS	-4.03	77.17	58.63	137.55	87.96
Remise de dette	5.31	-6.04	-0.85	-1.83	-1.36
Rééchelonnement obtenu	5.27	3.82	2.81	2.89	2.71
Pour mémoire		1.89	0.00	0.00	0.10
Assistance externe	914.18	661.35	321.36	485.97	333.65
Dons officiels 4/	563.00	488.94	372.07	385.32	366.30
Prêts nets	351.18	172.41	-50.71	316.4	-52.45
En pourcentage du PIB					
Compte de transactions courantes (incluant dons officiels)	-8.54	-3.04	-0.88	-1.04	-3.74
Compte de transactions courantes hors dons officiels	-14.95	-8.65	-5.55	-5.62	-7.78
Exportations de biens et services	18.94	20.03	20.24	18.53	17.25
Importations de biens et services	-54.14	-51.47	-52.82	-55.77	-59.85
Balance globale	-0.99	-2.56	1.02	0.32	-0.56

Sources: Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

1/ Variation des avoirs de réserve bruts. Le signe (-) signifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation, (-) = remboursement

(P) Données provisoires

Tableau 1.15 :: Position Extérieure Globale d'Haïti⁽¹⁾ (en millions de dollars É.U.)

	2014	2015 ^{1/}	2016 ^{1/}	2017 ^{1/}	2018 ^{1/}
ACTIFS					
Investissements directs haïtiens à l'étranger					
Autres investissements	9,97,63	11,03,56	1,059,80	1,285,33	1,165,84
Secteur bancaire	641,00	738,10	705,58	945,83	824,36
Secteur non bancaire	285,00	303,00	292,00	275,00	273,00
Autres	61,63	62,46	62,02	64,40	68,49
Autres de réserve nets des autorités monétaires	1,588,79	1,581,99	1,888,75	1,740,86	1,559,17
ENGAGEMENTS	3,338,05	3,538,86	3,608,49	4,115,51	4,241,83
Investissements directs étrangers en Haïti	1,159,53	1,265,21	1,370,11	1,744,97	1,849,97
Autres investissements	2,178,52	2,273,65	2,238,88	2,370,54	2,391,86
Secteur Public	1,829,50	1,881,00	2,008,80	2,128,80	2,121,89
Secteur bancaire	175,49	109,63	63,07	57,81	65,61
Secteur non bancaire	170,00	179,00	162,00	180,00	201,00
Autres	3,59	4,03	4,51	3,83	3,36
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-771,63	-873,32	-860,14	-1,088,32	-1,516,81

Sources : Service Économie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH

(P) : Données provisoires

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau 1.18 :: Valeur des principaux produits exportés (en millions de dollars É.U.)

Période	Café	Cacao	Huiles essentielles	Manques	Langoustes	Autres produits Primaire	Petite industrie	Articles manufacturés1/	Autres produits industriels	Déchets métalliques et plastiques	Rajustements pour évaluation	Total 2/	Rajustements pour classification	Total Exportation 3/ (FOB)
2014	4,11	10,15	17,11	12,41	3,15	1,08	5,03	325,02	2,88	38,00	32,61	452,56	508,37	860,93
2015	3,99	7,36	22,71	13,81	4,22	1,52	5,86	354,10	1,67	18,65	35,51	470,10	553,86	1,023,96
2016 (P)	0,78	8,65	23,71	8,74	8,47	1,37	5,95	349,95	2,11	14,20	35,16	460,10	547,36	1,007,46
2017 (P)	0,88	5,24	38,53	12,26	14,67	1,32	6,71	332,27	2,16	25,05	35,28	472,47	519,70	882,17
2018 (P)	1,01	6,20	53,84	6,62	7,72	1,34	6,00	369,74	2,41	6,37	38,69	500,19	578,31	1,078,51
2014														
1er Trimestre	0,84	3,05	1,84	0,00	0,89	0,32	1,19	78,23	0,74	7,80	7,48	102,36	122,36	224,73
2e Trimestre	0,94	1,53	5,67	0,00	0,89	0,16	1,06	68,98	0,85	7,26	6,84	93,98	107,89	201,87
3e Trimestre	1,20	2,81	4,42	11,54	0,63	0,32	1,24	81,29	1,05	9,31	8,94	122,76	127,14	249,90
4e Trimestre	1,13	2,75	5,19	0,87	0,73	0,28	1,54	86,53	0,45	14,63	8,37	133,48	150,88	284,44
2015														
1er Trimestre	0,69	1,62	3,09	0,02	0,89	0,28	1,45	88,66	0,22	6,30	8,89	112,71	140,24	252,95
2e Trimestre	0,67	0,92	6,27	0,08	1,24	0,21	1,19	74,84	0,51	4,71	7,37	98,22	117,06	215,28
3e Trimestre	0,91	3,78	7,98	11,90	0,79	0,47	1,53	91,58	0,31	4,84	10,21	134,08	143,24	277,33
4e Trimestre	1,52	1,04	5,37	1,80	1,19	0,56	1,69	98,02	0,62	4,01	9,55	125,08	153,32	278,40
2016 (P)														
1er Trimestre	0,01	2,54	2,15	0,08	5,24	0,29	1,50	87,83	0,59	3,52	8,59	112,31	137,38	246,69
2e Trimestre	0,01	0,28	6,62	0,08	1,73	0,27	1,30	77,68	0,50	2,45	7,59	98,73	121,51	220,23
3e Trimestre	0,48	5,04	6,50	8,17	0,58	0,44	1,48	88,70	0,47	3,80	8,57	125,23	138,73	263,96
4e Trimestre	0,28	1,79	8,25	0,40	0,82	0,37	1,67	95,74	0,56	4,43	9,41	123,82	149,75	273,57
2017 (P)														
1er Trimestre	0,06	1,88	3,31	0,05	9,50	0,44	1,36	77,18	0,70	4,75	8,07	107,14	120,72	227,86
2e Trimestre	0,02	0,71	10,51	0,13	3,57	0,36	1,40	80,09	0,50	4,29	8,33	109,91	125,26	235,17
3e Trimestre	0,42	1,67	8,92	10,38	0,78	0,29	1,51	86,07	0,53	11,81	8,54	132,82	134,62	267,44
4e Trimestre	0,48	1,19	12,89	1,70	0,82	0,22	2,41	88,93	0,43	4,19	9,94	122,80	138,10	261,70
2018 (P)														
1er Trimestre	0,16	1,78	6,47	0,01	5,53	0,36	1,63	88,78	0,80	2,78	8,03	117,33	138,86	256,20
2e Trimestre	0,17	1,10	16,09	0,05	0,85	0,32	1,29	77,49	0,55	1,78	8,38	108,07	121,21	229,28
3e Trimestre	0,47	2,47	18,87	3,38	0,46	0,37	1,49	96,23	0,41	0,79	10,80	137,72	153,84	291,37
4e Trimestre	0,22	0,86	12,41	3,17	0,88	0,30	1,59	105,24	0,65	1,03	10,73	137,07	164,60	301,67
2018 (P)														
Octobre	0,08	1,11	3,37	0,00	1,42	0,12	0,82	31,50	0,29	2,18	3,30	43,69	49,27	93,26
Novembre	0,08	0,00	1,49	0,00	2,80	0,13	0,55	30,84	0,30	0,30	3,10	39,60	48,24	87,84
Décembre	0,00	0,67	1,61	0,01	1,31	0,11	0,46	28,44	0,21	0,30	2,84	33,75	41,35	75,09
Janvier	0,03	0,05	2,29	0,01	0,57	0,15	0,34	21,13	0,15	0,94	2,11	27,71	33,05	60,76
Février	0,00	0,16	6,01	0,01	0,22	0,10	0,46	27,26	0,20	0,44	2,85	37,81	42,64	80,45
Mars	0,14	0,89	7,85	0,03	0,07	0,07	0,50	29,10	0,19	0,39	3,32	42,55	45,51	88,07
Avril	0,14	1,53	9,07	1,11	0,25	0,08	0,52	33,35	0,22	0,43	3,86	50,67	52,16	102,83
Mai	0,03	0,42	5,01	1,42	0,09	0,14	0,50	32,27	0,12	0,12	3,42	43,54	50,47	94,01
Juin	0,30	0,51	4,80	0,84	0,11	0,14	0,47	32,62	0,06	0,24	3,41	43,52	51,01	94,53
Juillet	0,14	0,53	6,27	2,47	0,19	0,08	0,51	34,33	0,21	0,49	3,83	49,04	53,70	102,73
Août	0,07	0,00	2,02	0,71	0,20	0,10	0,48	38,06	0,18	0,30	3,59	45,71	59,53	105,24
Septembre	0,01	0,33	4,12	0,00	0,50	0,11	0,59	32,85	0,26	0,24	3,32	42,32	51,37	93,69

Sources: Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BAH

MCI, GDP - Sites Internet Dpt du Commerce américain et Stat Can

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales (tiennent compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage)

3/ Exportations brutes

(P) Données provisoires

Notes: Les Fruits de mer, comprennent les exportations de langoustes et d'angilles.

Tableau L.17 :: Exportations aux U.S.A à base de matières premières locales (P.O.B) (en milliers de dollars É.U)

Période	Articles manufacturiers en cuir	Articles manufacturiers en bois Bois pour meubles	Vêtements & autres ouvrages textiles	Tapis & Accessoires Couverture	Objets de collection Travaux d'art Antiquités	Balais Brosses Ficelles	Articles déclarés & non déclarés	Autres: Articles en verre & en céramique.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
2014	0.00	1722	4,952.02	0.00	0.00	63.41	43.57	104.65	5,180.87	-155.43	5,025.44
2015	9.55	51.91	5,401.35	0.35	0.00	128.34	23.09	424.04	6,038.63	-181.16	5,857.47
2016 (P)	19.38	57.92	5,269.31	1.22	0.00	106.62	33.97	635.65	6,123.06	-193.69	5,929.37
2017 (P)	23.93	68.71	5,009.01	0.95	0.00	56.67	89.37	995.75	6,184.69	-185.54	5,999.15
2018 (P)	50.50	61.31	5,269.26	2.80	0.00	46.26	88.44	558.79	6,057.35	-181.72	5,875.63
2014											
1er Trimestre	0.00	4.72	1,194.96	0.00	0.00	19.46	0.00	2.90	1,221.94	-36.66	1,185.28
2e Trimestre	0.00	3.09	1,049.23	0.00	0.00	14.62	5.65	17.10	1,089.69	-32.69	1,057.00
3e Trimestre	0.00	0.00	1,237.87	0.00	0.00	15.60	17.37	11.06	1,281.90	-38.46	1,243.44
4e Trimestre	0.00	9.40	1,470.06	0.00	0.00	13.73	20.56	73.69	1,587.33	-47.62	1,539.71
2015											
1er Trimestre	2.10	12.52	1,388.40	0.00	0.00	21.67	0.00	86.40	1,491.08	-44.73	1,446.35
2e Trimestre	2.26	0.00	1,139.78	0.00	0.00	18.67	0.00	69.01	1,229.63	-36.90	1,193.03
3e Trimestre	2.12	28.63	1,396.83	0.00	0.00	44.43	17.51	83.56	1,573.30	-47.20	1,526.10
4e Trimestre	3.07	10.56	1,496.34	0.35	0.00	43.38	5.57	185.06	1,744.32	-52.33	1,691.99
2016 (P)											
1er Trimestre	3.11	30.01	1,338.92	1.22	0.00	0.00	0.00	169.35	1,542.61	-46.28	1,496.34
2e Trimestre	2.31	8.18	1,172.44	0.00	0.00	20.23	8.54	132.18	1,344.88	-40.35	1,304.54
3e Trimestre	11.53	101.3	1,324.85	0.00	0.00	21.25	10.86	152.67	1,531.31	-45.94	1,485.37
4e Trimestre	2.49	9.60	1,432.10	0.00	0.00	65.14	13.55	181.44	1,704.26	-51.13	1,653.13
2017 (P)											
1er Trimestre	10.41	29.49	1,162.74	0.00	0.00	12.35	13.28	197.64	1,425.91	-42.78	1,383.13
2e Trimestre	4.05	21.41	1,209.71	0.00	0.00	11.18	29.39	173.04	1,447.79	-48.43	1,404.94
3e Trimestre	5.51	9.34	1,301.94	0.63	0.00	22.41	16.58	203.75	1,560.15	-46.80	1,513.94
4e Trimestre	3.98	8.48	1,335.62	0.31	0.00	11.03	30.11	361.32	1,750.86	-52.53	1,698.33
2018 (P)											
1er Trimestre	12.33	15.81	1,355.82	1.06	0.00	15.54	17.76	260.21	1,676.55	-50.36	1,626.19
2e Trimestre	9.81	6.34	1,174.98	0.30	0.00	14.71	10.31	114.90	1,331.35	-39.94	1,291.41
3e Trimestre	7.92	22.54	1,380.74	0.00	0.00	8.77	22.49	92.05	1,535.50	-46.07	1,489.44
4e Trimestre	20.44	16.62	1,357.72	1.45	0.00	6.24	17.85	91.63	1,511.95	-45.36	1,466.59
2018 (P)											
Octobre	4.53	0.00	479.80	0.00	0.00	0.00	9.33	144.45	638.11	-19.14	618.97
Novembre	2.40	8.90	471.91	0.64	0.00	5.17	4.21	73.11	566.33	-16.99	549.34
Décembre	5.41	6.91	404.11	0.42	0.00	10.37	4.24	42.66	474.11	-14.22	459.89
Janvier	1.09	0.00	319.62	0.00	0.00	4.67	0.00	23.40	348.77	-10.46	338.30
Février	5.94	0.00	406.83	0.30	0.00	0.00	2.15	44.87	470.09	-14.10	455.98
Mars	2.78	6.34	498.54	0.00	0.00	10.04	8.16	46.64	512.50	-15.37	497.12
Avril	5.07	14.95	472.23	0.00	0.00	9.77	7.85	26.97	536.84	-16.11	520.73
Mai	1.43	5.26	450.51	0.00	0.00	0.00	8.31	46.05	511.56	-15.35	496.22
Juin	1.42	2.33	458.00	0.00	0.00	0.00	6.39	19.03	487.10	-14.61	472.49
Juillet	11.05	2.33	453.68	0.00	0.00	6.24	4.70	27.20	505.19	-15.16	490.04
Août	3.74	0.00	447.17	1.45	0.00	0.00	7.79	31.75	491.90	-14.76	477.14
Septembre	5.65	14.29	456.87	0.00	0.00	0.00	5.36	32.68	514.86	-15.45	499.41

Sources : Service Économique International \ Direction Affaires Internationales \ BPH

Ministère du Commerce des États-Unis d'Amérique

1/ Ce total sert de base pour le calcul de la rubrique "Petite Industrie" du tableau des X-Tot.

P : Données provisionnelles

Tableau I.10 :: Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (P.O.B) à base de matières premières importées

Période	Tulles, Dentelles Rubans Ouvrages Brodés	Appareils (1) Matériels électriques & électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Jouets & Articles de sport	Art. manuf. en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2014	4,87	1,944,27	0,00	1,525,81	820,383,90	5,63	1,284,13	918,14	12,41	828,059,14
2015	4,33	3,125,96	0,00	1,540,95	884,823,44	11,51	1,559,74	877,55	20,39	901,963,87
2016 (P)	15,00	1,865,76	0,00	1,595,44	872,784,27	3,01	1,277,76	492,31	25,29	877,998,83
2017 (P)	0,32	1,485,03	0,00	1,303,04	823,826,22	4,11	743,88	484,17	37,19	833,883,97
2018 (P)	5,89	1,765,06	300,99	705,65	872,940,09	0,00	2,269,38	634,94	0,00	878,622,10
2014										
1er Trimestre	4,54	611,6	0,00	345,86	197,948,25	0,00	327,26	89,46	0,00	198,776,53
2e Trimestre	0,00	574,78	0,00	287,76	173,821,91	1,57	213,63	254,71	9,41	175,183,76
3e Trimestre	0,33	659,91	0,00	387,46	205,073,95	3,69	318,65	322,24	3,00	208,779,12
4e Trimestre	0,00	648,42	0,00	484,73	243,539,89	0,37	404,59	251,73	0,00	245,339,73
2015										
1er Trimestre	0,00	450,47	0,00	414,69	226,698,06	0,56	438,59	165,36	0,00	228,167,73
2e Trimestre	2,08	597,24	0,00	260,28	198,824,23	9,45	482,13	227,22	17,27	190,419,89
3e Trimestre	2,25	799,93	0,00	462,15	231,408,29	0,00	456,60	220,89	3,12	233,350,22
4e Trimestre	0,00	1,281,32	0,00	403,83	247,892,87	1,50	182,42	294,08	0,00	250,026,03
2016 (P)										
1er Trimestre	0,00	507,78	0,00	517,53	221,814,65	3,01	230,85	75,76	18,00	223,165,57
2e Trimestre	14,30	412,23	0,00	180,92	194,265,37	0,00	227,05	198,83	0,00	195,248,89
3e Trimestre	0,00	639,85	0,00	416,84	219,483,07	0,00	737,77	93,08	9,29	221,379,70
4e Trimestre	0,70	305,90	0,00	440,36	237,251,19	0,00	82,10	124,63	0,00	238,204,88
2017 (P)										
1er Trimestre	0,32	409,56	0,00	302,05	192,626,99	0,00	176,33	198,42	10,94	193,724,60
2e Trimestre	0,00	310,78	0,00	276,84	200,243,39	4,11	303,76	52,92	2,67	201,194,46
3e Trimestre	0,00	390,37	0,00	303,89	215,687,96	0,00	55,67	94,57	23,59	216,555,85
4e Trimestre	0,00	374,33	0,00	420,46	221,267,86	0,00	208,12	138,27	0,00	222,409,06
2018 (P)										
1er Trimestre	5,09	538,30	0,00	207,33	224,614,22	0,00	487,65	292,22	0,00	229,114,82
2e Trimestre	0,00	596,62	300,99	0,00	194,655,78	0,00	496,56	95,98	0,00	196,135,92
3e Trimestre	0,90	350,86	0,00	203,51	228,741,65	0,00	539,19	79,85	0,00	229,816,16
4e Trimestre	0,00	298,29	0,00	294,81	224,928,25	0,00	745,98	186,89	0,00	228,425,21
2018 (P)										
Octobre	0,00	133,78	0,00	128,74	79,487,88	0,00	127,56	33,57	0,00	79,911,32
Novembre	1,20	78,93	0,00	77,67	78,179,13	0,00	171,11	223,54	0,00	78,781,57
Décembre	3,89	325,60	0,00	0,92	66,947,42	0,00	188,99	35,11	0,00	67,501,92
Janvier	0,00	289,81	119,46	0,00	52,950,39	0,00	155,12	54,31	0,00	53,546,09
Février	0,00	100,44	4,99	0,00	69,054,18	0,00	104,26	34,56	0,00	69,298,42
Mars	0,00	219,37	176,54	0,00	72,651,21	0,00	237,18	7,11	0,00	73,291,40
Avril	0,90	87,79	0,00	12,71	78,232,02	0,00	189,50	13,76	0,00	78,516,89
Mai	0,00	74,17	0,00	84,53	74,634,84	0,00	206,84	35,67	0,00	75,035,84
Juin	0,00	188,90	0,00	106,27	75,874,99	0,00	163,06	30,42	0,00	76,363,84
Juillet	0,00	71,43	0,00	71,27	75,158,83	0,00	174,09	62,88	0,00	75,538,50
Août	0,00	94,96	0,00	110,22	74,081,56	0,00	183,62	54,26	0,00	74,524,65
Septembre	0,00	122,89	0,00	113,32	75,687,84	0,00	388,27	49,74	0,00	76,362,05

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ B&H

Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(1) : Cette rubrique regroupe les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les Transformateurs et Interrupteurs.

P/ Données provisoires

Tableau 1.13 :: Importations totales d'Haïti par catégories de produits. (en millions de dollars É.U.)

Période	Produits Alimentaires	Boissons & Tabacs	Matières brutes non comestibles	Combustibles Minéraux	Huiles & Graisses	Produits Chimiques	Articles manufacturés	Machines & matériels de Transport	Articles manufacturés divers	Articles divers n.d.a.	Total (C.I.F)	Ajustements ^{1/}	Total Export (F.O.B)
2014	908.66	48.30	48.38	1,082.18	150.46	202.46	636.58	540.95	316.88	7.46	3,942.31	275.96	3,866.35
2015	955.00	42.82	51.15	876.48	132.76	275.78	608.83	583.94	366.57	15.88	3,709.01	259.63	3,149.38
2016 (P)	751.29	36.04	77.31	612.76	79.86	220.34	559.29	585.51	471.04	29.49	3,422.93	239.61	3,183.33
2017 (P)	867.28	41.26	63.23	786.23	98.64	343.32	641.35	631.70	428.63	10.14	3,889.98	272.30	3,617.68
2018 (P)	909.90	40.15	71.48	871.79	143.39	728.81	724.25	729.70	486.84	5.53	4,821.85	337.53	4,484.32
2014													
1er Trimestre	229.26	14.58	12.08	269.92	45.10	43.77	160.46	163.26	66.03	1.99	1,016.45	70.45	936.00
2e Trimestre	232.77	10.30	13.34	244.31	32.85	44.59	140.34	118.81	71.74	1.59	910.43	63.73	846.70
3e Trimestre	220.67	11.35	11.98	266.67	34.69	55.45	171.72	127.96	71.27	1.97	875.13	68.26	906.87
4e Trimestre	225.96	12.07	11.59	298.27	38.02	59.85	194.06	130.92	107.84	1.81	1,050.30	79.52	976.78
2015													
1er Trimestre	240.90	12.87	15.99	205.22	33.05	62.13	153.72	155.37	86.66	3.58	969.49	67.86	901.63
2e Trimestre	257.94	11.84	11.51	146.13	27.32	85.24	159.37	136.18	119.26	1.93	950.72	68.55	884.17
3e Trimestre	238.87	9.80	13.54	174.85	40.44	70.85	148.64	159.17	89.25	4.83	946.24	66.24	880.00
4e Trimestre	216.28	8.31	10.11	150.27	31.94	57.57	146.10	133.21	83.41	5.35	842.55	59.98	783.58
2016 (P)													
1er Trimestre	229.72	9.23	9.37	156.87	29.40	53.21	138.02	111.90	70.14	1.29	809.25	56.65	752.60
2e Trimestre	201.81	5.66	12.70	96.53	16.18	80.20	128.78	125.63	89.18	4.74	739.41	51.76	687.65
3e Trimestre	147.38	11.80	28.31	180.27	7.82	59.32	145.72	189.49	184.27	14.99	946.77	66.41	882.36
4e Trimestre	172.38	9.35	26.83	178.97	26.46	47.60	148.78	158.50	147.45	9.08	925.50	64.79	860.72
2017 (P)													
1er Trimestre	259.09	9.78	9.96	167.10	26.13	69.64	138.29	101.66	79.46	1.77	862.92	60.40	802.52
2e Trimestre	134.81	13.65	27.34	186.26	10.02	60.66	150.22	186.52	161.33	5.58	949.47	66.46	883.01
3e Trimestre	223.18	8.94	12.73	196.71	33.99	108.59	183.04	136.32	93.63	1.18	1,003.32	70.23	933.09
4e Trimestre	250.10	8.90	13.17	201.16	28.51	104.44	168.79	204.18	92.42	1.61	1,074.26	75.20	999.07
2018 (P)													
1er Trimestre	247.41	11.51	15.78	173.40	48.79	222.19	163.28	173.50	105.43	2.29	1,163.60	81.45	1,082.15
2e Trimestre	188.20	8.94	14.56	279.77	33.01	214.29	134.86	187.86	86.03	0.57	1,151.09	80.58	1,070.51
3e Trimestre	257.90	9.81	19.98	220.67	29.98	145.00	197.91	199.16	146.80	1.17	1,230.38	86.13	1,144.25
4e Trimestre	216.40	9.89	21.16	297.94	31.61	147.32	228.20	169.18	153.58	1.50	1,276.78	89.37	1,187.41
2018 (P)													
Octobre	83.16	3.71	5.39	54.59	17.00	123.50	60.42	55.42	36.67	0.50	440.36	30.83	409.53
Novembre	102.03	4.13	5.18	46.24	14.33	30.00	58.48	53.57	34.58	0.70	351.25	24.59	326.67
Décembre	62.22	3.68	5.21	70.57	17.46	68.70	44.37	64.51	34.18	1.10	371.89	26.04	345.95
Janvier	75.90	3.74	4.95	110.64	13.66	25.15	43.09	74.81	24.90	0.22	377.06	26.39	350.67
Février	65.92	3.23	4.46	115.88	9.55	48.71	41.48	47.77	28.83	0.19	366.03	25.62	340.40
Mars	46.38	1.88	5.15	53.25	9.80	140.42	50.23	65.27	35.30	0.16	408.00	28.56	379.44
Avril	85.46	3.19	4.65	84.01	9.73	62.94	55.74	83.84	39.76	0.49	410.02	28.70	381.32
Mai	78.09	2.78	7.75	63.02	4.63	56.83	63.50	69.81	56.40	0.41	403.23	28.23	375.01
Juin	94.35	3.83	7.38	73.64	15.62	25.23	78.67	85.50	52.63	0.26	417.12	28.20	387.92
Juillet	79.00	2.99	6.08	53.46	10.21	70.63	73.04	55.88	44.24	0.42	395.74	27.70	368.04
Août	75.50	4.00	8.06	123.89	9.66	45.74	94.31	57.30	48.36	0.85	468.68	32.81	435.87
Septembre	61.90	2.89	7.01	120.59	11.54	30.96	60.85	56.20	59.98	0.43	422.36	28.87	393.50

Sources: Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH \ AGD

1/ Ajustement pour Assurances et Fret

(P): Données provisoires

Tableau L.20 :: Importations de produits pétroliers (En Millions de Barils et en Millions de Dollars E.U.)

Période	Gazoline		Hérosène		Gasoil		Fuel oil (Mazout)		Lubrifiants 8 autres		Bitume		Gaz de pétrole liquéfié		Total	
	Valeur	Volum	Valeur	Volum	Valeur	Volum	Valeur	Volum	Valeur	Volum	Valeur	Volum	Valeur	Volum	Valeur	Volum
2014	1,516.67	197,059.94	482.85	64,164.68	3,952.89	513,742.12	539.14	51,441.74	67.17	7,201.10	1,280.10	1,45,991.00	192.62	16,003.86	8,041.45	995,601.44
2015	1,668.58	151,800.17	518.48	44,009.12	3,705.21	318,015.46	392.73	25,306.41	48.65	5,195.94	655.31	66,914.00	174.78	10,121.82	7,181.71	622,392.71
2016 (P)	1,895.24	142,287.47	555.48	35,523.46	3,882.53	232,767.98	727.98	15,015.60	57.87	6,198.36	1,710.43	121,694.00	228.36	10,279.16	9,087.89	565,795.72
2017 (P)	2,210.10	188,835.18	634.66	47,955.91	3,807.31	282,409.05	817.68	37,475.83	52.88	5,681.95	2,855.31	191,008.65	199.48	9,894.65	10,557.43	749,242.41
2018 (P)	2,741.77	239,669.85	690.74	67,840.11	4,023.45	363,682.97	772.85	26,502.08	55.10	5,907.33	2,296.54	228,777.70	210.65	10,054.52	10,791.29	942,633.56
2014																
1er Trimestre	399.10	41,510.93	100.26	13,128.76	1,123.24	148,690.80	133.62	12,681.60	3.33	394.65	251.03	26,790.00	58.77	4,863.57	2,008.36	249,330.32
2e Trimestre	404.59	51,291.17	120.37	15,916.44	838.07	109,039.98	81.09	7,689.58	19.76	2,142.78	324.57	34,451.00	40.68	4,259.43	1,879.11	224,794.98
3e Trimestre	375.66	51,285.52	134.03	17,546.38	889.32	117,265.25	284.05	27,311.60	35.74	3,857.35	221.88	25,870.00	53.13	4,041.09	2,002.82	247,719.19
4e Trimestre	397.32	52,969.31	138.19	17,574.10	1,092.26	138,452.11	40.38	3,778.96	8.34	886.32	483.61	58,880.00	40.06	2,836.77	2,200.16	275,327.58
2015																
1er Trimestre	322.44	32,724.27	107.44	11,405.95	975.33	102,444.67	89.65	6,369.89	11.36	1,270.64	281.56	32,234.00	38.62	2,327.77	1,828.40	186,806.59
2e Trimestre	463.83	36,761.75	152.85	12,448.36	888.74	70,946.09	116.36	5,910.92	10.78	1,087.88	49.10	5,556.00	47.43	2,306.56	1,709.09	194,499.56
3e Trimestre	419.69	40,779.07	126.54	10,910.77	944.80	80,009.49	123.34	7,040.69	10.72	1,319.54	204.51	18,589.00	45.55	2,236.68	1,878.16	160,865.24
4e Trimestre	482.60	41,515.08	126.65	9,244.84	916.34	66,213.21	63.38	5,954.91	15.79	1,517.58	120.14	10,555.00	43.18	3,250.91	1,748.07	136,251.92
2016 (P)																
1er Trimestre	474.54	35,406.53	162.26	10,369.95	1,025.90	64,706.64	440.35	2,883.50	16.02	1,788.18	315.68	27,195.00	52.39	2,055.49	2,487.14	144,415.29
2e Trimestre	419.46	26,778.30	113.22	5,749.86	810.47	38,235.88	112.62	2,994.07	13.95	1,470.06	125.30	10,794.00	51.05	1,791.96	1,946.07	88,811.23
3e Trimestre	542.54	42,697.49	131.26	8,176.07	1,221.25	74,302.13	123.12	4,261.06	13.95	1,470.06	420.65	31,558.00	83.31	3,387.72	2,536.08	165,662.56
4e Trimestre	458.70	37,405.15	158.74	11,231.48	824.91	54,529.03	51.89	4,866.84	13.95	1,470.06	848.80	52,118.00	41.61	3,043.99	2,396.60	184,656.65
2017 (P)																
1er Trimestre	500.61	40,808.51	173.78	12,505.87	992.95	67,551.74	517.27	21,489.14	13.69	1,529.40	310.13	16,207.15	45.52	2,181.64	2,553.95	162,083.45
2e Trimestre	539.62	51,887.17	139.90	10,841.52	928.48	67,221.24	114.49	4,462.50	12.37	1,278.97	1,062.73	55,537.51	49.24	2,046.26	2,900.81	193,281.16
3e Trimestre	500.49	42,450.42	172.44	12,773.51	708.61	49,565.24	123.24	5,650.90	12.35	1,394.80	895.95	79,104.74	64.43	2,812.20	2,477.21	192,751.81
4e Trimestre	615.38	53,879.08	148.94	11,895.01	1,177.29	78,087.83	62.68	5,883.30	14.47	1,458.78	568.60	41,160.25	40.29	2,841.75	2,825.46	195,125.99
2018 (P)																
1er Trimestre	793.55	41,231.95	182.94	15,988.57	753.82	60,765.37	478.82	12,191.32	14.85	1,658.79	413.34	34,227.59	48.85	2,123.56	2,665.67	168,202.15
2e Trimestre	750.18	73,135.68	126.52	12,039.06	1,180.53	109,198.41	113.57	3,723.29	13.16	1,374.52	890.52	76,046.83	50.16	1,920.62	3,123.64	271,376.41
3e Trimestre	600.58	60,639.88	163.03	16,389.56	927.98	86,675.62	123.18	5,212.35	12.88	1,409.60	393.31	40,708.75	70.80	3,067.48	2,291.76	214,052.24
4e Trimestre	597.46	64,862.34	218.65	23,427.92	1,161.12	113,135.57	57.28	5,375.12	14.21	1,464.42	599.37	77,794.53	40.94	2,942.86	2,690.02	289,002.76
2018 (P)																
Octobre	432.03	6,009.90	77.22	6,482.72	388.12	29,712.88	320.04	5,449.62	4.69	534.70	601.44	4,091.64	14.69	865.98	1,298.23	52,956.24
Novembre	361.52	35,223.05	0.00	0.00	0.00	0.00	87.37	3,594.57	4.98	528.36	81.85	6,998.22	11.42	481.83	547.24	46,786.03
Décembre	0.00	0.00	106.32	8,480.85	384.70	31,072.69	71.41	3,177.13	5.18	595.73	271.95	23,137.73	22.84	975.75	840.40	66,449.88
Janvier	250.25	24,935.77	53.15	5,313.79	506.81	44,722.36	40.69	1,297.18	4.37	450.77	352.42	30,095.35	14.75	517.16	1,222.44	107,322.98
Février	192.29	18,492.62	50.04	4,718.47	550.21	47,761.27	39.62	1,266.77	4.42	472.98	456.52	38,994.98	16.03	716.06	1,311.13	112,405.15
Mars	307.64	29,707.29	22.33	2,008.80	123.51	10,632.78	33.26	1,199.94	4.37	450.77	81.58	6,986.50	17.38	885.40	590.07	51,648.88
Avril	217.68	21,576.77	89.94	8,110.41	391.57	30,025.82	41.02	1,782.80	4.12	444.35	178.86	18,542.51	22.55	1,005.64	880.74	81,488.10
Mai	142.84	14,481.52	0.00	0.00	250.83	23,323.50	41.14	1,642.31	4.39	488.76	196.26	20,233.84	23.49	953.04	658.75	61,192.77
Juin	240.26	24,560.59	78.09	8,278.15	345.58	38,276.30	41.02	1,767.44	4.37	486.48	171.19	1,892.60	24.78	1,106.80	752.27	71,481.97
Juillet	158.54	17,079.28	74.31	7,956.51	180.05	15,990.08	13.79	1,300.29	4.47	461.59	71.46	8,996.89	10.44	687.79	493.06	51,852.43
Août	159.76	17,527.20	69.92	7,982.18	502.54	47,846.65	27.76	2,598.04	5.00	514.69	393.55	43,334.27	16.02	1,174.97	1,114.55	120,177.98
Septembre	279.16	30,255.66	75.42	8,069.25	498.53	50,098.84	15.73	1,476.79	4.74	488.14	194.36	25,463.37	14.48	1,100.10	1,062.41	116,972.36

Sources: Ministère de l'Economie et des Finances
 8 Compagnies pétrolières
 (P) Données préliminaires
 1 baril = 42 gallons

Tableau I.21 :: Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars ÉU)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P
Dette externe totale	1,884,72	1,247,15	863,08	657,34	1,049,10	1,474,90	1,829,50	1,981,80	2,008,80	2,129,35	2,120,91
Dette à long terme	1,884,72	1,247,15	863,08	657,34	1,049,10	1,474,90	1,829,50	1,981,80	2,008,80	2,129,35	2,120,91
Créanciers bilatéraux	387,73	506,94	249,29	549,66	915,30	1,326,60	1,674,70	1,813,70	1,837,80	1,909,00	1,914,98
Dont États Unis	5,67	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	30,89	30,58	28,67	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	33,36	33,20	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	58,71	58,33	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine Taipei	91,80	89,67	86,70	83,79	81,60	77,50	71,70	68,30	66,80	65,30	62,66
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L/C BRH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vénézuéla/PDUSA	167,30	295,16	133,92	461,89	823,30	1235,00	1576,30	1718,70	1742,80	1816,90	1825,52
Vénézuéla/BANDES	-	-	-	3,99	10,40	14,10	26,70	26,70	28,20	26,80	26,80
ECC/IDA administred	1,434,89	680,71	569,10	102,43	126,40	135,90	137,20	148,50	153,90	204,05	192,93
Créanciers Multilatéraux	512,78	38,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DONT BIRD/IDA	39,46	48,30	62,40	66,10	66,30	64,50	61,00	56,40	56,80	55,19	51,98
FIDA	104,77	169,56	12,70	25,58	48,00	57,80	58,30	67,30	64,70	102,87	92,18
FMI	774,82	417,50	485,70	-	0,10	-	0,10	-	-	0,1	-
BID	3,06	6,60	8,30	10,75	12,00	13,50	17,90	24,80	32,40	45,95	48,77
OPEC	62,10	59,50	44,69	5,25	7,50	12,40	17,60	19,60	17,00	16,30	13,00
Dette réamenagée	62,10	59,50	44,69	5,25	7,50	12,40	17,60	19,60	17,00	16,30	13,00
Chine Taipei	-	-	2,20	5,25	7,50	12,40	17,60	19,60	17,00	16,30	13,00
France	-	-	42,49	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arriérés	-	-	0,10	0,06	-	-	3,70	18,40	0,10	81,42	169,69

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.
P/ Données provisoires

Tableau 1.22 :: Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars ÉU)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^P
Bilatéral											
France	217.18	126.98	201.30	349.59	367.82	401.58	355.76	184.55	90.19	73.55	20.82
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	50.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
POUSA	167.18	126.98	201.30	345.60	361.45	397.88	343.13	164.55	88.69	73.55	20.82
BANDES	-	-	-	3.99	6.38	3.70	12.63	-	1.50	-	-
Multilatéral	167.77	157.72	216.40	22.41	28.46	12.47	8.40	20.28	11.23	55.50	6.68
IDR/BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	111.99	84.26	72.20	-	-	-	-	-	-	-	-
FMI	51.09	59.90	126.29	12.93	22.58	9.88	2.53	12.25	-	41.62	-
OPEC	0.85	4.39	3.41	4.36	3.85	1.73	4.54	7.19	8.27	13.57	6.68
FIDA	3.85	9.17	14.49	5.12	3.03	0.87	1.33	0.83	2.96	0.31	-
Total	384.95	284.70	417.70	372.00	397.28	414.05	364.16	184.82	101.42	129.05	27.50

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

P/ Données provisoires

Tableau I.23 ::: Paiement du service de la dette (en millions de dollars É.U.)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*
Intérêts	19,28	11,91	7,18	0,74	0,36	1,70	8,06	8,18	19,26	4,09	3,28
Multilatéral	17,49	9,53	6,10	0,74	0,22	0,29	0,34	0,45	0,59	0,62	0,89
IDA/BIRD	3,98	2,42	0,15	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	12,20	6,21	5,41	-	-	-	-	0,01	-	-	0,01
FMI	0,86	0,37	0,42	0,43	-	-	-	-	-	-	-
OPEC	0,09	0,16	0,11	0,31	0,22	0,29	0,34	0,45	0,59	0,62	0,88
FIDA	0,37	0,37	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	1,79	2,38	1,08	-	0,15	1,41	7,72	7,73	18,68	3,47	2,99
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	1,79	2,38	1,08	-	0,15	1,41	7,72	6,34	16,26	1,28	-
POUSA	1,79	2,38	1,08	-	0,15	1,41	7,72	5,53	16,26	-	-
BANDES	-	-	-	-	-	-	-	0,81	-	1,28	-
EXIMBANK (CHINE TAIPEI)	-	-	-	-	-	-	-	1,39	0,85	0,64	0,86
ICDF (TAIWAN)	-	-	-	-	-	-	-	-	0,03	0,02	0,02
LANDBANK	-	-	-	-	-	-	-	-	1,53	1,52	1,51
Principal	29,96	23,99	5,83	1,92	0,58	4,66	12,61	24,82	69,16	10,43	17,64
Multilatéral	27,83	21,86	5,08	1,92	0,58	0,70	0,52	0,49	2,94	6,80	11,70
IDA/BIRD	13,77	10,98	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	12,09	8,88	3,78	0,03	0,18	0,01	0,01	-	0,02	0,01	0,01
FMI	-	-	-	-	-	-	-	-	2,28	5,90	9,57
OPEC	0,95	0,85	1,29	1,89	0,40	0,69	0,51	0,49	0,65	0,88	2,12
FIDA	1,03	1,15	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	2,13	2,13	0,76	-	-	3,96	12,09	24,33	66,21	3,63	5,95
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	2,13	2,13	0,76	-	-	3,96	12,09	22,16	63,29	1,41	-
POUSA	2,13	2,13	0,76	-	-	3,96	12,09	22,16	63,29	-	-
BANDES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,41	-
EXIMBANK (CHINE TAIPEI)	-	-	-	-	-	-	-	2,17	2,86	2,16	3,56
ICDF (TAIWAN)	-	-	-	-	-	-	-	-	0,06	0,06	0,06
LANDBANK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,33
	49,24	35,91	13,01	2,66	0,94	6,36	20,67	33,01	88,41	14,51	20,92

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

P/ : Données provisoires

Tableau I.1 :: Chiffres clés du bilan par banque (En milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBA	Scotiabank	Sous-Total	Total
AU 30 SEPTEMBRE 2018													
Actif	67,575,700.0	3,479,489.8	21,374,878.3	23,026,514.0	85,643,757.8	113,100,020.0	315,200,159.9	7,392,044.5	7,392,044.5	6,477,166.0	-	6,477,166.0	329,069,370.4
Bons B.R.H.	9,145,000.0	760,000.0	700,000.0	440,000.0	1,294,000.0	600,000.0	12,939,000.0	-	-	-	-	-	12,939,000.0
Prêts	15,966,768.0	674,025.6	11,190,428.3	9,273,951.0	28,261,873.7	32,150,952.5	97,517,999.1	4,151,677.7	4,151,677.7	553,590.0	-	553,590.0	102,223,216.9
Dépôts	53,076,921.0	3,107,919.3	15,189,051.7	18,865,745.0	70,694,658.7	97,088,000.5	258,022,296.2	4,368,473.8	4,368,473.8	5,141,852.0	-	5,141,852.0	287,532,622.0
Roi des Rationnaires	6,328,754.0	(42,589.1)	2,549,831.1	2,144,993.0	6,883,075.2	10,389,467.1	28,252,951.3	689,921.2	689,921.2	356,260.0	-	356,260.0	29,299,192.6
AU 30 SEPTEMBRE 2017													
Actif	62,044,590.0	3,295,068.5	17,035,126.2	19,089,512.0	79,560,858.5	115,206,642.4	290,291,797.6	7,122,956.1	7,122,956.1	6,368,020.0	-	6,368,020.0	303,727,773.7
Bons B.R.H.	7,600,000.0	362,000.0	300,000.0	245,534.0	1,800,000.0	900,000.0	11,007,534.0	-	-	259,477.0	-	259,477.0	11,267,011.0
Prêts	13,905,845.0	703,651.9	8,528,631.4	7,699,284.0	22,532,268.7	29,191,141.4	82,561,142.4	4,010,119.6	4,010,119.6	569,196.0	-	569,196.0	87,160,751.9
Dépôts	49,433,029.0	2,850,870.9	13,119,497.4	15,598,497.0	60,065,794.4	93,169,033.2	234,266,661.9	4,052,084.9	4,052,084.9	5,246,110.0	-	5,246,110.0	243,564,856.8
Roi des Rationnaires	5,175,769.0	(46,711.0)	1,335,711.0	1,788,123.0	5,878,861.3	12,222,542.6	26,354,316.0	677,212.8	677,212.8	391,431.0	-	391,431.0	27,422,956.8
AU 30 SEPTEMBRE 2016													
Actif	60,164,954.2	3,705,072.7	12,766,259.9	17,112,276.0	70,438,438.9	86,159,747.2	250,368,751.9	8,436,567.5	8,436,567.5	5,847,840.0	6,702,422.0	12,550,262.0	271,955,581.4
Bons B.R.H.	8,550,000.0	520,000.0	-	229,280.0	450,000.0	-	9,749,280.0	-	-	717,860.0	-	717,860.0	10,466,940.0
Prêts	12,070,899.8	1,063,400.2	6,260,565.2	7,139,923.0	21,239,361.0	24,839,169.2	72,633,488.4	4,095,844.5	4,095,844.5	744,549.0	2,012,504.0	2,757,053.0	79,486,365.9
Dépôts	48,924,228.9	3,569,148.1	9,520,158.4	14,332,617.0	58,213,552.5	70,212,143.4	204,560,848.3	5,997,613.8	5,997,613.8	4,457,213.0	5,900,088.0	10,357,301.0	220,915,763.1
Roi des Rationnaires	4,446,610.7	(13,012.5)	1,031,825.3	1,526,106.0	5,268,356.2	10,933,345.6	23,194,233.3	637,371.1	637,371.1	376,869.0	381,572.0	758,440.0	24,590,044.4
AU 30 SEPTEMBRE 2015													
Actif	47,427,693.6	3,077,336.9	7,977,287.7	14,153,022.0	58,331,618.0	73,165,594.3	204,152,552.5	7,024,729.6	7,024,729.6	6,117,281.0	5,595,136.0	11,702,420.0	222,873,702.2
Bons B.R.H.	4,275,000.0	50,000.0	-	143,634.0	-	-	4,469,934.0	-	-	499,030.0	-	499,030.0	4,967,964.0
Prêts	9,850,703.7	788,307.4	3,566,985.6	5,470,779.0	19,011,273.9	22,076,403.9	60,774,453.4	3,570,199.0	3,570,199.0	1,244,386.0	2,094,729.0	3,329,117.0	67,673,769.4
Dépôts	37,307,304.0	2,663,764.5	6,414,288.8	11,996,341.0	47,230,120.9	59,213,001.8	164,627,621.0	5,209,514.2	5,209,514.2	4,597,056.0	4,896,747.0	9,493,803.0	179,526,186.2
Roi des Rationnaires	3,467,568.4	68,029.4	505,449.3	1,261,196.0	4,201,961.2	6,388,574.4	15,862,778.7	520,963.3	520,963.3	465,963.0	291,754.0	757,717.0	17,171,458.0
AU 30 SEPTEMBRE 2014													
Actif	44,677,769.6	3,094,829.3	4,984,984.2	11,992,488.0	52,053,383.6	59,077,362.7	175,840,796.5	5,695,677.7	5,695,677.7	7,089,895.0	5,905,326.0	12,995,221.0	194,501,695.1
Bons B.R.H.	2,334,000.0	100,000.0	-	74,992.0	1,950,000.0	-	4,459,992.0	-	-	49,563.0	-	49,563.0	4,509,555.0
Prêts	11,294,488.0	958,691.8	2,277,488.0	5,416,947.0	19,001,042.8	22,147,640.6	61,396,288.2	3,180,507.2	3,180,507.2	2,154,182.0	3,601,452.0	5,755,634.0	88,176,247.4
Dépôts	35,961,593.2	2,755,867.0	4,083,025.8	10,146,096.0	41,456,042.8	49,486,999.6	142,891,626.4	4,094,458.1	4,094,458.1	5,538,270.0	5,024,768.0	10,563,038.0	157,549,122.5
Roi des Rationnaires	3,036,675.8	129,300.9	269,271.0	1,008,190.0	3,767,440.1	5,455,690.1	13,667,567.9	466,175.8	466,175.8	369,506.0	247,234.0	616,742.0	14,750,485.7

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.2 :: Chiffres clés des résultats par banque (En milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank**	Sagebank	Unibank	Sous-Total	Sagebel	Sous-Total	C80R	Scotiabank	Sous-Total	Total
2018 (Octobre 2017 - Septembre 2018)													
Revenus nets d'intérêt	2,734,905.0	99,886.5	933,067.3	1,086,540.0	2,582,003.9	2,712,982.4	101,591,455.1	295,272.0	295,272.0	88,236.0	-	88,236.0	10,542,949.1
Autres revenus	967,091.0	59,159.4	503,324.2	1,000,953.0	2,350,876.0	2,829,435.9	7,710,840.4	75,033.3	75,033.3	259,955.0	-	259,955.0	8,045,728.8
Dont, à la prov. pr créances doute.	160,000.0	21,093.5	44,275.4	51,941.0	419,633.0	43,012.0	729,854.9	66,171.8	66,171.8	-	-	-	713,883.1
Frais d'exploitation	2,209,107.0	133,879.5	870,891.8	1,394,534.0	3,395,589.2	3,866,949.6	11,680,851.1	195,428.7	195,428.7	300,009.0	-	300,009.0	12,176,289.9
Bénéfice net (Perte nette)	1,342,889.0	4,121.9	394,857.1	520,902.0	911,859.6	1,947,479.9	5,092,109.5	138,465.3	139,465.3	33,149.0	-	33,149.0	5,294,729.8
2017 (Octobre 2016 - Septembre 2017)													
Revenus nets d'intérêt	2,323,544.4	129,116.6	737,099.4	955,346.0	2,176,252.4	2,050,189.8	8,371,548.6	308,820.3	308,820.3	94,952.0	108,104.0	203,056.0	8,883,424.9
Autres revenus	812,099.3	57,156.7	389,177.2	809,058.0	2,092,007.8	10,989,178.8	15,137,690.9	72,452.8	72,452.8	192,903.0	82,395.0	275,298.0	15,495,481.6
Dont, à la prov. pr créances doute.	130,000.0	25,828.0	133,771	27,948.0	289,380.5	191,733.0	381,089.8	17,587.7	17,587.7	-	8,775.9	8,775.9	407,433.4
Frais d'exploitation	1,901,960.4	147,432.7	816,153.5	1,224,887.0	3,027,752.9	3,358,836.3	10,471,032.9	180,904.1	180,904.1	255,403.0	223,934.0	479,337.0	11,137,273.9
Bénéfice net (Perte nette)	1,103,683.3	13,215.6	216,478.8	415,226.0	751,126.8	8,924,864.0	12,424,595.6	133,444.9	133,444.9	22,370.0	151,042.3	126,672.3	12,529,369.2
2016 (Octobre 2015 - Septembre 2016)													
Revenus nets d'intérêt	2,169,306.7	93,286.0	556,979.4	840,630.0	2,156,877.7	2,024,766.5	7,941,648.4	300,107.6	300,107.6	116,086.0	246,790.0	362,876.0	8,504,631.9
Autres revenus	792,582.5	63,343.2	343,281.9	686,086.0	2,063,580.7	6,099,074.9	9,997,949.2	58,223.8	58,223.8	176,924.0	174,640.0	351,564.0	10,407,737.1
Dont, à la prov. pr créances doute.	135,291.0	32,214.2	111,499.6	33,563.0	298,491.3	31,036.5	519,096.3	15,459.4	15,459.4	-	13,227.9	13,227.9	510,408.1
Frais d'exploitation	1,716,008.6	175,252.1	653,036.9	1,037,603.0	2,629,393.8	2,665,515.4	8,876,807.7	184,178.8	184,178.8	311,579.0	332,076.0	643,655.0	9,704,841.5
Bénéfice net (Perte nette)	1,050,591.7	150,837.1	181,106.8	372,499.0	1,002,123.4	5,288,631.5	7,825,055.2	131,116.8	131,116.8	127,814.0	64,807.2	51,993.2	8,008,165.2
2015 (Octobre 2014 - Septembre 2015)													
Revenus nets d'intérêt	1,521,940.6	82,869.5	345,084.6	759,475.0	1,710,505.2	1,970,231.3	6,394,206.1	253,998.0	253,998.0	159,957.0	206,188.0	366,145.0	7,004,349.1
Autres revenus	550,294.8	59,144.7	289,414.8	588,405.0	1,617,405.8	2,416,594.7	5,541,229.9	44,136.2	44,136.2	232,672.0	128,239.0	360,911.0	5,946,277.1
Dont, à la prov. pr créances doute.	140,131.8	37,471.1	52,189.6	33,447.0	485,679.3	111,988.0	870,907.0	18,550.0	18,550.0	1.0	-1,238.1	-1,237.1	868,219.9
Frais d'exploitation	1,420,752.9	130,746.2	409,481.2	840,652.0	2,132,954.5	2,212,490.5	7,147,077.2	153,109.0	153,109.0	260,816.0	260,896.0	521,454.0	7,821,840.2
Bénéfice net (Perte nette)	511,350.7	-26,103.1	135,158.8	388,545.0	553,277.2	1,800,586.5	3,357,815.0	92,326.9	92,326.9	91,252.0	49,627.9	140,879.9	3,581,021.8
2014 (Octobre 2013 - Septembre 2014)													
Revenus nets d'intérêt	1,114,026.7	105,949.1	224,731.4	615,748.0	1,450,429.2	1,383,593.3	4,904,467.7	179,830.7	179,830.7	132,157.0	188,298.0	320,453.0	5,404,751.4
Autres revenus	530,621.9	52,373.8	180,246.3	454,753.0	1,559,918.6	2,250,880.1	5,008,602.8	43,700.5	43,700.5	278,969.0	88,348.0	372,317.0	5,424,820.3
Dont, à la prov. pr créances doute.	121,652.9	37,844.6	-11,747.3	92,740.0	409,789.0	54,986.8	645,488.0	10,906.3	10,906.3	116,722.0	642.3	-16,079.7	640,294.6
Frais d'exploitation	1,112,652.2	126,009.0	387,155.7	745,748.0	2,045,741.4	1,919,967.3	6,337,273.5	165,823.4	165,823.4	227,631.0	276,396.0	504,167.0	6,977,263.9
Bénéfice net (Perte nette)	410,143.6	-5,530.7	9,568.4	235,056.0	453,887.5	1,562,106.8	2,665,031.5	56,065.2	56,065.2	138,798.0	-7,862.9	130,935.1	2,852,031.8

Source: BPH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.3 :: Ratios financiers par banque

Ruïres des actionnaires	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sagebank	Unibank	Sous-Total	Sagebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
en % de l'actif													
Ru 30 septembre 2018	8,14%	-1,2%	11,9%	8,3%	7,8%	9,2%	8,0%	8,3%	8,3%	5,5%	0,0%	5,5%	8,9%
Ru 30 septembre 2017	8,3%	-1,4%	7,8%	8,4%	8,0%	10,6%	8,1%	8,5%	8,5%	6,1%	0,0%	6,1%	9,0%
Ru 30 septembre 2016	7,14%	-0,4%	8,1%	8,9%	7,5%	12,7%	9,3%	7,8%	7,8%	6,4%	5,7%	6,0%	9,1%
Ru 30 septembre 2015	7,3%	2,2%	6,3%	8,9%	7,2%	8,7%	7,8%	7,4%	7,4%	7,6%	5,2%	6,5%	7,7%
Ru 30 septembre 2014	8,80%	4,22%	5,40%	8,42%	7,24%	9,23%	7,7%	8,23%	8,23%	5,21%	4,18%	4,75%	7,58%
Dépôts en % de l'actif													
Ru 30 septembre 2018	78,514%	88,32%	71,08%	82,02%	81,58%	85,82%	81,86%	58,10%	59,10%	79,38%	0,00%	78,38%	81,3%
Ru 30 septembre 2017	78,67%	86,52%	77,01%	81,71%	81,70%	80,87%	80,72%	58,88%	58,88%	82,38%	0,00%	82,38%	80,2%
Ru 30 septembre 2016	81,32%	90,64%	74,44%	83,16%	82,64%	81,48%	81,70%	71,08%	71,08%	76,22%	88,03%	82,53%	81,4%
Ru 30 septembre 2015	78,66%	86,56%	80,41%	84,78%	80,87%	80,81%	80,74%	74,16%	74,16%	75,15%	87,67%	81,13%	80,5%
Ru 30 septembre 2014	80,48%	88,92%	81,81%	84,67%	78,65%	82,07%	81,26%	72,27%	72,27%	78,11%	85,08%	81,28%	81,0%
QUALITÉ DE L'ACTIF													
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts													
Ru 30 septembre 2018	4,08%	62,88%	0,40%	0,37%	0,99%	0,10%	1,90%	18,01%	18,01%	0,00%	0,00%	0,00%	2,55%
Ru 30 septembre 2017	4,10%	68,64%	0,46%	0,58%	2,31%	0,24%	2,59%	10,50%	10,50%	0,00%	0,00%	0,00%	2,83%
Ru 30 septembre 2016	4,48%	37,72%	0,68%	1,18%	3,28%	0,68%	2,94%	10,41%	10,41%	0,00%	6,87%	5,07%	3,38%
Ru 30 septembre 2015	6,94%	38,74%	1,54%	0,63%	4,85%	0,45%	3,78%	6,75%	6,75%	0,00%	5,68%	3,81%	3,83%
Ru 30 septembre 2014	4,52%	37,45%	2,17%	0,59%	2,58%	0,07%	2,61%	9,34%	9,34%	0,04%	8,63%	4,04%	3,00%
Provision pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts													
Ru 30 septembre 2018	79,95%	77,44%	146,43%	97,01%	252,68%	680,21%	116,87%	16,68%	16,68%	0,00%	0,00%	0,00%	87,87%
Ru 30 septembre 2017	81,81%	68,16%	115,36%	87,86%	163,12%	289,83%	103,06%	27,48%	27,48%	0,00%	0,00%	0,00%	80,58%
Ru 30 septembre 2016	84,04%	88,44%	120,45%	62,69%	125,32%	145,08%	103,61%	19,97%	19,97%	0,00%	58,86%	58,86%	88,10%
Ru 30 septembre 2015	56,48%	94,54%	132,50%	132,49%	88,13%	186,88%	86,32%	35,41%	35,41%	0,00%	68,62%	68,62%	80,95%
Ru 30 septembre 2014	48,47%	80,12%	47,72%	97,20%	102,78%	687,60%	82,63%	22,49%	22,49%	0,00%	57,40%	57,40%	72,08%
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires													
Ru 30 septembre 2018	2,13%	-434,83%	-0,82%	0,05%	-6,36%	-1,75%	-1,13%	93,11%	93,11%	0,00%	0,00%	0,00%	1,10%
Ru 30 septembre 2017	2,08%	-618,80%	-0,46%	0,30%	-5,81%	-0,88%	-0,25%	46,43%	46,43%	0,00%	0,00%	0,00%	0,90%
Ru 30 septembre 2016	2,01%	-544,88%	-0,86%	2,08%	-3,49%	-0,72%	-0,34%	54,66%	54,66%	0,00%	16,27%	81,8%	1,85%
Ru 30 septembre 2015	8,93%	40,79%	-3,61%	-0,89%	2,72%	-1,53%	2,04%	30,60%	30,60%	0,00%	13,26%	5,1%	3,05%
Ru 30 septembre 2014	8,68%	78,86%	9,70%	0,09%	-0,37%	-1,72%	2,08%	50,47%	50,47%	0,11%	25,51%	10,29%	3,95%

Source: BCU/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1993.

Tableau II.4 :: Ratios financiers par banque - Ratios de rentabilité

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebank	Sous-Total	CBNA	Soci�t�bank	Sous-Total	Total
ROA (rendement de l'actif)													
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	2,07%	0,12%	1,80%	2,47%	1,14%	1,71%	1,68%	1,92%	1,92%	0,52%	0,00%	0,52%	1,66%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	1,81%	0,88%	1,45%	2,28%	1,04%	9,88%	4,60%	1,72%	1,72%	0,37%	0,00%	-0,30%	4,88%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	1,95%	-1,50%	1,74%	2,38%	1,56%	6,61%	3,44%	1,70%	1,70%	-0,21%	1,05%	0,43%	3,24%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	1,11%	-0,85%	2,09%	2,94%	1,00%	2,72%	1,77%	1,46%	1,46%	1,38%	0,88%	1,14%	1,72%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	0,94%	-0,19%	0,21%	2,11%	0,91%	2,77%	1,58%	1,13%	1,13%	2,23%	-0,13%	1,08%	1,54%
ROE (rendement de l'avoir des actionnaires)													
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	23,35%	-8,23%	18,76%	28,49%	14,29%	17,23%	18,65%	20,40%	20,40%	8,87%	0,00%	8,87%	18,56%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	22,94%	-44,28%	18,29%	25,08%	13,48%	85,72%	50,15%	20,30%	20,30%	5,82%	0,00%	-4,89%	48,18%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	26,55%	-184,81%	23,56%	26,72%	21,16%	60,84%	40,04%	22,64%	22,64%	-3,04%	19,25%	6,88%	38,35%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	15,72%	-26,46%	34,89%	33,78%	13,89%	30,40%	22,72%	18,71%	18,71%	21,84%	18,42%	20,50%	22,50%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	14,34%	-3,41%	4,53%	24,88%	12,53%	30,83%	20,66%	12,33%	12,33%	46,71%	-3,11%	23,54%	20,51%
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt													
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	87,02%	62,11%	70,82%	78,83%	77,55%	77,05%	78,98%	58,68%	58,68%	96,28%	0,00%	96,28%	78,94%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	88,76%	65,98%	68,28%	78,25%	74,05%	64,31%	74,58%	58,60%	58,60%	87,07%	89,35%	88,27%	74,03%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	91,44%	65,73%	74,49%	77,57%	73,84%	66,95%	76,20%	52,61%	52,61%	85,90%	90,08%	80,82%	75,18%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	90,55%	74,88%	85,70%	88,47%	83,89%	81,52%	85,13%	65,69%	65,69%	80,58%	97,87%	89,53%	84,44%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	93,47%	90,88%	94,60%	92,08%	87,76%	88,15%	90,02%	63,43%	63,43%	91,18%	98,18%	95,18%	89,08%
Rendement moyen des prêts													
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	9,65%	5,15%	12,75%	15,38%	10,95%	9,78%	10,86%	10,71%	10,71%	9,44%	0,00%	9,44%	10,84%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	9,63%	6,76%	13,91%	15,57%	10,76%	10,55%	11,77%	10,35%	10,35%	12,68%	0,00%	11,70%	11,14%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	9,63%	6,15%	14,59%	15,80%	11,66%	12,09%	11,95%	11,43%	11,43%	12,88%	12,80%	12,88%	11,95%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	8,54%	6,90%	12,96%	14,67%	8,53%	10,39%	9,91%	9,60%	9,60%	10,88%	9,40%	9,86%	9,90%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	7,38%	8,01%	12,70%	12,75%	7,22%	7,12%	7,88%	8,26%	8,26%	10,18%	8,30%	9,02%	7,96%
Rémunération moyenne des dépôts													
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	0,80%	2,05%	2,72%	1,71%	1,14%	0,85%	1,10%	4,94%	4,94%	0,7%	0,00%	0,07%	1,14%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	0,60%	2,14%	2,89%	1,77%	1,29%	1,39%	1,30%	4,71%	4,71%	0,20%	0,00%	0,35%	1,94%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	0,47%	1,62%	2,39%	1,85%	1,45%	1,54%	1,33%	4,83%	4,83%	1,33%	0,50%	0,88%	1,40%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	0,43%	1,03%	1,10%	0,89%	0,74%	0,83%	0,72%	2,85%	2,85%	0,75%	0,09%	0,43%	0,77%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	0,22%	0,41%	0,94%	0,58%	0,50%	0,40%	0,38%	3,01%	3,01%	0,28%	0,07%	0,17%	0,44%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire (marge nette d'intérêt + autres revenus)													
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	58,67%	84,15%	60,63%	66,48%	68,63%	86,52%	65,38%	52,78%	52,78%	86,18%	0,00%	86,18%	65,50%
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	60,66%	79,15%	72,53%	68,42%	71,10%	25,76%	44,57%	47,45%	47,45%	88,73%	117,55%	100,21%	46,70%
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	59,13%	111,89%	72,54%	67,52%	62,30%	32,81%	49,76%	51,40%	51,40%	106,34%	78,80%	90,09%	51,31%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	88,56%	92,00%	63,53%	62,18%	64,09%	50,44%	58,93%	51,38%	51,38%	66,36%	77,99%	71,72%	60,40%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	67,65%	78,59%	100,57%	68,68%	67,86%	52,88%	63,83%	60,76%	60,76%	55,42%	98,12%	72,78%	64,43%
Productivité par employé (1000)													
2018 (oct. 17 - sept. 2018)	4,618,83	1,219,12	5,482,88	2,915,21	3,418,48	4,286,68	3,838,94	5,038,17	5,038,17	110,50,51	-	110,50,51	3,905,18
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	4,022,63	1,186,47	4,840,32	2,744,02	2,975,72	10,944,60	5,208,65	5,370,04	5,370,04	84,66,32	4,186,78	6,017,03	5,224,98
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	4,248,74	924,07	4,019,02	2,582,72	2,941,97	6,870,06	4,158,87	5,119,02	5,119,02	78,13,60	4,708,72	5,625,51	4,216,33
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	3,242,93	905,19	3,290,57	2,457,96	2,282,52	3,876,69	2,894,37	4,320,79	4,320,79	110,59,97	3,757,61	5,898,81	2,982,29
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	2,676,40	1,068,75	1,929,71	2,082,69	2,154,87	3,397,92	2,512,50	3,548,12	3,548,12	117,46,46	3,128,38	5,542,16	2,619,90

Source: BSH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau ILS : Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes) au 30 Septembre 2017 (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNCE)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Élève Haïtienet (BUE)	Capital Bank*	Scotiabank	Unitbank	Sous-Total	Supabai	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Système
ACTIF													
Disponibilités													
Encaisses	8,704,018.0	156,341.9	633,571.5	662,390.0	3,231,824.0	1,356,763.6	14,747,089.0	41,242.6	41,242.6	53,823.0	-	53,823.0	14,842,747.7
Revers à la BRH	16,206,677.0	973,311.9	6,686,594.9	7,980,137.0	30,062,965.0	41,662,367.0	103,576,272.8	1,266,026.0	1,266,026.0	4,263,062.0	-	4,263,062.0	109,147,362.8
Revers à l'étranger	523,376.0	149,346.3	563,225.3	1,533,566.0	2,146,064.1	3,033,554.9	7,665,225.6	-	-	1,126,364.0	-	1,126,364.0	9,061,566.6
Revers dans les banques locales	-	-	20,634	1,524.0	7,670.5	-	28,447.9	1,111,022.4	1,111,022.4	-	-	-	1,140,470.3
Autres liquidités													
	209,237.0	24,261.7	236,376.3	259,469.0	72,354.4	1,046,555.8	1,651,666.2	22,516.7	22,516.7	123,677.0	-	123,677.0	1,660,061.9
25,945,608.0	1,267,261.8	8,145,492.3	10,457,146.0	35,543,168.1	47,101,301.3	128,169,941.5	246,248,111.7	2,462,611.7	2,462,611.7	5,566,946.0	-	5,566,946.0	136,219,693.2
Bons B.R.H.													
Bons du trésor	9,145,000.0	760,000.0	440,000.0	1,294,000.0	-	800,000.0	12,695,000.0	-	-	-	-	-	12,695,000.0
	4,258,000.0	177,156.9	-	-	207,564.9	-	4,642,721.8	-	-	-	-	-	4,642,721.8
Autres Placements													
	6,663,614.0	26,261.6	362,467.2	1,461,766.0	16,066,223.3	27,066,440.1	53,712,634.2	123,063.2	123,063.2	553,560.0	-	553,560.0	53,636,027.4
Portefeuille net	15,666,766.0	674,025.6	11,190,426.3	9,273,951.0	26,261,673.7	32,150,952.5	67,517,666.1	4,151,627.7	4,151,627.7	553,560.0	-	553,560.0	102,223,216.9
Immobilisations													
	2,036,762.0	306,656.2	271,694.1	790,514.0	2,462,661.3	8,260,156.6	514,471.5	514,471.5	514,471.5	302,271.0	-	302,271.0	10,066,666.2
Autres actifs	1,836,926.0	235,905.6	234,645.4	603,112.0	2,476,671.4	3,546,144.1	8,697,406.6	140,040.3	140,040.3	94,359.0	-	94,359.0	9,111,605.9
67,576,700.0	3,478,488.8	21,674,676.3	28,026,514.0	66,646,757.8	113,100,020.0	315,200,153.9	73,624,044.5	7,362,044.5	7,362,044.5	6,477,166.0	-	6,477,166.0	323,068,670.4
PASSIF													
Dépôts													
À vue	26,522,464.0	1,335,346.2	5,262,422.3	7,960,055.0	29,574,742.7	40,267,366.0	112,662,406.2	1,730,665.7	1,730,665.7	4,736,016.0	-	4,736,016.0	119,422,263.9
Épargne	16,367,471.0	365,601.4	3,106,466.8	4,212,600.0	23,672,666.7	34,264,966.9	61,722,020.6	657,740.0	657,740.0	364,546.0	-	364,546.0	62,744,306.8
À terme	8,156,966.0	1,406,671.8	6,616,656.6	6,663,512.0	17,746,916.3	22,515,620.6	63,637,666.2	1,976,666.1	1,976,666.1	36,265.0	-	36,265.0	65,565,016.9
53,076,621.0	3,107,619.3	15,169,651.7	18,665,745.0	70,664,656.7	113,664,656.7	67,068,000.5	256,022,266.2	4,368,473.8	4,368,473.8	5,141,652.0	-	5,141,652.0	267,532,622.0
Obligations à vue													
Banques locales	-	-	-	-	-	2,124,261.1	-	-	-	-	-	-	2,124,261.1
Banques à l'étranger													
Autres	1,461,566.0	127,027.8	764,766.1	567,147.0	2,002,666.6	1,640,163.7	7,253,594.2	166,712.6	166,712.6	863,627.0	-	863,627.0	8,366,236.9
1,461,566.0	127,027.8	764,766.1	567,147.0	2,002,666.6	3,764,444.6	3,764,444.6	9,377,675.3	166,712.6	166,712.6	863,627.0	-	863,627.0	10,460,516.0
Obligations à terme													
Banques locales	2,195,401.0	75,000.0	2,416,675.7	531,616.0	1,627,536.1	7,146,716.8	1,627,471.8	1,627,471.8	1,627,471.8	-	-	-	9,076,160.7
Banque à l'étranger	-	-	-	-	2,196,531.0	2,196,531.0	-	-	-	-	-	-	2,196,531.0
Autres	3,443,736.0	201,667.3	213,261.8	178,465.0	725,677.0	350,616.6	5,114,253.6	64,721.6	64,721.6	65,127.0	-	65,127.0	5,264,102.5
5,669,140.0	276,667.3	2,662,237.5	710,261.0	4,646,034.0	2,012,163.7	350,616.6	14,456,503.4	2,012,163.7	2,012,163.7	65,127.0	-	65,127.0	16,555,624.1
Autres passifs													
	1,036,317.0	101,644	206,759.9	666,646.0	1,604,003.3	1,527,274.0	5,066,533.6	132,743.1	132,743.1	-	-	-	5,221,276.7
61,246,946.0	3,522,076.9	16,624,647.2	20,662,121.0	76,760,662.6	102,710,552.9	102,710,552.9	266,947,206.6	6,702,123.2	6,702,123.2	6,120,606.0	-	6,120,606.0	266,770,237.9
AVOIR DES ACTIONNAIRES													
Capital versé	3,000,000.0	165,000.0	726,666.6	810,000.0	1,500,000.0	6,431,612.5	12,636,609.1	250,000.0	250,000.0	103,667.0	-	103,667.0	12,660,646.1
Reserves	721,667.0	765,664.6	246,466.2	262,050.0	2,463,566.6	766,444.1	4,552,127.0	227,443.0	227,443.0	56,266.0	-	56,266.0	4,616,656.0
Reserves (Prov. Pour pertes sur prêts)	194,000.0	-	-	-	-	194,000.0	-	-	-	-	-	-	194,000.0
Surplus d'apport	-	14,325.0	11,704.0	1,364.0	371,616.6	1,567,566.6	-	-	-	-	-	-	1,567,566.6
BNR	2,412,772.0	(300,006.6)	400,404.5	1,070,656.0	2,657,661.3	3,161,130.6	9,332,446.5	212,476.2	212,476.2	163,135.0	-	163,135.0	9,736,061.7
	6,326,754.0	(42,566.1)	2,546,661.1	2144,363.0	6,663,076.2	10,666,467.1	26,252,951.3	666,621.2	666,621.2	356,260.0	-	356,260.0	26,269,132.6
67,576,700.0	3,478,488.8	21,674,676.3	28,026,514.0	66,646,757.8	113,100,020.0	315,200,153.9	73,624,044.5	7,362,044.5	7,362,044.5	6,477,166.0	-	6,477,166.0	323,068,670.4
Hors-bilan													
Effets à l'encaissement	815,323.0	-	-	-	140,620.2	1,167.3	65,7140.5	-	-	-	-	-	65,7140.5
Crédit documentaire	244,621.0	-	-	-	1,615,259.2	1,037,165.6	2,667,346.0	-	-	-	-	-	2,667,346.0
Autres	10,566,766.0	220,666.2	1,167,232.2	465,120.0	5,466,544.0	1,323,377.5	19,164,725.6	607,470.5	607,470.5	1,660,066.1	-	1,660,066.1	21,462,265.5
Portefeuille brut	16,505,563.0	1,309,161.6	11,256,471.9	9,307,144.0	26,666,122.2	32,364,355.3	69,726,466.2	4,260,166.5	4,260,166.5	553,560.0	-	553,560.0	104,663,257.7
Provisions pour créances douteuses	566,765.0	665,756.2	66,416.6	33,663.0	724,266.5	216,362.6	2,214,470.1	126,570.7	126,570.7	-	-	-	2,240,040.6
Portefeuille de crédit improductif	673,606.0	620,667.2	45,101.3	94,217.0	266,671.0	31,370.1	1,662,254.6	770,646.0	770,646.0	-	-	-	2,663,200.5

Sources: BRR/Direction de la Supervision du Système Bancaire
 * La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.6 // Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sagebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CNA	Sous-Total	Système
Cumul 2016 (octobre 2017 - septembre 2018)												
REVENUS NETS D'INTÉRÊT												
Revenus d'intérêt												
Prêts	1,491,170.0	87,810.3	1,284,031.6	1,308,241.0	2,869,367.0	3,019,447.2	10,021,067.1	450,261.0	450,261.0	53,968.000	53,968.0	10,525,297.1
Intérêts sur Bons B.R.H.	1,188,973.0	80,518.9	31,123.9	23,770.0	94,817.9	101,022.0	1,521,225.7	-	-	18,327.000	18,327.0	1,539,552.7
Autres	461,727.0	12,569.5	22,381.3	57,966.0	365,439.4	400,448.2	1,320,541.5	53,090.9	53,090.9	19,372.000	19,372.0	1,393,004.4
	3,142,870.0	160,898.7	1,317,546.9	1,390,977.0	3,329,624.3	3,520,917.4	12,862,834.3	503,351.9	503,351.9	91,668.000	91,668.0	13,457,854.2
Dépenses d'intérêt	407,965.0	60,962.2	384,479.6	294,437.0	747,620.4	807,595.0	2,703,369.1	208,080.0	208,080.0	3,432.000	3,432.0	2,914,911.1
	2,734,905.0	99,936.5	933,067.3	1,086,540.0	2,582,003.9	2,712,892.4	10,159,435.1	295,272.0	295,272.0	88,236.000	88,236.0	10,542,943.1
Autres revenus	585,208.0	21,738.9	224,485.4	642,219.0	1,311,943.2	1,387,590.6	4,183,186.1	19,353.7	19,353.7	97,423.000	97,423.0	4,298,968.8
Commissions	274,103.000	23,209.191	155,606.157	191,449.000	509,314,793	809,115,832	1,962,792.0	19,082.2	19,082.2	162,276.000	162,276.0	2,144,150.2
Gains sur change	97,779.0	14,210.3	123,232.6	167,291.0	529,620.0	632,729.5	1,594,862.4	36,591.4	36,591.4	156.000	156.0	1,601,609.7
Autres	967,091.000	59,158.389	503,324,222	1,000,953.000	2,350,877,953	2,829,435,884	7,710,840,448	75,033,302	75,033,302	259,855.000	259,855.000	8,045,728,750
	3,701,996.0	159,094.9	1,436,391.5	2,037,493.0	4,932,881.8	5,542,418.3	17,870,275.6	370,305.3	370,305.3	348,091.000	348,091.0	18,586,871.8
Produit net bancaire	150,000.0	21,093.5	44,275.4	51,841.0	419,633.0	43,012.0	729,854.9	(16,171.8)	(16,171.8)	-	-	713,683.1
Dotations à la provision pour créances douteuses												
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu	3,551,996.0	136,001.4	1,392,116.2	2,045,652.0	4,513,246.8	5,499,406.3	17,140,420.8	386,477.1	386,477.1	348,091.000	348,091.0	17,874,988.7
DÉPENSES D'EXPLOITATION												
Salaire et avantages sociaux	1,388,358.0	81,052.3	358,796.2	474,141.0	1,531,892.5	1,553,163.6	5,387,201.6	80,343.7	80,343.7	96,680.000	96,680.0	5,584,225.3
Frais de locaux	98,084.0	13,532.1	155,652.0	178,610.0	143,893.6	191,632.3	781,504.0	39,573.4	39,573.4	17,979.000	17,979.0	839,056.4
Amortissement	122,921.000	8,445,556	60,471,776	77,228.000	257,289,907	353,381,640	885,737.9	9,700.9	9,700.9	20,133.000	20,133.0	915,571.8
Autres dépenses d'exploitation	599,746.0	30,849.6	285,971.8	664,655.0	1,452,613.1	1,582,672.0	4,626,407.6	65,810.8	65,810.8	165,217.000	165,217.0	4,857,435.4
	2,209,107.000	133,879,526	870,891,780	1,394,534,000	3,385,589,211	3,686,849,632	11,680,851.1	195,428.7	195,428.7	300,009.000	300,009.0	12,176,288.9
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU												
Impôts sur le revenu	1,342,889.0	41,219	521,224.4	651,118.0	1,127,659.6	1,812,556.6	5,459,569.5	191,048.4	191,048.4	48,082.000	48,082.0	5,686,699.9
	-	-	156,367.3	130,216.0	215,800.0	(34,923.3)	387,480.0	51,583.1	51,583.1	14,933.000	14,933.0	483,876.1
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	1,342,889.0	41,219	384,657.1	520,902.0	911,659.6	1,947,479.9	5,092,109,489	139,445,306	139,445,306	33,148.000	33,148.000	5,264,723,795

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank a forgé une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

LISTE DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CNSA	Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire
DGI	Direction Générale des Impôts
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industriel
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MD ÉU	Millions de dollars américain
MG	Millions de Gourdes
MMG	Milliards de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International

Dépôt légal: 3^{ème} trimestre 2022

No.22-04-204

Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :

Direction Communication

Service Impression et Publication

Banque de la République d'Haïti

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti

Direction Monnaie et Analyse Économique

Port-au-Prince, Haïti

Boîte postale : (BP) 1570

Téléphone : (509) 2299-1200 / (509) 22.99.12.51

Télécopieur : (Fax) (509) 22.99.11.49

Internet : <http://www.brh.ht>

ISSN 0257 4349